



OUVRIERS ET BUREAUCRATES

Comment
les rapports
d'exploitation
se sont formés
et ont fonctionné
dans le
bloc soviétique

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



€, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France
Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88
E-mail : inprecor@wanadoo.fr
Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski
Rédacteur en chef : Jan Malewski
Correction : Isabelle Guichard
CPPAP n° 0921 I 88313.
ISSN 1 0294-8516
Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

mai-juin 2021 n° 685/686

Colombie <i>Solidarité avec le peuple colombien !</i>	Bureau exécutif de la IV ^e Internationale	3
Palestine & Israël <i>Solidarité avec les Palestiniens contre l'agression néocoloniale</i>	Bureau exécutif de la IV ^e Internationale	5
<i>« Nous sommes déjà dans une intifada »</i>	entretien de Leena Dallahsheh avec Mustafa Barghouti	5
<i>« Je suis fier d'être Juif, mais j'ai honte d'être Israélien »</i>	Daniel Bar-Tal	8
<i>Le Hamas sort de sa cage à Gaza</i>	entretien de Amjad Iraqi avec Tareq Baconi	12
Afrique du Nord et Moyen-Orient <i>Processus révolutionnaire : Bilan et perspectives</i>	Comité international de la IV ^e Internationale	15
Chili <i>De la conjoncture électorale à la reprise de l'initiative populaire</i>	Igor Goicovic Donoso	23
Hongrie <i>Situation pré-électorale et émergence d'une nouvelle gauche anticapitaliste</i>	entretien avec Annajuli Rosenfeld, Péter Somogyi, Zoltán Sidó et Ágnes Gagyi	25
Notes de lectures <i>L.MAITAN, Pour une histoire de la Quatrième Internationale</i>	John Barzman	33
MARXISME : OUVRIERS ET BUREAUCRATES		
<i>Comment les rapports d'exploitation se sont formés et ont fonctionné dans le bloc soviétique</i>	Zbigniew Marcin Kowalewski	35
Notes de lectures <i>M. SCHINDLER, Nicaragua (1979-2019) – Du triomphe sandiniste à l'insurrection démocratique</i>	Didier Epsztajn	62
État espagnol <i>La gauche vaincue à Madrid</i>	Manuel Garí Ramos	63
Covid-19 <i>Mettons fin au système de brevets privés !</i>	Manifeste international	68

**Vous pouvez acheter vos livres et revues
et même vous abonner à inprecor sur internet :
www.la-breche.com**

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
 - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
 - Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
 - Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :
Rue :
Commune / Code postal :
Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Solidarité avec le peuple colombien !

Il faut arrêter le massacre que le gouvernement Duque mène contre le peuple colombien !

Déclaration du
Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Après les soulèvements spectaculaires en Équateur et au Chili en 2019, nous vivons actuellement une immense rébellion du peuple colombien. Après la victoire partielle de dimanche dernier – le retrait par le gouvernement de son projet de contre-réforme fiscale – le peuple colombien continue de se battre contre le plan d'ajustement du gouvernement Duque et pour mettre fin à la nature répressive et corrompue du régime.

En pleine crise brutale de la pandémie, le gouvernement d'Iván Duque a lancé une réforme fiscale qui, dans sa partie fondamentale, vise à augmenter les impôts sur la population au profit des plus riches. Le gouvernement a profité de la situation sanitaire pour lancer ce projet de loi, ignorant les 500 décès par jour et les 70 000 décès au total, en plus de l'énorme appauvrissement des Colombiens.

Développement du mouvement

Face à cette situation, les organisations du mouvement social ont appelé à une grève nationale le 28 avril pour stopper cette réforme fiscale. Des mobilisations massives ont été déclenchées dans tout le pays, y compris dans les villes moyennes, et ont rassemblé non seulement les travailleurs et travailleuses salariés, mais aussi les travailleur·es informels, les jeunes chômeur·es, les femmes, les habitant·es des quartiers. Le gouvernement a répondu comme d'habitude : avec une violence brutale contre le peuple.

L'ampleur et la force de la mobilisation populaire sont dues au fait que, entre autres facteurs, la réforme fiscale n'est pas une chose isolée ; elle est le point culminant des politiques néolibérales du gouvernement actuel et des gouvernements précédents qui se heurtent finalement à la résistance du peuple colombien. Il s'agit d'une lutte légitime, une colère qui s'est accumulée contre tous les abus de pouvoir



et le recul historique des droits les plus fondamentaux.

Offensive antisociale

Depuis plusieurs décennies, la Colombie a eu des gouvernements dont la politique économique s'est réduite fondamentalement à un transfert d'argent public vers les groupes économiques qui contrôlent les banques privées et les grandes entreprises, et à l'acceptation des investissements des industries extractives qui déplacent les populations, détruisent les territoires et polluent l'eau et la biodiversité. Les conséquences sociales de cette politique ont été dévastatrices : le chômage atteint des niveaux historiques et la menace de mettre au chômage une partie importante des travailleurs du secteur public dans le cadre du plan d'ajustement est imminente. L'endettement des familles, conséquence de la spéculation financière autorisée par le gouvernement, est évitent. Et la liste pourrait s'allonger encore et encore.

Non-respect des accords de paix

À cela s'ajoute l'assassinat quotidien de leaders des mouvements sociaux, les massacres par les mafias du trafic de drogue de populations paysannes et indigènes – parce qu'elles veulent mettre en

œuvre le plan de substitution volontaire aux cultures illicites, comme convenu dans les accords de paix signés à La Havane en 2016 –. Des crimes qui comptent sur la pleine complicité de l'armée, qui ne fait rien pour les arrêter, et alors que le gouvernement, au contraire, a décidé de pulvériser du glyphosate sur ces territoires.

Gestion catastrophique de la pandémie

La gestion de la pandémie n'aurait pas pu être plus désastreuse.

Soutien inconditionnel aux grandes entreprises pharmaceutiques, y compris dans le cadre de discussions internationales à l'Organisation mondiale de la santé lorsque la suppression temporaire des brevets a été proposée, y compris le secret sur la somme payée pour les vaccins et l'accord pour que, dans le cas de maladies résultant de la vaccination, les victimes ne pourraient pas exercer d'actions en justice pour obtenir réparation.

Respect inconditionnel des conditions de paiement de la dette publique au FMI et aux agences de notation des risques, au point d'ouvrir la possibilité d'un échange dette contre nature.

Le manque de ressources publiques pour résoudre la situation des millions de Colombien·es qui ont été entraînés dans le



chômage et celles et ceux qui subsistent avec le travail informel, ce qui les oblige à descendre dans la rue en pleine pandémie et avec un système de santé privatisé qui les abandonne à leur propre sort – seulement 4 millions de personnes ont été vaccinées sur une population de 46 millions d'habitants.

L'augmentation de la pauvreté est alarmante. Les statistiques officielles elles-mêmes reconnaissent que la pauvreté atteint aujourd'hui 60 % de la population, avec une conséquence tragique : sur le nombre total de décès causés par le Covid-19, plus des deux tiers font partie des secteurs les plus pauvres de la population.

Une grande victoire, mais la lutte continue

Après quatre jours d'énormes manifestations, plus de trente mort-es et une centaine de disparu-es aux mains des forces militaires, le dimanche 2 mai, le mouvement populaire a remporté une victoire très importante lorsque le président du gouvernement, le très droitier Duque, a été contraint d'apparaître à la télévision et d'annoncer le retrait de son projet de réforme fiscale régressive afin d'arrêter les mobilisations.

L'offensive capitaliste ne s'arrête pas, mais la résistance populaire non plus

Le peuple colombien a résisté et continue de le faire, encouragé par cette grande victoire. Il s'agit maintenant de stopper le paquetazo de Duque, le paquet de réformes qui, en plus de la réforme fiscale, comprend une réforme de la santé encore plus privatisante, une réforme du travail et une autre sur les retraites... Tout cela pour réduire encore plus les droits des travailleur-es, ce qui a été exigé par le capital

financier transnational à travers le FMI et les agences de notation des risques. Cela implique que le refus des réformes doit être lié au mot d'ordre de suspension immédiate du paiement de la dette publique, mesure d'urgence pour avoir les ressources budgétaires afin de résoudre la tragédie humanitaire que connaît le pays.

La résistance prend la forme d'assemblées territoriales, ce qui est une magnifique opportunité d'élargir la base sociale des luttes, de mieux les coordonner, de les démocratiser et, surtout, d'élaborer une large plateforme, une grande plateforme nationale qui rassemble les principales revendications de tous les secteurs sociaux : les luttes des femmes contre le féminicide malheureusement récurrent dans le pays, le respect des accords de paix en commençant par la substitution volontaire des cultures illicites, les revendications du droit à la terre et au travail digne, la défense de la nature dans une perspective écosocialiste.

Arrêter les massacres des forces répressives, mettre fin à la militarisation de la société

Dans l'immédiat, l'action urgente et solidaire consiste à arrêter le massacre que la police nationale et son corps d'élite, l'Escadron anti-émeute – ESMAD – sont en train de perpétrer contre une population désarmée, sur ordre direct du commandement général des Forces armées et du président Duque. Ils arrivent sur les sites des rassemblements en tirant sur les manifestants et sur les quartiers voisins avec des fusils, des grenades et des gaz, violant ainsi les conventions du droit international humanitaire. De plus, ils embarquent des gens, surtout des jeunes, dans des véhicules officiels – ou sans insigne officiel – qui disparaissent ensuite. Le 3 mai dernier, dans la nuit, dans des quartiers de Cali – la ville où ont eu lieu les plus grandes mani-

festations – après avoir assiégé la ville, ils ont même mitraillé et lancé des bombes incendiaires depuis des hélicoptères officiels contre des habitations.

Le coût humain de la violence armée

Ce traitement guerrier d'une protestation légitime est injustifiable. Le coût humain que le peuple colombien supporte pour exercer ce droit est énorme. Le nombre de mort-es, de disparu-es, de blessé-es et de personnes traduites en justice augmente chaque jour. Cette violation systématique des droits humains a été reconnue par le bureau du délégué des Nations unies en Colombie, par Michelle Bachelet au nom de l'OEA et par Human Rights Watch, entre autres. Le moment exige, et c'est pourquoi nous la soutenons, une solution humanitaire à cette répression militaire effrénée de la protestation sociale. Pour cette raison, nous soutenons la proposition d'une mission d'observation internationale urgente, proposition qui avait déjà été avancée par les secteurs démocratiques et progressistes du pays. En même temps, nous accompagnerons la demande de condamnation internationale du gouvernement Duque pour son caractère génocidaire et répressif.

On connaît la symbiose du gouvernement réactionnaire de Colombie avec les États-Unis, ce qui a facilité pendant des années l'installation de bases militaires américaines dans le pays. A partir de là, des opérations militaires sont planifiées dans d'autres pays, comme dans le sud du Chili contre les demandes légitimes du peuple Mapuche et fondamentalement à la frontière avec le Venezuela, d'où des attaques armées sur ce pays sont mises en œuvre pour faciliter une invasion militaire. Duque rejette toute initiative de paix dans la région et se soumet aux diktats du maître du Nord.

Face aux événements actuels, la IV^e Internationale appelle les mouvements sociaux et les organisations révolutionnaires, progressistes et démocratiques à organiser la solidarité et à se prononcer d'urgence pour une solution humanitaire afin de mettre fin au massacre que le gouvernement Duque mène contre le peuple colombien.

- Pour la répartition des richesses et du travail, pour la transition écosocialiste, pour une démocratie anticapitaliste !
- A bas le gouvernement criminel et génocidaire de Duque !

4 mai 2021

Solidarité avec les Palestiniens contre l'agression néocoloniale !

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Ces dernières semaines, les Palestiniens de Jérusalem se sont mobilisés en masse pour défendre un droit fondamental – vivre dans leurs propres foyers, foyers de leurs familles pendant plusieurs générations – contre les tentatives du gouvernement israélien et des organisations de colons extrémistes de les chasser et de les remplacer par des colons juifs avec une politique qui ne peut être qualifiée que de nettoyage ethnique.

Ils et elles ont été confrontés à une violente répression coloniale, qui s'est notamment exprimée avec l'attaque contre le complexe d'al-Aqsa les vendredi 7 et lundi 10 mai à l'approche de la fin du mois sacré musulman de Ramadan.

Depuis le 10 mai, l'armée israélienne mène également une violente campagne de bombardements contre la bande de Gaza en représailles aux manifestations de solidarité avec les Palestiniens de Jérusalem et aux attaques de roquettes.

À Jérusalem et dans d'autres villes mixtes, en sus de la violence perpétrée par

la police et les forces de défense israéliennes, des groupes juifs d'extrême droite ont attaqué des Arabes dans les rues. Rien qu'à Jérusalem, des centaines de Palestiniens ont été blessés et des dizaines emprisonnés.

Suite à ces violences il y a au moins 83 morts à Gaza (dont 16 enfants), 3 en Cisjordanie. 7 Israéliens ont également été tués.

Les sources d'informations occidentales insistent sur les attaques de roquettes depuis Gaza, le Premier ministre israélien Netanyahu et d'autres politiciens appellent au « calme » tandis que Biden dit qu'« Israël a le droit de se défendre » et appelle au retour à la situation d'avant le 10 mai comme si c'était une situation acceptable. Les critiques quasi inaudibles de la politique de colonisation israélienne ne font rien pour changer cette position de la « communauté internationale » – elle soutiendra Israël pour maintenir le *statu quo* dans la région.

Il ne peut y avoir de calme dans cette situation d'agression coloniale. Il n'y a pas de « responsabilité partagée » pour la violence. L'État colonial d'Israël pratique une

forme d'apartheid et de nettoyage ethnique et les Palestiniens se voient refuser tous droits démocratiques et nationaux. Il n'y aura pas de « solution juste » sans accorder l'intégralité de leurs droits aux Palestiniens.

Les expressions mondiales actuelles de solidarité avec les Palestiniens – lors de manifestations de rue généralisées, dans les stades de football du Chili à l'Écosse – doivent être renforcées et devenir un mouvement puissant et permanent pour tenir Israël responsable de ses crimes.

C'est le sens de la campagne BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions), qui doit être renforcée et développée pour imposer des sanctions contre Israël.

- Le soutien à l'État israélien doit cesser !
- Fin de l'occupation civile et militaire !
- Droits démocratiques et nationaux égaux !
- Droit à l'autodétermination et droit au retour du peuple palestinien !

13 mai 2021

Nous publions ci-après une série d'articles permettant de saisir la diversité des opinions parmi ceux qui s'opposent à l'apartheid en Palestine (red.)

« Nous sommes déjà dans une intifada »

Entretien de Leena Dallahseh avec Mustafa Barghouti*

Leena Dallahseh : Un cessez-le-feu a été déclaré entre Israël et le Hamas à 2 heu-

res du matin, le vendredi 21 mai. Pouvez-vous nous donner un aperçu de la situation sur le terrain en Cisjordanie et dans la bande de Gaza depuis lors ?

Mustafa Barghouti : Toutes les actions

militaires ont été complètement arrêtées, mais l'intifada (1) continue – le soulèvement populaire en Palestine et ses manifestations principalement pacifiques et non violentes sont en cours. Nous avons eu

* **Mustafa Barghouti** (né en 1954 à Jérusalem), médecin, ancien membre du Parti du peuple palestinien (ex-PC), est secrétaire général du parti Initiative nationale palestinienne (INP), fondateur et président de la Palestinian Medical Relief Society (Société palestinienne de secours médical, PMRS). En 2005, il est arrivé deuxième en tant que candidat indépendant à l'élection pour succéder à Yasser Arafat, derrière l'ac-

tuel président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Depuis lors, il a été membre du Conseil législatif palestinien et a occupé le poste de ministre de l'information dans le bref gouvernement d'unité palestinienne de 2007. **Leena Dallahseh** est professeur d'histoire du Moyen-Orient à l'Université Humboldt à Arcata (Californie, États-Unis). Cet entretien a été publié par le site web de la revue étatsunienne

Jacobin le 25 mai 2021 : <https://www.jacobinmag.com/2021/05/mustafa-barghouti-palestine-israel-occupation> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Littéralement « soulèvement », terme utilisé le plus souvent pour désigner deux forts mouvements d'opposition populaire contre l'armée d'occupation israélienne, la première (appelée aussi « guerre des pierres ») de décembre

1987 à septembre 1993 (signature des accords d'Oslo, permettant la création d'une Autorité nationale palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, avec des pouvoirs limités), la seconde de septembre 2000 jusqu'avril 2003 (trêve et début des pourparlers de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne) ou jusqu'à février 2005 (désengagement unilatéral israélien de Gaza).

Palestine & Israël

deux fois un très grand nombre de manifestations aujourd'hui, vendredi 21 mai. La première a eu lieu à 2 heures du matin, lorsque la déclaration de cessez-le-feu a été publiée – les gens sont simplement descendus dans la rue sans rien planifier. Il y a eu un énorme rassemblement à Gaza, puis de grandes manifestations à Hébron, Naplouse, Ramallah, Bethléem, et vraiment partout. C'était la célébration de ce que les gens considéraient comme une victoire.

À partir de vendredi 21 mai à midi, de grandes manifestations ont affronté l'armée israélienne en de nombreux endroits, notamment à Ramallah, Naplouse, Jénine et Hébron. Et l'armée a attaqué les manifestants avec des grenades assourdissantes ainsi que des bombes lacrymogènes, mais aussi avec des balles métalliques recouvertes de caoutchouc. À Jérusalem aussi, ils ont attaqué les fidèles avec des grenades assourdissantes et des bombes lacrymogènes, mais cela n'a pas duré longtemps.

Donc, en fait, malgré le cessez-le-feu, nous avons une atmosphère continue de soulèvement. D'une certaine manière, le message était clair : l'action militaire a peut-être cessé, mais la lutte pour la libération continue. La lutte pour mettre fin au système d'occupation, de nettoyage ethnique et d'apartheid continue.

Le quartier Sheikh Jarrah en particulier était toujours bloqué. L'armée l'a fermé ; elle ne permet à personne d'y entrer, ni aux journalistes ni même aux médecins. Pendant ce temps, les colons sont libres d'aller et venir, et de faire ce qu'ils veulent.

Leena Dallahseh : *Certains ont émis l'hypothèse que les affrontements qui ont débuté à Jérusalem et l'intensification des protestations qui ont suivi sont le début d'une troisième intifada. Qu'en pensez-vous ?*

Mustafa Barghouti : Oui, je pense en fait que nous sommes déjà dans une intifada. Mais chaque intifada est très spéciale et différente dans ses caractéristiques. Les manifestations actuelles sont un véritable soulèvement. Ce que je vois, c'est un niveau très clair d'engagement envers les trois principes de base qui ont caractérisé la première Intifada : l'auto-organisation, l'autonomie et le défi lancé aux Israéliens concernant l'occupation et le système de discrimination.

Nous pensons donc que ce soulèvement va se poursuivre, mais nous pensons aussi que, cette fois, l'objectif est un peu

différent de celui de la première et de la deuxième intifada. La combinaison des participants est différente. Il y a deux caractéristiques majeures : tout d'abord, il y a un niveau d'unité étonnant et sans précédent – peut-être pour la première fois depuis 1936 – entre toutes les composantes du peuple palestinien, qu'elles vivent dans la zone de 1948 (qui est connue sous le nom d'Israël), ou qu'elles vivent dans les territoires palestiniens occupés (la Cisjordanie, Jérusalem et Gaza), ou dans la diaspora.

Mais l'autre chose – et c'est très important – est que le soulèvement se fait autour d'un objectif commun. Et c'est mon deuxième point : l'objectif n'est pas le même que précédemment, il ne s'agit pas seulement de mettre fin à l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, y compris Jérusalem-Est. C'est plus que cela. Il s'agit aussi de mettre fin au système illégal de colonisation et au système d'apartheid qu'Israël a créé.

C'est pourquoi ce que nous voyons ici est une lutte unifiée. Et les jeunes en particulier sont très clairs à ce sujet. C'est une troisième caractéristique : le niveau sans précédent de jeunes qui nous rejoignent. De nombreux jeunes qui n'ont jamais participé à quoi que ce soit nous rejoignent, et avec beaucoup d'enthousiasme, et je pense que c'est ce que nous verrons dans les jours à venir.

C'est ce que nous voulons : nous voulons que ce soulèvement continue jusqu'à ce que nous soyons libres, et il prendra différentes formes. La lutte est non-violente, et je pense que ce qui s'est passé, c'est que les Palestiniens ont réussi à combiner correctement la résistance non-violente et leur besoin de se défendre avec une action militaire, lorsqu'ils sont attaqués par les agresseurs israéliens.

Leena Dallahseh : *Comme vous le soulignez, nombreux sont ceux qui affirment que ce qu'on appelle l'unité palestinienne « du fleuve à la mer » commence réellement à se concrétiser ces jours-ci. Pouvez-vous expliquer ce qui a conduit à cette unité ?*

Mustafa Barghouti : L'oppression israélienne est ce qui nous a unifiés. Human Rights Watch a très bien décrit cette oppression dans son rapport ; elle a également été décrite par B'Tselem, l'organisation israélienne des droits humains. Mais même avant cela, la première reconnaissance de cette situation a eu lieu il y a peut-être deux ans, dans un rapport rédigé par certains des plus éminents défenseurs

des droits humains dans le monde. Ce qu'ils ont montré, c'est que les Palestiniens en général – ceux qui vivent dans les territoires occupés et ceux qui vivent dans les frontières de 1948, ainsi que ceux qui vivent dans la diaspora – sont soumis au même système d'apartheid.

Leena Dallahseh : *Pourquoi l'unité palestinienne a-t-elle lieu maintenant ?*

Mustafa Barghouti : La lutte a mûri, et plusieurs facteurs ont joué un rôle à cet égard. Parfois, les gens mettent du temps à réaliser le type de problèmes auxquels ils sont confrontés. Dans le cas de notre peuple qui vit dans les frontières de 1948, je pense qu'ils en sont arrivés à comprendre que le mouvement sioniste ne va pas permettre l'égalité. Et que, si le système reste tel quel, ils seront toujours des citoyens de quatrième ou cinquième classe. Et surtout après l'adoption de la loi raciste à la Knesset, la loi sur l'État-nation.

La loi dit qu'Eretz Israël – ce qu'ils appellent la Palestine historique – est exclusivement destinée à l'autodétermination du peuple juif.

Je pense que le peuple palestinien à l'intérieur d'Israël en est arrivé à comprendre que l'égalité ne se produira pas à moins de faire tomber l'ensemble du système. Et il en va de même pour la Cisjordanie. Bien qu'en Cisjordanie, nous soyons sous occupation militaire, nous souffrons également du même système d'apartheid, voire pire.

À mon avis, les gens ont fini par comprendre exactement ce qui leur arrive, et ils ont ensuite décidé d'agir. Bien sûr, comme d'habitude, le déclencheur a été Jérusalem et la mosquée al-Aqsa.

Leena Dallahseh : *Les dernières tensions, en particulier en Cisjordanie, ont tourné autour de Jérusalem et, en fait, Jérusalem a été utilisée par l'Autorité palestinienne comme une sorte d'excuse pour reporter les élections présidentielles et parlementaires du mois dernier.*

Mustafa Barghouti : L'excuse utilisée par l'Autorité palestinienne [selon laquelle les résidents arabes de Jérusalem-Est ne pouvaient pas participer] n'était pas acceptable. L'Autorité palestinienne avait peur des résultats de l'élection. Nous [l'Initiative nationale palestinienne] n'aurions pas accepté des élections sans Jérusalem – impossibles, bien sûr – mais nous en sommes venus, au contraire, à croire que nous pouvons toujours organiser des élections malgré les objections et les restrictions israéliennes. Nous voulions transformer les élections à Jérusalem en une opportu-

nité pour des actes de résistance non violents. Et je continue de croire que cela aurait été la meilleure occasion de montrer au monde entier comment les gens essaient de voter dans les urnes, et que l'armée israélienne essaie de les en empêcher. Quelle meilleure image pour dénoncer le système d'apartheid israélien ?

Mais, malheureusement, l'Autorité s'est servie de Jérusalem comme d'une excuse et a essayé de présenter les personnes qui demandaient des élections comme si elles étaient opposées à leur tenue à Jérusalem. Mais ce n'est pas vrai : nous voulions tous qu'elles aient lieu à Jérusalem. Et nous avons en fait discuté de cette question au Caire – nous avons décidé ensemble que si Israël empêche les élections, nous procéderions quand même en en faisant un acte de résistance non violent.

D'ailleurs, ce que l'Autorité a demandé à l'époque, c'est la même procédure que celle qui a été incluse dans le processus d'Oslo [restriction des électeurs palestiniens éligibles à Jérusalem-Est]. Cette procédure est insultante pour nous, le peuple palestinien, et nous n'aurions pas dû l'accepter.

Nous ne devrions pas continuer à l'accepter – nous voulons quelque chose de plus. Pourquoi restreindre le vote à seulement 6 500 personnes, qui votent dans des bureaux de poste comme s'il s'agissait d'un autre pays et sans permettre la présence de leur commission électorale centrale ? En 2005, lorsque je me suis présentée à la présidence, Israël a refusé à quiconque le droit de faire campagne. Alors, quand je l'ai fait, j'ai été arrêté quatre fois en un mois. Chaque fois que je suis allé à Jérusalem, j'ai été arrêté.

Les annexes des accords d'Oslo ont été modifiées par Israël en 2005 et 2006. C'est pourquoi nous avons pensé que le fait de demander les mêmes arrangements était une insulte pour nous – et que nous devrions insister pour que tous les habitants de Jérusalem aient le droit de vote.

Leena Dallasheh : Au-delà des élections, Jérusalem semble devenir beaucoup plus controversée, à la fois comme lieu central pour les Palestiniens et pour Israël. Bien sûr, Jérusalem a toujours été importante, mais avez-vous une explication quant à la raison pour laquelle elle semble être l'épicentre de chaque confrontation récente ?

Mustafa Barghouti : Ce n'est pas nouveau. C'est comme ça depuis l'époque des Croisades. Le point tournant de la lutte pour libérer la Palestine des Croisés



a été Jérusalem. Jérusalem a donc toujours eu cette importance. C'est le berceau de trois religions, et il y a trois lieux religieux importants.

Les Juifs ont pleinement accès à Jérusalem, quel que soit l'endroit où ils vivent dans le monde, alors que les musulmans et les chrétiens palestiniens n'y ont pas accès – même ceux qui vivent en Cisjordanie et, bien sûr, ceux qui vivent à Gaza. Cette restriction de la liberté de culte a donc été un facteur important.

Mais l'attaque spécifique contre les fidèles à Jérusalem était bien sûr un facteur de motivation. Et l'autre problème est celui des colons de Jérusalem-Est. Les colons israéliens n'ont cessé d'envahir la mosquée al-Aqsa et de promouvoir l'idée de judaïser de grandes parties de la zone d'al-Aqsa. C'est donc, bien sûr, très provocateur. C'est un mélange de provocation religieuse et surtout de provocation nationale.

Leena Dallasheh : La précédente série de conflits au début du Ramadan s'est en fait déroulée à Bab al'Amud (Porte de Damas). Et avant les expulsions de Sheikh Jarrah, il y avait un conflit similaire dans le quartier Silwan, également à Jérusalem. Il semble donc y avoir une augmentation d'incursions des colons à Jérusalem-Est.

Mustafa Barghouti : C'est tout à fait exact. À Silwan, ils prévoient d'expulser 120 maisons. À Sheikh Jarrah, ils veulent expulser 500 personnes. Il s'agit des gens qui ont fait l'objet d'un nettoyage ethnique en 1948 ; ils veulent maintenant répéter ce nettoyage ethnique et remplacer les gens qui vivent là par des colons légaux qui n'ont aucune relation avec l'endroit et n'en sont pas propriétaires.

Bab al'Amud était un autre exemple d'espace que les Israéliens ont essayé de s'approprier. C'est là où les gens avaient l'habitude de respirer et de se détendre pendant le Ramadan. Ce qui se passe à Jérusalem, c'est que les gens sont attaqués dans leurs lieux de culte et dans leurs maisons.

Jérusalem est également très importante sur le plan politique : c'est la capitale de la Palestine. N'oubliez pas que les dernières négociations de Camp David entre Yasser Arafat et Ehud Barak ont échoué précisément à cause de Jérusalem. Et cela a conduit à la deuxième Intifada.

Leena Dallasheh : Vous avez abordé ce sujet, mais j'aimerais que vous développiez votre vision d'un projet politique national palestinien renouvelé. Comment envisagez-vous son évolution ?

Mustafa Barghouti : Je vois ce projet politique comme étant composé de quatre points. Premièrement, la fin complète et totale de l'occupation, y compris de celle de Jérusalem-Est. Deuxièmement, la garantie du droit au retour pour tous les réfugiés palestiniens qui ont été obligés de vivre en dehors de leur pays. Troisièmement, la fin du système du projet colonial des colons, et, quatrièmement, la fin du système d'apartheid dans toutes les parties de la Palestine historique.

En plus de tous ces facteurs, si vous mettez fin au système raciste de l'apartheid, les réfugiés reviendront. Ils ne feront l'objet d'aucune discrimination. Ces personnes auront le droit de revenir – tout comme ils permettent aux Juifs de venir en Palestine et d'obtenir la résidence et la nationalité israéliennes dans l'aéroport, indépendamment de l'endroit où ils vivent

Palestine & Israël

et de qui ils sont. Pendant ce temps, les Palestiniens, qui vivent là depuis des milliers d'années, sont privés de leur droit d'être là. Même ceux qui vivent encore à Jérusalem doivent prouver qu'ils ont droit à cette résidence temporaire.

Imaginez : ils occupent votre ville, Jérusalem-Est, et font de tous les habitants des résidents temporaires, tandis que les colons israéliens deviennent des résidents permanents. Je ne pense pas qu'il y ait jamais eu un tel système d'apartheid ; c'est bien pire que ce qu'ils ont construit en Afrique du Sud.

Leena Dallasheh : Je suis d'accord. Alors, comment voyez-vous la route à suivre ?

Mustafa Barghouti : Nous devons établir l'unité palestinienne sur le plan politique. Nous avons besoin d'une direction palestinienne unifiée pour une résistance populaire non violente, et nous avons besoin

d'une nouvelle stratégie de projet national qui soit une alternative à ce qui a échoué – en particulier le processus d'Oslo et les accords d'Oslo, et la confiance singulière dans les négociations sans aucune lutte pour changer l'équilibre des forces.

Leena Dallasheh : En plus de l'accent mis sur la stratégie palestinienne interne, y a-t-il également une composante internationale ?

Mustafa Barghouti : Bien sûr. La stratégie que nous proposons depuis cinq ans – et je pense qu'aujourd'hui cette stratégie est totalement ou partiellement adoptée par d'autres groupes – consiste en six points majeurs. Premièrement, la résistance populaire non violente. Deuxièmement, le boycott, le désinvestissement, les sanctions, au niveau international et local. Troisièmement, le maintien de la fermeté du peuple [sumud en arabe : rester sur la terre et résister], car c'est l'élément le plus

important pour maintenir le peuple palestinien sur le terrain. Quatrièmement, l'unité et l'établissement d'une direction d'unité nationale. Cinquièmement, l'intégration et l'unité de la lutte des trois composantes [Palestiniens dans les territoires occupés, dans la diaspora et en Israël].

Et enfin, le dernier point est de travailler avec les Juifs progressistes du monde entier. Nous voulons travailler avec ceux qui s'opposent à l'apartheid et à l'occupation israélienne – ceux qui voient ce qu'Israël fait et constatent que cela nuit réellement à leur réputation en tant que peuple juif. Ce qu'Israël fait est en contradiction avec les valeurs morales auxquelles le peuple juif croit. Et c'est pourquoi je pense que ce sixième élément est important – nous pouvons trouver un moyen de faire de la libération de la Palestine une lutte commune. ■

Propos recueillis le 21 mai 2021

« Je suis fier d'être Juif, mais j'ai honte d'être Israélien »

Par
Daniel Bar-Tal*

Depuis plusieurs jours, je me demande si je dois partager mes réflexions et mes émotions, comme je l'ai fait en 2009 et 2014 après les guerres à Gaza. Aujourd'hui, l'histoire se répète et nous avons une nouvelle (en fait la même) guerre. La violence et les guerres se poursuivront tant que la « communauté internationale » va observer, sans rien faire, les

* Daniel Bar-Tal, né en exil à Stalinabad (actuellement Douchanbé, capitale du Tadjikistan) en 1946 et ayant passé son enfance à Szczecin (Pologne) avant d'émigrer en Israël avec ses parents en 1957, est professeur émérite à l'École d'éducation de l'université de Tel Aviv. Ses intérêts de recherche portent sur la psychologie politique et sociale, l'étude des fondements socio-psychologiques des conflits insolubles et de la consolidation de la paix, ainsi que sur le développement de la compréhension politique chez les enfants et l'éducation à la paix. Il est membre du comité de rédaction du Palestine-Israel Journal. Cet article a été publié dans le journal polonais en ligne OKO.press : <https://oko.press/prof-daniel-bar-tal-jestem-dumny-wstydze-sie/> (Les intertitres sont de la rédaction d'Inprecor. Traduit du polonais par JM). Nous le reproduisons sans partager l'ensemble de son point de vue, car il nous semble être représentatif de cette minorité de Juifs d'Israël qui ne sont pas prêts à accepter l'apartheid, ni à souhaiter l'expulsion du peuple palestinien.

affrontements sanglants, sans intervenir fermement et de manière décisive pour mettre fin à ce non-sens. Les Juifs israéliens ne sont pas capables de le faire en raison de l'état d'esprit nationaliste et conflictuel partagé par leurs dirigeants et la majorité de la société israélienne.

Une fois de plus, je franchis la ligne du silence, de la culpabilité et de la honte face à la violence perpétrée par les forces israéliennes. Je suis fier d'être Juif, mais j'ai honte d'être Israélien. Il est de mon devoir d'aider les minorités dans leur lutte pour la normalité, la paix, la moralité et la démocratie.

Le Hamas et les Palestiniens portent également une part de responsabilité dans la violence et l'impasse du processus de paix, mais seulement dans une faible mesure, car Israël est une superpuissance et, en tant que telle, a la capacité de lancer le processus de paix, de négocier et de mobiliser les Palestiniens et les États arabes en faveur de la paix.

Il suffit de penser à la proposition toujours actuelle de la Ligue arabe, qu'Israël choisit d'ignorer et refuse ainsi de résoudre le conflit, cherchant toujours à annexer la Cisjordanie et à contrôler Gaza, ce qui se produit maintenant, graduellement, de manière informelle. La possibilité d'une

solution à deux États s'affaiblit, et Israël sera bientôt confronté au défi d'accorder des droits égaux à des millions de Palestiniens. Mais la majorité des Juifs israéliens préfèrent le statu quo actuel, l'annexion sans donner de droits aux Palestiniens ou la conquête totale de la Cisjordanie. Une solution de paix n'est préférée que par une minorité.

Un cycle de violence initié par Netanyahu

Je suppose que certains d'entre vous savent que le cycle actuel de violence a été initié par le Premier ministre Benjamin « Bibi » Netanyahu, qui fait face à des accusations officielles d'abus de confiance, d'acceptation de pots-de-vin et de détournement de fonds. Mais il occupe toujours le poste de Premier ministre et, après quatre élections, nous avons toujours une égalité entre deux blocs (les partisans de droite de Netanyahu contre un bloc hétérogène qui n'avait qu'un seul objectif : renverser Bibi).

Comme il ne réussissait pas à former une coalition et voyant l'autre bloc réussir, il a décidé de provoquer des émeutes palestiniennes afin qu'un petit parti arabe

conservateur ne soutienne pas la coalition qui s'oppose à lui.

Et en effet, le Premier ministre, ainsi que ses acolytes, le ministre de la Sécurité publique et le commissaire de police nouvellement nommé, ont fomenté des émeutes dont la force a dépassé leurs imaginations les plus folles. Le reste a déjà été rapporté dans les journaux et sera écrit dans les livres d'histoire. Vous verrez probablement une guerre aussi asymétrique que les précédentes à Gaza, où les bombardements israéliens tuent des dizaines de Palestiniens alors que peu d'Israéliens sont tués, malgré les centaines de roquettes tirées sans discernement sur les civils.

Malheureusement, cette escalade, qui a été précédée d'un bon nombre de signes avant-coureurs, se déroule sous nos yeux. (Le monstre est enfin arrivé). Il ne s'agit pas d'un tsunami ou d'un impact soudain d'une météorite sur Israël, mais plutôt d'une explosion résultant de développements progressifs menant à une catastrophe planifiée à l'avance.

Ils sont constitués par :

- Un leader psychopathologique qui a tenté de toutes ses forces d'échapper à un procès qui pourrait le conduire en prison ;
- Son désir de pouvoir à tout prix, sans respecter les « lignes rouges » des normes démocratiques et morales ;
- Un essaim de flagorneurs et des béni-oui-oui, semblables à ceux que l'on trouve dans les cours des dictateurs ;
- Des personnes occupant des postes importants qui ont été choisis selon le seul critère de la loyauté envers leur chef ;
- Le soutien aveugle d'une grande partie des citoyens de la nation, qui n'est pas sans rappeler les circonstances historiques du passé.

Toutes ces caractéristiques réunies ont conduit un peuple – un peuple qui a su uti-

Itamar Ben Gvir, chef du parti sioniste d'extrême droite Otzma Yehudit (Force juive) visite le quartier Sheikh Jarrah sous la protection de l'armée israélienne le 10 mai 2021



liser son intelligence pour survivre pendant des milliers d'années – à une horreur inouïe. Il est frappant de constater qu'ici, sur son propre territoire, les sens de cet peuple se sont émoussés et qu'il est devenu sourd, aveugle et muet.

Israël règne sur un peuple qui n'a aucun droit

Cette situation conduit inévitablement à la dystrophie, à la désintégration de la société et à l'effondrement de la démocratie. À sa place, un gouvernement hybride s'est établi, dans lequel les aspects autoritaires s'intensifient et les caractéristiques démocratiques s'affaiblissent. L'État d'Israël dispose désormais d'un système similaire à celui de la Turquie, de la Russie ou de la Pologne.

Mais Israël se distingue parmi ces États. Il maintient une occupation brutale et règne sur un autre peuple qui n'a aucun droit humain ou civique, et dont la vie quotidienne est entravée depuis plus de cinquante ans. Israël pratique également une

discrimination institutionnelle, voire légalisée, à l'encontre de la minorité arabo-palestinienne de ses citoyens depuis la fondation même de l'État.

Un tel État sait parfaitement comment « frapper l'ennemi de plein fouet », mais il a du mal à se transformer en une société éclairée, démocratique et humanitaire.

Maintenant, Human Rights Watch accuse Israël de créer un régime basé sur l'apartheid entre le Jourdain et la mer Méditerranée, et le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale a annoncé une enquête examinant la situation en Palestine depuis 2014.

Et surtout, dès le début et au fil des ans, un ensemble de fausses conceptions a été créé avec le soutien des dirigeants, du ministère de l'éducation et des médias. Il part du principe que les Arabes sont toujours un ennemi brutal et indigne de confiance, que l'État d'Israël est une démocratie modèle, qu'il n'y a pas d'occupation et que le peuple palestinien n'existe pas. Les actions menées dans le « Far West », au-delà de la « ligne verte » (la ligne de démarcation de 1949) ne présentent aucun intérêt pour le public juif, par contre l'armée israélienne est considérée comme l'armée la plus morale du monde.

En plus de cela, ces postulats disent qu'il existe une menace constante à l'existence du peuple d'Israël, et qu'à tout moment il pourrait y avoir un autre Holocauste, avec un ennemi différent et dans des circonstances différentes (et c'est ainsi que nous élevons nos enfants). Le peuple d'Israël est une victime perpétuelle, éternelle, et nous ne permettrons à aucun autre de revendiquer ce statut. Les autres peuples, en particulier celles qui nous critiquent, sont antisémites, et nous ne tiendrons donc compte de l'opinion d'aucun lorsque nous déciderons de notre

L'artillerie des Forces de défense d'Israël tire par dessus la frontière sur Gaza, le 12 mai 2021



Palestine & Israël

comportement. En somme, cette attitude est partagée par 80 % des Juifs d'Israël.

Et cette vision du monde destructive est transmise à la génération suivante.

Cette approche conduit à un point d'ébullition qui peut persister juste sous la surface pendant des années, voire des décennies, mais qui finira par déboucher sur une explosion. Lisez l'histoire d'autres peuples, notamment le livre de Barbara Tuchman, *La marche folle de l'histoire* : de Troie au Vietnam – la folie des pouvoirs qu'elle décrit c'est exactement ce qui se passe en Israël aujourd'hui.

D'un point de vue émotionnel, il m'est difficile de décrire les mesures destructrices prises par les dirigeants, fondées sur un nationalisme et un racisme extrêmes, qui visaient principalement à empêcher la formation d'un gouvernement alternatif et qui ont conduit à l'éclatement définitif du ballon.

Le chemin qui mène à l'abîme

La détérioration rapide de la situation a ravi la plupart des médias, qui ont évité au mieux d'expliquer ce qui se passait ou de faire référence aux dizaines de victimes de Gaza, répétant les points principaux d'une fausse image des événements. Même le président, qui avait conservé sa raison pendant la majeure partie de son mandat, l'a perdue en un instant et s'est joint à la foule enragée, perdant ainsi le statut d'homme d'État qu'il avait tant essayé d'obtenir dans ce pays mutilé.

Aujourd'hui, presque tous les dirigeants juifs se rassemblent dans des meetings et soutiennent la guerre, des dizaines d'anciens généraux font des commentaires encourageant les gens à en « *tuer davantage* », de violentes confrontations entre citoyens juifs et arabes ont éclaté dans l'État d'Israël et les Palestiniens de Cisjordanie saignent à nouveau.

Les dirigeants et les institutions de nombreux pays diffusent les récits dominants qui ne contiennent qu'un grain de vérité. Mais peu se tiennent au bord du précipice comme Israël. Je sais que la plupart des Juifs d'Israël ne seraient pas d'accord avec mon analyse. Ils vivent selon des mythes qui leur ont été inculqués dès leur plus jeune âge.

Tout comme dans les pays similaires à Israël, tels que la Turquie, les États-Unis de Trump (si admirés par les Juifs israéliens), la Pologne, la Hongrie, la Biélorussie ou l'Inde, il doit y avoir des gens prêts à résister à la pression de l'opinion publique – à laquelle on a lavé le cer-

veau depuis la maternelle – et à crier que « *le roi est nu* », je ne vais donc pas me censurer... même si le ministre de l'éducation, le général-major Gallant, le voudrait.

J'ai donc décidé de ne pas agir avec sagesse et de ne pas réfléchir aux messages qui seraient les mieux reçus par le public juif en Israël, mais plutôt de crier d'une voix forte et de ne pas avoir peur : les Juifs ont perdu leur chemin et se sont égarés, choisissant le chemin qui mène à l'abîme, et ce chemin s'ouvre déjà devant eux.

Vous pouvez quantifier la destruction causée par le régime, compter les corps, estimer la haine, voir les foules qui tuent les Juifs et les Arabes de la même façon, et les dirigeants qui alimentent le feu. On peut compter les sirènes d'alarme entendues dans les villes israéliennes, assister à l'effondrement de bâtiments palestiniens abritant des dizaines de personnes, aux meurtres perpétrés par Israël avec fierté (comme si l'état-major, les commandants, les brigades de l'armée, les bataillons n'avaient pas déjà semé la destruction et la terreur à Gaza).

Biden a oublié la leçon de l'histoire américaine

Nous avons perdu le respect de la pensée libre, nous avons perdu la capacité d'évaluer la situation. Je suis extrêmement triste lorsque j'entends Joe Biden (qui est vraiment un grand dirigeant) soutenir sans équivoque Netanyahu, affirmant qu'« *Israël a le droit de se défendre* » contre les roquettes du Hamas.

Mais ce faisant, il omet de mentionner les dizaines de Palestiniens tués dans des frappes aériennes israéliennes ces derniers jours.

Cela ne peut que signifier que les Palestiniens n'ont aucun droit à la sécurité parce qu'ils restent sous l'occupation d'une puissance étrangère et qu'ils sont constamment et systématiquement lésés au quotidien.

Il a oublié la leçon de l'histoire américaine. Quel droit les révolutionnaires américains (appelés patriotes) avaient-ils de s'en prendre aux Britanniques ? J'aimerais bien entendre sa réponse ! Les nations occupées résistent à l'occupation depuis des siècles et des millénaires – pas seulement l'Algérie, la Pologne, la Hongrie ou la Serbie – mais en remontant encore plus loin, à l'époque hellénistique, lorsque les Juifs se sont révoltés en 167-160 avant notre ère contre l'Empire grec séleucide,

ou à l'époque romaine, lorsque les Juifs se sont soulevés contre les Romains en 63-73 avant notre ère sous les empereurs Néron et Vespasien, puis de nouveau en 132, contre les Romains sous Hadrien. Ces révoltes sont toujours vénérées par les Juifs israéliens comme légitimes ; elles sont considérées comme de justes sacrifices contre l'occupation de puissances étrangères.

Mais j'ai été particulièrement consterné et révolté d'entendre que le gouvernement allemand, ainsi que le chancelier autrichien Sebastian Kurz (un nationaliste de droite) avaient soutenu sans équivoque Israël dans sa réponse à la situation actuelle.

Je dois admettre qu'en tant que Juif dont de nombreux membres de la famille ont été tués à Treblinka, j'ai le sentiment que ni les Allemands ni les Autrichiens n'ont appris la nécessaire leçon sur la montée du nationalisme et du racisme. Une leçon permettant de mettre en garde les Juifs israéliens de s'engager dans une voie nationaliste.

Comme des moutons, Merkel et Kurz suivent un chemin destructeur en soutenant le militarisme, le nationalisme et le racisme israéliens, qui leur sont si familiers de par leur propre histoire. J'aimerais voir des Allemands courageux s'opposer à la politique d'autodestruction d'Israël. Mais la courageuse Merkel ne peut probablement pas faire face aux accusations d'Israël, qui qualifie d'antisémitisme toute critique des politiques israéliennes, même celles visant leur brutalité.

Les dirigeants européens se sont figés de peur. Mais ils devraient savoir, comme beaucoup d'autres, que cet argument est faible et immoral, et qu'il n'est conçu que pour forcer des réponses obéissantes. La croyance en cet argument est préjudiciable à Israël, et ceux qui s'en préoccupent sans comprendre la situation, ou qui ont peur des menaces proférées par Israël, contribuent à la catastrophe.

Honte pour notre sens de la moralité

Il est difficile de se regarder dans le miroir.

Pour celui qui a grandi ici et qui a servi dans « *l'armée la plus morale du monde* », il a été très difficile de voir de ses propres yeux les injustices perpétrées par ses frères et de se rendre compte des mensonges dont la nation a été abreuvée pendant des années et qui sont toujours diffusés.

Il s'agit d'une guerre injuste, d'une

guerre voulue, comme presque toutes les guerres menées par Israël, notamment la campagne du Sinaï, l'évitable guerre du Kippour, la guerre du Liban et toutes les guerres à Gaza, y compris l'actuelle.

Dans toutes ces guerres, des personnes ont été tuées et blessées, et beaucoup ont gardé de profondes cicatrices pour le reste de leur vie. Les combats ont également causé de grandes destructions. Et ces événements sont devenus le terreau d'une autre guerre. Je ne parle même pas ici du coût énorme dans tous les aspects de la vie pour la société israélienne et le peuple palestinien en raison de la poursuite du conflit. Seulement celui qui est complètement immunisé contre les émotions peut ne compter que nos propres victimes.

Applaudir les destructions que nous causons à Gaza est une marque de honte pour notre sens de la moralité, tel que défini par Hillel l'Ancien, la moralité juive de Martin Buber et du rabbin Abraham Joshua Heschel, autrefois répandue mais aujourd'hui hors d'atteinte de la majeure partie de la communauté juive d'Israël.

Je voudrais que vous sachiez qu'au moins quelques dizaines de milliers de Juifs israéliens ayant un sens de moralité ont manifesté hier dans les villes israéliennes, demandant la fin de la guerre, proclamant la fraternité avec les Arabes israéliens et voulant la paix.

Au cours de l'automne 1967, j'étais étudiant du professeur Yeshayahu Leibowitz, juste après avoir terminé mon service dans les forces de défense israéliennes. Il enseignait l'introduction à la psychophysiologie. Mais à chaque cours, pendant dix minutes, il criait comme un prophète en colère sur le prix que la société israélienne allait payer pour ses injustices. Parmi ses prédictions, il y avait celle-ci :

« Notre véritable problème, ce n'est pas le territoire, mais la population d'environ un million et demi d'Arabes qui y vit et sur laquelle nous devons régner. L'inclusion de ces Arabes (en plus du demi-million de citoyens de l'État) dans la zone sous notre domination aura pour effet de liquider l'État d'Israël en tant qu'État du peuple juif et entraînera un désastre pour l'ensemble du peuple juif ; elle sapera la structure sociale que nous avons créée dans l'État et corrompra les individus, tant Juifs qu'Arabes. (...) L'État ne sera plus un État juif, mais deviendra un État cananéen. (...) L'ensemble de ce monstre appelé "Grand Israël" ne sera rien d'autre que son système gouvernemental-administratif.

« D'un point de vue social (...) un État gouvernant une population hostile d'un



Sheikh Jarrrah, 10 mai 2021, la police israélienne arrête une femme palestinienne

million et demi à deux millions d'étrangers deviendra nécessairement un État de la police secrète, avec tout ce que cela implique pour l'éducation, la liberté d'expression et les institutions démocratiques. La corruption caractéristique de tout régime colonial prévaudrait également dans l'État d'Israël. L'administration devrait d'une part écraser les soulèvements arabes, et d'autre part recruter des quislings [collabos] arabes. Il y a également lieu de craindre que les Forces de défense israéliennes, qui étaient jusqu'à présent une armée du peuple, du fait de leur transformation en armée d'occupation se démoralisent et que leurs commandants se transforment en gouverneurs militaires et deviennent semblables à leurs collègues des autres nations ». (Écrit par Leibowitz en avril 1968, publié dans le quotidien *Yedioth Aharonoth*).

Et tout ce qu'il a prédit s'est réalisé !

Les Israéliens doivent comprendre le peuple palestinien

Le livre qu'Amiram Raviv et moi-même avons écrit, *Comfort Zone of a Society in Conflict* (La zone de confort d'une société en conflit), a été récemment publié en hébreu et est aussi pertinent aujourd'hui qu'avant les événements actuels. Il a été traduit en anglais et nous espérons le publier dans de nombreuses langues. Mais la « zone de confort » a disparu – je ne sais pas si elle sera jamais reconstruite – et il semble que c'était bien ce qui était recherché. Mais peut-être (bien que cela soit très peu probable) serons-nous confrontés à partir d'aujourd'hui à une nouvelle réalité qui va inciter une partie de la nation – celles et ceux qui comprennent ce qui s'est passé et ce qui se passe ici – ne permettra plus aux pyromanes politiques profession-

nels de détruire ce que nous transmettons à la prochaine génération, à nos enfants et petits-enfants.

Que leur léguons-nous ?

À la suite de mon professeur, j'endosse sans crainte le rôle de prophète (je m'attends toujours à être arrêté) pour dire ce que je comprends et pense. Mais ce sont les jeunes qui doivent prendre les rênes pour sortir la nation en perdition de la boue du désespoir. C'est le rôle de la jeune génération. C'est possible – cela a été prouvé en Argentine, en France, en Grèce et ailleurs. C'est un impératif moral pour un peuple qui a souffert pendant des centaines d'années, se rebellant souvent en tant que nation occupée.

Pour cela les Israéliens doivent comprendre le peuple palestinien et appliquer les leçons qu'ils ont apprises, non seulement avec une grande moralité et un comportement humain, mais aussi pour survivre et offrir aux générations futures une vie d'abondance et de paix.

Je serais heureux que cette lettre circule largement pour ouvrir les yeux des hommes et des femmes. Je suis conscient qu'elle contient des informations très importantes. Ne croyez pas tout ce que vous lisez, mais vérifiez vous-même les détails, chaque information.

Je lève les yeux dans l'espoir d'un avenir meilleur pour mes enfants, mes petits-enfants, les Israéliens, les Palestiniens et tous les êtres humains de ce monde. J'espère qu'après le traumatisme inimaginable de la Seconde Guerre mondiale, nous pourrions continuer à tracer le chemin que nous avons entamé en 1948 avec la Déclaration des droits humains.

Mais avant tout, nous devons arrêter immédiatement ce bain de sang inutile ! ■

Tel Aviv, le 16 mai 2021

Le Hamas sort de sa cage à Gaza

Entretien de
Amjad Iraqi avec Tareq Baconi*

Amjad Iraqi : Les récentes « tensions » ont commencé par un mouvement populaire de base à Jérusalem, dans le quartier Sheikh Jarrah et dans la vieille ville, presque sans la présence d'aucune faction politique. Mais cela a radicalement changé lorsque le Hamas a commencé à lancer des roquettes sur Israël la semaine dernière. Pourquoi le Hamas a-t-il décidé de se joindre à la mêlée ? Quel a été son calcul ?

Tareq Baconi : Le Hamas a un objectif national pour les Palestiniens en général, et des motivations spécifiques en tant que mouvement actuellement confiné dans la bande de Gaza.

Pendant longtemps, même sous [l'ancien chef politique] Khaled Meshaal, le Hamas a flirté avec l'idée d'une protestation populaire. Le mouvement n'a pas toujours été exclusivement engagé dans la lutte armée ; il a réfléchi à la puissance des manifestations populaires et du droit international. Cependant, il y a une sorte de cynisme au sein du mouvement, qui pense que les protestations populaires ne vont jamais recueillir le niveau de pression ou de soutien international semblable à celui de la lutte pour les droits civiques aux

États-Unis ou de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Ce cynisme a été mis à l'épreuve lors de la Grande marche du retour [avec son pic en 2018-2019]. Pendant des semaines et des semaines de mobilisation populaire soutenue, il n'y a eu aucune réponse adéquate de la part de la communauté internationale, même lorsque Israël tirait sur les Palestiniens. Ce n'est que lorsque le Hamas est entré en lice et a commencé à faire monter le niveau des « perturbations » contre Israël que la situation a commencé à évoluer et que des négociations ont été entamées autour de concessions telles que l'assouplissement du blocus de Gaza. La leçon pour le Hamas était très claire : à moins qu'Israël ne ressente une pression – généralement militaire ou sous d'autres formes de « perturbations » – il ne cédera sur rien.

C'est ce calcul que le Hamas a appliqué aux protestations actuelles. Il y a eu une « victoire » dans le sens que la Cour suprême israélienne a reporté sa décision concernant l'expulsion des Palestiniens des maisons du quartier de Sheikh Jarrah et que la « marche du drapeau » [9-10 mai] de la « Journée de libération de Jérusalem » [appelée aussi « Journée de l'unification de Jérusalem », date fixée par l'État d'Israël après 1967] a été réorientée. Mais pour le Hamas, ces manifestations n'ont pas permis d'obtenir de réelles concessions de la part d'Israël. Et il n'a jamais été question de passer à l'étape suivante sans force militaire, car dans l'esprit du Hamas, c'est la seule façon pour faire réagir Israël.

Il y avait beaucoup de divisions au sein du mouvement. Certains ont fait valoir que l'attention du monde était focalisée sur la profanation des lieux saints de l'islam par les Israéliens, et qu'il ne fallait pas se détourner de cela ni récupérer la protestation populaire. D'un autre côté, principalement [pour les membres du Hamas] à Gaza, le sentiment était qu'ils avaient déjà vu ce film auparavant et qu'ils devaient soutenir les manifestants, sinon cela se

transformerait en un bain de sang. En fin de compte, à leurs yeux, il devait y avoir une défense des Palestiniens contre l'oppression israélienne meurtrière.

Pour le mouvement Hamas lui-même, le calcul stratégique est que ces derniers mois, le Hamas a espéré des élections pour sortir de la bande de Gaza. Cette option n'étant plus envisageable, le Hamas se trouvait dans une situation où il devait soit revenir au statu quo ante, soit provoquer un bouleversement fondamental.

Amjad Iraqi : De nombreux rapports suggèrent que les responsables israéliens et les analystes militaires ont été pris au dépourvu par la décision du Hamas de s'impliquer. Était-ce vraiment si surprenant ? Que révèle-t-elle sur la compréhension ou l'incompréhension du Hamas par Israël ?

Tareq Baconi : Je ne suis pas surpris que les responsables israéliens aient été pris au dépourvu. Ils savent très bien qu'il n'y a pas de véritable stratégie pour traiter la question de Gaza en particulier, mais aussi pour traiter la question des Palestiniens en général, et ils se concentrent donc uniquement sur la gestion du conflit.

Dans cette approche, ils sont parvenus à un équilibre très durable avec le Hamas. Je dis cela le cœur lourd, car il s'agit manifestement d'un équilibre qui repose, à la base, sur une punition collective et un blocus très violent à l'égard des Palestiniens.

Cet équilibre que les deux parties ont implicitement maintenu était que le blocus resterait en place ; lorsque Gaza était poussé au bord du gouffre, le Hamas utilisait des tirs de roquettes pour protester contre le blocus et la violence qu'il inflige aux Palestiniens. Et grâce aux tirs de roquettes, le Hamas était en mesure d'obtenir des concessions du gouvernement israélien. C'est dans ce va-et-vient que les négociations se déroulent. En dehors de ces cycles, cependant, pour les responsables israéliens, Gaza est loin des yeux et de l'esprit. Ils attendent du « calme » de Gaza. Pour eux, le blocus n'est pas un

* **Tareq Baconi**, journaliste, secrétaire du conseil du réseau politique palestinien Al-Shabaka, est analyste à l'International Crisis Group et auteur de *Hamas Contained: The Rise and Pacification of Palestinian Resistance* (Le Hamas contenu : la montée et la pacification de la résistance palestinienne, Stanford University Press, 2018). **Amjad Iraqi**, écrivain, est rédacteur du +972 Magazine, un journal indépendant d'Israël-Palestine. Il est également analyste politique à Al-Shabaka et était auparavant coordinateur au centre juridique Adalah. Il est un citoyen palestinien d'Israël, basé à Haïfa. Cet entretien a été d'abord publié le 21 mai 2021 par le site web du +972 Magazine (<https://www.972mag.com/hamas-gaza-jerusalem-protests/>) et a été traduit en français par la revue suisse en ligne *À l'encontre* le 23 mai 2021 (<http://alencontre.org/moyenorient/palestine/palestine-au-dela-du-hamas-et-de-lap-un-defi-comment-maintenir-ce-soulevement-populaire-au-dela-des-structures-actuelles-de-direction.html>).

acte de guerre, ce sont les roquettes qui sont un acte de guerre !

Dans le cadre de cet équilibre, Israël a considéré le Hamas comme un mouvement qui ne s'exprime qu'au nom des Palestiniens de Gaza, estimant qu'il avait été efficacement contenu dans la bande. Ils croyaient beaucoup à l'idée que le Hamas avait été neutralisé en dehors de Gaza, et que le Hamas ne décidait d'une escalade que lorsqu'il voulait des concessions sur Gaza spécifiquement.

Le Hamas a brisé toutes ces hypothèses. Tout d'abord, l'escalade a porté sur Jérusalem et non sur Gaza – il ne s'agit pas d'une reconfiguration historique, mais d'une reconfiguration depuis le blocus. Ensuite, elle a brisé l'hypothèse selon laquelle Gaza était gérable, et que l'endiguement du Hamas pouvait se poursuivre indéfiniment. Cette « éruption » est donc bien une surprise pour les Israéliens. Elle témoigne également de l'arrogance d'Israël, qui pense pouvoir continuer à dépasser les bornes sans que les Palestiniens ne réagissent.

Amjad Iraqi : Les Palestiniens semblent avoir des avis divergents sur l'intervention militaire du Hamas. Quelles réactions observez-vous au sein de la population ? Comment cela affecte-t-il la relation avec la population et l'image du parti, en particulier à Gaza ?

Tareq Baconi : Il y a des Palestiniens qui sont attachés à l'idée de manifestations populaires, convaincus que les sit-in de l'iftar [rupture du jeûne au coucher du soleil pendant le ramadan] et les manifestations de prière vont attirer l'attention des Palestiniens dans le monde entier, et que cela va forcer la main d'Israël. Ils sont convaincus que toute forme de lutte militaire est problématique car, stratégiquement, les Palestiniens ne peuvent pas gagner militairement contre Israël. Ils pensent également que la récupération des protestations populaires par les factions est problématique car elle prend quelque chose qui pourrait être national et le place dans une optique de faction.

L'autre tendance dans ce débat affirme qu'il faut un équilibre des forces pour pouvoir changer l'équation, et cela ne passe pas seulement par des protestations populaires. Penser que c'est ainsi que les choses se sont passées dans la lutte pour les droits civiques ou contre l'apartheid, c'est idéaliser ces luttes ; le mouvement sud-africain, en particulier, avait une branche armée. Il y a donc une idée selon laquelle, même si la force armée ne libérera pas la



15 mai 2021, funérailles de 8 enfants et 2 femmes de la famille Abu Hatab, tués par l'effondrement de leur bâtiment de trois étages dans le camp de réfugiés de Shati, à Gaza, suite à une frappe israélienne, selon les sources médicales.

Palestine, elle doit être utilisée pour infliger une douleur, avoir un coût et dissuader Israël de poursuivre la violence contre les Palestiniens. Ce camp a salué les attaques du Hamas comme une sorte de victoire ; même si Gaza en a payé le prix, elles ont eu un effet psychologique incroyable.

Comment les actions du Hamas sont-elles perçues au-delà de cela ? Lors de certaines manifestations en Cisjordanie cette semaine, des gens chantaient pour Mohammed Deif [le commandant en chef des Brigades al-Qassam du Hamas] ou contre Mahmoud Abbas et pour Ismail Haniyeh [le chef politique actuel du Hamas]. Dans la conscience nationale, le Hamas est perçu comme le défenseur et le protecteur des droits des Palestiniens.

Il y a évidemment des complexités autour de l'idéologie du Hamas ; de nombreux Palestiniens peuvent soutenir la « victoire » que le Hamas a présentée la semaine dernière mais être contre son idéologie islamiste. Mais ce sont quelques-uns des éléments qu'il faut démêler pour comprendre comment il peut y avoir une stratégie palestinienne de libération à multiples facettes, une stratégie qui pourrait s'appuyer stratégiquement sur différentes tactiques de résistance.

Amjad Iraqi : Vous avez mentionné comment le Hamas avait espéré que les élections se déroulent, et comment certaines personnes le perçoivent maintenant différemment de l'Autorité Palestinienne (AP). Comment voyez-vous les événements récents affecter les relations entre le Hamas et l'AP, ou toute tentative de rétablir les élections ?

Tareq Baconi : Un changement intéres-

sant a eu lieu au cours de la semaine. Lorsque les manifestations ont commencé à s'étendre au-delà de Sheikh Jarrah, l'AP s'est montrée très active pour réprimer les manifestations en Cisjordanie et écarter toute menace de présence du Hamas dans cette région ; l'excuse avancée était qu'elle risquait de perdre le contrôle du territoire.

Après l'extension de l'escalade à Gaza, les responsables de l'OLP et du Fatah ont compris qu'ils ne pouvaient pas être perçus comme des détracteurs du Hamas dans cette escalade. C'est une leçon qu'ils ont apprise pendant et après la deuxième Intifada : chaque fois que le Hamas remportait des victoires symboliques et que l'AP répliquait (comme lors de l'accord d'échange de prisonniers pour Gilad Shalit – soldat israélien capturé en juin 2006 et libéré en octobre 2011), le Hamas se positionnait comme un défenseur alors que l'AP passait pour incompétente.

Ainsi, au cours de la semaine dernière, les responsables de l'AP et de l'OLP ont commencé à parler de la nécessité d'exploiter l'espace que le Hamas avait créé par cet épisode pour servir la lutte palestinienne. Ils ont reconnu qu'il s'agissait d'une force incontournable, et que se positionner contre elle ne ferait que se retourner contre le Fatah [le parti de Mahmoud Abbas, le plus important de l'AP et de l'OLP]. D'une certaine manière, les deux factions sont donc forcées d'adopter un discours plus uni en raison de ces événements plus vastes. Alors que les interminables cycles de négociations de réconciliation n'ont pas réussi à les conduire vers une telle attitude.

Est-ce que je pense qu'ils auront une unité ou qu'ils devraient retourner aux élec-

Palestine & Israël

Lydd : des officiers israéliens arrêtent les citoyens palestiniens d'Israël et bandent les yeux d'un d'entre eux



tions ? Je ne le pense pas : les deux parties vivent toujours dans un jeu à somme nulle, et la crise est plus importante que l'une ou l'autre des factions. Mais nous devons continuer à parler des élections comme d'un moyen de ressusciter l'OLP, plutôt que comme d'un gouvernement d'unité sous l'égide de l'AP. Les Palestiniens doivent encore repenser la manière dont le Hamas et le Fatah peuvent tous deux siéger aux côtés d'autres partis dans un projet de libération nationale.

Si les élections n'avaient pour but que d'apaiser institutionnellement la division entre Gaza et la Cisjordanie, nous avons dépassé cette rhétorique d'une certaine manière, car il existe un sentiment de lutte commune. À Ramallah, on a l'impression de manifester pour Gaza – ce que l'AP n'a pas autorisé en 2014 – et à Gaza, on a l'impression qu'il s'agit d'une lutte palestinienne unie, même si l'on ressent un certain ressentiment du fait que ce sont eux qui en paient le prix.

Amjad Iraqi : Les acteurs internationaux, de l'Union européenne (UE) aux États-Unis, ont semblé immédiatement retomber dans leurs vieilles lignes et habitudes en donnant la priorité à la « légitime défense » d'Israël dès que les roquettes ont été tirées. Cela semble indiquer qu'il n'y a pas eu beaucoup de changement parmi les gouvernements étrangers dans leur perception du Hamas ou dans leur volonté d'essayer une approche différente lorsque ces affrontements se produisent. Constatez-vous des changements dans les coulisses, malgré les positions publiques ?

Tareq Baconi : Non, il n'y a pas de changement. L'UE et les États membres européens disent depuis longtemps qu'il faut savoir ce qui se passerait si le Hamas rem-

portait les élections et qu'il faut trouver un moyen de réviser les conditions du Quartet [groupe formé des États-Unis, de la Russie, de l'UE et des Nations unies] pour s'assurer qu'en cas de victoire du Hamas, la débâcle de 2006 [lorsque les acteurs internationaux ont sanctionné le gouvernement palestinien et soutenu le Fatah dans le but d'évincer le Hamas] ne se reproduira pas.

Cependant, bien que de nombreux diplomates bien intentionnés insistent sur la nécessité de réviser la politique de l'UE à l'égard du Hamas, il n'y a eu absolument aucune évolution sur ce sujet. À mon avis, il est tout à fait irresponsable qu'ils aient continué à faire pression pour ces élections en sachant qu'en cas de victoire du Hamas, ils n'avaient toujours aucun moyen de faire face au résultat qu'il pourrait produire.

Les éléments de langage formatés comme le « droit d'Israël à l'autodéfense » et la « désescalade des deux côtés » sont un symptôme de cette incapacité de composer avec le Hamas, montrant que la « communauté internationale » est très figée face à ce mouvement. Elle est incapable de comprendre le Hamas en tant que faction politique engagée dans la libération de la Palestine et reste focalisée sur un récit très particulier.

Mais il ne s'agit pas seulement du Hamas. Ce qui me sidère, c'est qu'au moment où la communauté internationale a commencé à parler d'« autodéfense », il y avait 500 Palestiniens blessés par les forces israéliennes à Jérusalem. La rhétorique du « droit à l'autodéfense » n'est apparue que lorsque la première roquette a atterri en Israël ; ce droit n'est activé que pour Israël et l'attaque n'est conduite que par le Hamas. Dans ce cadre, il n'y a aucun moyen pour la communauté diplomatique de comprendre la violence de l'occupation

ou le droit des Palestiniens à se défendre.

Tant que nous n'aurons pas corrigé ce postulat, aucune forme d'engagement avec le Hamas ne sera productive, car il ne sera perçu que comme un parti qui attaque irrationnellement Israël pour une raison inconnue et décontextualisée.

Amjad Iraqi : Le mouvement populaire palestinien a continué à se développer ces dernières semaines, avec des Palestiniens et Palestiniennes en Israël qui s'impliquent et ceux à Jérusalem qui se remobilisent. Au sein de ce mouvement, il semble y avoir une tension entre le mouvement de base décentralisé et les leaderships traditionnels, allant du Fatah au Hamas en passant par le Haut Comité de suivi des Arabes d'Israël. Comment voyez-vous ces dynamiques internes se dérouler ?

Tareq Baconi : C'est une bonne question qui va au-delà du moment présent. Ce qui me reconforte – et qui me fait peur – c'est le fait que nous sommes déjà passés par là plusieurs fois, depuis la grande révolte arabe de 1936-1939.

Chaque fois que nous pensons aux éruptions qui se produisent dans les rues palestiniennes, c'est presque toujours en dépit du leadership des « élites », et en raison de l'incapacité des « élites » à se battre pour les Palestiniens de la manière dont les Palestiniens exigent que leur combat soit mené. Nous pouvons tracer cette ligne depuis la Grande Révolte jusqu'à Oslo et les première et deuxième intifada. C'est ce qui me reconforte – qu'il y ait une boussole morale dans la rue palestinienne qui demande constamment des comptes aux dirigeants et qui refuse d'être poussée au consentement.

Mais en même temps, ce qui me fait peur, c'est que dans le passé, le mouvement a été récupéré, et que les dirigeants décident toujours de la marche à suivre. C'est la dynamique que nous observons actuellement sur le terrain. Nous avons parlé du fait que ce que fait l'action du Hamas pourrait être considéré comme une récupération de la mobilisation populaire ; le Fatah essaie également de récupérer les manifestations en Cisjordanie. Les dirigeants s'y accrochent pour tenter de retrouver leur crédibilité. Ils vont essayer de canaliser ce soulèvement de la base vers leurs structures, et de se positionner comme la partie responsable qui va résoudre les problèmes.

Cependant, si l'histoire nous a appris quelque chose, c'est qu'il ne faut pas s'y fier. Les Palestiniens doivent trouver un

moyen de maintenir ce soulèvement populaire au-delà des structures de direction qui existent aujourd'hui.

Cela ne veut pas dire qu'il ne doit pas y avoir de direction pour le mouvement. Ce que nous avons appris des soulèvements arabes de 2011, c'est que s'il n'y a pas de direction capable de prendre des décisions politiques et stratégiques, « l'État profond » et le *statu quo* gagnent. Ce leadership ne peut pas être canalisé vers les mêmes institutions corrompues qui nous ont amenés là où nous en sommes aujourd'hui. Il faut qu'un leadership plus inclusif émerge de cette mobilisation de la base. La forme que cela prendra n'est pas encore claire, mais nous n'en sommes qu'aux premiers jours.

Amjad Iraqi : Que souhaiteriez-vous souligner de plus en ce moment ?

Tareq Baconi : Une chose à laquelle je pense toujours c'est que Gaza est devenue exceptionnelle, dans l'esprit de la « communauté internationale » – et d'une certaine manière, de plus en plus dans l'esprit des Palestiniens eux-mêmes.

Cet épisode a à la fois remis en question et renforcé cette idée. En ce qui concerne les Palestiniens, on a pu voir une chaleureuse réintégration de Gaza dans la communauté, même si la plupart des Palestiniens ne sont jamais allés à Gaza et ne comprennent pas facilement ce que c'est que d'y être, d'y survivre. En même temps, on a le sentiment que, même dans cette escalade, la lutte armée et Gaza sont devenus une chose commune – parce que le Hamas lance ses attaques depuis Gaza, Gaza est toujours le théâtre de la lutte armée, tandis que les protestations populaires se déroulent ailleurs.

Il est donc très important que Gaza cesse d'être considérée comme exceptionnelle. Nous devons commencer à réfléchir non seulement au fait qu'un Palestinien de Gaza et un Palestinien de Cisjordanie combattent le même régime, mais aussi au fait qu'il existe différentes tactiques de lutte contre ce régime. Celles-ci peuvent être source de division, mais cela ne signifie pas que les divergences d'opinion portent sur des parties différentes de cette bataille.

Les Palestiniens ont besoin d'un récit plus global, capable de prendre en compte toutes ces complexités et ces nuances, et de s'opposer à l'idée qu'il y a, d'un côté, l'escalade Gaza-Israël et, de l'autre, tout le reste. Le récit qui émerge maintenant est très puissant parce qu'il s'oppose à cela, et nous devons continuer à le répéter. ■

Propos recueillis le 20 mai 2021

Processus révolutionnaire : Bilan et perspectives



Par le **Comité international de la IV^e Internationale***

L'étincelle du soulèvement populaire dont on célèbre le dixième anniversaire, a jailli en Tunisie et s'est très rapidement propagée en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, puis dans d'autres pays situés en dehors de cet espace géographique, dans des contextes différents et avec des déclencheurs variés : État espagnol (Mouvement des Indignés), États-Unis (Occupy Wall Street), Iran, Burkina Faso (contre la hausse des prix et la répression), Turquie, etc.

Ce fut un mouvement de masse, extraordinaire par sa dynamique et sa profondeur dans de nombreux pays, par sa détermination et ses méthodes d'action. Il a obtenu la chute rapide des présidents Ben Ali (Tunisie) et Moubarak (Égypte), beaucoup plus difficilement celles de Khadafi (Libye) et Saleh (Yémen), et plus récemment celle de Al-Bachir (Soudan). Mais les soulèvements ont été sauvagement réprimés, et finalement bloqués presque partout par l'addition des réactions contre-révolutionnaires auxquelles ils ont dû faire face : la résistance farouche des anciens régimes, les offensives des forces

fondamentalistes islamiques et les manœuvres jusqu'aux interventions militaires des différents impérialismes et puissances régionales.

Pourtant, ses bases objectives étant toujours là et empêchant les pouvoirs en place de se relégitimer, ce processus révolutionnaire produit ses effets en profondeur, il a gagné d'autres pays et est amené à resurgir. Il est d'autant plus important de l'analyser avec ses forces, ses contradictions et ses faiblesses, pour pouvoir l'accompagner jusqu'à une victoire émancipatrice pour tous les peuples concernés.

1. Les causes objectives du soulèvement révolutionnaire dans la région

Ce soulèvement à une échelle régionale est le résultat d'une combinaison de la crise structurelle du capitalisme mondial et d'une grave crise conjoncturelle dans les centres impérialistes en 2008. C'est une crise complexe et multidimensionnelle (économique, financière, sociale, environnementale, politique...) et ses effets

* Ce document a été discuté et sa ligne générale a été adoptée au Comité International de février 2021 (49 pour, 1 abstention, 6 NPPV). Il a été finalisé sur la base de cette discussion.

Afrique du Nord et Moyen-Orient

dévastateurs ont été ressentis dans beaucoup de pays dépendants, mais particulièrement dans cette région.

La récession économique mondiale de 2008 aux États-Unis, en Europe et même en Chine a entraîné une baisse des prix des matières premières (pétrole, phosphates, etc.) en 2009 et une contraction des marchés des centres occidentaux. Les pays dépendants ont alors connu une forte baisse de leurs recettes d'exportation et une accentuation de leur déficit commercial structurel, tendance qui ne s'est pas inversée avec une reprise lente et chaotique de la croissance depuis lors.

Cependant les soulèvements populaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MOAN) ne sont pas seulement un avatar de la crise économique mondiale de 2008. Celle-ci n'a joué qu'un rôle accélérateur des facteurs structurels spécifiques de l'explosion régionale, qui découlent des modalités spécifiques du mode de production et de reproduction capitaliste dominant dans la région : un capitalisme spéculatif et commercial caractérisé par une recherche de profits à court terme. L'économie de la région est trop concentrée sur l'extraction de pétrole et de gaz naturel, le sous-développement des secteurs productifs, le surdéveloppement des secteurs de services et alimentant diverses formes d'investissements spéculatifs, en particulier dans l'immobilier.

Régimes patrimoniaux, offensive néolibérale et injustices insupportables

Qu'il s'agisse de monarchies absolues, de dictatures républicaines, de systèmes politiques autoritaires ou parlementaires confessionnels, les régimes et gouvernements en place depuis des décennies au Moyen-Orient et en Afrique du Nord se sont généralement distingués par une corruption généralisée et un despotisme politique extrême. Ils ont bloqué le développement de leurs pays en s'appropriant l'appareil de l'État pour piller les richesses et tirer avantage des politiques néolibérales, pour étendre leurs monopoles et dominer tous les secteurs rentables en partenariat avec des capitaux étrangers.

Manquant de légitimité populaire, les différents régimes et États de la région ont souvent nourri des clientèles tribales, confessionnelles et/ou régionales en tant que garanties contre les soulèvements populaires, constituant l'armature du pouvoir avec une hypertrophie des appareils militaires et policiers. L'explication de la persistance de tels facteurs ne devrait surtout pas être cherchée dans une sorte

d'« *exceptionnalisme* » arabe ou islamique, mais est liée à la dynamique du développement inégal et combiné du système capitaliste global.

L'importance de la question socio-économique, et son impact sur le déclenchement des processus révolutionnaires, reste la dimension la plus occultée par les médias internationaux et régionaux, malgré son rôle fondamental. Depuis les années 1980, tous les régimes de la région se sont inscrits dans des dynamiques économiques néolibérales encouragées par les institutions financières internationales, comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Les mesures néolibérales ont servi au démantèlement des services publics, à la suppression de subventions, notamment pour des biens de première nécessité, tout en accélérant les processus de privatisation dans les secteurs de l'industrie, l'immobilier et la finance.

Les réformes néolibérales des régimes du MOAN ont encouragé à des rythmes différents des politiques basées sur l'accueil des investissements directs étrangers, le développement des exportations et de services comme le tourisme et l'immobilier. Les gouvernants ont assuré aux multinationales l'absence ou de faibles taux d'imposition tout en leur garantissant une main-d'œuvre très bon marché. Les appareils répressifs ont servi « *d'agent de sécurité* » pour ces compagnies, les pré-munissant de tous troubles ou revendications sociales. Ces États ont joué le rôle d'entremetteurs pour les capitaux étrangers, tout en garantissant l'enrichissement d'une classe bourgeoise liée au régime.

Les différences des trajectoires des processus révolutionnaires s'expliquent en grande partie par la nature des États de la région – États patrimoniaux (monarchies absolues ou certaines prétendues républicaines, comme la Syrie des Assad ou auparavant la Libye des Khadafi), néo-patrimoniaux (dictatures républicaines) et systèmes confessionnels avec des milices puissantes agissant comme défenseurs du statu quo – et par la structure des sociétés (plus ou moins hétérogène), ainsi que par la place de ces États dans le système impérialiste international et régional. Mais globalement, le développement du capitalisme dans la région du MOAN durant ces dernières décennies a débouché sur une polarisation croissante de la société :

- d'un côté, une fraction très réduite de la population, la grande bourgeoisie, étroitement liée à des investisseurs internationaux, a bénéficié du contrôle du pouvoir

politique et des secteurs économiques clés ;

- de l'autre, une masse croissante de la population, la classe ouvrière et les couches populaires, a été appauvrie et déposédée, que ce soit dans les zones urbaines ou dans les zones rurales, les politiques néolibérales débouchant sur des privatisations croissantes.

Les fléaux qu'ont impliqués ces politiques néolibérales sont nombreux : une dégradation majeure des systèmes de santé et d'éducation ; un taux de chômage élevé, particulièrement parmi les jeunes diplômés qui ne trouvent pas de débouchés dans une économie désormais concentrée sur des emplois à faible valeur ajoutée et où le travail qualifié se fait rare ; le sous-emploi et une forte croissance du secteur informel très précaire, conséquences directes de ces mesures ; la migration de centaines de milliers de personnes vers des zones urbaines ou à travers des frontières. Les inégalités sociales, économiques et régionales sont devenues toujours plus aigües.

L'absence de démocratie ou son extrême restriction et l'appauvrissement croissant, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales croissantes, ont préparé le terrain à l'insurrection populaire qui ainsi n'attendait plus qu'une étincelle dans ces sociétés. Ces soulèvements populaires sont donc une révolte de masse contre des politiques néolibérales, imposées par des régimes autoritaires assistés par les institutions financières internationales.

2. L'évolution du soulèvement : révolution et contre-révolution dans un processus révolutionnaire à long terme

Le soulèvement populaire qui a commencé à la fin de 2010 et au début de 2011, d'abord en Afrique du Nord et très vite au Moyen-Orient, a été d'une puissance extraordinaire. Il a renversé les têtes des régimes en Tunisie, en Égypte, au Yémen et en Libye et a ouvert une phase nouvelle dans les luttes des peuples de la région. Il a libéré les énergies militantes de toutes les couches sociales qui ont envahi les rues et les places, et plus particulièrement les jeunes et les femmes. Il a brisé la psychologie de peur consacrée par des décennies de tyrannie. Des slogans comme : « Dignité, liberté, justice sociale » et « *Le peuple veut la chute du régime* » se sont étendus depuis lors dans quasiment tous les pays marqués par la langue et la civilisation arabe. De nouvelles méthodes

Yémen, après un bombardement saoudien...



de lutte auto-organisées se sont développées et ont été partagées, utilisant largement les dimensions culturelles et les outils de communication les plus modernes.

Mais rapidement les régimes de la région ont contre-attaqué pour recouvrer leurs pouvoirs ébranlés, au nom de « *la lutte contre le terrorisme* » dont ils ont emprunté l'instrumentalisation aux puissances impérialistes. Certains ont réussi à contenir les premières manifestations avant qu'elles ne prennent un caractère insurrectionnel, comme au Maroc ou en Jordanie. D'autres ont étranglé les soulèvements dans la répression, rapidement comme au Bahreïn ou en plusieurs temps comme en Égypte. En Libye, en Syrie et au Yémen, les régimes ont assumé de mener une véritable guerre contre leurs peuples, qui connaissent aujourd'hui des conditions effroyables. En Libye, Khadafi a été abattu, les puissances impérialistes ayant fait le choix de soutenir l'insurrection alors que le régime n'a pas eu de soutien extérieur. C'est le seul cas où l'ancien régime a vraiment disparu, mais pour laisser la place à un chaos qui enterre chaque jour davantage l'espoir qui s'était levé. Dans le cas tunisien, les forces de l'ancien régime les moins compromises se sont rassemblées au sein de Nidaa Tounes et se sont alliées avec le mouvement Ennahda, inspiré par les Frères musulmans, pour gouverner entre 2014 et 2018.

Au Yémen, l'Arabie saoudite a dû « *évincer* » le dictateur Ali Saleh pour réussir à étouffer le soulèvement, et lui a substitué une guerre civile et régionale toujours en cours, avec le soutien des puissances impérialistes et de puissances régionales dans « *l'Alliance arabe* » contre les alliés de l'Iran, son meilleur adversaire.

Les Émirats arabes unis visent de leur côté à contrôler les points logistiques de transport maritime dans le sud du Golfe et s'imposer comme géant portuaire mondial. En Syrie, il a fallu qu'Assad mène depuis près de 10 ans une guerre totale contre son peuple, avec l'aide déterminée de la Russie de Poutine et de l'Iran des Mollahs, pour espérer mater l'insurrection au prix de la destruction atroce de son pays et de sa société. Et enfin on voit croître le rôle de la Turquie de l'apprenti dictateur Erdogan, qui intervient toujours plus fortement pour mater les aspirations du peuple kurde, en Turquie même, en Irak parfois et surtout en Syrie dans les régions dominées par le PYD, la branche syrienne du PKK. Déployant ses ambitions régionales, il intervient également en Libye pour soutenir un gouvernement proche du mouvement Frères musulmans, soutenu politiquement par son allié le Qatar.

De fait, pour réussir leurs contre-offensives, les régimes oppresseurs ont pu bénéficier des soutiens d'une puissance ou de l'autre. Mais les peuples soulevés ont dû en même temps faire face aux fausses alternatives des diverses forces politiques, souvent armées, du fondamentalisme islamique.

On assiste donc à une montée régionale des différentes faces de la contre-révolution qui essayent d'écraser la révolution et ses acquis. Mais aucune des causes profondes de ces soulèvements n'est réglée, et jamais la seule répression n'a réussi à stabiliser des formations sociales. On l'a vu en Syrie où des régions retombées sous le joug du régime ont vu fleurir de nouvelles manifestations, on l'a vu récemment en Égypte où la colère gronde contre le nouveau dictateur Sissi. Mais surtout, en 2019 une nouvelle vague de révol-

tes a vu le jour, dans des pays qui avaient échappé dans un premier temps au soulèvement, car encore très marqués par des dimensions de guerres civiles récentes : Irak, Liban, Soudan et Algérie.

3. La nature des contre-offensives des régimes, des impérialistes et des courants religieux réactionnaires

Le processus révolutionnaire dans la région est un laboratoire de grandes espérances et d'héroïsme révolutionnaire émanant des profondeurs des peuples, mais il est en même temps devenu le théâtre de l'intervention de forces impérialistes et de régimes réactionnaires aux niveaux local et régional qui alimentent la barbarie et les guerres civiles, causant d'innombrables victimes, des réfugié·e·s et déplacé·e·s.

Les anciens régimes, avec leurs différences, restent les acteurs principaux et les plus dangereux par leur contrôle de l'État et des institutions. Appuyées sur leurs appareils sécuritaires dont le renforcement est justifié par un discours « *anti-terroriste* », c'est l'acteur traditionnel des contre-révolutions. La persistance des régimes s'explique également par le soutien apporté par diverses forces impérialistes internationales et régionales contre les mouvements populaires. La contre-révolution applique une politique néolibérale qui sert les intérêts de la bourgeoisie locale, des multinationales et de l'impérialisme mondial. De même, la question de la dette a pris une importance particulière. Dans ces pays, la dette a servi et continue à servir d'outil de soumission politique et de mécanisme de transfert de revenus du travail au capital local et, surtout, mondial. Dans ce contexte, il convient de souligner le rôle néfaste de forces politiques prétendument démocratiques, prêtes à un consensus avec le despotisme et l'impérialisme au nom de la recherche d'un « *moindre mal* ».

L'autre force majeure qui s'est distinguée en tant qu'entité contre-révolutionnaire sur la scène politique de la région, ce sont les mouvements fondamentalistes islamiques dans leurs diverses composantes.

Ces deux forces sont unies par une hostilité farouche à l'objectif d'émancipation démocratique et sociale des peuples de la région, et elles se distinguent par leurs alternatives politiques réactionnaires et l'approfondissement de politiques néolibérales.

Afrique du Nord et Moyen-Orient

Organisations bourgeoises religieuses réactionnaires et hostiles à toute émancipation ouvrière et populaire

Avec la montée du soulèvement de masse, des mouvements fondamentalistes religieux dotés d'une large implantation populaire, d'un potentiel et d'une expérience considérables ont revendiqué de constituer l'alternative au pouvoir des anciens régimes. Aucun d'entre eux n'a représenté d'alternative de classe, sociale et démocratique aux régimes existants. Ils sont hostiles aux libertés individuelles et à l'émancipation des femmes. Ils favorisent un programme politique néolibéral conservateur, confessionnel, sexiste, homophobe et hostile aux salariés et aux paysans pauvres.

Les noms, les doctrines et les itinéraires spécifiques de ces organisations fondamentalistes religieuses sont variés, mais elles sont unies par leur défense du système de la propriété privée et leur haine de valeurs progressistes universelles considérées comme des tares occidentales, comme le féminisme ou le socialisme.

Les puissances impérialistes et régionales ont utilisé les fondamentalistes islamiques comme un moyen politique d'accroître leur pouvoir régional, d'affaiblir leurs adversaires, et de détourner ou de réprimer les mouvements sociaux démocratiques par en bas. L'Arabie saoudite a soutenu les Frères musulmans jusqu'en 1991, puis divers mouvements salafistes après leur rupture. Le Qatar puis la Turquie d'Erdogan l'ont remplacée comme tuteur de ces mouvements (dont Ennahda en Tunisie) tout en finançant d'autres organisations salafistes. L'Iran a soutenu le Hezbollah au Liban et des organisations fondamentalistes islamiques chiites comme al-Da'wa en Irak.

Il s'agit de partis bourgeois religieux réactionnaires, bien qu'ils diffèrent par la tactique envers le soulèvement de masse (alignement partiel ou hostilité déclarée), par leur accès au gouvernement (les Frères musulmans en Égypte, Ennahda en Tunisie ou le parti Justice et Développement au Maroc), ou par leur position envers les mouvements djihadistes les plus extrêmes et aventuristes comme al-Qaïda ou Daech.

La force de ces deux dernières organisations réside dans leur apparition sous la forme d'une rébellion armée contre le système social et politique, défiant l'autorité des régimes dictatoriaux, l'islam officiel et les grandes puissances, en étendant leur réseau bien au-delà de leur base initiale.

Ces organisations peuvent polariser momentanément le mécontentement populaire en l'absence d'alternatives progressistes de gauche. Mais leur mise en scène paroxystique de la violence, leur politique de terreur contre les populations civiles, en particulier les femmes, les minorités, la culture, les placent haut parmi les pires forces réactionnaires contemporaines. L'aventure criminelle de Daech/État islamique en Irak et en Syrie et leur affrontement avec toutes les forces militaires présentes au Moyen-Orient, ont été désastreux pour toutes les populations luttant pour leur liberté dans la région.

C'est une très grave erreur de voir le fondamentalisme actuel comme une expression déviée ou détournée de l'anti-impérialisme. Les fondamentalistes ont une conception religieuse du monde, notamment l'objectif de retourner à un « âge d'or » mythifié de l'islam comme moyen d'expliquer le monde contemporain et de résoudre ses problèmes. Cette vision est purement et simplement réactionnaire, et est en contradiction totale avec des mouvements anti-impérialistes du passé. Ils considèrent l'impérialisme comme un conflit entre « Satan » et les fidèles opprimés, et non comme les nationalistes et les socialistes le considéraient traditionnellement, une lutte entre les pays opprimés et les grandes puissances et leur système capitaliste.

Les faits des dernières années et les expériences de la lutte de classe ont prouvé que les partis d'opposition bourgeois réactionnaires étaient des factions contre-révolutionnaires. Quelles que soient les complexités de la situation concrète qui peuvent amener à des convergences pratiques défensives, il ne peut s'agir que de tactiques très limitées dans le temps, en toute indépendance et avec une grande prudence. Ces forces ne peuvent pas être qualifiées de partis réformistes ou démocratiques, et aucune alliance ou front uni politique avec eux ne peut être justifiée.

Bien sûr, les mouvements fondamentalistes islamiques sont traversés par des contradictions sociales internes entre leur leadership bourgeois ou petit-bourgeois et leur base populaire. Mais cela est vrai pour tous les partis politiques dirigés par les élites, des principaux partis capitalistes jusqu'aux partis conservateurs de droite et d'extrême droite dans le monde entier. L'existence de contradictions de classe au sein des partis n'est pas réservée aux partis réformistes.

En réalité, les différentes forces fondamentalistes islamiques constituent la

deuxième aile de la contre-révolution, la première étant les régimes existants. Leur idéologie, leur programme politique et leur pratique sont réactionnaires et totalement opposés aux objectifs de l'émancipation révolutionnaire : la démocratie, la justice sociale et l'égalité. Leurs politiques sont mortifères pour les groupes les plus conscients des travailleurs, des jeunes et des groupes opprimés comme les minorités religieuses, les femmes, les personnes LGBTQ et autres. En même temps, sans la construction d'une alternative politique de masse crédible et inclusive, non confessionnelle et sociale, défendant les intérêts de tous les citoyens, il est difficile d'envisager un décrochage complet entre les mouvements fondamentalistes islamiques et leur base populaire.

Affrontements entre puissances impérialistes et puissances régionales

L'impérialisme étatsunien reste le plus important à travers sa puissance militaire et économique, dont les conséquences se voient jusqu'à aujourd'hui. Il ne faut pas oublier non plus le rôle néfaste de l'Union européenne et de certains États européens comme la France et l'Angleterre dans la région, notamment par leurs interventions militaires et l'imposition d'accords économiques dits de libre-échange ou sur la question des dettes souveraines. Mais l'influence de plus en plus affirmée de la Russie, entre autres par son interventionnisme militaire et son rapprochement avec de nombreux États autoritaires de la région, dont al-Sissi en Égypte et Bachar en Syrie, est également une base croissante de la contre-révolution que subissent les peuples concernés.

L'échec stratégique américain en Irak, dont le peuple souffre encore aujourd'hui des conséquences de son invasion, et la crise économique et financière mondiale de 2007 et 2008 qui a porté un coup sévère au modèle néolibéral américain au niveau mondial, ont provoqué un affaiblissement relatif de sa puissance globale, ce qui a non seulement laissé plus d'espace pour d'autres forces impérialistes mondiales comme la Chine et la Russie, mais aussi pour des puissances régionales qui ont leurs propres intérêts, et la capacité de les défendre. C'est particulièrement visible au Moyen-Orient, où des États comme l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar ont joué un rôle grandissant et interviennent dans les processus révolutionnaires par leurs rivalités en soutenant différents acteurs contre

les demandes populaires pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité.

Les monarchies pétrolières du Golfe (l'Arabie saoudite en tête) ont mobilisé des fonds massifs en milliards de dollars de dons pour permettre aux royaumes du Maroc et de Jordanie de faire des concessions pour contenir les mobilisations populaires, et ont généreusement soutenu l'armée en Égypte et au Soudan pour faire face à la révolution. Elles sont intervenues militairement au Yémen, en Libye et au Bahreïn. Elles constituent, avec l'entité d'Israël, le fer de lance de la contre-révolution au niveau régional. Elles œuvrent pour la perpétuation de la situation au service des objectifs de l'impérialisme (principalement étatsunien) et pour l'approfondissement de la restructuration néolibérale des économies de la région et leur intégration dans le marché mondial. Elles ont utilisé leur énorme machine médiatique pour influencer les soulèvements et limiter leur élan démocratique. Il serait difficile de parler de la victoire du processus révolutionnaire dans la région sans viser la tête des monarchies réactionnaires du Golfe. Ce processus devrait alors dépasser la vision nationale et intégrer la dimension régionale dans ses perspectives.

Le rôle de l'État d'Israël, fondamentalement au service de l'impérialisme occidental et de la contre-révolution, est aussi de plus en plus autonome. Israël joue depuis des décennies le rôle de chien garde des intérêts impérialistes occidentaux dans la région, mais la différence majeure entre Israël et d'autres puissances régionales est sa nature coloniale. C'est un projet colonial d'expulsion de la population palestinienne qui prend un caractère très spécifique par rapport aux puissances régionales dans son rôle contre-révolutionnaire.

Quoi qu'il en soit, ces puissances impérialistes et régionales ont un intérêt commun dans la défaite des révolutions populaires de la région, que ce soit en Syrie ou ailleurs. Leurs rivalités ne s'avèrent pas impossibles à surmonter, avec autant d'intérêts communs et de si fortes relations d'interdépendance. Tous ces régimes sont des pouvoirs bourgeois qui sont ennemis des révolutions populaires, uniquement intéressés par un contexte politique stable qui leur permette d'accumuler et de développer leur capital politique et économique au détriment des classes populaires.

Par ailleurs les États capitalistes et les institutions financières internationales saisissent souvent les crises de régime comme des opportunités pour restructurer

et promouvoir des changements économiques qui étaient auparavant très difficiles ou quasiment impossibles en développant de manière significative la portée de l'économie de marché et les dynamiques néolibérales dans divers secteurs économiques jusqu'ici largement dominés par les secteurs étatiques. Dans cette perspective, l'orientation de la politique économique des États de la région ne doit pas être considérée comme étant faite de mesures technocratiques et neutres visant à surmonter les ravages et destructions de la guerre. Cette politique est au contraire un moyen de transformer et de renforcer les conditions générales d'accumulation du capital et de renforcer les réseaux clientélistes d'hommes d'affaires proches des régimes en place – de surcroît, les régimes de la région sont les principaux importateurs mondiaux d'armes !

Pourtant, la situation mondiale, marquée par une instabilité profonde et une crise économique latente, pèse particulièrement sur les États de la région et sur la légitimité de leurs gouvernants, comme on le voit de la Turquie à l'Iran et à l'Égypte.

4. Un soulèvement entré dans une deuxième vague

Malgré les offensives réactionnaires multiples dans les pays ayant connu des soulèvements en 2011, une nouvelle vague de manifestations sociales et populaires de masse a surgi dans plusieurs autres pays de la région. Elle a coïncidé avec de nombreuses mobilisations populaires dans plusieurs autres pays du monde contre les conséquences des mêmes politiques néolibérales dictées par les institutions financières internationales et mises en œuvre par les classes dominantes qui généralisent la répression.

Elle a débuté un peu plus tôt au Maroc avec le HIRAK du Rif à la fin de 2016, qui portait essentiellement des revendications sociales, mais aussi politiques. Les soulèvements au Soudan, en Algérie, en Irak et au Liban en 2019 ont alimenté une nouvelle dynamique et l'espoir de se libérer du despotisme et de l'exploitation dans toute la région.

L'obstination des énormes mouvements de manifestations en Algérie et au Soudan a réussi à obtenir la fin du pouvoir des présidents Bouteflika et Al-Bachir. Dans les deux pays, ce renversement est loin d'avoir été suffisant pour les manifestant·e·s. Les oppositions face à l'ensemble du fonctionnement de ces régimes de nature militaire se sont multipliées, afin

d'obtenir de réels changements politiques et socio-économiques en faveur des classes populaires.

Les puissances régionales et impérialistes internationales ont assisté avec crainte à l'évolution de ces soulèvements populaires, les considérant comme une menace pour leurs propres intérêts et pour leur pouvoir. En réponse, ils ont exprimé leur soutien soit aux chefs des armées soudanaise et algérienne soit à une transition contrôlée par en haut sans changement radical. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont d'ailleurs proposé une aide de 3 milliards de dollars au régime de Khartoum, laquelle a été rejetée par les manifestant·e·s. En même temps la France a apporté son soutien à la haute hiérarchie militaire algérienne et à la transition contrôlée par cette dernière.

Des secteurs de l'opposition populaire soudanaise ont demandé la fin de la participation militaire du Soudan à la guerre menée par le royaume saoudien au Yémen et ont rejeté toute intrusion du régime despotique égyptien d'al-Sissi dans les affaires internes du pays. En Algérie, les manifestant·e·s ont également dénoncé le rôle impérialiste de la France et son soutien au régime algérien. Pour tenter d'apaiser les frustrations populaires, les régimes annoncent des « réformes » pour « améliorer » et « nettoyer » le système de l'intérieur ou des soi-disant campagnes de lutte « contre la corruption » qui visent d'anciens hommes d'affaires liés aux autocrates déchus.

Au Soudan, l'armée a pu contourner les principales revendications du mouvement par un accord politique avec l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, selon la formule du « partage du pouvoir avec les civils » qui lui permettait de conserver la position de pouvoir dans l'État. Tout en ayant pu constituer une force politique massive poussant l'armée à un partage du pouvoir, des limites existent néanmoins au sein de l'ALC, comme au sein du Parti communiste soudanais. L'une des principales est l'orientation politique de leurs dirigeant·e·s. Ceux-ci recherchent souvent une forme de collaboration et d'entente avec les élites dirigeantes, au lieu de baser leur pouvoir sur les mobilisations populaires massives par en bas.

Quant à l'Algérie, la mobilisation populaire a pu mettre en échec les tractations du sommet de l'État, y compris empêcher la réélection de Bouteflika. Le HIRAK a accentué les contradictions au sein des différentes composantes du régime sans pour

Afrique du Nord et Moyen-Orient

autant arriver à faire tomber son édifice. Les initiatives au niveau syndical pour se débarrasser de la bureaucratie pro-militaire n'ont pas pu aboutir jusqu'à présent, mais elles constituent néanmoins un potentiel qui pourrait avoir un impact à l'avenir.

Au Liban, et dans une certaine mesure aussi en Irak, les mouvements de contestation populaire remettent en cause de manière radicale le système confessionnel, explicitement dénoncé (tous partis confondus) comme responsable de la détérioration des conditions socio-économiques. Le système confessionnel et néolibéral dans ces deux pays est, de fait, l'un des principaux instruments utilisés par les partis dominants au pouvoir pour renforcer leur contrôle sur les classes populaires. À ce titre, le confessionnalisme doit être appréhendé comme un outil des élites politiques libanaises et irakiennes pour intervenir idéologiquement dans la lutte des classes, renforcer leur contrôle sur les classes populaires et les maintenir en position de subordination par rapport à leurs dirigeants confessionnels.

Dans le passé, les élites dirigeantes ont d'ailleurs réussi à tenir en échec ou à écraser des mouvements de contestation non seulement par la répression mais aussi en jouant sur les divisions communautaires. Tandis que la majorité de la population s'enfonçait dans la pauvreté, les partis confessionnels dominants et les différents groupes de l'élite économique ont mis à profit les processus de privatisation, les politiques néolibérales et le contrôle des ministères publics pour développer de puissants réseaux de patronage, de népotisme et de corruption. À cet égard, le confessionnalisme doit être considéré comme un élément constitutif et actif des formes actuelles du pouvoir d'État et de classe au Liban et en Irak. Cette approche invite à reconnaître en lui un produit des temps modernes plutôt qu'une prétendue tradition culturelle.

En ce sens, les revendications du mouvement de protestation en faveur de la justice sociale et de la redistribution économique ne peuvent être dissociées de leur opposition au système politique confessionnel, qui garantit les privilèges des dominants. Après que l'ampleur des manifestations eut obtenu la démission des gouvernements de ces deux pays, la poursuite du mouvement pour la satisfaction de revendications et le changement de fond du pouvoir est un enjeu évidemment essentiel.

Les mouvements de contestation en Algérie, Liban et Irak font cependant face à

de nombreux défis au premier rang desquels le manque d'organisation et de représentations alternatives politiques susceptibles de contrer la domination des partis confessionnels et des groupes économiques au pouvoir en Irak et au Liban et celle du régime en Algérie. Toutefois, les tentatives de structuration restent limitées, notamment au niveau des syndicats et de nouvelles alternatives politiques et sociales.

Le contexte de la crise du coronavirus

La crise du coronavirus a aggravé les facteurs structurels spécifiques qui ont déclenché le processus révolutionnaire en 2011 dans la région. Les régimes de la région n'ont rien trouvé d'autre que la dette et ses conditions d'austérité pour résoudre la crise financière et économique. Les répercussions de la crise du Covid-19 impacteront davantage les populations des pays à revenus moyen et faible, notamment l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie, le Soudan et la Mauritanie, sans parler des pays en situation de guerre comme la Syrie, l'Irak, la Palestine occupée, le Yémen et la Libye. Les mesures prises par les régimes sont en faveur des grandes entreprises. Les revenus des salarié·e·s et des couches pauvres de la population ont baissé drastiquement et le chômage des jeunes et des femmes est aggravé. Les services de santé publique sont très faibles pour contenir la propagation du virus : le taux de médecins est dans la région très en dessous du seuil recommandé par l'OMS de 4,45 docteurs, infirmiers et sages-femmes pour 1 000 habitants, et atteint même 0,72 au Maroc et 0,79 en Égypte.

Les régimes ont profité du contexte d'urgence sanitaire imposé par la pandémie Covid-19 pour stopper la deuxième vague du processus révolutionnaire. Ils ont eu recours à des mesures répressives systématiques de confinement et de couvre-feu ainsi que le développement des méthodes de surveillance. Ils perfectionnent leurs outils de répression pour faire face à une nouvelle vague de mobilisations populaires.

En Tunisie, des manifestations de jeunes ont lieu depuis la mi-janvier 2021 dans plusieurs villes sous le même slogan que le soulèvement d'il y a 10 ans : « *Travail, liberté, dignité sociale* », mais aussi pour exiger la libération de centaines de protestataires interpellé·e·s par la police. Début février, un mouvement de protestation de petits paysans très appauvris s'est déclenché dans une ville côtière située au centre-

est du pays contre l'importation de la viande et la hausse des prix des aliments du bétail.

En Algérie, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour marquer le deuxième anniversaire du Hirak, relançant celui-ci.

Fin janvier, à partir de Tripoli, l'une des villes les plus pauvres du Liban, le mouvement de protestation s'est étendu dans d'autres régions du pays.

Début février, dans une ville au nord du Maroc, des milliers de citoyen·e·s ont manifesté pour dénoncer la détérioration des conditions de vie et revendiquer « *la dignité et le travail* » suite à la fermeture de la frontière avec l'enclave espagnole de Ceuta.

Ce sont bien les signes avant-coureurs d'un nouveau soulèvement qui pourrait embraser toute la région.

Ces mouvements de contestation constituent des expériences de lutte sur le terrain et ont accumulé des acquis qui peuvent servir dans la nouvelle phase de l'après Covid-19 pour permettre de progresser vers la réalisation des revendications et la radicalisation politique. La plus grande réalisation du processus révolutionnaire dans la région depuis 2011 reste l'irruption dans l'arène politique des masses qui n'ont plus d'illusions sur les changements qui viennent d'en haut (que ce soit par un dirigeant, l'appareil d'État ou des partis). Des millions de personnes sont descendues dans la rue et ont vécu des transformations majeures dans leur conscience, leurs méthodes de lutte et d'organisation. Les soulèvements ont changé irréversiblement la conscience politique de toute une génération. Ce serait une erreur de juger les résultats de ce processus uniquement à l'échelle des changements politiques intervenus dans l'appareil d'État. Cette réalisation révolutionnaire continue d'être ciblée par les différents pôles de la contre-révolution.

Les femmes ont joué un rôle central dans les deux phases du processus révolutionnaire. Elles ont été plus particulièrement la cible de la contre-révolution qui voulait les exclure de la sphère publique et en tant que participantes actives dans les premières lignes de résistance. Les femmes ont été soumises à de violentes persécutions tout au long de cette période. Le harcèlement sexuel et le viol ont été généralisés. Daech vendait même des femmes sur des marchés ouverts. La contre-révolution attaque les femmes car les avancées des droits et conditions des femmes constituent des menaces pour les différents

acteurs contre-révolutionnaires et s'opposent à la répression des espoirs d'émancipation des peuples de la région. Tout succès contre-révolutionnaire dans ce domaine ouvrirait la porte aux thèses réactionnaires et à la répression des espoirs d'émancipation des peuples de la région.

Le statut des femmes constitue par conséquent un critère majeur de l'avancement du processus révolutionnaire et des mouvements qui se sont manifestés pour défendre les droits des femmes.

Une leçon à retenir, c'est la nécessité de participer au développement des structures alternatives politiques progressistes et démocratiques de masses. Les expériences de la Tunisie et du Soudan montrent que la présence d'organisations de masse au niveau syndical, comme l'UGTT et le Rassemblement des professionnels soudanais, de comités populaires et d'organisations de femmes a permis à ces soulèvements d'obtenir plus de gains, notamment au niveau des droits démocratiques, même si toujours fragiles et pas garantis.

Les interventions et rivalités impérialistes et des puissances régionales risquent de nuire à ces soulèvements populaires comme à d'autres dans la région. Ces interventions augmentent les menaces de déraillement du soulèvement populaire en Irak. La menace n'est pas tant que le mouvement de contestation irakien se concentre sur l'opposition aux États-Unis il s'est jusqu'à présent clairement opposé à toutes les influences étrangères, et de récentes manifestations à Bagdad et dans d'autres villes du pays ont d'ailleurs répété le slogan « *Ni États-Unis ni Iran !* ». Cependant, il pourrait être détourné par un autre mouvement contrôlé et organisé par des milices pro-iraniennes, qui se concentrerait sur le retrait des États-Unis comme la seule exigence, sans remettre en cause le système néolibéral et confessionnel actuel. C'est la volonté des milices à la solde de l'Iran et du dirigeant Moqtada Sadr, qui tente maintenant par les manœuvres et la force d'étouffer les manifestations et d'imposer le ralliement du mouvement au nouveau Premier ministre.

Face à ces développements, l'opposition aux ingérences continues de l'impérialisme étatsunien et aux menaces de guerre contre l'Iran et l'Irak ne peut être efficace que si elle est enracinée dans la solidarité avec les forces progressistes et révolutionnaires du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, sans aucune concession envers les régimes autoritaires et les puissances régionales.



Questions nationales et autodétermination des peuples

Les questions nationales, particulièrement palestinienne et kurde au Moyen-Orient, sahraouie en Afrique du Nord et le combat des Amazigh pour défendre leur identité culturelle en Algérie et au Maroc, constituent des enjeux essentiels. La question palestinienne reste d'une importance primordiale dans les dynamiques politiques régionales, mais également mondiales. Le soi-disant plan de paix pour le Proche-Orient, qui a été présenté début 2020 par le président étatsunien Donald Trump et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en absence notable de la partie palestinienne, est un véritable programme pour une nouvelle tentative de liquidation de la question palestinienne en violation de toutes les résolutions internationales adoptées par l'ONU et du droit international.

Dans ce cadre, il faut rappeler notre soutien à la lutte du peuple palestinien pour son émancipation et sa libération contre l'État d'apartheid et colonial d'Israël et l'importance des campagnes de solidarité avec la lutte du peuple palestinien, pour la libération de tous les prisonniers palestiniens et le retour des réfugiés. Nous mettons l'accent sur la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), qui continue de connaître des succès mondiaux et qu'Israël et ses alliés considèrent comme une menace importante et grandissante. Elle permet de démasquer et dénoncer la collaboration des gouvernements occidentaux avec un État qui viole de manière quotidienne le droit international depuis plus de 60 ans et des multinationales qui tirent profit de l'occupation pour faire des bénéfices.

Par ailleurs, les régimes autoritaires de la région ont tous essayé de supprimer,

dominer ou contrôler le mouvement national de libération palestinien. Défendre celui-ci implique donc de soutenir les révolutions populaires de la région dans leur combat pour renverser tous les régimes autoritaires qui sont complices de la souffrance du peuple palestinien par leur collaboration directe ou indirecte avec l'État d'Israël.

Dans cette même perspective, les aspirations nationales et autonomistes kurdes continuent d'effrayer les États régionaux et internationaux. L'échec cuisant du référendum au Kurdistan irakien en septembre 2017, ignoré des grandes puissances et maté par l'État central irakien avec l'aide de l'Iran et de la Turquie, a ainsi rappelé la fragilité de l'espoir kurde et leur rôle avant tout fonctionnel sur l'échiquier politique régional. La Turquie, la Syrie et l'Iran, trois pays voisins comptant des minorités kurdes, avaient condamné le référendum et appelé au maintien de l'unité de l'Irak. La majorité des États internationaux impérialistes, dont les États-Unis et la Russie, se sont également opposés à l'indépendance du Kurdistan.

Quelques mois plus tard, les populations kurdes, cette fois en Syrie, ont subi une nouvelle désillusion. En mars 2018, l'armée turque, assistée par des forces réactionnaires syriennes, a conquis la ville d'Afrin, en Syrie, qui était sous le contrôle des forces kurdes des YPG (unités de protection du peuple), branche militaire du PYD lié au PKK. La conquête de la ville et son occupation se sont déroulées avec la complicité des puissances internationales. Au mois d'octobre 2019, les forces armées turques et leurs supplétifs locaux ont à nouveau envahi les régions contrôlées par les Forces démocratiques syriennes, alliance militaire de combattants kurdes, arabes et syriens dominée par les YPG. C'est pourquoi nous affirmons notre soutien au droit à l'autodétermination du peuple kurde dans la région et dénonçons les pressions étrangères régionales et internationales qui veulent priver les populations kurdes de leur droit à l'auto-détermination.

5. La place de la classe ouvrière et les tâches des marxistes révolutionnaires

L'actuelle montée généralisée des luttes dans la région s'est produite dans le contexte de la faiblesse de la classe ouvrière organisée, et en son sein de la gauche socialiste révolutionnaire. L'absence d'alternative ouvrière face à l'érosion du pouvoir des régimes bourgeois

Afrique du Nord et Moyen-Orient

sous les coups de l'avancée populaire a été momentanément compensée par la force des masses dans les rues et sur les places, avant que la contre-révolution ne recouvre sa cohésion.

Le soulèvement de masse a révélé une grande faiblesse de la classe ouvrière, à la fois en tant qu'organisations professionnelles (syndicats et associations) ou en tant que partis politiques (marginalité de partis ouvriers). La Tunisie, à travers l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), et le Soudan, plus récemment avec le Rassemblement des professionnels, constituent en partie des exceptions dans ce cadre, même si bien sûr ces instances ont également des limites dans leur radicalité. Des expériences de syndicats indépendants ont également eu lieu, jouant un rôle significatif au début du soulèvement populaire par exemple en Égypte, avant de subir une sévère répression.

Le mouvement ouvrier n'est pas intervenu en tant que force centrale potentielle avec un projet de classe indépendant qui aurait guidé les peuples vers leur émancipation économique et politique effective. L'intervention de la classe ouvrière était très atomisée et les travailleuses et travailleurs sont intervenus comme des citoyens sans appartenance de classe. En Tunisie, une dynamique a été initiée à la base du principal syndicat ouvrier (UGTT) dans la majorité des secteurs et régions (grèves générales successives). Le rôle de ses dirigeants se limitait, par contre, au consensus et à la négociation au nom du dialogue national pour sauver le pays.

De nombreux régimes, avec la complicité des bureaucraties syndicales, ont réussi pendant la période précédente à neutraliser la classe ouvrière et à l'éloigner de la montée des luttes pour obtenir une augmentation des salaires et satisfaire certaines de ses revendications (par exemple le Maroc et l'Algérie). La bureaucratie syndicale comprend, par exemple dans le cas du Maroc, une partie des forces politiques bourgeoises prétendument démocratiques avec des variantes libérales et réactionnaires religieuses.

Les courants progressistes radicaux souffrent d'une faiblesse programmatique et d'implantation. Surpris par les soulèvements, ils se trouvaient dans une situation d'épuisement, de désorientation, d'incompréhension des transformations inhérentes à l'effondrement de l'Union soviétique et de confusion devant la montée extraordinaire des forces religieuses réactionnaires. Ils ont élaboré des stratégies illusoire d'alliances avec l'une des composantes de la

contre-révolution (puissances impérialistes, puissances régionales réactionnaires ou forces politiques libérales). La plupart des organisations nationalistes ou stalinienne et mao-stalinienne ont adopté une position de campisme et de trahison de la révolution du peuple syrien.

Cela implique que les courants marxistes révolutionnaires doivent faire beaucoup d'efforts pour se renforcer, pour établir des racines profondes dans la classe ouvrière et les secteurs populaires, et de contribuer à la construction de l'instrument politique indépendant de la classe ouvrière en préparation de la prochaine vague révolutionnaire. La gauche doit se concentrer sur la construction d'un front indépendant, démocratique et progressiste qui tente d'aider à l'auto-organisation des travailleur·e·s et des opprimé·e·s. C'est seulement à travers ce processus que notre camp peut se considérer comme une classe, ayant des intérêts communs avec d'autres travailleur·e·s et opposée aux capitalistes.

De même, la gauche doit jouer un rôle central dans la construction et le développement de larges structures politiques alternatives. Parallèlement à cette nécessité, la gauche doit également développer une stratégie politique qui ne cherche pas uniquement une révolution politique comme horizon, mais une révolution sociale dans laquelle les structures de la société et les modes de production sont radicalement modifiés.

Par ailleurs, les revendications écologiques s'affirment toujours davantage sur la scène politique, particulièrement au niveau de la question agraire et de l'accès à l'eau. Les pays de la région sont affectés par les bouleversements climatiques actuels et devraient être les plus touchés par une hausse de la température. Question écologique et question sociale sont étroitement liées, car les populations qui luttent pour l'eau et contre les déchets sont en général les mêmes qui sont affectées et/ou luttent contre le chômage. De plus, les luttes écologiques sont souvent liées aux problématiques des groupes nationaux ou culturels opprimés (Rif, Zagora, Jerrada, au Maroc, Nubiens expulsés de leurs terres en Égypte et au Soudan).

Les combats écologistes sont cependant encore fragmentés, locaux, et pourtant ils partent des mêmes causes. Il y a une nécessité de les faire converger avec d'autres causes socio-économiques.

Les marxistes révolutionnaires défendent un programme en relation vivante avec les luttes de masse existantes, sans chercher d'alliances opportunistes avec

des forces capitalistes. La situation suppose une coordination étroite entre les forces de la gauche révolutionnaire dans la région, ceci trouve sa forte justification dans les décennies de nationalisme extrême adopté par la gauche nationaliste et stalinienne au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, qui a été subordonnée à des régimes autoritaires simplement parce qu'ils prétendent se confronter à l'impérialisme et au sionisme.

Face à la puissante machine médiatique des régimes tyranniques et de l'impérialisme, les masses sont privées d'outils d'information révolutionnaire de gauche qui expliquent la réalité du soulèvement et les perspectives de la lutte. Cela appelle à renforcer et à coordonner la presse marxiste révolutionnaire, proposer des actions communes pour élargir les discussions écrites.

La détérioration de la situation dans les pays en guerre civile – en particulier la Syrie – a entraîné l'exode de la majeure partie de la jeunesse révolutionnaire qui formait l'ossature des coordinations de la révolution. Cette jeunesse existe encore pour le moment même si elle est perdue dans les capitales européennes ou assiégée par des libéraux et des réactionnaires qui négocient au nom du peuple syrien lors de réunions organisées par l'impérialisme et ses alliés. Il est nécessaire d'intervenir pour les réunir et d'ouvrir un débat sur les perspectives de la révolution en cas de changement soudain des rapports de force dans la région. Nous savons à quel point la situation est difficile, mais la réalité est en mutation rapide. Malgré l'intensité et la barbarie de la contre-révolution, de grandes luttes émergent. Dans cette démarche, l'internationalisme est un point fondamental, car aucune solution ne peut être trouvée dans les frontières d'un État.

Enfin les luttes des salarié·e·s à elles seules ne suffiront pas pour unir les classes des salarié·e·s. Les socialistes dans ces luttes doivent également défendre la libération de toutes et tous les opprimés. Cela exige de brandir haut et fort les revendications pour les droits des femmes, des minorités religieuses, des communautés LGBT et des groupes raciaux et ethniques opprimés, liées aux revendications écologiques. Tout compromis sur l'engagement explicite envers de telles demandes empêchera la gauche radicale d'unir la classe des travailleur·e·s pour la transformation radicale de la société. ■

De la conjoncture électorale à la reprise de l'initiative populaire

Par
Igor Goicovic Donoso*

inaugurée par la révolte populaire d'octobre 2019, la crise du système de domination se poursuit, mais son issue continue à être toujours très incertaine. Les résultats des différents scrutins électoraux (élections des députés de la Convention constitutionnelle, des gouverneurs, des maires et des conseils municipaux), convoqués pour le week-end des 16 et 17 mai 2021, le montrent clairement. Et il y a des antécédents qui sont, sans aucun doute, évidents.

Classes dirigeantes malmenées

Au niveau des membres de la convention constituante, l'aile droite, regroupée dans la liste *Vamos por Chile* (En avant pour le Chili), n'a obtenu que 37 des 155 sièges disponibles. Mais le sort des autres partis traditionnels, comme la Démocratie chrétienne (deux élus) ou le Parti radical (un seul élu), n'a pas été très différent. Seul le Parti socialiste, qui faisait partie de la *Lista del Apruebo* (Approbation), a échappé à cette tendance, atteignant 15 représentants.

Pour sa part, la gauche qui se proclame progressiste – la liste *Apruebo Dignidad* (Approbation dignité) – a élu 28 membres du congrès, parmi lesquels les 9 sièges obtenus par Révolution démocratique, les 7 du Parti communiste et les 6 de la Convergence sociale.

Après déduction des 17 sièges correspondant aux peuples autochtones, les 48 sièges restants reviennent à un éventail large et hétérogène de candidats indépendants, parmi lesquels se distinguent les 22 membres du congrès élus par la Liste du peuple.

C'est donc une grande fragmentation qui ne permet à personne de se réjouir à l'avance du futur texte de la Constitution, qui devra être approuvé par un plébiscite à une date indéterminée, mais 60 jours après qu'il aura été remis par la

Convention constitutionnelle.

La droite, sans doute le groupe le plus durement touché par cet événement, n'a pas atteint le tiers des membres du congrès nécessaire pour bloquer les réformes que le mouvement populaire réclame depuis des années : garantie des droits civiques, sociaux et politiques, redistribution des richesses, nationalisation des ressources naturelles, protection de l'environnement, plurinationalité, etc.

Cependant, depuis longtemps, cette droite n'est plus la seule à représenter les intérêts des classes dominantes, et la défense du cadre institutionnel du système de domination actuel sera également assumée par certains membres des listes *Apruebo* et *Apruebo Dignidad*. De plus, nombre des actuels membres « indépendants » de la Convention ont des trajectoires politiques qui nous permettent de supposer qu'ils seront prêts à contribuer par leurs votes au blocage des réformes les plus radicales.

Il serait donc naïf de supposer que la somme du nombre d'élus à la Convention, issus des listes *Apruebo*, *Apruebo Dignidad*, *Independientes et Pueblos Originarios* (soit 118), nous conduira inexorablement à la transformation profonde du système institutionnel actuel. Sans aucun doute les classes dirigeantes ont-elles été fortement malmenées, mais elles ont démontré historiquement – et sans aller plus loin, dans un passé récent, en faisant adopter l'accord pour la paix sociale et la nouvelle Constitution le 15 novembre 2019 – leur grande capacité de réaction et leur communauté d'intérêts dans la défense de leurs privilèges. L'ennemi est affaibli, mais en aucun cas vaincu.

Régionales et municipales plus nuancées

Si l'on examine les résultats des autres élections qui ont eu lieu en même temps, le scénario apparaît bien plus nuancé.

Lors des élections des gouverneurs

régionaux, le pacte *Chile Vamos* a une nouvelle fois obtenu un résultat électoral défavorable (19,4% des voix), mais il a placé 9 candidats au second tour de cette élection dans 16 régions. Même si les sondages ne leur sont pas favorables, cela montre qu'ils bénéficient encore d'un important soutien électoral. Quant aux candidatures de ceux qui ont administré le système depuis le début des années 1990, ils n'ont pas obtenu des résultats aussi mauvais que ceux pour l'élection de la Convention constitutionnelle. La liste *Unidad Constituyente* (Unité Constituante), qui a rassemblé le Parti démocrate chrétien, le Parti socialiste et le Parti pour la démocratie, a obtenu 25,9 % des suffrages, obtenant au premier tour deux gouverneurs (Aysén et Magellan) et a réussi à en placer, avec de grandes chances d'être élus, 11 de plus au second tour.

Le *Frente Amplio*, quant à lui, a réussi à faire élire directement le gouverneur de Valparaíso et aspire à gagner au second tour à Tarapacá et Santiago. De même, sur ce terrain, les indépendants apparaissent beaucoup moins forts. Ils n'ont remporté aucun poste de gouverneur au premier tour et n'ont que trois candidats au second tour. Dans un cas (Atacama), il s'agit d'un ancien militant socialiste, dans un autre (Maule) d'un avocat spécialisé dans les questions de sécurité publique et, enfin (Bio Bío) d'un ancien militant de la Démocratie chrétienne.

De plus, si la représentation politique de l'élite traditionnelle est mise à mal dans les élections de la Convention et des gou-

* Igor Alexis Goicovic Donoso est un historien chilien, qui a été un prisonnier politique de Pinochet. Ancien militant du MIR, il a publié plusieurs livres, notamment : *Pasando a la historia. Los Vilos 1855-1965* ; *Sujetos, mentalidades y movimientos sociales en Chile* ; *Entre el dolor y la ira. La vengeance d'Antonio Ramón Ramón. Chili 1914* ; *Trabajadores al poder. El Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) y el proyecto revolucionario en Chile, 1965-1994*. Cet article a été d'abord publié par le site chilien d'analyses et d'informations *Resumen* : <https://resumen.cl/articulos/de-la-coyuntura-electoral-a-la-recuperacion-de-la-iniciativa-popular> (Traduit du castillan par JM).

Chili

verneurs, au niveau municipal – c'est-à-dire là où le pouvoir politique se construit dans les territoires – le scénario lui est beaucoup plus favorable. Selon les premiers chiffres disponibles, les partis de l'ancienne *Concertación*, regroupés en deux listes différentes (*Unidad por el Apruebo*, menée par le PS et *Unidos por la Dignidad*, menée par la DC), élisent 128 maires sur 345. Et parmi ces maires élus, c'est la Démocratie chrétienne qui reste le parti politique qui en compte le plus : 46. Quant à *Chile Vamos*, il parvient à élire des maires dans 88 municipalités.

Les autres listes – *Chile Digno, Verde y Soberano* (qui comprenait les communistes), *Frente Amplio* et *Dignidad Ahora* (le mouvement dirigé par la parlementaire Pamela Jiles) – n'ont réussi à élire que 24 maires. Et si les candidatures indépendantes ont à leur tour élu 105 maires, une partie importante de ces candidats sont issus de longues carrières politiques dans les partis traditionnels, tant de l'ancienne *Concertación* que de *Chile Vamos*.

Désaffection des électeurs

Il convient enfin de noter que le taux de participation à cette occasion a considérablement diminué par rapport au plébiscite d'octobre 2020. En effet, seulement 43,35 % des inscrits ont participé. En outre, dans certaines communes populaires de la région métropolitaine, cette participation est inférieure à la moyenne nationale : La Pintana (36,3 %), San Bernardo (37,0 %), Independencia (37,9 %), Estación Central (38,2 %), El Bosque (38,7 %), Recoleta (commune dirigée par le pré-candidat du PC à la présidence, 40,0 %), Lo Espejo (40,9 %), Conchalí (41,1 %). La situation de pandémie qui affecte le pays, la multiplicité des élections convoquées en même temps, le manque de clarté quant aux propositions qui sous-tendent chaque élection et une tendance systématique à la désaffiliation institutionnelle qui s'éternise depuis les élections présidentielles de 2000, expliquent, dans une large mesure, ce manque d'intérêt pour le processus.

Il est important de noter qu'aucun groupe ou analyste radical (moi y compris) ne peut attribuer cet abstentionnisme à l'agitation politique menée par la frange des militants sociaux et politiques qui ont choisi de s'exclure de ce processus. Pas du tout. Si une partie importante de la population a des doutes et des suspicions à l'égard de l'élite politique traditionnelle, elle en a aussi à l'égard des groupes révolutionnaires qui ont appelé au boycott.

Cela nous oblige à réfléchir non seulement à la situation électorale, mais plus largement à la situation politique et aux rapports de forces actuels. Il est clair que l'adversaire, les classes dirigeantes et leurs représentants politiques, est très affaibli. Mais il n'est pas moins vrai que cet affaiblissement concerne aussi le camp des acteurs sociaux et politiques révolutionnaires.

Constituante et mobilisation

Les secteurs populaires n'ont pas proposé de programme commun avant la Convention constitutionnelle. Ceux qui ont accédé à cette instance et qui assument la représentation des secteurs populaires ne partagent qu'un seul diagnostic : « *Voilà ce que nous ne voulons pas* ». Mais ils ne partagent pas une plateforme constitutionnelle capable de devenir une option pour les travailleurs et le peuple. De ce fait – et indépendamment de la bonne volonté ou des convictions de ces élus – on peut aboutir à l'adoption (par consensus) d'un texte constitutionnel qui ne reflétera pas l'ensemble des attentes du camp populaire.

Dans un tel accord, la capacité d'adaptation et de négociation, que les membres de *Chile Vamos*, de l'ancienne *Concertación* et du *Frente Amplio* parviennent à développer, jouera un rôle important. Une capacité que nombre de leurs dirigeants a déjà soulignée avec empressement.

Pour se prémunir contre ces manœuvres il faut accompagner le processus constitutionnel d'une mobilisation systématique et permanente. C'est une condition fondamentale. Mais il est également essentiel que les secteurs populaires se réunissent et discutent des propositions constitutionnelles qui seront présentées à la Convention. Seule la formulation d'un programme de changements radicaux et un état de mobilisation permanente peuvent nous permettre de convertir cette instance en un champ d'accumulation effective de forces.

Il faut également reconnaître que le scénario conventionnel actuel est une expérience pour laquelle une partie importante des secteurs populaires a opté et nous ne pouvons pas rester indifférents à cet égard. Cela ne signifie pas valider chacun des processus électoraux auxquels nous sommes convoqués, et encore moins légitimer ceux qui prétendent devenir les représentants des plus humbles, comme ils l'ont fait par le passé.

Il s'agit de faire de ces événements

électoraux un processus d'accumulation de forces qui nous permettra de nous transformer effectivement en une alternative de pouvoir. À ce stade, il est nécessaire d'articuler la participation à la Convention constitutionnelle (qui est déjà un fait politique), avec la mobilisation permanente et radicale. Mais il est essentiel de donner des objectifs clairs à cette mobilisation et il est également nécessaire de monter en puissance dans le développement des différentes formes de lutte.

Cela implique d'accompagner le débat constitutionnel par la mobilisation du peuple, pas seulement dans le but d'imposer un texte constitutionnel qui entérinera les attentes des secteurs populaires, mais pour approfondir la défaite des classes dirigeantes et, sur cette base, façonner un horizon de pouvoir dans lequel les travailleurs et le peuple deviennent maîtres de leur propre destin.

Cela nécessite que tant dans nos territoires (espace local) qu'au niveau sectoriel (syndical, étudiant, environnemental, féministe, etc.), nous soyons capables de faire avancer le projet du peuple. Il faut un « *décatalogue* » qui rassemble à la fois les exigences qui se sont installées ces dernières années et les orientations économiques, sociales, politiques et culturelles à partir desquelles nous allons construire une nouvelle société.

Renforcer l'organisation populaire

Pour cela, il est nécessaire de renforcer l'organisation populaire, en tant qu'espace de débat et de discussion, et en tant qu'instance d'agitation et de mobilisation. La force du peuple ne peut être hypothéquée dans la Convention constitutionnelle. Il est nécessaire de convertir nos espaces d'organisation et de lutte en espaces délibératifs et, à partir de ceux-ci, transformer l'espace conventionnel en une Assemblée constituante, démocratique, libre et souveraine.

Les résultats de la conjoncture électorale actuelle sont une opportunité politique, tandis que la Convention constitutionnelle n'est pas une fin en soi. Mais à partir de la situation actuelle de faiblesse relative des classes dirigeantes, nous devons avancer vers la formation de ces instances de pouvoir populaire, qui nous permettront de déployer avec toute sa force et son énergie la tempête populaire qui doit transformer non seulement les institutions politiques mais aussi refonder la société chilienne à partir de ses fondements. ■

Quilpué, 17 mai 2021

Situation pré-électorale et émergence d'une nouvelle gauche anticapitaliste

Entretien avec Annajuli Rosenfeld, Péter Somogyi, Zoltán Sidó et Ágnes Gagyi*

Inprecor : Alors que le Premier ministre hongrois, Victor Orban, et son parti, le Fidesz (1), régnaient sans partage depuis 2010, ils ont perdu la capitale, Budapest, cinq préfetures de région (Pécs, Miskolc, Eger, Tatabánya, Szombathely) et deux villes de droit comital (2) – Érd, Dunaújváros – aux dernières élections municipales. Et les sondages les montrent perdants aux prochaines élections législatives, qui auront lieu en avril 2022. Comment expliquez-vous ce revirement de situation? Quelle est la stratégie de l'opposition?



Péter Somogyi : Le Fidesz a remporté la majorité constitutionnelle en 2010 au milieu de la crise financière de 2008, en pleine aggravation, qui a provoqué la chute du gouvernement socialiste et libéral alors en place et avec lui l'effondrement de la structure bipartite de la vie politique

hongroise, mettant ainsi fin au paradigme libéral caractéristique de la période qui a suivi le changement de régime en 1989. Si la gauche a perdu sa crédibilité et sa cohérence en raison des politiques néolibérales auxquelles elle s'est associée, le Fidesz n'a pas augmenté sa base sociale de manière significative. Le champ de l'opposition est devenu fragmenté et contesté. Le nouveau gouvernement a restructuré le système électoral de manière à favoriser le vainqueur au moyen du système électoral « compensatoire » (3) et a donc maintenu le système généralement dualiste en Hongrie avec la différence que le spectre « de gauche » était composé non pas d'un grand mais de plusieurs petits partis. Ceux-ci sont en quelque sorte obligés d'agir en coopération et de former une liste commune au moyen d'une primaire qui sert à maximiser les chances des candidats de l'« opposition ». Cette méthode a été testée pour la première fois lors des élections municipales de 2019 avec un succès considérable. Pourtant, elle a besoin d'une capacité de mobilisation substantielle de la part des partis d'opposition, présents principalement dans les zones métropolitaines. Les zones rurales sont plus facilement contrôlées par le gouvernement grâce à la subordination directe des subventions et des programmes de travail.

Ágnes Gagyi : Les succès de l'opposition aux élections locales de 2019 étaient principalement dus à une stratégie d'alliance interpartis comprenant l'ensemble de l'op-



position (le Fidesz n'a pas obtenu les deux tiers des suffrages en 2018, mais ses 49 % des voix se sont traduits en super-majorité parlementaire en raison du système électoral). Étant donné que le pouvoir des gouvernements locaux a été extrêmement réduit auparavant (principalement par la nationalisation de la dette des gouvernements locaux, qui s'est ensuite traduite par une dépendance économique vis-à-vis du gouvernement central), la gouvernance locale d'opposition a signifié moins d'espace pour des changements politiques majeurs, mais plutôt une possibilité (cependant étroite) de renforcer la portée politique et l'assise administrative de la campagne électorale de l'opposition en 2022. À l'heure actuelle, les sondages ne signalent aucun avantage déterminant ni pour le Fidesz ni pour l'opposition. Le

* **Annajuli Rosenfeld** est l'une des coordinatrices du Szolidaritási Akció Csoport (Groupe d'action solidaire, SzACs), également membre du Centre d'économie solidaire et du mouvement NEM! – Nők Egymásért Mozgalom (Mouvement des femmes l'une pour l'autre). **Péter Somogyi** est l'un des coordinateurs du SzACs, également membre fondateur et l'un des dirigeants du mouvement Szikra Mozgalom (Mouvement Étincelle). **Ágnes Gagyi** et **Zoltán Sidó** sont membres du Szolidáris Gazdaság Központ (Centre

d'économie solidaire, Szgk). Ces propos ont été recueillis par János, militant de la IV^e Internationale et correspondant d'*Inprecor* en Hongrie.

1. Fidesz était l'acronyme de l'ancienne Alliance des jeunes démocrates (Flatal Demokraták Szövetsége), un mouvement de jeunesse de centre-gauche créé en 1988, sous le régime de la République populaire de Hongrie, se déclarant favorable à l'économie de marché, à la propriété privée, au multipartisme et à la démocratie, rassemblant

des jeunes de 14 à 35 ans à l'exclusion des membres des Jeunesses communistes. Lors des premières élections libres en 1990, le Fidesz a obtenu 5,44 % des suffrages et 21 députés, dont Victor Orban de la « tendance nationale-libérale ». Sous influence de Victor Orban – qui a été à la tête d'un gouvernement d'alliance de droite extrême de 1998 à 2002, puis de gouvernements de Fidesz depuis 2010 – ce parti est devenu de plus en plus droitier conservateur.

2. Ville de droit comital (en hongrois : megyei jogú város) désigne les localités

hongroises remplissant la fonction de siège de comitat (département) ou ayant une population supérieure à 50 000 habitants.

3. Les élections législatives au Parlement monocaméral hongrois combinent un système uninominal à un tour dans 106 circonscriptions électorales avec un système proportionnel plurinominal de liste destiné à pourvoir, dans une circonscription nationale unique, les 93 sièges supplémentaires.

Hongrie

Fidesz a intensifié les mesures qui sécurisent son influence même en cas de perte de la super-majorité, voire en cas de gouvernement d'opposition. Les principaux problèmes sont liés aux votes à la majorité des deux tiers pour des changements de la Constitution, tandis que les positions capitalistes nationales liées au Fidesz ont été stabilisées dans diverses branches stratégiques, de la banque à l'énergie ou à l'enseignement supérieur (désormais privatisé). La stratégie générale de l'opposition implique une collaboration pour réduire le nombre de sièges du Fidesz, ainsi qu'une forte concurrence entre les partis. Les partis d'opposition sont privés de fonds publics, de rayonnement social et d'alliés capitalistes depuis 2010 ; 2022 représente pour eux une opportunité cruciale de régénération. En général, la politique de l'opposition cible la classe moyenne politiquement éduquée (depuis 2010, seul le Fidesz a systématiquement maintenu une pénétration politique auprès des travailleurs et des pauvres). Jusqu'à présent, la campagne a porté sur une communication en partie collaborative et en partie compétitive vers cette base.

Inprecor : Les six partis d'opposition qui ont formé une coalition électorale – MSZP, Demokratikus Koalíció, LMP, Párbeszéd, Momentum et Jobbik (4) – ont publié un document intitulé « Garanties pour un changement d'ère » qui promet notamment « la rédaction d'une nouvelle Constitution (...) soumise à référendum », le retour « d'un service public audiovisuel équilibré » à la place « de la propagande fautive et haineuse », de « restaurer l'indépendance du pouvoir judiciaire », l'adhésion de la Hongrie au Parquet européen (5), l'instauration d'une loi électorale « fondée sur la proportionnalité » ou l'élection du président au suffrage universel direct. Ils ont promis qu'un programme plus détaillé doit

être élaboré dans les prochains mois, mais pour l'instant, il n'y a aucune mesure économique ou sociale dans leur programme, et rien sur l'écologie ou le droit des femmes, des LGBTI et des minorités ethniques, alors même que la Hongrie comprend une importante minorité Roms. Comment interprétez-vous ce manque ?



Annajuli Rosenfeld : Parmi la coalition des partis politiques d'opposition, les partis intéressés à étendre les droits sociaux ou à représenter les minorités ethniques sont en minorité. L'équilibre des pouvoirs entre les partis d'opposition et la nécessité de parvenir à un accord entre eux exclut pour le moment toute question qui pourrait compromettre la coordination entre eux. Du point de vue du Groupe d'action solidaire (SzACs), c'est intéressant en ce que l'accès des organisations critiques, qui les soutiennent, aux instruments de la politique institutionnelle n'est pas encore si étendu qu'elles aient un pouvoir de lobbying significatif.

Péter Somogyi : Une mobilisation partiellement réussie de la base lors des seules élections municipales n'a conduit à aucune percée dans ces domaines, car les municipalités dirigées par l'opposition se sont

retrouvées dans l'opposition au gouvernement et leur marge de manœuvre est considérablement limitée par leur manque de ressources. Un bon exemple est la crise du logement locatif : alors qu'il y a un manque, les municipalités ne sont souvent pas libres de disposer de leur parc de logements locatifs, elles sont obligées d'en vendre une partie. Les mesures actuelles du gouvernement renforcent une tendance générale à légiférer sur les actifs de l'État entre les mains de partenaires fidèles ou à construire une classe moyenne conservatrice au moyen de la privatisation, de façon à ce que l'influence économique d'Orban et de ses cercles perdure bien au-delà des élections de l'année prochaine. Ce qui rend la situation intéressante, c'est que la coalition d'opposition n'a pas seulement besoin d'une victoire électorale ponctuelle, mais que ses acteurs ont un intérêt commun à réinventer les formes de participation démocratique, de mobilisation générale et donc de contestation des politiques publiques. Bien sûr, actuellement, les positions concernant les politiques sociales sont floues car les partis s'intéressent aux questions métapolitiques du rétablissement des règles constitutionnelles générales, de l'ordre, des libertés, des « freins et contrepoids », etc.

Ágnes Gagyi : Compte tenu des limites constitutionnelles et du pouvoir économique du Fidesz – qui sera maintenu même en cas d'échec électoral – une grande partie de ces promesses serait difficile voire impossible à tenir ; elles doivent plutôt être interprétées comme des déclarations d'intention dans un contexte de campagne. En termes de programmes sociaux, il ne faut pas s'attendre à ce que les partis d'opposition suivent une voie radicale : bien que la pauvreté et les mesures anti-pauvres aient été un sujet de communication oppositionnelle, selon l'idéologie et les groupes cibles électoraux, les partis d'opposition

4. MSZP – Parti socialiste hongrois – a été fondé en 1989 par les membres de l'ancien parti unique. Il a animé des gouvernements sociaux-libéraux en 1994-1998 et de 2002 à 2010 et fait partie de l'Internationale socialiste. Demokratikus Koalíció (Coalition démocratique, DK) est une scission du MSZP autour de l'ancien Premier ministre Ferenc Gyurcsány, mis en minorité après son échec législatif de 2010. LMP – Lehet más a politika (la politique peut être différente) – est un parti éco-libéral, membre du Parti vert européen. Párbeszéd Magyarországért Párt (Parti du dialogue pour la Hongrie) est un parti écologiste de centre-gauche

fondé en 2013, favorable à la mise en place d'un revenu de base et se revendiquant féministe. Son député européen fait partie du groupe Vert. Le Mouvement Momentum (Momentum Mozgalom) est un parti centriste fondé en 2017 par une partie de ceux qui s'opposaient à l'organisation des Jeux olympiques d'été à Budapest en 2024 et ont collecté des signatures pour l'organisation d'un référendum sur ce sujet ; les signatures nécessaires ont bien été collectées, mais il n'y a pas eu de référendum car Orban a abandonné l'idée d'organiser les JO. Fondé en 2003 autour de traditions d'extrême droite, le Jobbik (Jobboldali Ifjúsági Közösség-

Jobbik Magyarorszáért Mozgalom – Alliance des jeunes de droite-Mouvement pour une meilleure Hongrie) s'est séparé de plusieurs de ses cadres historiques néonazis et se revendique depuis 2016 d'un « conservatisme moderne ».

5. Le Parquet européen (aussi appelé Bureau du procureur général européen – BPGE – ou European Public Prosecutor's Office – EPPO), est un organe indépendant de l'Union européenne (UE) regroupant 22 des 27 États membres selon la méthode de la coopération renforcée (la Hongrie et la Pologne ne souhaitent pas en faire partie, la Suède pourrait s'y joindre, l'Irlande et

le Danemark bénéficient de l'option de retrait dans l'UE en ce qui concerne l'espace de liberté, de sécurité et de justice). Il est basé à Luxembourg aux côtés de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour des comptes européenne et a formellement débuté ses travaux le 28 septembre 2020. Son rôle consiste à enquêter et à poursuivre les fraudes concernant le budget de l'UE, les intérêts financiers de l'UE et les fraudes transfrontalières, notamment celles concernant la TVA. Le Parquet européen compte un-e procureur-e par État membre ainsi qu'une procureure générale, la juriste roumaine Laura Codruta Kövesi, entrée en fonction le 1^{er} octobre 2019.

représentent diverses couleurs de la politique d'embourgeoisement qui a dominé la politique hongroise après le changement de régime. Il n'y a pas de parti d'opposition qui représenterait la politique enracinée et influencée par un électorat ouvrier organisé, et qui proposerait une conception plus large de la réorganisation sociale à des fins sociales ou climatiques. La même dynamique a également caractérisé la politique Roms (également une caractéristique à long terme de la politique post-socialiste). Les messages du candidat indépendant soutenu par Szikra vont à l'encontre de cette tendance générale ; sans une base électorale ou partisane plus large, c'est une étape naissante qui a au moins introduit les questions du travail et de la reproduction sociale dans le vocabulaire de la campagne.

Inprecor : Depuis quasiment son élection en 2010, Victor Orban a tenu un discours anti-Europe, tout en se gardant de sortir de l'Union européenne (UE) et en profitant des fonds européens pour s'enrichir et enrichir le cercle de ses amis proches. Dans le même temps, il a profité d'une indulgence certaine des dirigeants des autres pays de l'UE, en particulier Angela Merkel, et il est de notoriété publique qu'il est très apprécié des patrons de l'industrie automobile allemande. Comment expliquez-vous ce paradoxe apparent ?



Zoltán Sidó : L'objectif principal d'Orban a été d'établir un système politique qui permette l'accumulation de capital à la fois externe et interne. D'une part, dans les industries à forte intensité de capital et orientées vers l'exportation (comme la production manufacturière), cela signifie offrir un environnement économique très rentable aux entreprises multinationales, par

exemple en abaissant l'impôt sur les sociétés à 9 % (le plus bas de l'UE), en octroyant de généreux fonds publics aux entreprises en échange de « création d'emplois », en introduisant une législation anti-travail, etc. Ceci explique la position favorable envers Orban des représentants du capital occidental. En revanche, dans les secteurs de l'économie moins capitalistes et plus axés sur le marché intérieur (à savoir le secteur bancaire, les médias, le tourisme, l'industrie énergétique, l'agriculture, le commerce de détail, etc.), il y a eu une poussée pour construire une classe capitaliste nationale. Cette dernière stratégie nécessite bien sûr un certain niveau d'autonomie par rapport à l'UE – d'où le renforcement des liens économiques avec la Russie et la Chine, couplé à une forte rhétorique anti-UE dans le pays. Cependant, la diversification des importations de capitaux ne signifie pas un relâchement des relations avec les capitaux occidentaux : la Hongrie, en tant que pays semi-périphérique, reste extrêmement dépendante de la technologie et des capitaux occidentaux. La collaboration avec les lobbies capitalistes automobiles allemands a fait partie de cette relation – une histoire que les journalistes d'investigation de *Direkt36* (6) ont couverte en détail en 2020.

Inprecor : La Hongrie a connu récemment plusieurs mobilisations sociales, notamment la manifestation contre la « loi d'esclavage » en décembre 2018 et la grève dans l'usine Audi à Győr en janvier 2019. Comment interprétez-vous ce renouveau de mobilisation sociale et comment évolue le paysage syndical dans ce contexte ?

Zoltán Sidó : La volonté de maintenir le niveau d'accumulation du capital après la crise de 2008, et en particulier pour soutenir la gestion de crise par le capital occidental aussi bien que celui des PME locales, a obligé le gouvernement Fidesz à supprimer les droits des travailleurs. Dans ce cadre, le gouvernement a complètement vidé les institutions de dialogue social tripartite, adapté le Code du travail aux besoins des employeurs, restreint le droit de grève, etc. La « loi d'esclavage » faisait partie de cette tendance (notons que dans les médias autrichiens, cette loi était appelée « loi BMW », car selon des sources anonymes le constructeur automobile allemand exigeait ce changement juridique en échange de l'installation d'une usine de construction automobile dans la ville de Debrecen). Les politiques anti-

ouvrières qui ont duré une décennie ont suscité du ressentiment parmi les travailleurs et les syndicats : les protestations contre la « loi d'esclavage » et les grèves salariales qui ont éclaté dans diverses entreprises en sont des signes évidents. Cependant, le mouvement syndical hongrois est loin d'être prêt à riposter de manière organisée. Le taux de syndicalisation est faible et diminue au fil des ans. De plus, les syndicats sont principalement présents dans le secteur public et dans les grandes entreprises multinationales, représentant la partie la moins précaire de la classe ouvrière hongroise. Après les manifestations contre la « loi d'esclavage », plusieurs syndicats ont signalé une légère augmentation des effectifs, mais la plupart des personnes qui adhèrent à un syndicat aujourd'hui font face à une réalité austère et décevante : la grande majorité des syndicats hongrois maintiennent encore aujourd'hui la culture syndicale des années d'étatisme dit socialiste : au lieu de l'organisation de base, des réunions de masse et des actions collectives, il y a surtout un lobbying auprès des employeurs et une redistribution partielle des cotisations syndicales sous forme d'actes symboliques de bien-être (cartes-cadeaux pour Noël, etc.). Au cours des deux dernières années, il y a eu des signes d'efforts de syndicalisation plus approfondis dans divers secteurs, mais le mouvement syndical hongrois est encore loin d'être une force politique majeure.

Péter Somogyi : La série de manifestations déclenchées par la « loi d'esclavage » a été une expérience pour de nombreux jeunes militants de gauche. Cela a duré quelques jours, puis les partis d'opposition ont effectué un véritable « détournement » et ont recadré leur agenda autour des questions de liberté de la presse et des libertés civiles. Cela a confirmé le cadre habituel des activistes ultra-gauche qui s'abstiennent généralement de la politique électorale pour travailler sur des « espaces autonomes » et incitent à l'insurrection à venir, mais en même temps a stimulé ceux qui croient – pour employer les termes de Mark Fisher – que « l'accent mis sur l'action directe cache un désespoir quant à la possibilité d'une action indirecte » et donc n'est qu'un effet du réalisme capitaliste. Ces derniers se sont lancés – bien que parfois désespérément – dans la

6. *Direkt36* est un site web de journalisme d'investigation qui vise à surveiller les détenteurs du pouvoir public et à dénoncer leurs abus, un peu comme *Mediapart* en France.

Hongrie

construction d'organisations politiques qui auraient pu nous aider pendant les semaines de manifestations contre la « *loi d'esclavage* ». La manière dont ces projets établiront des liens avec la classe ouvrière – par l'organisation de base ou la formation d'alliances avec les syndicats – est une question stratégique à laquelle il faudra répondre dans les années à venir.

Inprecor : *Depuis deux ans, on constate l'émergence et le développement rapide d'une nouvelle gauche anticapitaliste. Pouvez-vous décrire ce phénomène et nous dire ce que sont et quel rôle jouent vos organisations, le Groupe d'action solidaire (SzACs) le Centre d'économie solidaire et Szikra ?*

Annajuli Rosenfeld : Comme le soulignent plusieurs sources – par exemple Rebecca Solnit (7) – les situations de crise catalysent l'émergence de groupes d'entraide dans la société. Le SzACs, en tant que forum de coordination, a été formé pendant la propagation de la pandémie de Covid-19, dans le but de faciliter la coordination entre les organisations vertes, féministes et de gauche. Dans la première phase, le travail de cadrage de la crise devait être fait et des pistes d'assistance pratique ont été expérimentées. Désormais, une réflexion commune et une institutionnalisation ont commencé parmi les organisations participantes.

Péter Somogyi : Szikra a commencé comme une initiative de base dans le but de mobiliser les jeunes de gauche en utilisant les élections municipales de 2019 comme point d'entrée possible pour nous faire connaître avec un effort relativement limité. En choisissant soigneusement quelques candidats de la coalition d'opposition à soutenir, nous avons commencé à expérimenter la construction d'alliances des mouvements sociaux et des institutions politiques. Tous les candidats pour lesquels nous avons travaillé ont gagné et nous avons utilisé l'expérience et l'élan que nous avons mis en place pour former notre propre organisation dans le but d'avancer un peu dans tous les recoins possibles, de renforcer notre position dans le contexte de la dynamique fragile de l'opposition. Nous avons triplé notre effectif de base au cours de l'année dernière et som-

mes sur la voie de leur proposer de plus en plus d'activités et de domaines possibles pour s'organiser. Nous diversifions lentement notre travail et prenons soin de garder notre autonomie financière : nous couvrons tous nos frais de fonctionnement sur la base des cotisations. Nous visons donc à élargir notre base, à utiliser nos campagnes – électorales ou centrées sur un thème – pour faciliter notre croissance et non l'inverse.

Ágnes Gagyi : Les trois organisations que nous représentons dans cette discussion ont été fondées ces dernières années ; pourtant, le processus d'apprentissage collectif et d'organisation des expériences dont ces organisations font partie est plus long. Comme ailleurs dans la région, la génération qui a grandi dans les premières décennies après le changement de régime, a produit une nouvelle vague de politiques de gauche dans les années 2010, elle a été obligée de redécouvrir et de recréer une compréhension de gauche de la situation postsocialiste après le silence des voix de gauche dans le processus de transition. Des initiatives similaires, y compris des initiatives pour la politique des partis, ont eu lieu plus tôt en Hongrie, tout comme dans d'autres pays de l'est de l'Europe. Ce qui est probablement nouveau, c'est l'approfondissement et l'élargissement cumulatifs de la capacité conceptuelle et organisatrice de la nouvelle gauche, qui permet d'enraciner des idées politiques plus larges dans des contextes sociaux et politiques locaux. Parmi les organisations présentes (qui sont plus nombreuses que les trois que nous représentons ici), le Centre d'économie solidaire est spécialisé dans l'organisation en profondeur, liant les initiatives d'économie solidaire à l'organisation syndicale de base.

Inprecor : *Comptez-vous participer sous une forme ou une autre au processus de choix des candidats de l'opposition et qu'est-ce qui vous distingue des six partis de la coalition ?*

Zoltán Sidó et Ágnes Gagyi : Le Centre d'économie solidaire ne participera pas aux prochaines élections. Non pas parce que nous pensons que la politique partisane est inutile en général, mais parce que notre objectif est de construire la structure qui est cruciale pour articuler, vulgariser et exécuter un programme anticapitaliste. Nous voyons le manque de ce type de structure, d'organisation – et la dépendance exclusive aux institutions de la politique bourgeoise en son absence – comme une

limitation majeure de la politique de gauche, ce que l'échec du « *populisme de gauche* » occidental ces dernières années a également mis en évidence. Nous collaborons avec des projets politiques et des gouvernements locaux, mais notre principal objectif organisationnel est d'améliorer le type d'organisation sociale de base et de base matérielle qui pourraient servir de levier pour la politique des partis anticapitalistes à l'avenir.

Péter Somogyi : Szikra présente un candidat à la primaire pour un poste de député l'année prochaine. De cette manière, nous pouvons concentrer nos efforts sur une seule circonscription tout en exerçant des pressions. Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les effets que nous pouvons créer sans une base électorale et une infrastructure importantes, mais nous avons quelques arguments pour essayer. Premièrement, nous ne pensons pas qu'une force organisée, pour la politique de gauche, puisse exister sans que la politique de gauche réelle ne soit représentée : l'organisation peut perdre son sens de la pertinence si elle n'a aucun lien avec les institutions superstructurelles, les questions et les appareils d'idéologie et de législation. Deuxièmement, il y a des gens que nous ne pouvons atteindre qu'en utilisant les plateformes nationales de politique parlementaire. Sans construire un mouvement large et autonome, nous ne pouvons expérimenter que des formes économiques alternatives et une organisation de base à une échelle limitée. Ces expériences de laboratoire peuvent produire du savoir-faire mais présentent de sérieuses limitations en raison de leur petite échelle. Troisièmement, s'abstenir de participer à des luttes électorales dans une situation où un nouvel ordre constitutionnel peut être fondé peut entraîner une marginalisation encore plus grande des organisations et partis anticapitalistes. Soutenir des candidats sans disposer d'un parti de masse peut être qualifié de stratégie « *réformiste* », mais ce serait passer à côté d'un point fondamental : en Hongrie aujourd'hui, il n'y a pas de place pour des réformes, nous sommes au bord d'une révolution constitutionnelle ou d'une crise sociale.

Inprecor : *Parmi les 29 organisations qui forment le Groupe d'action solidaire (SzACs), Szikra est la plus importante numériquement parlant. Se considère-t-elle comme le noyau d'un futur parti politique ? Quels sont ses principaux éléments programmatiques et quelle est sa*

7. Rebecca Solnit est une écrivaine américaine. Féministe, écologiste, engagée dans la défense des droits de l'homme et dans le mouvement anti-guerre, elle écrit sur une grande variété de sujets, tels que l'environnement, l'urbanisme, la politique, le féminisme, l'intimité, la géographie, la justice sociale et l'art.

stratégie ? Pense-t-elle qu'une victoire de la coalition aux prochaines élections législatives ouvrirait une nouvelle période politique, et si oui, quelle sera sa stratégie dans cette nouvelle période ?

Péter Somogyi : Parler du noyau d'un parti politique peut être trompeur. Nous sommes à un stade précoce du développement organisationnel où nos décisions sont prises pour permettre le progrès à la fois intellectuellement et en termes de ressources. Szikra est plus facilement comprise comme un effet des contradictions actuelles de la scène anticapitaliste hongroise. De longues années de marginalisation et de collaboration avec l'establishment libéral, avec l'accueil inégal des expériences des mouvements altermondialistes, et la répression du Fidesz ont laissé la « nouvelle » gauche dans des territoires sous-culturels segmentés. Les financer sans s'engager dans des luttes politiques oppose les acteurs les uns aux autres, les maintenant dépendants des fonds internationaux, des consommateurs de marché de niche, des subventions universitaires et renforce les hiérarchies informelles, consolidant les relations de classe préexistantes entre les membres de ces organisations. Ceux qui ont grandi au cours des dix dernières années de gouvernements autoritaires de droite doivent trouver leur foyer politique hors de portée de ces relations, sans être intégrés dans les vestiges du statu quo ante. Notre programme, en fait, est d'acquiescer l'espace tactique pour manœuvrer suffisamment pour former un programme. Les différences sectaires qui découlent de la passivité politique, et en même temps la perpétuent, sont surmontées par une action structurée pour des objectifs atteignables (nous appelons cela « *un tournant politique réaliste* ») et la culture politique de la discipline formelle du parti. En même temps, nous payons le prix nécessaire de la capacité d'opération tactique en termes de myopie stratégique et d'incohérence théorique. Celles-ci sont typiques des jeunes organisations politiques et sont gérées par des mécanismes internes de retour d'information et de coopération constante avec d'autres organisations.

À long terme, nous voyons la structure bipartite actuelle incapable de répondre efficacement aux préoccupations écologiques, anticapitalistes et féministes – les obligeant même à sortir du champ de vision politique. Deux réponses se présentent à ce dilemme : soit construire en dehors de ce double terrain de jeu (ce qui

Manifestation contre la « loi d'esclavage », décembre 2018



ne peut fonctionner que si l'on se prépare à un effondrement politique), soit utiliser sa dynamique pour le surmonter. La pression structurelle qui contraint les partis d'opposition à une même coalition favorise les positions « tierces » : les libéraux et les conservateurs doivent les accepter, car personne ne peut représenter l'opposition dans son ensemble. Ce que représentera la coalition d'opposition ne peut être qu'une vision politique n'appartenant à aucun parti en particulier. Tant que nous avons le pouvoir d'utiliser cette plateforme pour soulever les problèmes que nous jugeons d'importance stratégique, nous gagnons. Le résultat des élections de l'année prochaine ne peut être prévu à l'avance et le pays s'attend de toute façon à un long processus de mobilisation dans les deux sens. Notre trajectoire générale de construction du mouvement ne sera pas modifiée en raison de la composition du parlement, le succès électoral ne compte qu'en termes de couverture et de ressources que nous pouvons utiliser pour élargir notre horizon et notre base organisationnelle. Les futurs partis politiques sont trop loin pour être considérés en termes concrets, nous considérons plutôt notre travail comme un exercice de formation nécessaire pour ceux qui doivent être préparés lorsque de futures forces anticapitalistes devront être construites. En construisant une communauté autour d'un véritable travail politique significatif, nous acquérons une expérience autrement inaccessible. Pour citer Trotsky, nous ne pouvons apprendre à monter à cheval qu'en montant à cheval.

Inprecor : *Une autre organisation importante dans le Groupe d'action solidaire est le Centre d'économie solidaire. Quel est le rôle de ce Centre et quel est l'état de ses réflexions ?*

Zoltán Sidó : En bref, l'objectif du Centre d'économie solidaire est de susciter et de renforcer des initiatives qui tentent de réorganiser les domaines les plus importants de la reproduction sociale (comme le travail, le logement, la santé, la production alimentaire et énergétique, etc.) de manière démocratique et durable, se détourner de l'exploitation des ressources humaines et naturelles et développer un cycle économique qui nourrit les systèmes sociaux et écologiques. Notre stratégie consiste en deux grands ensembles d'activités. Premièrement, nous renforçons les capacités pour établir diverses formes d'autonomie économique : coopératives d'habitation, coopératives énergétiques et alimentaires, etc., et les modèles institutionnels plus larges qui permettent la mise à l'échelle de ces circuits. Deuxièmement, nous organisons des syndicats – actuellement dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Notre objectif est de relier ces deux axes stratégiques : à savoir, aider les syndicats avec lesquels nous travaillons à aller au-delà des luttes salariales pour revendiquer l'autonomie sur la reproduction sociale. Nous croyons fermement que ce type d'autonomie reproductive par rapport au marché est absolument nécessaire pour permettre un agenda anticapitaliste.

Inprecor : *On a le sentiment qu'un point commun des 29 organisations du Groupe d'action solidaire (SzACs) serait de se dire anticapitaliste. Qu'est-ce que cela signifie dans le contexte particulier de la Hongrie, petit pays de 10 millions d'habitants au sein de l'Europe, où 80 % de l'économie est contrôlée par des multinationales, notamment par l'industrie automobile allemande ? Quelles sont les principales mesures anticapitalistes que vous préconisez ?*

Annajuli Rosenfeld : Toutes les organisa-

Hongrie

tions du SzACs ne se définiraient pas explicitement comme anticapitalistes ; pour certaines, par exemple les défenseurs de l'environnement ou les organisations de souveraineté alimentaire au sein du mouvement n'ont pas un tel profil politique direct, tandis que d'autres sont explicitement engagés dans la recherche scientifique. Le but du SzACs est que les organisations participantes identifient un terrain d'entente dans leurs luttes et celles des autres et de travailler ensemble pour développer un agenda politique commun.

Ágnes Gagyí : L'anticapitalisme en tant que vaste programme implique la transformation radicale d'un système mondial, qui englobe actuellement tous les aspects de notre survie quotidienne. Au Centre d'économie solidaire, nous ne considérons pas la Hongrie comme une exception par rapport aux vastes relations de crise et de transformation capitalistes qui lient nos vies à celles de tous les autres dans le monde. Nous considérons l'État comme un important catalyseur institutionnel et un champ de lutte, mais nous ne pensons pas que l'enracinement profond de la reproduction sociale en Hongrie dans les flux capitalistes mondiaux puisse être radicalement modifié par les seules politiques de l'État local. Dans ce contexte, nous pensons que notre travail couvre un aspect spécifique (celui de l'organisation profonde et de la modélisation institutionnelle de l'autonomie reproductive) dans le cadre d'une collaboration plus large avec des initiatives qui couvrent d'autres aspects d'une lutte commune, tant au niveau local qu'international. Dans ce cadre, les outils de niveau intermédiaire sur lesquels nous travaillons impliquent principalement des outils d'organisation et de politique qui permettent d'élargir le pouvoir de reproduction organisé. Nous considérons cette capacité comme une condition pour pouvoir appliquer les mesures anticapitalistes de l'État ; pourtant, au lieu de distinguer et d'énumérer les politiques une par une – par exemple, mettre l'idée de renforcer le Forint (8) à côté d'une politique qui renforce les droits des travailleurs – notre travail se concentre sur les interrelations réelles entre les processus visés par ces politi-

ques – par exemple, comment un Forint bon marché est conditionné par la dépendance de la Hongrie vis-à-vis des investissements étrangers directs (IDE) à forte intensité de main-d'œuvre – et de découvrir comment le renforcement des capacités anticapitalistes peut être réalisé dans le cadre de ces processus.

Péter Somogyi : Au sein de Szikra, nous ne sommes pas en mesure de recommander des mesures anticapitalistes en dehors du cadre général de soutien à l'appropriation et à la gestion par les travailleurs, au renforcement des droits des travailleurs et à la restructuration du financement public selon les principes de l'économie participative et de la solidarité. Ce sur quoi nous travaillons, c'est plutôt la construction d'une communauté et l'établissement de canaux par lesquels nous pouvons améliorer l'utilisation des ressources du mouvement. N'étant pas un think tank, nous serions dans une situation impossible et totalement inutiles pour élaborer des politiques spécifiques sur chaque problème possible – nous considérerions même cela comme malhonnête et antidémocratique. Nous préférons la participation réelle lorsqu'il s'agit de l'élaboration des politiques et élaborons des politiques sur des questions où nous pouvons garantir la participation de ceux qu'elles concernent. La manière dont nous envisageons la structure de financement des médias est typique de notre vision politique, en plaçant les décisions sur le financement des médias entre les mains de ceux qui les lisent, proposant ainsi un contrôle démocratique direct sur l'information publique. Nous ne pensons pas en termes de représentation de programmes lors de compétitions entre factions d'élite : pour nous, la stratégie électorale ne vise pas le pouvoir institutionnel en soi mais sert de prétexte pour rediriger les énergies de la scène anticapitaliste afin qu'elle forme sa propre structure organisationnelle.

Inprecor : *Un sujet de campagne permanent de Victor Orban et de son parti est la lutte contre les migrants (ce qui est par ailleurs largement fantasmagique, car les migrants n'ont aucune envie de venir en Hongrie mais recherchent des pays où ils pourront trouver du travail mieux payé !). Et comme ce sujet semble s'essouffier, ils s'en sont pris en février 2020 à la communauté des Rroms, qui représente 8 % de la population hongroise, en contestant un arrêté de la Cour suprême qui accordait des indemnités à soixante jeunes Rroms victimes de dis-*

crimination scolaire. Comment réagissez-vous face à cette politique raciste ?

Ágnes Gagyí : La politique du Fidesz en ce qui concerne les Rroms est multiforme : alors que les sentiments anti-Rroms sont utilisés comme un outil électoral potentiel, le soutien des Rroms au Fidesz est relativement élevé, en raison du système de travail public qui a lié les allocations de chômage au pouvoir discrétionnaire des gouvernements locaux, et donc créé une dépendance politique directe. Dans ses efforts actuels pour assurer son influence en cas de perte électorale, le Fidesz a intensifié l'externalisation de la politique sociale aux églises et aux associations caritatives liées à l'église : cela peut être considéré comme un autre moyen par lequel ils pénètrent et contrôlent les pauvres, y compris les Rroms pauvres. Notre position sur cette question se concentre sur les niveaux de dépendance sociale qui propulsent l'utilisation de la question rrom comme une carte politique supplémentaire dans la manche de tout parti à tous les niveaux depuis 1989.

Inprecor : *Victor Orban et le Fidesz ont une autre obsession : renvoyer les femmes hongroises au foyer pour qu'elles procréent et reconstituent des familles bien chrétiennes. Ils n'ont pas (encore) osé attaquer légalement le droit à l'avortement, mais soutiennent des organisations anti-avortement et n'ont pas hésité à détourner des fonds européens pour financer une campagne d'affichage contre l'avortement. Par ailleurs, ils attaquent frontalement les droits des LGBTI, interdisant de facto l'adoption aux couples de même sexe et allant jusqu'à inscrire la notion de « genre » dans la Constitution (9). Y-a-t-il un mouvement féministe et un mouvement LGBTI en Hongrie et comment se mobilisent-ils contre ces attaques ?*

Annajuli Rosenfeld : L'organisation féministe radicale du SzACs, Nők Egymásért Mozgalom (Mouvement des femmes les unes pour les autres), était active contre les manifestations anti-avortement, mais en raison de la pandémie nous avons principalement exprimé notre solidarité ou notre désapprobation via les plateformes en ligne et les médias sociaux. Nous avons également rejoint l'EAST – Essential Autonomous Struggles, une organisation internationale qui travaille sur les droits essentiels du travail et des femmes en matière de reproduction au niveau transnational, et a organisé des événements d'échange de connaissances tels

8. Le Forint est la monnaie hongroise, la Hongrie ne faisant pas partie de la zone euro. Le Forint se dévalue régulièrement par rapport à l'euro.

9. En novembre 2020 la ministre de la Justice, Judit Varga, a déposé un amendement pour inscrire dans la constitution que « la base de la relation familiale est le mariage ou la relation parent-enfant. La mère est une femme, le père est un homme » et que le sexe est défini comme étant uniquement celui de la naissance.

que des tables rondes dans le cadre de leurs campagnes.

Péter Somogyi : Quant aux mouvements LGBT, ils ont culminé à l'époque socialiste-libérale puisque le gouvernement pouvait les utiliser comme caractéristiques de son image culturellement progressiste. Des efforts ont été faits pour les radicaliser sans aucun résultat positif possible. Les luttes LGBT se sont associées à cette stratégie, ce qui a amené le mouvement à définir son programme exclusivement en termes de droits civils et d'accès au mariage et à la vie de la classe moyenne en général. (C'est aussi une copie quelque peu mal conçue des mouvements LGBT occidentaux, qui a été cooptée par les stratégies de relations publiques des multinationales.) Dans la rhétorique, le gouvernement monopolise les valeurs de la classe moyenne et utilise les personnes LGBT comme des punching-balls chaque fois qu'une opposition libérale doit être provoquée. ou la cohésion de la base électorale de droite renforcée. Ils sont piégés dans cette dynamique de parti et ne peuvent à court terme être intégrés dans aucune forme d'agenda politique anticapitaliste.

Ágnes Gagyi : La campagne anti-genre et la campagne contre les droits des femmes font partie d'un programme international conservateur qui utilise ces questions pour créer un écran symbolique avec lequel les gens « normaux » peuvent être représentés comme des bénéficiaires de la politique conservatrice. En Hongrie, cette tactique ressemble beaucoup à la politique anti-migrants et anti-sans-abri du gouvernement. Au-delà d'une tactique de politique symbolique, les deux campagnes ont causé des dommages pratiques aux gens, notamment l'interdiction aux couples homosexuels d'adopter des enfants, et la réticence du gouvernement à reconnaître et à s'attaquer au problème de la violence domestique, qui est devenue endémique pendant les confinements. La position du gouvernement sur le travail des femmes est clairement exprimée dans des déclarations telles que la reconnaissance par Viktor Orban du travail acharné des femmes pour prendre soin de leurs maris à leur retour du travail. Également membre de l'EAST, le Centre d'économie solidaire travaille sur les problèmes des femmes du point de vue du travail de soins, en se concentrant sur les travailleurs sociaux qui ont fait face aux défis de la pandémie au travail et à la maison.

Inprecor : *Avez-vous des contacts avec la gauche anticapitaliste dans le reste du*



monde et qu'attendez-vous de ces contacts ?

Annajuli Rosenfeld : Dans le contexte de l'UE, la position périphérique de la Hongrie par rapport aux pays clés, en particulier l'Allemagne, se reflète dans la position stratégique des organisations anticapitalistes hongroises. Les partis de gauche européens s'intéressent au développement des pays périphériques pour autant qu'ils voient leurs partis de gauche comme des partenaires potentiels. Ils peuvent servir ces objectifs stratégiques en échangeant des connaissances et en allouant des ressources financières.

Péter Somogyi : En tant que Szikra, nous avons des liens avec des projets municipaux européens (par exemple Barcelona en Comú, Preston model, Ne davimo Beograd), des partis de gauche (par exemple Možemo!, Razem, Levica Slovenija, Syriza) et des mouvements (par exemple DIEM25) de la région, que nous visons à cultiver, principalement dans l'espoir d'échanger des idées et des expériences qui peuvent être pertinentes pour nous. C'est un processus d'apprentissage. Nous avons une participation diverse avec des liens avec d'autres mouvements et projets, des contacts avec des réseaux anarchistes ou des internationales trotskistes, ou même des expériences avec la campagne de Bernie Sanders. Nous avons examiné les initiatives européennes de base pour trouver notre inspiration initiale et façonné notre vision organisationnelle après des mouvements multi-tendances comme DSA. Táncsi - Parti de gauche radicale, une organisation membre du SzACs avait pour objectif de tisser des liens avec la famille des partis de gauche européens. Nous attendons des progrès politiques dans la manière de construire des coalitions entre des mouvements travaillant

dans différents domaines qui ont une importance stratégique pour la lutte anticapitaliste (par exemple, le logement, les droits reproductifs, l'écologie, l'éducation, les réseaux de solidarité et les syndicats). Pour cela, nous avons besoin d'institutions pour faciliter les efforts coordonnés et la réflexion stratégique commune.

Ágnes Gagyi : Dans le cadre de notre travail au Centre d'économie solidaire, nous sommes appuyés sur un processus plus long de communication des nouvelles initiatives de gauche à travers la région, ainsi que sur des contacts internationaux spécifiques et des exemples pertinents pour notre type d'organisation. Un type de ces contacts comprend des collaborations régulières sur des projets concrets, comme avec le réseau de coopératives d'habitation d'Europe de l'Est MOBA, ou des consultations stratégiques, comme par exemple avec des initiatives européennes qui travaillent également à relier l'énergie communautaire au financement communautaire, ou avec des projets unitaires d'organisations de base d'Europe de l'Est. Un autre type de contacts consiste à suivre et à apprendre des exemples des autres, comme dans le cas du grand réseau coopératif du Kerala et des collaborations entre syndicats et coopératives, le réseau coopératif croate ZEF, ou le modèle Preston et les plans politiques connexes pour la mise à l'échelle institutionnelle du programme de Corbyn. Nous sommes membres de réseaux internationaux, mais n'avons pas encore participé à des campagnes au niveau international car notre travail s'est jusqu'à présent concentré sur l'enracinement des idées d'économie solidaire dans la capacité d'organisation locale.

Inprecor : *Orban promeut un projet de construction d'une immense université chinoise au sud de Budapest, et certains*



pensent plus généralement que la Hongrie va devenir l'entrée en Europe de la nouvelle route de la soie, l'énorme ambition du parti soi-disant communiste chinois. Quelle est votre position à ce sujet ?

Ágnes Gagyi : Le plan du campus de Budapest Fudan, et l'accord de prêt associé, ont été utilisés par les opposants à Orbán, occidentaux et locaux, comme un exemple parfait du récit du « recul démocratique », qui voit la Hongrie comme (re)tourner au despotisme oriental après son projet postsocialiste de démocratie occidentale. Il s'agit d'un traitement idéologique qui ignore une analyse structurelle à la fois de la transition post-socialiste (qui n'était rien d'autre qu'un processus de démocratisation au sens social du terme) et de la transformation mondiale actuelle dans laquelle les élites capitalistes hongroises évoluent bien sûr selon leurs propres intérêts. Sur ce dernier point, il est important de se rappeler que la Hongrie ne sera pas nécessairement « l'entrée en Europe » de la nouvelle route de la soie. Le projet ferroviaire Budapest-Belgrade est l'un des premiers projets d'infrastructure financés par la Chine dans le cadre de la nouvelle route de la soie à s'inscrire au sein de l'UE. Il fait partie de l'infrastructure qui est prévue pour relier le port du Pirée (dans lequel une entreprise chinoise a acquis une participation majoritaire après la crise grecque et son traitement par la Troïka qui a étouffé l'économie grecque) aux riches marchés européens. La promesse de ces marchés a été récemment

renforcée par l'accord global d'investissement UE-Chine, dont les principaux initiateurs (et bénéficiaires) européens sont des multinationales françaises et allemandes qui cherchent à pénétrer les marchés chinois. La plupart des interactions économiques de la Hongrie avec la Chine se produisent dans les chaînes de valeur de l'industrie automobile allemande. Le Fidesz s'est efforcé d'utiliser les investissements chinois comme moyen de différencier les financements extérieurs des prêts européens et du FMI, afin de conserver une marge de manœuvre pour la politique économique intérieure. Mais ce qui s'est passé jusqu'à présent reste en deçà des niveaux de dépendance à la fois du financement de l'UE et des IDE occidentaux. La campagne d'opposition a jusqu'à présent été heureuse de profiter de l'opportunité de l'investissement de Fudan pour amplifier sa propre voix en rejoignant les nouveaux récits occidentaux de la guerre froide. De notre point de vue, ces tactiques immédiates se résument à aider à une tendance meurtrière de conflit militaire au milieu d'une crise hégémonique mondiale. L'alternative aux prêts chinois (non transparents) n'est pas une heureuse subordination à la Troïka ou au FMI, mais une solidarité internationale qui s'oppose aux aspects orientaux comme occidentaux de l'exploitation capitaliste.

Péter Somogyi : C'est devenu l'un des sujets les plus controversés récemment, car il a permis à la coalition d'opposition de jouer sa carte de guerre culturelle et d'en faire une question de choix entre les

valeurs de l'Est ou de l'Ouest. De leur point de vue, c'est trop beau pour le rater. La façon dont nous voyons la chose à Szikra est plus une question de souveraineté nationale et de transparence concernant la sécurité de l'État – également un symbole de la crise du logement en cours, puisque l'Université est censée être construite à la place d'un logement étudiant accessible. Nous ne sommes pas contre l'université de Fudan en soi. C'est un exemple typique de la façon dont nous pouvons essayer de provoquer des clivages dans le champ existant de la politique oppositionnelle. Le Fidesz prétend être « anticommuniste » et allié avec la Chine, affirmant que la Chine n'est pas communiste malgré ce que le gouvernement chinois pense de lui-même. L'opposition prétend être anticommuniste, soutient que la Chine et le Fidesz sont communistes. Nous approuvons le communisme en lui-même tout en critiquant la Chine, le Fidesz et l'opposition – personne ne pouvait le comprendre sur la base du discours du gouvernement ou de l'opposition alors que le public est encore obligé de lui donner un sens. Ce qui nous manque, c'est la transparence en ce qui concerne les affaires étatiques. C'est manifestement d'intérêt public, bien qu'encore impossible. La stratégie révolutionnaire en général est exactement la suivante : exiger des mesures impossibles mais néanmoins nécessaires. Nous ne pensons pas que le capitalisme puisse être « réformé » – c'est exactement pour cette raison que nous devons exiger des réformes. ■

Ça vaut la peine de se préparer à l'ouverture de brèches et de lutter pour le socialisme !

Livio Maitan est né à Venise en 1923 et a été politiquement actif de 1943 à sa mort en 2004. Durant cette période, tant le système capitaliste mondial que les pays bureaucratiques qui ont échappé à son emprise, ont généré de grands mécontentements, des mouvements sociaux et des crises. Malheureusement, aucune de ces poussées n'a été en mesure d'établir durablement une société démocratique et égalitaire. En tant que jeune socialiste dans l'Italie de l'après-guerre, Livio avait vu ce problème se cristalliser dans ce qu'on appellera « la guerre froide ». S'il ne raconte pas dans ce livre comment il s'est radicalisé au moment où le régime fasciste de Mussolini s'effondrait entre 1943 et 1945, puis au cours de la montée révolutionnaire, c'est qu'il a traité ces thèmes dans un autre livre, encore inédit en français : *La strada percorsa – Dalla resistenza ai nuovi movimenti : lettura critica e scelte alternative* (Le chemin parcouru – De la résistance aux nouveaux mouvements : lecture critique et choix alternatifs, Massari Editore 2002). Lorsqu'il rencontre la IV^e Internationale à Paris, en avril 1947, il décide de consacrer sa vie à faire de la perspective de la démocratie socialiste une véritable alternative politique pour les militants qui cherchent une issue au dilemme « Washington ou Moscou ». Cet engagement, il le respectera toute sa vie.

Ce qu'il fallait, pensait-il, ce n'était pas seulement des livres passionnants, comme *la Révolution trahie* de Trotski, mais un réseau de militants organisés à l'échelle mondiale et partageant des informations, des analyses et, parfois, un coup de main. Lorsqu'il a rejoint la mêlée, le mouvement socialiste mondial était incarné presque exclusivement par des États (URSS, Yougoslavie, Chine) dont les dirigeants se disaient communistes, et par de grands partis sociaux-démocrates prêts à gérer les États capitalistes engagés dans la guerre froide. Ces « directions traditionnelles » ont déployé une énergie considérable pour attirer, contrôler à leur avantage et parfois réprimer les mobilisations populaires. Elles se sont présentées au monde comme des communistes et des socialistes poursuivant une lutte séculaire.

Bien sûr, par leurs recherches ou leur expérience des luttes, des indivi-

duels comprenaient périodiquement que la doctrine et la pratique de ces partis étaient incompatibles avec le socialisme prôné par les fondateurs et les dirigeants du mouvement socialiste avant les années 1920. Mais ces découvertes étaient lentes, douloureuses, incomplètes, souvent incapables d'atteindre un large public, et ne pouvaient être testées, même à une petite échelle, par la pratique d'une action collective. Combien plus rapide et plus profond serait ce processus d'apprentissage s'ils pouvaient rencontrer une organisation qui transmettrait les leçons tirées par d'autres comme eux et apporterait réconfort et assistance pour continuer la lutte. Telle était la fonction qu'il attribuait à la IV^e Internationale.

Dans ses mémoires, Livio utilise souvent le terme « nous » pour la IV^e Internationale : nous avons décidé, nous avons envoyé, nous avons réagi, nous nous sommes trompés. Il ne traite pas spécifiquement de la question de « l'Internationale » en tant qu'intellectuel collectif formulant la volonté collective de l'humanité consciente. Mais en lisant page après page, j'ai été amené à faire une analogie avec le concept d'Antonio Gramsci du parti comme « intellectuel collectif » de la classe ouvrière et des couches opprimées d'un pays, saisissant la totalité de la situation et formulant la volonté collective pour le bien commun. Peut-on transposer ce concept du contexte territorial pour lequel il a été conçu, à la planète entière ?

Maitan décrit comment son regroupement international a recueilli des informations tant auprès de la presse que des militants, suivi des situations, débattu des interprétations, produit des analyses, les a testées, élaboré des bilans, envoyé des émissaires pour vérifier, publié et diffusé ses conclusions, coordonné des actions, élu et remplacé des dirigeants. Les circonstances (guerres, répression, démoralisation, divisions culturelles) ne rendent pas toujours un tel processus réaliste, mais il a été possible dans les années couvertes par le livre, même si ce n'est parfois qu'à très petite échelle, mettant à rude épreuve les ressources matérielles et l'endurance humaine. Ce mécanisme international a fonctionné et a produit un cadre permettant de comprendre la réalité mondiale et d'agir. Il constitue aujourd'hui un héritage essentiel. Pour moi, c'est très différent d'un ensemble d'individus radicaux qui enquêtent sur les dynamiques sociales dans le contexte du monde universitaire, des médias, des banques ou des administrations offi-

cielles. Il pourrait y avoir des solutions intermédiaires, comme des cercles d'intellectuels et de militants produisant un journal, ou un·e journaliste activement engagé·e dans une organisation révolutionnaire. Mais ce que le témoignage de Maitan nous fait découvrir est tout à fait différent : comment agit un individu en tant que membre dirigeant d'un réseau de groupes révolutionnaires dans vingt à cinquante pays – une expérience rare et d'un grand intérêt.

Depuis le XIX^e siècle, les mouvements sociaux de différentes nations ont organisé des congrès internationaux et élu des organes de coordination permanents. Les militant·es politiques se sont regroupés pour former la Première, la Deuxième, la Troisième et la Quatrième Internationale, chacune ayant des fonctions et des formes d'organisation différentes. Les syndicats ouvriers, les organisations de femmes, les mouvements de défense des droits civiques, de la paix et de l'environnement se sont également regroupés au-delà des frontières nationales. Aujourd'hui, Greenpeace, Amnesty International, les coalitions anti-guerre, les grèves scolaires pour sauver la planète ont clairement besoin de coordonner leur action dans plusieurs pays. Ces organisations internationales sont inévitablement confrontées aux questions des modalités de représentation des délégations nationales, d'élection des responsables internationaux, du financement des activités communes, de la traduction non seulement des mots mais aussi des cultures et expériences nationales pour les rendre compréhensibles aux autres, du règlement des différends, de l'éradication de la corruption dans leurs propres rangs, de la recherche des compromis. L'histoire racontée par Livio Maitan fournit de nombreuses études de cas de tels problèmes, des solutions appliquées et de leurs résultats.

La IV^e Internationale était déjà passée par différentes phases avant que Livio ne la rejoigne et elle allait passer par au moins trois phases au cours de la période décrite dans son livre :

- de 1945 à 1968, une chaîne d'organisations principalement petites espérant une percée ;
- de 1968 à 1985, une croissance rapide menant à un centre international plus fort ;
- de 1985 à 2000, une adaptation aux revers et à la réduction des effectifs.

L'auteur ne prétend pas écrire une histoire complète ni même schématisée.



que de l'Internationale au cours de ces années, mais seulement une contribution basée sur ce qu'il a trouvé de plus significatif à travers sa propre participation aux organes de direction et à des tâches spécifiques. Mais c'est déjà énorme : il offre des comptes rendus détaillés des événements majeurs, des problèmes qu'ils ont posés aux révolutionnaires et des efforts d'organisation déployés pour y répondre.

Les pays qui font l'objet d'une attention soutenue sont :

- dans le « bloc de l'Est », l'Union soviétique et la Fédération de Russie, la Yougoslavie, la Chine, la Pologne ;
- dans le « sud », l'Argentine, la Bolivie, le Mexique, le Nicaragua, l'Algérie, Ceylan (Sri Lanka) ;
- dans le « nord », l'Espagne, le Portugal, la France.

En outre, des éclairages intéressants sur des épisodes particuliers concernent la Tchécoslovaquie, l'Allemagne, Cuba, le Pérou, le Chili, l'Uruguay, le Brésil, la Colombie, le Salvador, le Vietnam, l'Indonésie, la Grèce, la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan. Enfin, l'Inde, le Pakistan, le Japon, les États-Unis, le Canada, l'Irlande et la Grande-Bretagne sont mentionnés de manière intéressante.

Les discussions sur le renouveau des thèmes féministes apparaissent après 1968 et les préoccupations environnementales émergent dans les années 1980. Le livre est émaillé d'impressions de première main, telles que les scrupules d'une organisation ayant obtenu une représentation parlementaire et invitée à rejoindre un gouvernement de gauche (le Lanka Sama Samajama Party de Ceylan 1963-65), ou de militants ayant gagné une influence massive dans les syndicats et les ligues paysannes et se préparant à participer à des manifestations interdites par l'armée (Bolivie). Plus généralement, les intérêts spécifiques de Livio se manifestent dans l'analyse des contradic-

tions des systèmes bureaucratés (URSS, Chine, Yougoslavie), du potentiel et des limites des courants maoïstes et castristes, des basculements du « centre de gravité de la révolution mondiale ».

Pour qui cherche à comprendre les caractéristiques fondamentales de la politique mondiale de la fin de la Seconde Guerre mondiale au nouveau siècle, ce livre fournit un cadre et de nombreux exemples importants.

Les événements décisifs pour le rapport de forces entre les classes à l'échelle mondiale sont le sujet principal mais pas unique de ces mémoires. Livio traite également des difficultés des petites organisations révolutionnaires à fonctionner de manière pluraliste et démocratique. La source principale de ces problèmes est identifiée comme étant le poids des facteurs objectifs : la capacité du capitalisme à surmonter sa crise, la richesse et le pouvoir des bureaucraties étatiques, le petit nombre d'individus prêts à donner la priorité à la lutte pour l'émancipation, les effets de la propagande ennemie et de la répression, l'isolement et la fatigue des militant·es les plus éclairé·es et les plus dévoué·es.

Mais l'histoire de Maitan met en évidence un autre facteur : l'atmosphère sociale et les styles de leadership qui peuvent se développer dans ces groupes. Pour Livio, le « courant principal » ou la « majorité » de la IV^e Internationale, à laquelle il appartenait, échappait à la principale déviation des régimes autoritaires ou dictatoriaux. Il faisait partie de plusieurs équipes, dont l'une était surnommée « la troïka » : Ernest Mandel, Pierre Frank et Livio Maitan, à la direction respective des sections belge, française et italienne. Le fait est qu'il n'y avait pas de leader unique prééminent dans ce courant dominant. Il a toujours réuni des représentants de plusieurs pays sur la base du pluralisme, de la libre discussion, d'une représentation équitable et de l'inclusion des minorités dans les organes de direction. Il mettait l'accent sur la dimension démocratique du centralisme démocratique.

La seule véritable exception a eu lieu en 1952-53 lorsque Pablo a voulu imposer sa ligne internationale à la majorité de la section française, qui s'y était opposée. Des tentatives furent faites relativement rapidement pour réparer la scission qui s'ensuivit, mais l'explosion avait déclenché une dynamique et des récriminations amères qui ne pouvaient plus être surmontées. Le principal résultat en sera la formation d'un courant dissident en France,

qui sera connu sous le nom de « *lambertisme* » et refusera la réunification internationale en 1963.

Il est intéressant de souligner qu'en dépit de l'attention considérable portée à l'analyse de l'Union soviétique et aux transformations sociales en Europe de l'Est et en Chine, puis à Cuba, la IV^e Internationale n'a pas considéré que les « *divergences sur la question russe* » justifiaient une organisation distincte. Diverses analyses de la question ont coexisté et évolué en son sein et dans ses sections. Des tentatives ont été faites pour surmonter la scission de 1939 au sein du SWP américain entre les partisans de James P. Cannon et ceux de Max Shachtman et des scissions similaires dans quelques autres pays. La question a resurgi après 1989, avec la désintégration du bloc soviétique : en réfléchissant aux forces et faiblesses des différentes approches analytiques – « *collectivisme bureaucratique* », « *capitalisme d'État* », « *États ouvriers dégénérés et déformés* », « *stalinisme* », « *sociétés de transition bureaucratées* » – la seule question était : laquelle pouvait le mieux expliquer ce qui se passait et guider l'action des promoteurs de la démocratie socialiste ?

Livio s'intéresse plus particulièrement à trois cas de dirigeants centralistes autoritaires qui ont émergé au sein de la IV^e Internationale et qui l'ont quittée : Michel Pablo, Juan Posadas et Nahuel Moreno.

Pablo semble avoir développé un style autoritaire non pas à partir d'une base nationale (Grèce ou France) mais en considérant en des temps très difficiles (1949-1953), que l'Internationale avait besoin d'un secrétaire résolu qui puisse prendre la place de son regretté fondateur, Léon Trotski. Selon Livio, cette tendance a été contenue par Mandel, Frank, lui-même et d'autres jusqu'à ce que Pablo soit accaparé par le soutien matériel à la lutte de libération algérienne, qu'il voyait comme une future base potentielle pour un mouvement révolutionnaire beaucoup plus large, centré sur la révolution coloniale. La réunification avec le SWP américain s'est faite sans lui et en 1965 Pablo a quitté l'Internationale avec très peu de militant·es.

Sur Posadas, le récit de Livio est précieux. Ce qui en ressort, c'est le portrait d'un homme convaincu de sa propre importance et prêt à intimider ses plus proches collaborateurs et à subvertir les procédures démocratiques. Posadas et Nahuel Moreno ont tous deux utilisé l'Argentine comme base pour amener d'autres sections

latino-américaines dans leur orbite et prétendre représenter la révolution coloniale contre ce qu'ils considéraient comme le courant dominant eurocentrique de la IV^e Internationale. Posadas avait créé le Bureau latino-américain (BLA) et Moreno le Secrétariat latino-américain du trotskisme orthodoxe (SLATO). « *L'idée de la section-guide était bien présente et se traduisait par des attitudes et des pratiques récurrentes, liées à des prétentions culturelles* » (p. 306).

Mais il existe d'autres figures du même type. Dans le SWP américain, « *Barnes et son groupe ont provoqué une grave détérioration de la vie interne du mouvement, surtout en utilisant de façon systématique la catégorie arbitraire de "détournement" vis-à-vis du parti...* » (p. 461). Livio ne traite que de personnes qu'il a rencontrées dans l'Internationale, mais ses idées pourraient inspirer des analogies avec les tentatives de construction d'organisations internationales en dehors de l'Internationale par des leaders charismatiques tels que Gerry Healy, Ted Grant et Tony Cliff en Grande-Bretagne, Pierre Lambert et « *Hardy* » (Robert Barcia) en France ainsi que d'autres ayant formé des courants internationaux plus ou moins importants.

Livio pense que la participation à une Internationale démocratique et pluraliste peut être un contrepoint aux tentations « *autoritaires* ». Cependant, ceci est plus facile à accepter dans un petit pays comme la Belgique que dans un grand centre impérialiste. Dans le cas des États-Unis, Livio identifie un argument qui sous-tendait l'option de James P. Cannon en 1953 et de Jack Barnes dans les années 1970 et 1980 : « *À l'origine, il a l'idée incontestable en soi : le sort de la bataille pour le socialisme dans le monde se décidera, en dernière analyse, dans le bastion suprême du capitalisme, aux États-Unis. Ceci est à l'origine de la propension à considérer comme primordial le rôle du SWP...* » (p. 372). À mon avis, cet argument n'explique ni la relation dominante que la direction de Barnes a imposée à ses alliés au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Grande-Bretagne, ni le conformisme monolithique qu'elle a exigé de ses propres membres au cours de ses zigzags. Mais les États-Unis ne sont pas l'un des sujets sur lesquels Livio a le plus travaillé au cours de son long engagement et on peut lui être reconnaissant pour l'interprétation lucide de ce dont il a été témoin.

Dans son introduction, l'auteur regrette que ni Ernest Mandel ni

Pierre Frank n'aient écrit d'autobiographie politique et annonce que son texte ne sera pas une histoire de l'Internationale mais un témoignage personnel. Outre l'omission de l'Italie, des sujets importants ne sont pas développés soit parce que la IV^e Internationale dans son ensemble ne les a pas traités en profondeur, soit parce que, bien qu'elle y ait consacré beaucoup de temps, dans la division du travail au sein des organes de direction ils ne lui ont pas été attribués, soit parce qu'il a fait le choix de ne pas en parler. Ainsi, on trouve très peu de choses sur l'Europe du Nord (Irlande, Grande-Bretagne, Scandinavie, Suisse, Belgique et Hollande), les États-Unis et le Canada, des parties importantes du Moyen-Orient (Égypte, Irak, Syrie, péninsule arabique), le Japon, l'Inde et l'Australie. L'attention croissante accordée bien avant 2000 par l'Internationale ou ses sections au mouvement des femmes, aux questions d'anti-guerre et d'écologie, aux secteurs immigrés ou sous-prolétaires, aux mouvements gays est sous-représentée. Nous ne pouvons qu'espérer l'accumulation de mémoires, de témoignages oraux, d'archives de différents pays et des tentatives de synthèse pour avoir une idée plus précise du bilan de la IV^e Internationale pour cette période.

Mais le livre de Livio souligne certaines des réalisations fondamentales de l'Internationale : maintenir une analyse marxiste révolutionnaire de la réalité mondiale, détailler la perspective de la démocratie socialiste, surmonter l'isolement des socialistes révolutionnaires opérant dans un seul pays, et produire une analyse des événements majeurs dans le monde depuis 1945 montrant à la fois leur potentiel pour le socialisme et les obstacles qui doivent être surmontés pour atteindre ce but.

La nouvelle génération de révolutionnaires entend trop souvent dire qu'une démocratie socialiste avec des valeurs féministes et écologiques serait utopique et qu'ils doivent choisir entre des États-providence capitalistes injustes profondément corrompus et une dictature bureaucratique (le « *modèle* » chinois). L'histoire récente présentée par Livio Maitan montre pourquoi ça vaut la peine de se préparer à ouvrir des brèches dans ces deux systèmes et de lutter pour le socialisme.

John Barzman

* Livio Maitan, Pour une histoire de la Quatrième Internationale – Itinéraire d'un communiste critique, La Brèche-IIRE, Paris-Amsterdam 2021, 14,00 €

Ouvriers et bureaucrates

Comment les rapports d'exploitation se sont formés et ont fonctionné dans le bloc soviétique

Par

Zbigniew Marcin Kowalewski*

La révolution d'Octobre a créé les conditions préalables indispensables à la prise du pouvoir par la classe ouvrière en Russie devenue soviétique. Cependant, avant que le pouvoir qu'elle saisissait puisse être consolidé, il a commencé à lui échapper. Le fait que la première révolution ouvrière victorieuse du monde ait eu lieu dans un pays peu développé et qu'elle soit restée isolée – c'est-à-dire que, contrairement aux attentes de ses dirigeants et de ses participants, elle n'a pas été suivie de révolutions victorieuses dans les pays hautement développés qui auraient pu « prendre en remorque » la Russie soviétique – a été un facteur déterminant. Provoquée par la guerre mondiale, la crise socio-économique extrêmement grave, qui a conduit à la révolution, a été fortement exacerbée par la guerre civile.

La classe ouvrière était peu nombreuse en Russie, et le prolétariat industriel était minoritaire en son sein, mais très concentré. Ses rangs ont temporairement doublé au cours de la guerre mondiale, puis se sont réduits dès la mi-1918, retrouvant leur niveau d'avant-guerre, ils se sont encore réduits les quatre années suivantes. Durant la guerre civile bon nombre d'ouvriers industriels ont rejoint l'Armée rouge et sont morts, beaucoup sont allés travailler dans les appareils du parti et de l'État, pas mal d'autres se sont dispersés en cherchant désespérément des moyens de survie, principalement dans les campagnes, mais aussi sur le marché noir.

Lors d'une discussion entre historiens, Sheila Fitzpatrick a écrit qu'à la fin de la guerre civile le nombre de travailleurs industriels a été divisé par trois – atteignant seulement un million. « Pendant la durée de la guerre civile, peut-être un million d'ouvriers se sont transformés en paysans, réfutant la notion de maturité de la classe ouvrière avancée par les bolcheviks. » Ronald Suny lui a répondu : « Un tel mouvement de la ville à la campagne, de l'usine à la ferme, doit-il être compris de manière aussi catégorique comme le passage d'une classe à une autre, sans tenir compte de l'expérience que ces hommes et ces femmes prolétarisés ont emportée avec eux ? » (1) Les deux ont mal posé la question. Pour l'essentiel, ceux qui sont partis à la campagne n'étaient venus travailler dans l'industrie qu'au cours de la guerre mondiale.

Youri Larine, un des principaux administrateurs de l'économie du « communisme de guerre », écrivait, en se fondant sur les données du début de 1920 : la modification générale du prolétariat industriel « relève du fait que son nombre a été réduit d'un quart par rapport à la période de la paix, surtout à cause de la réduction de l'industrie textile et de celle des ouvriers non qualifiés dans d'autres branches, mais avec la quasi-totalité du noyau du prolétariat qualifié qui est resté en place. En ce qui concerne l'élément essentiel de



Grève à Novotcherkask (URSS) en 1962 : « viande, beurre, augmentation du salaire ! »

la production – la force humaine vivante qualitativement préparée – nous avons affaire à un organisme qui s'est rétréci, mais qui n'a pas été détruit » (2). Il continuera à se rétrécir jusqu'à la fin de l'année 1921 et finalement, en comparaison avec la période d'avant-guerre – c'est cette période qu'il faut prendre en compte pour des comparaisons, et non celle de la guerre –, le nombre d'ouvriers industriels a été réduit de plus de la moitié.

* Zbigniew Marcin Kowalewski est un auteur polonais des travaux de recherche sur l'histoire des mouvements révolutionnaires et du mouvement ouvrier, sur la question nationale et sur les pouvoirs bureaucratiques. En 1981 il a été membre du présidium de la direction régionale du syndicat *Solidarność* à Łódź, délégué au premier congrès national du syndicat et dirigeant du mouvement pour l'autogestion ouvrière. Exilé en France, il a animé la campagne de solidarité avec *Solidarność*, publié *Rendez-nous les usines ! Solidarność dans le combat pour l'autogestion ouvrière* (La Brèche, Paris 1985) et pris part à la rédaction d'*Inprekor* – une revue en polonais de la IV^e Internationale diffusée clandestinement en Pologne pendant les années 1980. Il est actuellement rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*. Le texte que nous publions ici constitue l'essentiel de sa postface au livre de Michał Siermiński, *Peknieta « Solidarność ». Inteligencja opozycyjna a robotnicy 1964-1981* (Solidarność fissuré. L'intelligentsia oppositionnelle et les ouvriers 1964-1981), Książka i Prasa, Warszawa 2020. (Cet article a été traduit du polonais par JM, traduction revue par l'auteur).

1. Sh. Fitzpatrick, « The Bolsheviks' Dilemma: Class, Culture, and Politics in the Early Soviet Years » ainsi que R.G. Suny, « Class and State in the Early Soviet Period: A Reply to Sheila Fitzpatrick », *Slavic Review* vol. 47 n° 4, 1988, pp. 600, 619.

2. Ю. Ларин, Д. Крицман, *Очерк хозяйственной жизни и организация народного хозяйства Советской России. 1 ноября 1917-1 июля 1920 г.* [Y. Larine, D. Kritsman, *Aperçu de la vie économique et de l'organisation de l'économie nationale de la Russie soviétique. 1^{er} novembre 1917-1^{er} juillet 1920*], Госиздат, Москва 1920, p. 44.

Une fracture irréversible de l'État ouvrier

C'est alors qu'une crise ouverte a éclaté dans les rapports entre le parti bolchevik et le pouvoir soviétique d'un côté, et la classe ouvrière – celle qui a survécu en tant que classe – de l'autre. Ses causes, et surtout son élan, son caractère dramatique et ses lourdes conséquences ne peuvent être pleinement appréhendés qu'aujourd'hui, à la lumière des sources indisponibles avant l'effondrement de l'URSS et des travaux des historiens qui s'en inspirent.

Sergueï Pavlioutchenkov constate : « L'histoire de la guerre civile témoigne du fait qu'après avoir fait brièvement connaissance de la contre-révolution bourgeoise-latifundiste, les paysans ont fait un choix tout à fait sans ambiguïté en faveur de l'État soviétique ». Cela s'est finalement produit à la fin de 1919. « Des millions de paysans ont assuré la victoire des bolcheviks dans la guerre civile, mais il est vite apparu que ces derniers ont surestimé le degré de leur soutien. L'alliance militaire n'est pas devenue une alliance économique, et ce n'est pas la paysannerie qui est à blâmer » (3). L'alliance économique était impossible sans que l'État n'abandonne la dure « dictature en matière d'approvisionnement » exercée sur la paysannerie – sans remplacer la réquisition des céréales, qui était l'une des bases du « communisme de guerre » (4), par un impôt en nature beaucoup plus faible et le rétablissement de l'échange marchand. Dès mars 1920, un tel virage fut préconisé par Léon Trotski, mais à l'époque Lénine y a réagi avec hostilité, l'accusant, ni plus ni moins, de préconiser un libre-échangeisme (5).

Le retard pris par l'abandon du « communisme de guerre » – une année entière – a eu des conséquences désastreuses car, épuisées par les réquisitions, les masses paysannes se sont retournées contre leur allié. De plus, il y avait une forte division entre « les bas et les hauts » dans le parti lui-même. Dès l'été 1920, Evgueni Preobrajenski, alors secrétaire du Comité central du Parti communiste (bolchevik) de Russie (PC(b)R), a alerté Lénine et la direction du parti sur l'insurrection antibolchevik qui avait été déclenchée dans la province [gouvernia] de Samara par une division de cavalerie de l'Armée rouge dirigée par Alexandre Sapojkov. « L'écrasante majori-

té des dirigeants du soulèvement, ce sont des communistes », écrivait-il. « En dehors des slogans koulaks et antisémites, le soulèvement de Sapojkov met en avant les mêmes revendications qui unissent les dites bases de notre parti dans la lutte contre les sommets lors d'innombrables conférences et au sein de presque toutes les organisations du PC(b)R ("à bas les pseudo-communistes embourgeoisés – généraux, roublards, bureaucrates du parti", "à bas la caste privilégiée du sommet communiste"). On peut affirmer que ces mots d'ordre bénéficient de la sympathie d'une grande partie des membres de base de notre parti et que la division dans nos rangs selon ces lignes s'accroît chaque jour. À Moscou même, parmi les communistes qui travaillent sur le terrain, le terme "kremlinoï" est prononcé avec hostilité et mépris » (6).

Cette vision était exagérée. Le dirigeant menchevik Ioulia Martov a émigré de Russie à l'automne 1920. Il écrivait à son camarade Pavel Axelrod que le soutien aux bolcheviks parmi le prolétariat était encore beaucoup plus important que ne le pensaient les mencheviks émigrés : « Vous avez du mal à imaginer à quel point à une époque récente (avant mon départ) parmi la masse considérable des ouvrières moscovites travaillant dans les usines et les ateliers artisanaux, il y avait un véritable fanatisme bolchevik combiné avec l'adoration de Lénine et de Trotski et une haine terroriste contre nous. (...) Par conséquent, les mots que l'on trouve souvent dans les lettres de ces ouvrières publiées dans la *Pravda* ne sont pas un cliché : "Ce n'est qu'après la révolution d'Octobre que nous les ouvrières avons pu voir le monde". Malgré les déceptions ultérieures, ces femmes restent sous l'impression très forte de la lune de miel bolchevik. Pour la même raison, la jeunesse ouvrière débutante est avec les bolcheviks. » (7)

Dans de nombreuses régions, les paysans ont déclaré au pouvoir bolchevik une guerre (8) à laquelle il était impossible de faire face par des moyens militaires, d'autant plus que l'Armée rouge était principalement composée de paysans. « Au début de 1921, les humeurs dans l'armée se confondaient avec celles de la population rurale de Russie. Pendant un certain temps, les bolcheviks avaient

3. С.Л. Павлюченков, *Крестьянский Брест, или предыстория большевистского НЭПа* [S.L. Pavlioutchenkov, *Le Brest paysan ou la préhistoire de la NEP bolchevik*], РКТ-История, Москва 1996, pp. 105, 109.

4. Lev Kritsman, un des dirigeants de l'administration économique pendant la période du « communisme de guerre », l'a décrit comme un système économique – comme « une économie naturelle-anarchique née de la révolution prolétarienne », non marchande et non planifiée, « transitoire » (par rapport au socialisme), mais en même temps « déformée » par le sous-développement et l'isolement de la Russie et les conditions de la guerre civile. Ce n'est que « formellement, abstraitement » qu'elle dominait l'économie marchande, principalement petite et clandestine, « dont le poids qualitatif était très grand dès avant la révolution et s'est encore accru pendant elle », du fait de la répartition par la paysannerie des grandes propriétés terriennes et des fermes capitalistes. Ce poids « a été à l'origine de la contradiction qui a déchiré l'économie de l'époque et qui a finalement fait exploser le système de l'économie naturelle prolétarienne ». Л. Крицман, *Героический период великой русской революции. Опыт анализа т.н. «военного коммунизма»* [L. Kritsman, *Le Temps héroïque de la grande révolution russe. Essai d'analyse du dit «communisme de guerre»*], Госиздат, Москва-Ленинград 1926,

р. 146. *Le Temps héroïque de la grande révolution russe* de Kritsman est à ce jour l'étude la plus intéressante – et du point de vue théorique la plus originale – de la nature, de la dynamique et des contradictions du « communisme de guerre ». Silvana Malle a eu raison de prétendre que cette œuvre était en fait une grande polémique contre le bilan du « communisme de guerre » présenté par Lénine après l'instauration de la NEP. S. Malle, *The Economic Organization of War Communism, 1918-1921*, Cambridge University Press, Cambridge-London-New York 1985, pp. 8-9.

5. Л. Троцкий, « Основные вопросы продовольственной и земельной политики (Предложения, внесенные в ЦК РКП(б) в феврале 1920 г.) » [L. Trotski, « Principales questions de politique alimentaire et foncière (Propositions faites au Comité central du PCR(b) en février 1920) »], dans idem, *Сочинения [Œuvres]* vol. XVII part II, Госиздат, Москва-Ленинград 1926, pp. 543-544. Lors du tournant vers la NEP, Trotski a rapporté cette attitude de Lénine au X^e congrès du PC(b)R : *Десятый съезд РКП(б). Март 1921 г. Протоколы [Dixième Congrès du PCR(b). Mars 1921 г. Procès-verbal]*, Партиздат, Москва 1933, pp. 349-350. Voir également С.Л. Павлюченков, *Крестьянский Брест*, op. cit., pp. 154-167. Pavlioutchenkov a découvert dans les archives que Larine, considéré (à tort) comme l'un

des partisans les plus radicaux du « communisme de guerre », avait proposé une alternative à celui-ci (mais aussi à la future NEP) plus de deux mois avant Trotski. Ibidem, pp. 137-144.

6. Е.А. Преображенский, *Симптомы разложения нашей партии* [E.A. Preobrajenski, *Symptômes de décomposition de notre parti*] dans М.М. Горинов (sous la dir. de), Е.А. Преображенский: *Архивные документы и материалы 1886-1920 гг.* [M.M. Gorinov, E.A. Preobrajenski : *Documents et matériaux d'archives 1886-1920*], Издательство Главархива Москвы, Москва 2006, p. 364.

7. Ю.О. Мартов, П.Б. Аксельрод, А.Н. Потресов, *О революции и социализме* [I.O. Martov, P.B. Axelrod, A.N. Potressov, *Sur la révolution et le socialisme*], РОССПЭН, Москва 2010, pp. 590-591.

8. П. Алешкин, Ю. Васильев, *Крестьянская война в России в условиях политики военного коммунизма и ее последствий (1918-1922 гг.)*, [P. Alyochkine, Y. Vasiliev, *La guerre paysanne en Russie dans le cadre de la politique du communisme de guerre et de ses conséquences (1918-1922)*], Голос-Пресс, Москва 2010.

9. С.Л. Павлюченков, *Военный коммунизм в России. Власть и массы* [S.L. Pavlioutchenkov, *Le Communisme de guerre en Russie. Le pouvoir et les masses*], РКТ-История, Москва 1997, p. 140.

perdu l'armée » (9), même s'ils avaient à la campagne un allié sérieux mais largement sous-estimé : la jeunesse hostile au patriarcat et rejoignant le Komsomol (10). Avec littéralement le couteau sur la gorge, ils ont étouffé la guerre des paysans par un virage brutal et désespéré, passant du « communisme de guerre » à la Nouvelle politique économique (NEP). Mais avant que cela ne se produise, le X^e congrès du PC(b)R, qui a adopté en mars 1921 le passage à la NEP, a coïncidé avec une mutinerie antibolchevik des marins de la flotte de la Baltique dans la forteresse de Kronstadt, stratégiquement très importante – elle défendait l'accès par la mer à Petrograd, toute proche.

Cette révolte est liée à un événement inconnu mais politiquement très important, qui a été révélé par Pavlioutchenkov à la suite de ses recherches dans les archives post-soviétiques. Lors d'une discussion animée sur les syndicats qui a eu lieu avant le X^e Congrès dans les sommets du parti, Lénine, qui dirigeait avec Grigori Zinoviev la fraction dite des « Dix », a durement attaqué Trotski. Le prestige de Trotski après la victoire de l'Armée rouge dans la guerre civile était si grand que dans la société et dans le parti lui-même ce dernier a commencé à être appelé « le parti de Lénine et de Trotski ». Au cours de son conflit avec Lénine sur le rôle et les tâches des syndicats, Trotski « a commencé à soutenir activement l'idée de la démocratie ouvrière » (11), constate Pavlioutchenkov. La tactique de la lutte fractionnelle de Lénine contre Trotski consistait à écarter des postes dirigeants du parti et de l'État les militants qui lui étaient proches. C'est ce qui a été fait à Kronstadt (12).

Gouvernant à Petrograd, « les zinoviévistes, avec le soutien total des cellules communistes de la flotte de la Baltique, ont littéralement écrasé le commandement et les organes politiques de la flotte » et ont en particulier écarté des postes dirigeants Fyodor Raskolnikov et Ernest Batis qui s'étaient rangés « du côté de Trotski, ce qui a eu pour effet d'intensifier les sentiments d'opposition et d'anarchie parmi les marins et a finalement conduit à la célèbre mutinerie. Les partisans de Trotski accusaient les partisans des "Dix" de faire renaître dans la flotte la "comitaridse" ». La commission d'enquête de la Tchèque a constaté qu'« un rôle important dans le développement des événements », c'est-à-dire dans ce qui a conduit à la mutinerie, « a été joué par l'incroyable confusion » qui, après l'élimination du commandement précédent, a prévalu « parmi les dirigeants de l'organisation [du parti] de Kronstadt et les commissaires de la flotte de la Baltique et de la forteresse de Kronstadt. » Selon Pavlioutchenkov, « il ne sera pas exagéré de dire que Zinoviev a bricolé "Kronstadt" de ses propres mains » (13).

Parallèlement, « la crise des combustibles, qui s'est développée avec une force incroyable, a brisé les programmes de reconstruction de la métallurgie et du textile ». Elle a été provoquée avant tout par la « structure organisationnelle défectueuse » du système de gestion, qui « était un résidu » de l'économie du « communisme de guerre » (14). À Petrograd des dizaines et peut-être même une centaine d'usines ont été fermées, dont les géants comme Poutilov, et des grèves ouvrières ont éclaté, mais elles ne se sont pas associées à la révolte de Kronstadt. Les recherches approfondies et étendues menées après l'ouverture des archives par Sergueï Iarov montrent que la révolte ne bénéficiait que d'un faible soutien parmi les ouvriers de Petrograd et que des sentiments allant de l'indifférence à l'hostilité prévalaient, tandis que son écrasement était massivement salué par les ouvriers (15).

Le pouvoir dans la ville était déjà dans les mains de la bureaucratie ouvrière qui se formait rapidement. La moitié des membres de l'organisation de la ville du parti bolchevik étaient d'origine ouvrière, mais moins d'un sixième travaillaient toujours comme

ouvriers, et parmi les délégués au conseil de Petrograd les premiers constituaient la majorité, tandis que les seconds moins d'un dixième. Moïsseï Kharitonov, membre du comité municipal du PC(b)R, disait que les ouvriers d'origine « sont devenus de mauvais fonctionnaires et bureaucrates soviétiques, abusant souvent de leur pouvoir et de leur position pas moins (ou pas mieux) que ne le faisaient les vieux fonctionnaires et bureaucrates tsaristes » (16). Bien que Lénine ait admis que « notre État est un État ouvrier présentant une déformation bureaucratique » (17), il n'a pas développée ni affirmé cette thèse, formulée visiblement *ad hoc* dans sa polémique avec Trotski.

Alexandre Chliapnikov, militant bolchevik ayant 20 ans d'expérience au sein du parti, leader des bolcheviks de Petrograd pendant la Révolution de février et président du syndicat des métallurgistes, qui a joué un rôle majeur dans la révolution et la création de l'État soviétique, avait des années d'expérience de travail dans les usines d'Europe occidentale et d'activité dans des organisations syndicales de plusieurs pays. Il a poussé à la reconstruction du mouvement syndical russe sur le modèle du syndicat des métallurgistes – en remplaçant les syndicats traditionnels de métier par des syndicats modernes d'industrie, appelés en Russie syndicats de production. Sa pensée très indépendante et en même temps théoriquement fondée s'articulait alors obstinément autour de quatre idées entrelacées.

Premièrement, il était convaincu que pour que le pouvoir soit ouvrier, il devait être exercé par la classe ouvrière et non par le parti bolchevik à sa place ; il devait donc s'agir de démocratie ouvrière et non de dictature du parti. Deuxièmement, que cette classe n'exercerait pas le pouvoir politique, ou ne le conserverait pas, si elle ne s'emparait pas du pouvoir économique dans l'industrie

10. С.Л. Павлюченков, *Крестьянский Брест*, op. cit., pp. 107-108.

11. С.Л. Павлюченков, « Орден меченосцев », *Партия и власть после революции 1917-1929 гг.* [S.L. Pavlioutchenkov, « L'Ordre des porte-glaive ». *Le parti et le pouvoir après la révolution 1917-1929*], Собрание, Москва 2008, p. 64. A. Rosenberg l'avait déjà remarqué dans *A History of Bolshevism. From Marx to the First Five Years Plan*, Oxford University Press, London 1934, p. 153, et E. Germain [Mandel] l'a clairement démontré dans « La discussion sur la question syndicale dans le parti bolchevik (1920-1921) », *Quatrième Internationale* vol. 13 n° 1/3, 1955, pp. 50-59.

12. С.Л. Павлюченков, « Орден меченосцев », op. cit., pp. 37-48, 166-171. 13. Ibidem, pp. 65-66.

14. Г.М. Кржижановский, *Хозяйственные проблемы РСФСР и работы государственной общеплановой комиссии (Госплана)* [G.M. Krjijjanovski, *Les Problèmes économiques de la RSFSR et le travail de la Commission de planification générale d'État (Gosplan)*], Госплан, Москва 1921, p. 12.

15. С.В. Яров, *Пролетарий как политик. Политическая психология рабочих Петрограда в 1917-1923 гг.* [S.V. Iarov, *Le prolétaire comme politicien. Psychologie politique des ouvriers de Petrograd en 1917-1923*], Дмитрий Буланин, Санкт-Петербург 1999, pp. 114-133.

16. В.Ю. Черняев, « Предисловие » [« Préface »], dans В.Ю. Черняев (sous la dir. de), *Литерские рабочие и « диктатура пролетариата ». Октябрь 1917-1929. Сборник документов* [dans V.Y. Tcherniayev, *Les travailleurs de Petrograd et la « dictature du prolétariat ». Octobre 1917-1929. Documents*], БЛИЦ, Москва 2000, p. 18.

17. В.И. Ленин, « О профессиональных союзах, о текущем моменте и об ошибках т. Троцкого », dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 42, Политиздат, Москва 1970, p. 208 [Lénine, *Œuvres complètes* vol. 32, p. 17]. Les références de bas de page aux œuvres de Lénine renvoient à la dernière (cinquième) édition soviétique en 55 volumes – la plus complète (mais toujours incomplète : voir les 422 « documents inconnus », en réalité censurés auparavant et publiés en 1999 à Moscou par les éditions de la ROSSPEN) et relativement la plus crédible. Les citations sont retraduites en français et ne correspondent pas nécessairement de façon exacte au texte de l'édition française des *Œuvres complètes* (Éditions sociales-Éditions du Progrès, Paris-Moscou 1966-1976) en 45+2 volumes – moins complète, portant des traces d'interventions politiques des éditeurs soviétiques et dont la traduction est parfois contestable. Entre crochets, pour l'orientation, il y a des références à cette édition. En général, d'autres citations du russe existant en français ont été également vérifiées avec l'original russe et peuvent apparaître ici modifiées.

Marxisme

nationalisée, si ce pouvoir revenait donc à des « appareils soviétiques, détachés de l'activité économique et productive immédiate et vivante et, de plus, mixtes du point de vue de leur composition sociale » et non à « des organes de classe du point de vue de leur composition, liés à la production directement, de façon vivante, c'est-à-dire à des syndicats » (18). Troisièmement, que les « spécialistes bourgeois » dans l'industrie – où les ouvriers ont une connaissance considérable des procès de production – étaient indispensables, mais pas dans la même mesure que les « spécialistes bourgeois » dans l'armée, où les masses de soldats de conscription n'ont aucune idée de l'art de la guerre. Quatrièmement, que seule l'auto-organisation ouvrière permettrait aux producteurs immédiats de soumettre à eux-mêmes les procès de travail et les forces productives hérités du capitalisme et, au moyen de l'auto-activité et de l'auto-initiative collectives, de les transformer et d'en développer de nouveaux afin qu'ils deviennent la base matérielle de la construction d'une société sans classes (19).

En mars 1919, Lénine a assuré lors du VIII^e Congrès du PC(b)R que « nous sommes passés du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière de l'industrie, ou du moins nous en sommes tout près » (20). Cela pouvait être apparent, car « au cours de toutes les années du "communisme de guerre", le pouvoir réel dans les entreprises appartenait aux syndicats et aux comités d'usine » et « les entreprises étaient gérées soit par des collèges à majorité ouvrière, soit par des directeurs ouvriers, désignés par les syndicats et obligatoirement nommés sur la base de ces indications par les conseils régionaux de l'économie nationale » (21). Le VIII^e Congrès a adopté un programme du parti affirmant : « Les syndicats doivent réaliser la concentration effective entre leurs mains de la gestion de l'ensem-

ble de l'économie nationale en tant qu'organisme économique unique » (22). Cette idée venait de Lénine lui-même, mais on ne sait pas d'où il l'a tirée, puisqu'on peut en trouver l'origine dans le syndicalisme révolutionnaire, qui lui était étranger (23). Elle n'a pas suscité d'opposition au Congrès (24).

Elle tombait du ciel pour Chliapnikov, qui a donc commencé à la diffuser et à la développer intensivement. Il l'exprimait ainsi : le parti bolchevik devrait être « la direction politique des masses d'ouvriers et de paysans dans la lutte révolutionnaire et dans la construction » de la nouvelle société, les conseils devraient être « la seule forme de pouvoir politique » et les syndicats – « le seul organisateur responsable de l'économie nationale et une école de gestion économique pour les ouvriers » (25). Très vite la direction du parti a commencé à l'accuser de céder aux « tendances syndicalistes ».

Lors du congrès suivant, le IX^e en mars 1920, Lev Kamenev, membre du Politburo, parlant de Chliapnikov, a déclaré sans ambages que « si le mouvement syndical manifeste des tendances syndicalistes, alors les camarades qui s'y plient doivent être chassés du mouvement syndical » (26). Il était évident que ce qui avait été écrit dans le programme un an plus tôt sur le rôle des syndicats dans la gestion de l'économie embarrassait maintenant les dirigeants du parti. Ne sachant comment s'en sortir, ils ont couvert leur embarras par des attaques contre les « tendances syndicalistes » et contre Chliapnikov. Ils l'accusaient d'oublier que « nous allons dans la voie de l'étatisation des syndicats » (27), bien que cela n'ait pas été affirmé dans le programme. Chliapnikov ne pouvait pas se défendre, car il ne participait pas au congrès – il avait été envoyé en mission à l'étranger, ce dont Lénine s'est expliqué devant le congrès (28).

Avant le X^e congrès, au cours du débat sur les syndicats,

18. Formulations de A.M. Коллонтай, « Рабочая оппозиция », dans *Левые коммунисты в России*, НПП « Праксис », Москва 2008, p. 170 [en français : A. Kollontaï, « L'Opposition ouvrière », *Socialisme ou barbarie* n° 35, 1964, pp. 57-120].

19. Ces idées ont été présentées en 1921 par l'Opposition ouvrière, surtout dans les thèses « Задачи профессиональных союзов (к X съезду партии). (Тезисы "рабочей оппозиции") » (« Les tâches des syndicats (pour le X^e congrès du parti). (Thèses de « l'Opposition ouvrière ») ») ainsi que « Организация пародного хозяйства и задачи союзов (Предложение Шляпникова) » (« Organisation de l'économie nationale et les tâches des syndicats (Proposition de Chliapnikov) »), dans *Десятый съезд РКП(б)*, op. cit., pp. 685-691, 819-823. Au nom de cette opposition Kollontaï l'a également fait dans sa brochure : A.M. Коллонтай, op. cit., pp. 165-204, ainsi que dans son discours au III^e Congrès du Komintern. *Третий Всемирный Конгресс Коммунистического Интернационала. Стенографический отчет*, Госиздат, Петроград 1922, pp. 367-370 [en anglais : J. Riddell (sous la dir. de), *To the Masses. Proceedings of the Third Congress of the Communist International, 1921*, Brill, Leiden-Boston 2015, pp. 679-682].

20. В.И. Ленин, « VIII съезд РКП(б). 18-23 марта 1919 г. Отчет Центрального. 18 марта », dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 38, 1969, Политиздат, Москва 1969, p. 141 [Lénine, *Œuvres complètes* vol. 29, p. 153].

21. Ю. Ларин, *Интеллигенция и советы. Хозяйство, буржуазия, революция, госаппарат* [Y. Larine, *L'Intelligentsia et les soviets. Économie, bourgeoisie, révolution, appareil d'État*], Госиздат, Москва 1924, p. 39.

22. *Восьмой съезд РКП(б). Март 1919 года. Протоколы* [Huitième Congrès du PCR(b). Mars 1919. Procès-verbal], Госполитиздат, Москва 1959, p. 403.

23. Selon la première édition des œuvres de Lénine, parue de son vivant, il a déclaré lors d'un congrès syndical en janvier 1919 qu'« après la révolution politique qui a donné le pouvoir aux syndicats, en tant qu'organisations les plus larges du prolétariat, il leur revient de jouer un rôle particulièrement grand et de devenir en un certain sens les principaux organes politiques ». Ленин (В. Ульянов), « О профессиональных союзах. Речь » (« À propos des syndicats. Discours ») dans *Собрание сочинений* [Œuvres choisies] vol. XVI, Госиздат, Москва 1922, p. 17. C'est ainsi que des dirigeants syndicaux, par exemple le secrétaire général de l'Internationale syndicale rouge Solomon Losovski, citaient cette phrase en justifiant l'idée d'« étatisation des syndicats ». С.А. Лозовский, « Ленин и профессиональное движение » [S.A. Losovski, « Lénine et le mouvement syndical »], *Вестник Коммунистической академии* vol. VIII, 1924, p. 16. Quelques années plus tard, un texte révisé a été publié et au lieu de « la révolution politique qui a donné le pouvoir aux syndicats » on y lisait maintenant et toujours depuis : « la révolution politique qui a donné le pouvoir au prolétariat ». Ленин (В. Ульянов), *Собрание сочинений* vol. XX-2, Госиздат, Москва-Ленинград 1926, p. 300, et В.И. Ленин, « Доклад на II Всероссийском съезде профессиональных союзов 20 января 1919 », dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 37, Политиздат, Москва 1969, p. 442 [Lénine, *Œuvres complètes* vol. 28, p. 439].

24. Seul le principal marxologue dans le parti, David Ryazanov s'y est opposé. Défendant l'orthodoxie marxiste il a exigé « la suppression obligatoire de tout droit des syndicats de gérer la production ». *Восьмой съезд РКП(б)*, op. cit., p. 70.

25. *Организация пародного хозяйства и задачи союзов (Предложение Шляпникова)*, op. cit., pp. 842, 870.

26. *Десятый съезд РКП(б). Март-апрель 1920 г.* [Neuvième congrès du PCR(b). Mars-avril 1920], Партиздат, Москва 1934, p. 62. Kamenev a saisi

l'occasion pour régler de vieux comptes avec Chliapnikov. En mars 1917, après leur retour d'exil à Petrograd, Kamenev, Matveï Mouranov et Joseph Staline menaient une politique conciliante à l'égard du gouvernement provisoire et adoptaient une position ambiguë vis-à-vis de la guerre impérialiste que menait encore ce gouvernement. Chliapnikov était un adversaire implacable de leur « bolchevisme de droite », auquel Lénine, à son retour d'exil en avril, a mis un terme dans le parti. Chliapnikov a décrit cette affaire, compromettante pour Staline, dans ses mémoires publiées en 1925 : А. Шляпников, *Семнадцатый год* [A. Chliapnikov, *Année 1917*] vol. 2, Госиздат, Москва-Ленинград 1925, pp. 170-188. En 1932, le Comité central a interdit la diffusion de ses mémoires prétendant qu'elles contenaient des « inventions calomnieuses ».

27. Le rapport de Nikolai Boukharine sur les syndicats dans *Десятый съезд РКП(б)*, op. cit., p. 233. La position de la direction du parti sur cette question a été clairement exprimée par Boukharine et Preobrajenski dans un livre publié avant le IX^e congrès, dans lequel ils expliquaient le programme du parti bolchevik adopté un an auparavant. « Il faut que les syndicats », y écrivaient-ils, « se développent sur la voie qui mène à leur transformation en sections et en organes économiques du pouvoir d'État, c'est-à-dire à leur "étatisation" ». Н. Бухарин, Е. Преображенский, *Азбука коммунизма. Популярное объяснение программы Российской коммунистической партии большевиков*, [N. Boukharine, E. Preobrajenski, *ABC du communisme. Explication populaire du programme du PCR(b)*], Госиздат, Петербург 1920, p. 220.

28. В.И. Ленин, « IX съезд РКП(б) 29 марта — 5 апреля 1920 г. Заключительное слово по докладу Центрального Комитета 30 марта », dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 40, Политиздат, Москва 1974, pp. 261-262 [Lénine, *Œuvres complètes* vol. 30, p. 479].

Chliapnikov et le métallurgiste Sergei Medvedev, rejoints par la féministe Alexandra Kollontaï, ont formé avec les principaux dirigeants des syndicats de branche des métallurgistes, des travailleurs du textile et des mineurs une fraction, appelée Opposition ouvrière. Elle bénéficiait d'un large soutien parmi les ouvriers bolcheviks, de plus en plus convaincus que les pratiques militaristes qui s'étaient généralisées pendant la guerre civile étouffaient la démocratie ouvrière dans le parti et l'État et que le parti, submergé par des éléments petits-bourgeois, se transformait en un corps étranger à leur classe. Dans divers centres industriels provinciaux, l'Opposition ouvrière a pris la direction des organisations du parti ou se battait pour la prendre. Même à Moscou, où elle avait le soutien de plus de 20 % des délégués à la conférence provinciale du parti, elle frondait de manière si démonstrative que Lénine y a vu une dynamique scissionniste (29).

En s'écartant du « communisme de guerre », l'Opposition ouvrière prétendait, écrit Tatiana Sandou, « renforcer la démocratie au sein du parti, affaiblir les méthodes de travail administratives et autoritaires et organiser l'économie sur la base de l'autogestion ouvrière sous la direction des syndicats » (30). S'appuyant sur des principes de l'économie planifiée et du « centralisme ouvrier », ainsi qu'agissant dans la perspective inhérente de l'industrialisation, elle a élaboré un projet de système d'autogestion ouvrière, depuis le niveau de l'usine – où l'entreprise devait être gérée par un comité ouvrier démocratiquement élu – en passant par le niveau des branches, jusqu'au niveau national. Ce système devait être intégré au système des organisations syndicales – d'où son côté syndicaliste, d'où aussi ses incohérences et contradictions internes (31). Il est clair que les syndicats devaient jouer un rôle clé dans la construction d'un système d'autogestion ouvrière. Mais prétendre à la fusion des syndicats avec ce système c'était déjà autre chose. Toutefois, il ne s'agissait pas d'un projet clos, non modifiable.

Lénine a accusé Chliapnikov et l'Opposition ouvrière d'« évidente déviation du parti, du communisme » et a proclamé : « La déviation syndicaliste doit être guérie, et elle le sera » (32). Si, comme chez Marx, la « dictature du prolétariat » n'est rien d'autre qu'un synonyme du pouvoir des travailleurs (33), alors ce n'est que dans des visions métaphysiques qu'elle peut être « guérie » de « déviations syndicalistes » et d'autres tendances historiques du mouvement ouvrier. Lénine a agi comme s'il ne voyait toujours pas qu'il avait lui-même installé une telle « déviation » dans le programme de son parti.

Avant et pendant le X^e Congrès, Chliapnikov a engagé une lutte dont l'acuité reflète la profondeur de la crise socio-politique. Il écrivait que « le parti, en tant que collectif dirigeant et créatif, s'est transformé en une lourde machine bureaucratique » et que « l'État soviétique, au lieu de tendre vers une "forme compréhensive et englobante d'organisation des travailleurs", se transforme en un État géré par la bureaucratie et exclut en fait la participation massive des organisations ouvrières à sa gestion » (34). Il n'hésitait pas à entrer dans des conflits de plus en plus vifs avec Lénine. « L'essence du conflit », expliquait-il, « consiste à savoir de quelle manière notre Parti communiste mènera sa politique économique dans la période de transition où nous nous trouvons : par l'intermédiaire des masses ouvrières organisées en syndicats ou par-dessus leurs têtes, par la voie bureaucratique, au travers des fonctionnaires et de spécialistes canonisés » (35).

Le principal affrontement a eu lieu lors du congrès. Le représentant de l'Opposition ouvrière, Youri Milonov, a critiqué la « couche de castes » se trouvant à la tête du parti avec Lénine, professant « la primauté des méthodes autoritaires de direction centrale sur la méthode d'auto-activité des masses » et suggérant que l'on ne pou-

vait pas se baser sur la classe ouvrière. Aux yeux de Lénine et de cette « couche de castes », disait Milonov, « nous sommes au bord du précipice : entre la classe ouvrière, infectée de préjugés petits-bourgeois, et la paysannerie, qui est par nature petite-bourgeoise ». Milonov posait rhétoriquement la question de savoir si les dirigeants qu'il critiquait ne pensaient pas que « nous devrions prendre appui uniquement sur la couche de fonctionnaires soviétiques et du parti » (soviétiques signifiant ici étatiques). Il affirmait : « Notre parti cesse d'être un parti ouvrier » (36). Dans sa véhémence contre-attaque, Lénine a associé l'Opposition ouvrière à des éléments se levant « sur la vague de la contre-révolution petite-bourgeoise », elle-même « plus dangereuse que Dénikine ». De cette façon, il faisait référence aux soulèvements de paysans et à la rébellion de Kronstadt. « Il existe un lien », affirmait-il, « entre les idées, les mots d'ordre de cette contre-révolution petite-bourgeoise, anarchiste, et les mots d'ordre de l'"opposition ouvrière" ». « Une "opposition ouvrière" qui se retranche derrière le dos du prolétariat, est un élément petit-bourgeois, anarchiste » (37) au sein du parti lui-même.

Il a donc suggéré qu'à travers cette opposition, la « contre-révolution petite-bourgeoise » s'infiltrait dans le parti bolchevik. À la brochure de Kollontaï, présentant le point de vue de l'Opposition ouvrière, il a attribué un contenu ouvertement contre-révolutionnaire. Sa quintessence était, selon lui, la demande formulée plus tôt par Chliapnikov et reprise dans la brochure, qu'un « congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats de production » élise « un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale de la République » (38). Une telle demande, prétendait-il, était en contradiction radicale avec un point du programme du parti adopté deux ans plus tôt – celui qui affirmait justement que les syndicats devaient parvenir à la concentration entre leurs mains de l'ensemble de la gestion de l'économie nationale. L'Opposition ouvrière demandait précisé-

29. L.E. Holmes, « For the Revolution Redeemed. The Workers Opposition in the Bolshevik Party 1919-1921 », *The Carl Beck Papers in Russian and East European Studies* n° 802, 1990, pp. 2-9 ; T.A. Sandu, « Рабочая оппозиция » в РКП(б) (1919-1923 гг.) (Диссертация) [T.A. Sandou, « L'Opposition ouvrière » dans le PCR(b), 1919-1923 (Thèse)], Тюменский государственный университет, Тюмень 2006, pp. 38-103 ; B.C. Allen, *Alexander Shlyapnikov, 1885-1937. Life of an Old Bolshevik*, Brill, Leiden-Boston 2015, pp. 157-179.

30. T.A. Sandu, op. cit., p. 78.

31. Plusieurs contradictions et faiblesses politiques de l'Opposition ouvrière sont signalées et commentées par L.H. Holmes, op. cit., pp. 11-30 ; elles ont été largement exploitées par Lénine, Zinoviev et leur faction des « Dix ». G.E. Зиновьев, « Неправильное во взглядах рабочей оппозиции на роль профсоюзов » [G.E. Zinoviev ; « Ce qui est incorrect sur le rôle des syndicats dans les opinions de l'opposition ouvrière »], dans idem, *Сочинения [Œuvres]* vol. VI, Госиздат, Москва-Ленинград 1929, pp. 458-465 ; В.П. Милотин, *История экономического развития СССР (1917-1927)* [V.P. Milioutine, *Histoire du développement économique de l'URSS 1917-1927*], Госиздат, Москва-Ленинград 1929, pp. 292-296.

32. В.И. Ленин, « Еще раз о профсоюзах, о текущем моменте и об ошибках тт. Троцкого и Бухарина », dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 42, Политиздат, Москва 1970, p. 304 [Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 32, p. 108].

33. Cela a été démontré de manière exhaustive par H. Draper, *Karl Marx's Theory of Revolution* vol. III, Monthly Review Press, New York 1986, pp. 175-325. Il a également documenté l'évolution du concept de dictature du prolétariat chez Lénine. Idem, « *The Dictatorship of the Proletariat* » in *Marx and Lenin*, Monthly Review Press, New York 1987, pp. 42-105.

34. А. Шляпников, « О наших внутрипартийных разногласиях » [A. Chliapnikov, « À propos de nos désaccords internes au parti »], *Известия ЦК КПСС* n° 7 (318), 1991, pp. 213-214.

35. Cité par T.A. Sandu, op. cit., p. 87.

36. *Десятый съезд РКП(б)*, pp. 85, 87.

37. В.И. Ленин, « XI съезд РКП(б) 27 марта – 2 апреля 1922 г. Заключительное слово по политическому отчету ЦК РКП(б) 28 марта », dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 43, Политиздат, Москва 1970, pp. 36, 38, 40 [Lénine, *Œuvres complètes* vol. 30, pp. 202, 204, 206].

38. А.М. Коллонтай, op. cit., p. 184.

Marxisme

ment que ce point du programme ne reste pas que sur le papier.

La polémique entre l'Opposition ouvrière et Lénine au X^e Congrès était si vive que Chliapnikov a dit de la résolution présentée par Lénine « sur la déviation syndicaliste et anarchiste » – qui visait l'opposition tout comme la résolution « sur l'unité du parti » que Lénine a soumis également au Congrès (les deux ont été adoptées) : « Ayant été dans le parti pendant 20 ans, je n'ai jamais vu ni entendu rien de plus démagogique et de plus calomnieux que cette résolution ». Les délégués de l'Opposition ouvrière ont déclaré conjointement : la résolution « introduit une scission dans le milieu ouvrier de notre parti et excite les éléments petits-bourgeois et bureaucratiques du parti contre sa partie ouvrière » (39). À la demande de Lénine, le congrès a voté une interdiction des activités des fractions – sans précédent dans l'histoire du bolchevisme. Lénine lui-même n'a pas respecté cette interdiction. Sa fraction des « Dix » fut toujours active lors du congrès suivant (40).

Trotsky écrira des années plus tard (dans un article qu'il décida de ne pas publier) : « À la lumière des événements ultérieurs, une chose est absolument claire : l'interdiction des fractions a marqué la fin de l'histoire héroïque du bolchevisme et a ouvert la voie à sa dégénérescence bureaucratique » (41). Mais la fin de cette histoire marquait aussi la défaite de l'Opposition ouvrière – le seul courant du parti qui alertait sur le fait que la classe ouvrière était en train de perdre le pouvoir – défaite scellée par les stigmates dont le congrès du parti avait marqué ce courant dans les résolutions mentionnées. La coïncidence du calendrier de sa campagne politique dans le parti avec l'effondrement quantitatif et qualitatif de la classe ouvrière et avec le soulèvement de Kronstadt lui a fortement coupé les ailes (42). La résolution sur les syndicats, soutenue par Lénine avec

toute son autorité et adoptée au X^e congrès, d'une part contre l'Opposition ouvrière et d'autre part contre Trotsky, « servit en pratique à remettre la gestion ouvrière » de l'industrie et de l'économie nationalisée « aux calendes grecques » et « à consolider et à rendre autonome l'appareil de direction administrative de l'économie, dont la dégénérescence bureaucratique allait se manifester rapidement. Voilà où réside effectivement la tragédie du X^e Congrès » (43).

L'importance de la question de l'Opposition ouvrière n'a commencé à percer dans l'historiographie que récemment. Il s'agissait d'un défi très sérieux, quasiment systémique, pour le pouvoir bolchevik et la « conception léniniste du parti », puisque l'opposition revendiquait « un système alternatif d'organisation du pouvoir dans le pays, basé sur le rôle prépondérant des syndicats en tant qu'organisation de producteurs immédiats – ouvriers » (44), c'est-à-dire qu'elle revendiquait la primauté du mouvement ouvrier sur le parti et les appareils d'État. « Lénine avait toutes les raisons de croire que la réalisation pratique de l'idée de "l'opposition ouvrière" menaçait de créer une alternative à la dictature du parti bolchevik » (45). Il y faisait face par des opérations d'évincement des dirigeants et des partisans de cette opposition, déjà vaincue, des postes de direction non seulement dans le parti, mais aussi dans les syndicats, qui ont été en même temps contraints à une soumission totale aux autorités du parti. Il a également tenté, échouant littéralement d'un cheveu, d'exclure du parti Chliapnikov (46).

Deux idées radicalement nouvelles sont alors apparues chez Lénine. Il n'a pas exprimé publiquement la première, la formulant ainsi dans ses notes sur la NEP : « "Thermidor" ? Froidement peut-être, oui ? Il arrivera ? Nous verrons. Pas se vanter avant d'aller au combat » (47). En même temps, il a confié à Jacques Sadoul, ancien officier de la mission militaire française qui avait rejoint les bolcheviks et était cofondateur du Komintern : « Les jacobins ouvriers sont plus perspicaces, plus fermes que les jacobins bourgeois et ils ont eu le courage et la sagesse de se thermidoriser eux-mêmes » (48). Immédiatement après la mort de Lénine, Sadoul a rendu publique cette idée à Moscou, mais elle a été ignorée. Jean-Jacques Marie commente : « Qu'est-ce à dire ? Que la NEP est un Thermidor économique et donc social, puisqu'elle ouvre la porte à la propriété privée et au commerce libre, mais qu'elle ne l'est pas politiquement puisque le pouvoir reste entre les mains des "Jacobins ouvriers" ? » (49). Cependant, au moins selon le récit de Sadoul – qui, bien que plausible, peut ne pas être exact – Lénine ne lui a pas dit qu'ils ont instauré un Thermidor socio-économique en restant jacobins – il a dit qu'ils sont eux-mêmes devenus thermidoriens.

La seconde idée, qui semble être intrinsèquement liée à la première, allait encore plus loin. Lénine l'a formulée ainsi : le prolétariat a disparu, mais l'État reste prolétarien. Cela pouvait suggérer que la relation de l'un à l'autre n'est pas nécessaire lorsque le pouvoir dans l'État est exercé par des « jacobins ouvriers », même « auto-thermidorisés » – quel que puisse être le sens de ce terme. Lénine disait que dans les conditions de la NEP « le pouvoir étatique prolétarien, s'appuyant sur la paysannerie » va d'une part « tenir en bride messieurs les capitalistes de façon à orienter le capitalisme dans le canal de l'État et à créer un capitalisme subordonné à l'État et placé à son service ». D'autre part, « les capitalistes », disait-il, « feront naître le prolétariat industriel qui, chez nous, en raison de la guerre, de la ruine désespérante et de la dévastation, est déclassé, c'est-à-dire qu'il a été détourné de son chemin de classe et a cessé d'exister en tant que prolétariat. On appelle prolétariat la classe occupée à produire les biens matériels dans les entreprises de la grande industrie capitaliste » (50).

Cette définition, d'une part, réduisait énormément la classe : elle excluait la majorité des travailleurs qui étaient employés dans

39. Десятый съезд РКП(б), p. 536-537.

40. Ф. Чуев, *Молотов: Полуофициальный властелин* [F. Tchouïev, *Molotov : Un oligarque semi-étatique*], Олма-Пресс, Москва 1999, p. 240.

41. L. Trotsky, « Factions and the Fourth International (1935) » dans N. Allen, G. Breitman (sous la dir. de), *Writings of Leon Trotsky (1935-36)*, Pathfinder Press, New York 1977, p. 186. « Loin de préserver la pureté de la dictature prolétarienne, ces mesures l'ont soumise à la pire des influences de l'ennemi de classe, transmise par l'intermédiaire de la bureaucratie. Loin de préserver l'unité et l'intégrité du parti de classe, elles ont précipité celui-ci dans une lutte intestine violente, de laquelle il sortit ruiné en tant qu'instrument de la lutte ouvrière. » E. Germain [Mandel], op. cit., p. 58.

42. Т.А. Санду, op. cit., pp. 112-127 ; B.C. Allen, op. cit., pp. 179-190.

43. E. Germain [Mandel], op. cit., p. 58.

44. С.В. Цакун, *В лабиринте доктрины. Из опыта разработки экономического курса страны в 1920-е годы* [S.V. Tsakounov, *Dans le labyrinthe de la doctrine. De l'expérience du développement de l'orientation économique du pays dans les années 1920*], Россия молодая, Москва 1994, p. 37.

45. Д.И. Апальков, *Внутрипартийная борьба в РКП(б)-ВКП(б) (1920-е начало 1930-х гг.)* (Диссертация) [D.I. Aralkov, *Lutte interne dans le PCR(b)-PC(b) de l'URSS (1920-début des années 1930)* (Thèse)], Московский государственный университет имени М.В. Ломоносова. Исторический факультет, Москва 2017, p. 29.

46. À la demande de Lénine, dans une résolution secrète du X^e Congrès il a été décidé qu'en « dernier recours » le Comité central pouvait expulser un membre de son sein et même du parti par un vote à la majorité des deux tiers. En août 1921 Chliapnikov a été le premier membre du Comité central contre lequel cette procédure a été appliquée à la demande de Lénine. Pour l'expulser il a manqué une voix. Т.А. Санду, op. cit., pp. 128-160 ; B.C. Allen, op. cit., pp. 191-226.

47. В.И. Ленин, « Материалы к X Всероссийской конференции » [V.I. Lénine, « Matériaux pour la X^e conférence panrusse »], dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 43, p. 403.

48. В. Виленский (Сибиряков) (sous la dir. de), *Политики и писатели запада и востока о В.И. Ленине* [V. Vilenski (Sibiriakov), *Les politiciens et les écrivains de l'Ouest et de l'Est sur V.I. Lénine*], Главлит, Москва 1924, p. 38.

49. J.-J. Marie, *Lénine*, p. 473.

50. В.И. Ленин, « Новая экономическая политика и задачи политпросветов », dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 44, Политиздат, Москва 1970, p. 161 [Lénine, *Œuvres complètes* vol. 33, p. 59]

des petites entreprises, dans la sphère de la circulation, etc., et, d'autre part, elle était complètement étrangère à la notion de classe en tant que rapport social. « Si le capitalisme se rétablit, ce sera aussi, par conséquent, le rétablissement de la classe du prolétariat, occupée à produire des biens matériels utiles à la société dans de grandes usines mécanisées, au lieu de se livrer à la spéculation, à la fabrication de briquets pour les vendre » (51), ce dont s'occupent les ouvriers « déclassés » actuels, parmi lesquels se répand « l'idéologie de petits propriétaires ». Lénine considérait désormais que « la grande production et les machines », et donc les forces productives spécifiques plutôt que les rapports de production, constituent la « base matérielle et psychologique du prolétariat », sans laquelle il y a « déclassement » (52).

Si le « prolétariat avait disparu », comme le suggérait Lénine, la Russie aurait régressé à l'époque précapitaliste. En 1922 cette tendance s'est inversée – le nombre du seul prolétariat industriel a commencé à croître de 10 % à l'échelle annuelle et il était à la fin de l'année plus bas qu'avant la guerre, non pas de plus de la moitié comme en 1921, mais de 44 % (53). Le discours selon lequel « le prolétariat s'est déclassé et a disparu » témoignait d'une crise très grave de la pensée politique et théorique de Lénine. Fitzpatrick est d'un avis différent. Elle estime qu'il ne s'agissait que d'une « crise de foi éphémère » au cours de laquelle de nombreux dirigeants bolcheviks, dont Lénine, n'étaient pas tant convaincus de la « disparition du prolétariat » qu'ils étaient « au bord de se voir déçus par la classe ouvrière russe » (54).

En mars 1922, lors du XI^e congrès du PC(b)R, le dernier auquel Lénine a assisté, il a déclaré que « l'État, c'est nous, c'est le prolétariat, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière », mais ce qu'il voulait dire en réalité, c'était que « l'État – c'est nous, l'avant-garde », parce que, comme il le prétendait, « le prolétariat avait disparu ». « Très souvent, quand on dit "ouvriers", on pense que cela signifie prolétariat des usines. Pas du tout ». Il posait la question rhétorique : « Et aujourd'hui, les conditions sociales et économiques sont-elles, chez nous, de nature à pousser de vrais prolétaires dans les fabriques et les usines ? Non. C'est faux. C'est juste d'après Marx. Mais Marx ne parlait pas de la Russie ; il parlait du capitalisme dans son ensemble, à dater du XV^e siècle. Ça a été juste durant six cents années, mais c'est faux pour la Russie d'aujourd'hui. Très souvent, ceux qui viennent dans les usines ne sont pas des prolétaires, mais un élément aléatoire de toute sorte » (55).

Par quel miracle, malgré tout ce qui se passe autour d'eux, seuls ceux exerçant le pouvoir ne risquent-ils pas de se déclasser et de cesser d'être des « jacobins ouvriers » ? En répondant à Lénine, Chliapnikov a visé juste : « Laissez-moi vous féliciter d'être l'avant-garde d'une classe inexistante. On dit que dans notre pays le prolétariat se déclassé, qu'il reste très loin derrière, et quand on écoute les discours mielleux du camarade Kamenev, on s'aperçoit que même l'ouvrier avancé de Moscou exprime les intérêts des paysans, (...) que même les métallurgistes avancés de Moscou parlent chez nous le langage des intérêts paysans ». D'autres dirigeants du parti affirment que la NEP « fait naître des instincts de propriétaire chez les travailleurs ». Par ailleurs, ce « que le Comité central diffuse sur la classe ouvrière dans ses bulletins d'information » ce sont des calomnies prétendant que les grèves sont l'œuvre des monarchistes, alors qu'après enquête il s'est avéré qu'elles sont causées par des pénuries alimentaires et les non-paiements de salaires. Selon Chliapnikov, tout cela découlait, avec le passage à la NEP, de la « recherche » par le pouvoir soviétique « d'une nouvelle base, d'un nouvel appui, en dehors du prolétariat », ainsi que des humeurs similaires à celles qui sévissaient dans le parti bolchevik après la défaite de la révolution de 1905. « Nous nous souve-

nons de l'état d'esprit d'alors de l'intelligentsia et des éléments non prolétaires qui lui étaient proches – et combien de choses nous rappellent aujourd'hui cette époque ! Le terrain pour de telles humeurs est créé par nos dirigeants, notamment le camarade Lénine, le camarade Kamenev et d'autres ». « Les réflexions que nous entendons souvent, sur le fait que notre prolétariat s'est déclassé », témoignent « d'une fracture du rapport également idéologique entre le prolétariat et son détachement principal – notre parti ». Sa direction devrait, disait Chliapnikov, « se rappeler une fois pour toutes que nous n'aurons pas une autre et "meilleure" classe ouvrière et qu'il faut se contenter de ce qu'on a » (56).

Une fois de plus, ce congrès se déroulait dans l'atmosphère d'une nouvelle et forte tension autour de la question de l'opposition ouvrière, à savoir autour de l'« affaire des 22 ». 22 militants – dont Chliapnikov, Kollontaï et Medvedev – avaient fait appel au Komintern. « Alors que les forces de la bourgeoisie nous pressent de tous côtés, alors même qu'elles infiltrent notre parti » dans lequel les ouvriers sont minoritaires, affirmaient-ils dans leur appel, « nos centres dirigeants luttent implacablement contre tous ceux, et tout particulièrement les prolétaires, qui se permettent d'avoir leurs opinions, appliquant toutes sortes de mesures répressives contre l'expression de ces opinions dans le parti », suppriment dans le mouvement syndical « l'initiative et la spontanéité ouvrières » et « ignorent nos mandats de congrès visant à bâtir les bases de la démocratie ouvrière ». « L'aspiration à amener les masses prolétaires plus près de l'État », écrivaient-ils, « est qualifiée d'"anarcho-syndicalisme", et ses partisans sont poursuivis et discrédités » (57).

Selon Richard Day, Kollontaï et ses camarades « voyaient plus clairement que la plupart des bolcheviks » (mais il vaudrait la peine d'examiner s'ils ne le voyaient pas même le plus clairement de tous les bolcheviks) « que sur le terrain de la NEP le parti pouvait rechercher un compromis entre les classes rivales, jetant ainsi les bases d'une politique nouvelle, bureaucratique » (58), et même, pourrions-nous ajouter, les bases de la formation d'une nouvelle bureaucratie, cette fois-ci thermidorienne par excellence.

Dans le cadre de l'« affaire des 22 », une motion a été déposée pour exclure du parti Chliapnikov, Kollontaï et Medvedev. Lénine ne prit pas la parole lors de la discussion de cette motion, mais les délégués au congrès avaient été informés par lui que huit mois

51. Ibidem, p. 151 [Lénine, *Œuvres complètes* vol. 33, p. 59].

52. « 15. Le prolétariat se déclassé-t-il ? Oui ! Conclusions ? Idéologie de petits propriétaires. 16. La grande production et les machines – base matérielle et psychologique du prolétariat. Inde [d'où] déclassé ». В.И. Ленин, « План речи на съезде профсоюзам », dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 43, p. 401 [Lénine, *Œuvres complètes* vol. 42, p. 317].

53. Л. Крицман, *Героический период*, op. cit., p. 238.

54. S. Fitzpatrick, *Tear Off The Masks! Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia*, Princeton University Press, Princeton-Oxford 2005, p. 53.

55. В.И. Ленин, « XI съезд РКП(б). 27 марта – 2 апреля 1922 г. Политический отчет Центрального Комитета РКП(б) 27 марта », dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 45, Политиздат, Москва 1970, pp. 85, 106-107 [Lénine, *Œuvres complètes* vol. 33, pp. 283, 305].

56. *Одиннадцатый съезд РКП(б). Март-апрель 1922 г. Протоколы [Onzième congrès du PC(b). Mars-avril 1922. Procès-verbal]*, Партиздат ЦК ВКП(б), Москва 1936, pp. 108-110, 197.

57. « Заявление двадцати двух », dans М. Зоркий (sous la dir. de), « Рабочая оппозиция ». *Материалы и документы 1920-1926 гг.*, Госиздат, Москва-Ленинград 1926, p. 59 [en français : « Appel des 22 aux membres de la conférence de l'Internationale Communiste », dans С. Ovtcharenko (éd.), *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste 1919-1923. Textes complets*, Les Classiques des sciences sociales, Chicoutimi-Saguenay 2011, pp. 426-427].

58. R.B. Day, « Leon Trotsky and the Dialectics of Democratic Control », dans P. Wiles (sous la dir. de.), *The Soviet Economy on the Brink of Reform. Essays in Honor of Alec Nove*, Routledge, London-New York 2013, p. 16.

Marxisme

auparavant, il avait lui-même tenté sans succès d'expulser Chliapnikov. À la grande surprise de la direction du parti, lors d'une séance à huis clos, le XI^e Congrès s'est divisé sur l'« affaire des 22 » en deux parties presque égales : une légère majorité a soutenu la résolution condamnant sans appel et expulsant les trois mentionnés, tandis que les autres ont voté une résolution conciliatrice les critiquant mais ne les expulsant pas. En conséquence, sous la forte impression d'un tel vote, des amendements ont été ajoutés à la résolution de la majorité déjà adoptée et l'expulsion des trois opposants a été supprimée. Le fait que le congrès se soit divisé sur cette question a été dissimulé – le compte rendu de la session à huis clos du congrès n'a jamais été publié (59).

Aux yeux de Jean-Jacques Marie « ce vote illustre l'ampleur du mécontentement des délégués vis-à-vis de toute la direction, Lénine compris » (60). De l'avis d'Oleg Nazarov, devant « l'affaire des 22 » « le XI^e Congrès du parti était au seuil d'une scission », ce qui semble être une grande exagération. Toutefois, Nazarov a avancé une thèse importante dans ce contexte, à savoir qu'il « existait un lien très étroit entre "l'affaire des 22" et l'élection immédiatement après le vote sur celle-ci de Joseph Staline au poste de secrétaire général » du Comité central du PC(b)R. Lorsque les délégués au congrès ont élu les membres du Comité central, sur leurs bulletins de vote, à côté du nom de Staline, figurait, à l'initiative de Lénine ou du moins avec son consentement, sa future fonction – celle de secrétaire général, bien qu'il ne puisse être élu que par le CC ! C'était une pratique sans précédent chez les bolcheviks. Il a donc été élu à ce poste par le congrès, ce que lui assurait une position à part – beaucoup plus forte que celle que lui donnait l'élection par le seul Comité central. Face à des menaces, tel le refus de près de la moitié des délégués au congrès d'exclure du parti des militants importants, le sommet du parti, selon Nazarov, avait besoin à ce poste d'un homme comme Staline, doté d'un pouvoir extraordinaire (61). Moins de neuf mois plus tard, Lénine constatait avec consternation que « Staline, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir immense » (62).

La rupture entre le parti bolchevik et la classe ouvrière s'est avérée irréversible. Ce qui s'est passé a peut-être été exprimé de

la manière la plus succincte et en même temps la plus claire par Moshe Lewin. En juin 1941 les soldats soviétiques qui se retiraient de la ville de Vilnius ont emmené secrètement, contre leurs officiers, ce jeune militant du « sionisme prolétarien », fuyant devant l'armée allemande. Il a travaillé au kolkhoze et au haut-fourneau de l'aciérie et a servi dans l'armée soviétique. Parmi les chercheurs, peu l'égalent en termes de profondeur de sa connaissance de l'État et de la société soviétiques, en particulier du régime stalinien et de l'« absolutisme bureaucratique » poststalinien (63).

Lewin a décrit de cette façon ce qui s'est passé dans les échelons supérieurs du parti bolchevik après la guerre civile : « Ce n'est plus une classe sociale – ni le prolétariat – qui fit office d'incarnation et de soutien du socialisme à travers l'État, mais c'est plutôt l'État qui, imperceptiblement, pour certains idéologues, finit par remplacer la classe et par devenir l'incarnation et le soutien du principe supérieur avec, ou sans, le concours du prolétariat. C'était là, à l'état embryonnaire, une orientation et une idéologie entièrement nouvelles, qui n'étaient certainement pas présentes dans ce qu'était le "léninisme" auparavant. Bien que l'appui social souhaitable fit défaut en raison, surtout, de la dissolution de la classe ouvrière, le parti n'a pas agi dans un vide, et il ne le pouvait pas : s'étant mis à compter toujours plus sur l'État, et de moins en moins sur les masses inconstantes, l'appareil d'État, quelle que fut l'origine sociale de ses serviteurs, devint peu à peu le principal instrument d'action pour atteindre les objectifs voulus. Ce faisant, le bolchevisme acquit une base sociale dont il ne voulait pas et qu'il n'a pas immédiatement reconnue : la bureaucratie. Celle-ci allait très vite s'affirmer comme un facteur crucial de la formation du système, mais il fallut une certaine évolution et quelques luttes internes dramatiques pour que ce fait soit enfin pleinement accepté puis célébré. En tout état de cause, insuffisamment préparés à comprendre l'État qu'ils édifiaient, les bolcheviks se méprirent sur le cours suivant ces événements. La théorie disponible était très inadéquate à ce sujet. Il importait désormais d'étudier non plus seulement le potentiel social du prolétariat, ou de la paysannerie, mais aussi le potentiel, les intérêts et les aspirations d'un appareil d'État soviétique changeant et en plein essor » (64).

De la bureaucratie ouvrière à la bureaucratie thermidorienne

En 1928, au seuil de la « révolution par le haut » de Staline, Christian Rakovsky, le principal dirigeant de l'Opposition de gauche aux côtés de Trotski (65), fut l'un des premiers en URSS à commencer à étudier, encore à l'aveuglette, le phénomène de formation du pouvoir bureaucratique. Réprimé, il écrivait depuis son exil que « quand une classe s'empare du pouvoir, c'est une partie d'elle-même qui devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi qu'apparaît la bureaucratie », en l'occurrence la bureaucratie ouvrière. Cette « différenciation commence par être fonctionnelle et devient ensuite sociale. Je ne dis pas de classe, mais sociale », précise Rakovsky (66). Au fil du temps, dans l'État soviétique, « la fonction

a modifié l'organe lui-même », car tant la position sociale et matérielle que « la psychologie de ceux qui sont chargés des diverses tâches de direction dans l'administration et l'économie étatiques, [ont] changé au point que, non seulement objectivement, mais subjectivement, non seulement matériellement mais moralement, ils ont cessé de faire partie de cette même classe ouvrière » (67).

En URSS, il fallait ainsi parler déjà de la bureaucratie comme d'une « nouvelle catégorie sociologique », car elle était, comme le soulignait Rakovsky, « un phénomène sociologique d'une très haute importance » et a joué un rôle décisif « dans la décomposition du parti et de l'État soviétique ». Se référant aux méthodes et aux

59. T.A. Санду, op. cit., pp. 168-190 ; B.C. Allen, op. cit., pp. 244-251.

60. J.-J. Marie, *Lénine*, p. 501.

61. O.G. Назаров, *Сталин и борьба за лидерство в большевистской партии в условиях НЭПа* [O.G. Nazarov, *Staline et la lutte pour la direction du parti bolchevik dans les conditions de la NEP*], Институт всеобщей истории РАН, Москва 2002, pp. 48, 50, 181.

62. В.И. Ленин, « Письмо к съезду », dans idem, *Полное собрание сочинений* vol. 45 [Lénine,

Œuvres complètes vol. 36, p. 607].

63. Voir l'entretien avec M. Lewin dans MARHO (The Radical Historians Organization), *Visions of History*, Manchester University Press, Manchester 1983, pp. 281-308, ainsi que R.G. Suny, « Living in the Soviet Century: Moshe Lewin, 1921-2010 », *History Workshop Journal* vol. 74 n° 1, 2012, pp. 192-209.

64. M. Lewin, *La Formation du système soviétique*, Gallimard, Paris 1987, pp. 390-391.

65. Voir P. Broué, *Rakovsky ou la Révolution dans tous les pays*, Fayard, Paris 1996.

66. « Письмо Х.Г. Раковского о причинах перерождения партии и государственного аппарата », *Бюллетень Оттопции (большевиков-ленинцев)* n° 6, 1929, p. 15-19 [en français : Kh. Rakovsky, « Lettre à Valentinov », *Cahiers Léon Trotsky* n° 18, 1984, pp. 81-95. La phrase : « Je ne dis pas de classe, mais sociale », présente dans l'original russe, manque souvent, pour des raisons inexplicables, dans les traductions de cette lettre aux langues étrangères. C'est également le cas de cette publication française.

67. Ibidem, pp. 17-19.

conséquences de l'usurpation du pouvoir par cette « nouvelle catégorie », il décrivait « l'épouvantable désagrégation de l'appareil du parti et des soviets, de l'étouffement de tout contrôle des masses, d'une effrayante oppression, des persécutions, de la terreur jouant avec la vie et l'existence des militants et des ouvriers ». En même temps, il observait une « effrayante [également] baisse d'activité de la masse ouvrière et son indifférence grandissante à l'égard du sort de la dictature du prolétariat et de l'État soviétique ». Il soulignait avec force que le terrain sur lequel ce processus s'était déroulé, et ce qui présentait le plus grand danger, c'était « précisément cette passivité des masses (passivité plus grande encore dans la masse communiste que chez les sans-parti) envers les manifestations d'arbitraire inouï qui se sont produites : bien qu'ils en aient été témoins, les ouvriers passaient outre sans protester ou en se contentant de grommeler, par crainte de ceux qui détiennent le pouvoir ou, tout simplement, par indifférence politique » (68). Rakovsky a omis un aspect très important de cette question : la « nouvelle catégorie sociale » s'est formée, entre autres, comme un amalgame de la bureaucratie d'origine ouvrière avec un énorme fonctionariat hérité du tsarisme, ainsi qu'avec une couche beaucoup plus restreinte des dits spécialistes bourgeois.

Par une certaine analogie avec la révolution française, on peut qualifier cette bureaucratie comme thermidorienne (69). Dans la révolution russe, le Thermidor s'étendait dans le temps, mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle pendant longtemps l'Opposition de gauche ne s'est pas rendu compte qu'il avait déjà eu lieu et que les discussions sur son danger, qui se poursuivaient dans ses rangs encore au début des années 1930, étaient anachroniques. Ce n'est qu'en 1935 que Trotski a tranché : « 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique » (70) (dans d'autres écrits il le date de 1923-1925). Il l'a fait si tardivement car jusque-là il comprenait Thermidor comme étant une victoire de la réaction bourgeoise, conduisant à la restauration du capitalisme. Il a donc fallu qu'il comprenne qu'en URSS il s'agissait d'une victoire de la réaction bureaucratique, ne restaurant nullement le capitalisme, mais se consolidant idéologiquement et politiquement sous le mot d'ordre nationaliste selon lequel il est possible de construire le socialisme dans un seul pays déconnecté de l'économie internationale.

Lorsque, après la crise du « communisme de guerre », une nouvelle crise socio-économique et politique est arrivée – la crise de la NEP, qui a eu lieu à la fin de la décennie 1920 – la direction de la bureaucratie thermidorienne a été entièrement prise en main par son segment stalinien. Il a brisé l'alliance avec l'aile droite de cette bureaucratie – construite contre l'Opposition de gauche déjà vaincue – et s'est rendu compte que pour maintenir son pouvoir politique il devait s'assurer le pouvoir économique tout entier. Il lui était impossible de le faire autrement « que par l'appropriation de l'ensemble du procès économique », qui – « en raison de la faiblesse relative de sa base économique », limitée au cours de la NEP au secteur étatique de l'économie, peu développé industriellement –, ne pouvait s'opérer « que par l'expropriation militaire des classes moyennes », en particulier la paysannerie (71). Militaire ne signifie pas ici réalisé par l'armée ; cela signifie réalisé en employant des méthodes militaires.

Le segment stalinien de la bureaucratie thermidorienne, désormais dirigeant, s'est lancé dans une brutale industrialisation et a essayé de soutirer les fonds nécessaires à la paysannerie en utilisant la violence d'État pour forcer la collectivisation des campagnes. « Il eût fallu, pour accomplir un tel bouleversement, jamais entrepris dans l'histoire, toute une période de transformations révolutionnaire, 10 ou 15 ans d'après les conceptions des bolcheviks les plus audacieux. Or la direction stalinienne, brusquement, en décida autrement

», voulant d'abord le faire en trois ans, puis en une année et finalement en quelques mois (72). Mise en œuvre au moyen d'une terreur débridée et de déportations massives – qui visaient de plus en plus non seulement « l'ultime classe exploiteuse », mais aussi les paysans moyens et petits – la « dékoulakisation » et la collectivisation forcée se sont heurtées à une résistance des masses paysannes se développant à toute vitesse et à grande échelle.

« Les événements de l'hiver 1930 prirent le caractère d'une explosion de violences massives, aux dimensions sans précédent depuis les horreurs de la guerre civile » (73). Des informations provenant de différentes régions « signalaient peureusement la propagation d'une véritable guerre paysanne, orientée non seulement contre la collectivisation et la dékoulakisation, mais également contre le pouvoir soviétique » (74). 45 % des soulèvements eurent lieu en Ukraine. Sergo Ordjonikidze, envoyé par Staline inspecter les régions frontalières avec la Pologne, particulièrement « sensibles », rapportait que « de véritables insurrections » paysannes y « ont été écrasées par les forces armées, utilisant des mitrailleuses lourdes et, dans certains endroits, des canons » (75). Mais l'emploi à plus grande échelle de l'Armée rouge, essentiellement paysanne, pour combattre les insurgés paysans aurait été très risqué, car il pouvait entraîner « une explosion similaire à la révolte de Kronstadt, et peut-être même plus forte » (76). Staline n'avait d'autre choix que d'ordonner le ralentissement du rythme de la collectivisation. Cependant, Ordjonikidze et d'autres hommes de Staline assuraient que la collectivisation serait réalisée à 100 %, « même si nous y parvenons peut-être non pas en trois mois mais en trois ans » (77).

Expulsé du pays, Trotski expliquait que la collectivisation des campagnes n'avait en URSS aucun fondement technique. Elle « n'est pas née de l'avantage de l'économie collective sur l'économie individuelle, démontré par une vaste expérience de toute la paysannerie ». La paysannerie n'a pas expérimenté cet avantage et, dans le contexte du sous-développement de l'économie soviétique, ne pouvait pas l'expérimenter. De plus, la collectivisation, effectuée sous la contrainte de l'État, menaçait de « miner à long terme la force productive actuelle, déjà extrêmement faible, de l'agriculture » (78). En URSS, Rakovsky et d'autres militants de

68. Ibidem, pp. 15-19.

69. Bailey Stone montre qu'il est légitime et peut être heuristique de fructueux d'analyser les dernières phases des révolutions anglaise, française et russe en tant que Thermidors comparables : B. Stone, *Rethinking Revolutionary Change in Europe. A Neostructuralist Approach*, Rowman & Littlefield, Lanham-London 2020, pp. 155-203.

70. L. Trotski, « L'État ouvrier, Thermidor et bonapartisme », dans *Œuvres* vol. 5, EDI, Paris 1979, pp. 68-89.

71. D. Rousset, *La Société éclatée*, Grasset, Paris 1973, p. 178.

72. M. Lewin, *La Paysannerie et le pouvoir soviétique 1928-1930*, Mouton, Paris-La Haye 1966, p. 423.

73. Ibidem, p. 440.

74. Н.А. Ивницкий, « Введение (Развертывание «сплошной коллективизации») » [[N.A. Ivnitiski, « Introduction (Déploiement de la "collectivisation totale") »], dans Н.А. Ивницкий (sous la dir. de), *Трагедия советской деревни. Коллективизация и раскулачивание. Документы и материалы [La tragédie de la campagne soviétique. Collectivisation et dékoulakisation. Documents et matériaux]* vol. 2, РОССПЭН, Москва 2000, p. 20.

75. В. Васильев, Л. Виола, *Коллективизация и крестьянское сопротивление на Украине (ноябрь 1929-март 1930 гг.)* [V. Vasiliev, L. Viola, *Collectivisation et résistance paysanne en Ukraine (novembre 1929 – mars 1930)*], Лохос, Винница 1997, p. 233.

76. Н.С. Тархова, *Красная армия и сталинская коллективизация. 1928-1933 гг.* [N.S. Tarkhova, *L'Armée rouge et la collectivisation stalinienne, 1928-1933*], РОССПЭН, Москва 2010, p. 156.

77. Cité par A. A. Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales (à travers les rapports du GPU d'Ukraine de février-mars 1930) », *Cahiers du monde russe* vol. 35 n° 3, 1994, p. 461.

78. Л. Троцкий, « Открытое письмо членам ВКП(б) », *Бюллетень Оппозиции (большевиков-ленинцев)* [L. Trotski, « Lettre ouverte aux membres du PC(b) de l'URSS », *Bulletin de l'Opposition*] n° 10, 1930, p. 2.

Marxisme

l'opposition de gauche prévenaient que la collectivisation stalinienne « constituait une très grave dérogation aux principes du socialisme » et non un pas en avant sur la voie qui y menait. « Nous sommes marxistes et nous savons que de nouvelles formes de propriété ne peuvent être créées que sur la base de nouveaux rapports de production. Ces nouveaux rapports de production n'existent pas encore » et les tracteurs, sans mentionner d'autres machines, « ne sont pas capables de traiter ne serait-ce que 5 % de la surface cultivée ». C'est pourquoi l'industrialisation et la collectivisation, conduites brutalement, de manière irrationnelle, aventurière et chaotique, « amènent, sous une gestion bureaucratique – c'est-à-dire quand la classe est remplacée par les fonctionnaires devenus un État dirigeant à part –, non à la construction du socialisme, mais à son effondrement ». Cependant, la bureaucratie n'en tient pas compte, car elle est mue par des intérêts et des aspirations complètement différentes. « Il n'est pas difficile de deviner quelle tentation présente pour la bureaucratie la collectivisation totale et le taux d'industrialisation le plus élevé. Ils élargiraient l'armée de bureaucrates, augmenteraient sa part dans le revenu national et renforceraient son pouvoir sur les masses » (79).

Jusqu'à-là, Rakovsky considérait que la différenciation fonctionnelle au sein de la classe ouvrière au pouvoir s'était transformée en une différenciation sociale entre cette classe et la bureaucratie au pouvoir, mais sans être une différenciation de classe. Mais à ce moment, il présente la question différemment, en déclarant : « D'un État prolétarien à déformations bureaucratiques – comme Lénine caractérisait notre forme de gouvernance – nous sommes en train de passer à un État bureaucratique à survivances prolétariennes communistes. Sous nos yeux s'est formée et continue à se former une grande classe de gouvernants », et « ce qui unit cette classe sociale originale est une forme, originale elle aussi, de propriété privée, à savoir la possession du pouvoir d'État. La bureaucratie, écrivait Marx, "possède l'État comme sa propriété privée" » (80).

Cependant, les conclusions politiques que Rakovsky en tirait n'avaient aucune cohérence avec cette analyse, car en accord avec Trotski il associait encore Thermidor à la restauration du capitalisme

et n'a pas vu que non seulement il avait déjà eu lieu, mais qu'il était en train de se consolider. En 1932-1933, les militants de l'opposition de gauche emprisonnés dans l'isolateur politique de Verkhneouralsk ont fait de même. « En chassant toutes les contradictions du village actuel dans les kolkhozes, où elles se reproduisent sur une nouvelle base, en niant la différenciation dans les kolkhozes et en déclarant que les kolkhozes sont à priori des entreprises socialistes », écrivaient-ils, le régime stalinien « dissimule dans les kolkhozes les tendances capitalistes des fermiers et sacrifie les paysans pauvres et les ouvriers agricoles en les soumettant à l'exploitation par les kolkhoziens prospères » (81). En fait, il les soumettait, avec l'ensemble de la paysannerie et de la classe ouvrière, à l'exploitation par la bureaucratie d'État, ce que l'opposition de gauche ne comprenait toujours pas.

Plus tard, Staline a appelé « révolution d'en haut » ce qui s'est passé à partir de la fin de la décennie 1920. Robert Tucker, un de ses plus sérieux biographes avant l'ouverture des archives en Russie, a noté que non seulement ce concept mais également la pratique stalinienne de la « révolution d'en haut » lui imprimaient une « forte empreinte contre-révolutionnaire ». Elle était, en outre, inhérente à son promoteur, que Tucker a caractérisé comme un « bolchevik de la droite radicale » (82). Les dirigeants staliens de la bureaucratie thermidorienne, en instiguant cette « révolution d'en haut », « ont réorienté le système vers des objectifs très différents » de ceux que les bolcheviks s'étaient fixés, écrivait Lewin. « Il ne s'agissait plus de construire une société où les classes et l'État disparaîtraient, en passant par une phase "socialiste", au sens où Marx, Engels, Lénine et bien d'autres socialistes occidentaux entendaient ce terme. Il s'agissait maintenant d'étatiser, c'est-à-dire de coiffer l'ensemble d'un État dictatorial tout-puissant afin de préserver le système de classes et les privilèges tels qu'ils s'étaient mis en place durant la période d'industrialisation forcée. On peut donc parler ici d'une rupture, non seulement avec la période prérévolutionnaire du léninisme, mais aussi avec sa version fort modifiée d'après la révolution » (83).

Les résultats sociaux de la « révolution d'en haut » peuvent être vus à la lumière des recherches de Grigori Khanine sur la dynamique de l'économie soviétique. En 1928-1941, c'est-à-dire pendant la mise en œuvre, avant la guerre, des trois plans quinquennaux de développement, le taux annuel de croissance économique était plusieurs fois inférieur à ce que prétendaient les autorités de l'État. Il n'était pas de 14 %, mais seulement de 3,2 % (légèrement inférieur à la moyenne des années 1928-1987, qui était en fait, contrairement aux données officielles, de 3,8 %). Pour chaque période quinquennale, la situation se présente comme suit. Au cours de la première (1928-1932), le revenu national a diminué d'environ 15 % à 20 %. Cette situation était due à une baisse importante de la production agricole, qui apportait à l'époque la majeure partie des revenus, et à la collectivisation forcée des campagnes, qui a entraîné une terrible famine. Au cours de la deuxième période (1933-1937), le revenu national a augmenté rapidement en raison du développement très accéléré de toutes les branches de production matérielle. Toutefois, au cours de la troisième (1938-1941), qui a débuté pendant la Grande Terreur de Staline, son taux de croissance s'est fortement ralenti. À l'intérieur des frontières précédentes de l'URSS, la croissance était insignifiante et elle résultait principalement de l'expansion territoriale dans le cadre du pacte Molotov-Ribbentrop (84). Andrea Graziosi affirme que juste avant la guerre « les signes de stagnation étaient évidents même dans les secteurs privilégiés par le régime, qu'il alimentait avec les ressources dont il disposait ». L'Union soviétique « a plongé dans une crise morale, politique et économique dont, paradoxalement, la guerre l'a sauvée » (85).

79. X. Раковский, В. Коссиор, Н. Муралов, В. Каспарова [и О. Ауссем, К. Грюнштейн], « Обращение оппозиции Большевиков-Ленинцев в ЦК, ЦКК ВКП(б) и ко всем членам ВКП(б). (К предстоящей дискуссии) », *Бюллетень Оппозиции (большевиков-ленинцев)* n° 17/18, 1930, pp. 12, 16 [en français : Kh.G. Rakovsky, V.V. Kossior, N.I. Muralov, V.S. Kasparova (avec O.Kh. Aussem, K.E. Grünstein), « Déclaration en vue du XVI^e Congrès du PCUS (12 avril 1930) », *Cahiers Léon Trotski* n° 6, 1980, p. 90-103].

80. Ibidem, p. 16. Marx avait écrit : « La bureaucratie tient en sa possession l'essence de l'État, l'essence spirituelle de la société : c'est sa **propriété privée** ». K. Marx, « Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel » [traduction de M. Rubel], dans idem, *Œuvres III. Philosophie*, Gallimard, Paris 1982, p. 921.

81. Cette citation est tirée de l'un des carnets politiques compilés par des militants de l'opposition de gauche emprisonnés et retrouvés en 2018 sur le terrain de l'ancienne prison de Verkhneouralsk. Il a été publié par A.A. Фокин, « "Кризис революции и задачи пролетариата" и особенности источниковедческого анализа документов большевиков-ленинцев 1930-х годов » [A. A. Fokin, « "Crise de la révolution et tâches du prolétariat" et particularités de l'analyse des sources des documents bolcheviks-léninistes des années 1930 »], *Вестник Пермского университета. История* n° 1 (44), 2019, p. 172.

82. R.C. Tucker, *Stalin in Power. The Revolution from Above, 1928-1941*, W.W. Norton, New York-London 1990, pp. XIV-XV.

83. M. Lewin, *La Formation du système soviétique*, p. 308.

84. Г.И. Ханнин, *Динамика экономического развития СССР* [G.I. Khanin, *Dynamique du développement économique de l'URSS*], Наука, Новосибирск 1991, p. 175. Voir également R.W. Davies, S.G. Wheatcroft (et dans les tomes suivants aussi O. Khlevniuk, M. Harrison), *The Industrialisation of Soviet Russia* vol. 5-7, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke-New York 2009, 2014, 2018 ; A. Graziosi, « The Soviet 1931-1933 Famines and the Ukrainian Holodomor: Is a New Interpretation Possible, and What Would Its Consequences Be? », *Harvard Ukrainian Studies* vol. 27 n° 1/4, 2004-2005, pp. 97-115.

85. A. Graziosi, *L'Urss di Lenin e Stalin. Storia dell'Unione Sovietica 1914-1945*, Il Mulino, Bologna 2007, p. 427.

En s'engageant dans le premier quinquennat, le régime a promis qu'après son achèvement, le salaire réel moyen augmenterait de 70 % par rapport à la période d'avant-guerre. L'économiste soviétique Nikolai Valentinov avait rompu avec le régime et émigré. Il a vérifié ce qu'il en était réellement en 1937, c'est-à-dire après la hausse, d'ailleurs spectaculaire, du revenu national au cours du deuxième quinquennat. Il est avéré que si en 1925 le salaire réel moyen (mesuré au taux fixe du rouble) était de 48,25 roubles et en 1929 de 75 roubles, en 1937 il n'était plus que de 28,25 roubles, soit 63,6 % du salaire moyen d'avant la Première Guerre mondiale. Dans une famille ouvrière de quatre personnes, les dépenses pour les produits alimentaires de première nécessité sont passées de 51 % en 1929 à 87 % du salaire en 1937. Pour le même panier de produits alimentaires, pour lequel il fallait travailler 112 heures avant la guerre et 87 heures en 1929, il fallait travailler 151 heures en 1937. En conséquence, constatait Valentinov, « pour acquérir autant de biens matériels qu'un ouvrier gagnant légèrement (15 %) au-dessus du salaire moyen le faisait en 1929, il faut maintenant que travaillent deux ouvriers ayant au moins un salaire moyen » (86). C'est pourquoi l'emploi des femmes dans l'industrie a nettement augmenté à cette époque.

30 ans plus tard, Alexandre Barsov a révélé dans la presse scientifique soviétique que, contrairement à la croyance générali-

sée, les moyens d'accumulation ne provenaient pendant l'industrialisation que dans une faible mesure de l'agriculture, et donc « ne pouvaient être qu'un surproduit de la sphère non agricole de l'économie – industrie, construction, transport ». Pour que les révélations que le fardeau de l'industrialisation reposait en grande partie sur les épaules des ouvriers soient publiées, Barsov a été obligé d'ajouter un commentaire hypocrite. Il a donc écrit que « c'était l'une des manifestations les plus claires du rôle d'avant-garde de la classe ouvrière soviétique » (87).

En suivant les recherches de Barsov, Michael Ellman a établi que la source principale du taux d'accumulation exceptionnellement élevé à cette époque était l'exploitation absolue des travailleurs – le produit supplémentaire obtenu par l'expansion quantitative de leur force de travail et la réduction colossale de leurs salaires réels (88). Arvind Vyas, suivant également les traces de Barsov, a calculé que « les salaires réels urbains ont chuté de manière drastique au cours du premier plan quinquennal, et si l'on considère même une période plus longue, incluant le deuxième plan quinquennal, ils ont chuté de 43 % entre 1929 et 1937 » (89). Cela a été confirmé par R.W. Davies : « entre 1928 et 1940, le revenu réel par salarié hors agriculture a pu chuter de près de 50 % » (90).

Construction de la bureaucratie stalinienne et consolidation du mode d'exploitation

Profitant de la « révolution archivistique » en Russie post-soviétique, Jeffrey Rossman a reconstitué l'histoire de la grande vague de grèves, de protestations et d'autres formes de résistance de masse par laquelle les ouvriers – et principalement les ouvrières – du textile dans la Région industrielle d'Ivanovo ont réagi au printemps 1932 aux conséquences sociales désastreuses d'une industrialisation incroyablement forcée. En 1917, la concentration de la classe ouvrière y était la plus élevée de toute la Russie et c'était un grand bastion du bolchevisme. « Même parmi les ouvriers qualifiés de la métallurgie dans le "Vyborg rouge" de Petrograd, les bolcheviks ne jouissaient pas d'une hégémonie aussi inébranlable » (91). Dans la région, le pouvoir était en fait passé aux mains des conseils de délégués ouvriers bien plus tôt qu'à Petrograd.

Or, en avril 1932, la région « devient l'épicentre à l'échelle de l'Union soviétique de la résistance ouvrière à la révolution stalinienne "d'en haut" ». Dans les usines d'Ivanovo travaillaient « les ouvriers ayant leur propre expérience et leur propre interprétation de la Révolution d'octobre qu'ils revendiquaient. De ce sentiment est née la conviction qu'il était de leur devoir de juger ceux qui pilotaient la révolution en leur nom. L'évaluation était sévère. Ils s'attendaient au moins à ce que le parti leur offre un meilleur niveau de vie, moins de charges à l'intérieur et à l'extérieur du lieu de travail, et un

certain niveau de démocratie dans l'usine. Pénurie chronique de pain, arriérés de salaire croissants, augmentation brutale des tâches, (dés)organisation tayloriste de la production, persécution de ceux qui avançaient des revendications légitimes – ce n'était pas ce à quoi ils s'attendaient. Ils n'étaient pas non plus enthousiastes à l'idée de construire de nouvelles usines – même celles dans lesquelles ils pourraient eux-mêmes travailler un jour, ou dans lesquelles leurs enfants pourraient travailler – si elles devaient être construites à un coût aussi élevé » (92).

Dans aucune autre région industrielle, le niveau d'inscription des ouvriers au parti n'était aussi faible qu'ici, et, en même temps, probablement nulle part ailleurs les ouvriers n'ont opposé aussi massivement et vigoureusement la revendication du pouvoir des conseils à la dictature du parti et de la police. Au cours de la grève la plus importante de la région et la plus violente, se transformant en insurrection dans la ville de Vitichouga, 17 500 ouvriers l'ont démontré sans équivoque, en saccageant les sièges du Parti communiste, de la milice et de la Guépéou (police politique), mais sans toucher au siège du soviét, car celui-ci, à leurs yeux, pourrait bien servir de siège au nouveau pouvoir, cette fois-ci élu démocratiquement (93). En plus de la réduction drastique des rations alimentaires, la « révolution d'en haut » signifiait pour eux une forte augmen-

86. E. Юрьевский [Н.В. Валентинов/Вольский], « Изменения социальной структуры СССР » [E. Yourievski (N.C. Valentinov/Volski), « Changements dans la structure sociale de l'URSS »], *Русские записки* n° 4, 1938, pp. 142-149, 155-157.

87. А.А. Барсов, « Сельское хозяйство и источники социалистического накопления в годы первой пятилетки (1928-1932) » [A.A. Barsov, « Agriculture et sources d'accumulation socialiste dans les années du premier plan quinquennal (1928-1932) »], *История СССР* n° 3, 1968, p. 82.

88. M. Ellman, « Did the Agricultural Surplus Provide the Resources for the Increase in Investment in the USSR

During the First Five Year Plan? », *The Economic Journal* vol. 85 n° 340, 1975, pp. 853, 860. Ellman a de manière erronée parlé de la plus-value – au lieu du surproduit – bien que celle-ci ne soit produite que dans le mode de production capitaliste, et il a erronément associé une réduction des salaires réels à une augmentation de la plus-value relative, bien qu'une telle réduction augmente dans le capitalisme la plus-value absolue et dans une société « de type soviétique » – le surproduit absolu.

89. A. Vyas, « Primary Accumulation in the USSR Revisited », *Cambridge Journal of Economics* vol. 3 n° 2, 1979, p. 129.

90. R.W. Davies, *Soviet Economic Development from Lenin to Khrushchev*, Cambridge University Press, Cambridge-New York 1998, p. 46.

91. D. Mandel, « October in the Ivanovo-Kineshma Industrial Region », dans E. Rogovin Frankel, J. Frankel, B. Knei-Paz (sous la dir. de), *Revolution in Russia. Reassessments of 1917*, Cambridge University Press, Cambridge-New York 1992, p. 157.

92. J. Rossman, *Worker Resistance Under Stalin. Class and Revolution on the Shop Floor*, Harvard University Press, Cambridge-London 2005, pp. 232-233.

93. Ibidem, pp. 207-230.

Marxisme

tation de l'exploitation absolue de leur force de travail et leur appauvrissement drastique.

Rossmann a documenté le fait que le terme « exploitation » était alors courant dans l'expression des ouvriers. Et pourtant, les appareils idéologiques d'État soviétiques ont répandu et inculqué avec force dans leurs esprits l'affirmation, attribuée à Marx et Engels, selon laquelle l'exploitation était inévitablement abolie avec l'abolition de la propriété privée des moyens de production. La « révolution d'en haut » détruisait justement ce qui restait de cette propriété. Dans la région, cependant, ce « marxisme transgénique » (94) était repoussé par les ouvriers. Tout porte à croire que les dirigeants ouvriers locaux, qui, en règle générale, avaient déjà été actifs en 1917, et qui dénonçaient maintenant la montée de l'exploitation absolue, comprenaient très bien ce que cela signifiait – cette exploitation épuisait la main-d'œuvre et donc était fondamentalement différente de l'exploitation relative, qui repose sur une augmentation de la productivité du travail grâce à l'amélioration de son équipement technique.

Rossmann conclut que l'histoire de la lutte menée par les ouvriers de la Région industrielle d'Ivanovo en avril 1932 est si importante et qu'elle a dû être éradiquée de la mémoire humaine si profondément par l'État car elle « témoigne du fait que les ouvriers ont perçu la révolution stalinienne "d'en haut" comme une trahison de la Révolution d'octobre » et que « bien que le parti ait prétendu gérer toutes les ressources humaines et matérielles de la société, il n'a pas réussi à monopoliser le langage de classe, sans parler des processus de construction de l'identité. Ce fiasco doit être ajouté à la liste des causes de l'effondrement du communisme », tout comme il faut « y ajouter le paradoxe selon lequel la légitimité du communisme était due à une idéologie qui, appropriée (à nouveau) par les travailleurs eux-mêmes, renversait les intentions et l'autorité du parti gouvernant en leur nom » (95).

C'est alors, au cours de la « révolution d'en haut » stalinienne et du premier quinquennat, qu'entre la bureaucratie d'État au pouvoir et la classe ouvrière les rapports d'exploitation ont été fermement établis – et ils se sont encore consolidés au cours des deux quinquennats suivants. Rapports d'exploitation qui sont devenus simultanément les rapports de production dominants. Dans le même temps, le régime stalinien a également introduit deux autres modes d'exploitation connexes : le mode d'exploitation du travail de la paysannerie kolkhozienne et le mode d'exploitation du travail forcé dans le système des camps subordonnés depuis 1934 à l'Administration générale des camps de travail correctif (GOUlag). Les événements dramatiques survenus dans la Région industrielle d'Ivanovo ont montré à la bureaucratie l'énormité de la menace que présentait pour son pouvoir la classe ouvrière.

« Même si les développements n'allaient pas aussi loin, l'action industrielle, les grèves et les manifestations de rue pouvaient neutraliser la volonté du régime de consolider son pouvoir par une industrialisation forcée. Le régime devait donc vaincre la classe ouvrière tout en masquant son attaque par la rhétorique de la construction du socialisme », écrit Donald Filtzer. « Dans sa politique il

tentait surtout de briser la classe ouvrière, de saper sa cohésion et sa solidarité, de la couper une fois pour toutes de ses traditions militantes et de détruire sa capacité d'action collective en tant que force historique consciente d'elle-même » (96).

Au cours de ses recherches, Filtzer a identifié les moyens par lesquels le régime stalinien y est parvenu. Ils « fonctionnaient simultanément et se renforçaient mutuellement : la répression physique ; le gonflement des rangs de la classe ouvrière par des paysans qui n'avaient aucune tradition de vie industrielle et donc aucune expérience de la grève et de l'action collective en général ; le retrait de la production de nombreux ouvriers âgés ; l'affaiblissement de la cohésion du prolétariat en offrant à une minorité non négligeable de celui-ci des possibilités d'avancement vers les rangs de la bureaucratie et de l'élite ». La dite émulation socialiste et le travail dit de choc servaient à désagréger l'unité ouvrière. « La pauvreté et les conditions de travail plus dures ont fait que la lutte pour la survie individuelle a pris le pas sur les protestations collectives, même de nature purement défensive ». D'une part « la forte différenciation au sein de la classe ouvrière a érodé davantage sa cohésion interne, séparant les travailleurs modèles – stakhanovistes, privilégiés – des ouvriers de base. De cette façon, le régime a fini par réussir à briser la classe ouvrière en tant que force collective. L'autre facette de ce processus a été le recrutement effectif au sein de la classe ouvrière de nombreux membres du régime qui, une fois dans l'appareil, se sont comportés non pas comme des ouvriers mais comme ceux qui exerçaient le pouvoir sur les ouvriers ». Le paradoxe c'est que « des divisions de classe de plus en plus marquées se produisaient en même temps que la classe exploiteuse devenait plus "prolétarienne" par ses origines » (97).

Cependant, tout cela ne suffisait pas pour étouffer la classe ouvrière. Il était nécessaire de transformer radicalement la bureaucratie elle-même. La domination de la bureaucratie thermidorienne s'est développée sur le terrain, exceptionnellement fertile pour elle, des défaites successives des révolutions dans le monde, auxquelles elle a elle-même contribué, en particulier la défaite de la révolution chinoise en 1927. Dans son livre sur l'évolution de l'Internationale communiste publié en 1930, Trotski la nommait en sous-titre « le grand organisateur des défaites » (98). À l'échelle internationale, cependant, rien n'a mieux consolidé la domination de la bureaucratie soviétique que la victoire du nazisme en Allemagne en 1933, à laquelle elle a apporté une contribution particulière. Avec sa campagne associant le courant social-démocrate du mouvement ouvrier au fascisme (« social-fascisme »), elle a saboté efficacement le front unique ouvrier en Allemagne, sans lequel aucune lutte efficace contre le mouvement nazi n'était possible. À son tour, elle a contraint les communistes allemands à une rivalité avec les nazis sur le terrain nationaliste, une rivalité menant à l'abîme. Le revers de la terrible défaite du mouvement ouvrier allemand – jusqu'alors le plus puissant du monde – a été la solidification du régime bureaucratique en Union soviétique, tout comme, à son tour, le déclenchement de la révolution ouvrière en Espagne en juillet 1936, juste après la vague massive d'occupations d'usines par les travailleurs en France, s'est traduit par le déclenchement de la Grande Terreur en URSS.

Le jour même où, à Moscou, le Politburo approuvait formellement la décision d'accorder une aide militaire à la République espagnole, il adoptait également une résolution sur la répression du trotskisme, c'est-à-dire sur l'extermination physique de toutes celles et ceux stigmatisés au Kremlin comme trotskistes, alors que dans leur écrasante majorité ils ne l'étaient pas. Cette tâche fut confiée à Nikolaï Iejov, nommé trois jours plus tôt commissaire du peuple à l'Intérieur. En fait, la résolution concernait également

94. Claudia Korol a forgé le terme en écrivant sur les « manuels soviétiques d'un marxisme frelaté, transgénique ». C. Korol, « Volver a Camilo », dans C. Korol, K. Peña, N. Hurtado (sous la dir. de.), *Camilo Torres. El amor eficaz*, América Libre, Buenos Aires 2010, pp. 13–14.

95. J. Rossmann, op. cit., p. 236.

96. D. Filtzer, *Soviet Workers and Stalinist Industrialization. The Formation of Modern Soviet Production Relations, 1928-1941*, Pluto Press, London-Sydney-Dover-New Hampshire 1986, pp. 254-255.

97. Ibidem, p. 255.

98. L. Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine, ou Le grand organisateur des défaites*, PUF, Paris 1979.

l'Espagne, le Kremlin ayant été fortement impressionné par le rapport d'un fonctionnaire du Komintern. En Europe occidentale, rapportait-il, les trotskistes prétendent avoir prévu la révolte des généraux fascistes contre la république et assurent que, face aux armées des fascistes, « l'Espagne ne sera pas sauvée par une république bourgeoise, mais par une révolution prolétarienne » (99).

Ce qui, aux yeux de Staline, était important en Espagne, ce n'était pas l'influence politique des trotskistes, qui n'y étaient qu'une poignée, tandis que parmi les ouvriers révolutionnaires les socialistes et les anarcho-syndicalistes étaient de loin majoritaires. Ce qui était important, c'est qu'à la suite du déclenchement de la révolution en Espagne, au Kremlin « on a eu l'impression que l'Espagne était un terrain fertile pour la mise en œuvre réussie des thèses et des prévisions trotskistes. Ce n'était pas quelque chose que l'on pouvait observer calmement à Moscou », constate Ángel Viñas. Il précise qu'« aucun aspect significatif de la politique communiste ou soviétique de l'époque », y compris l'intervention de l'URSS en Espagne, « ne peut être compris sans le relier aux actions dirigées contre le trotskisme » (100) et, en fait, contre la menace réelle ou potentielle de la révolution – en URSS et ailleurs.

En mai 1937, la police républicaine dirigée par les stalinien attaque le central téléphonique de Barcelone, qui était contrôlé par des anarcho-syndicalistes. Cela a provoqué une grève générale dans la ville et des combats armés entre les forces gouvernementales et les milices ouvrières. Ces actions ont été menées par des militants anarchistes radicaux opposés au ministérialisme pratiqué par la direction de leur propre mouvement (101). L'émissaire de Staline, Stoyan Minev, rapportait d'abord que c'était un « putsch anarchiste », notant par ailleurs que les milices du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) se sont jointes au soulèvement, en tant qu'une force secondaire ou supplémentaire. Il qualifiait le POUM de trotskiste, alors que Trotski lui-même ne considérait pas le POUM comme un parti révolutionnaire et le critiquait sévèrement.

Quelques jours plus tard, vraisemblablement sur ordre de Moscou, Minev a corrigé substantiellement son rapport – il affirmait maintenant qu'il s'agissait principalement d'un putsch trotskiste, et non anarchiste. Il écrivit : « Les inspireurs, les arrangeurs, les organisateurs et les dirigeants du putsch ont été les trotskistes (poumistes), la jeunesse anarchiste libertaire (parmi laquelle on trouve de nombreux trotskistes) et la fraction extrémiste de la FAI (Fédération anarchiste ibérique), agissant avec l'aide de certains groupes et dirigeants de la CNT » (Confédération nationale du travail). Cette fois-ci, Minev qualifiait le POUM de « détachement organisé de la cinquième colonne de Franco », alors qu'il faisait l'éloge des dirigeants de la CNT, y compris des ministres anarcho-syndicalistes, qui « ont fait de grands efforts pour empêcher la participation des masses ouvrières au putsch » (102). À Moscou, après la réception de la nouvelle version du rapport de Minev, même dans les documents secrets, il était obligatoire de décrire ces événements comme « une tentative de putsch contre-révolutionnaire, entreprise par des trotskistes et des éléments extrémistes parmi les anarchistes » (103).

Au Kremlin on avait besoin d'une version révisée de cette façon par Minev des événements de Barcelone pour accuser le maréchal Mikhaïl Toukhatchevski et une grande partie des cadres de l'Armée rouge de participation en URSS à une « conspiration militaro-fasciste trotskiste antisoviétique ». Toukhatchevski a été arrêté 10 jours après que le second rapport corrigé de Minev sur le « putsch en Catalogne » fut parvenu au Kremlin. Staline, s'efforçant à que ce « putsch » soit associé à une « conspiration » au sein de l'armée soviétique, a annoncé : les conspirateurs « veulent faire de l'URSS une deuxième Espagne » (104). Le « putsch » et la « conspiration

» étaient censés être liés par le fait que l'une des deux organisations politiques qui formaient le POUM avait auparavant appartenu, seulement pour un temps, à l'Opposition de gauche internationale dirigée par Trotski, et que les commandants militaires soviétiques « conspirateurs » avaient appartenu à la direction de l'Armée rouge à l'époque où Trotski se trouvait à sa tête.

Le régime stalinien naissant était désormais confronté à deux tâches interdépendantes. La première consistait à écraser la révolution en Espagne, même au prix de la condamnation de la république à la défaite et en ouvrant la voie à la victoire des troupes fascistes. La défaite du soulèvement en Catalogne et l'interdiction du POUM ont permis qu'en Aragon les troupes républicaines commandées par le stalinien Enrique Lister aient pu employer ouvertement la terreur contre-révolutionnaire pour renverser le pouvoir révolutionnaire, exercé de facto dans cette région par les anarcho-syndicalistes, et liquider les fermes collectives créées à leur initiative (105). Cela a été réalisé « par la force militaire des communistes, des socialistes de droite et d'autres éléments antirévolutionnaires. La chute du Conseil d'Aragon a été un grand pas sur la voie de la défaite de la révolution espagnole » (106). La répression de la police secrète républicaine, qui était dirigée par des officiers soviétiques, a fait le reste. Les autorités soviétiques ont rapidement commencé à se retirer de leur engagement en Espagne. Le personnel rappelé de là-bas a été réprimé de manière préventive à son retour au pays, car il était soupçonné d'être infecté par la révolution. Seuls les émissaires de Staline, comme le mentionné Minev, n'ont pas fait l'objet de répression car Staline était sûr qu'ils n'étaient pas menacés par la « peste » révolutionnaire.

La deuxième tâche consistait à déclencher la Grande Terreur. Il s'agissait d'écraser, par des meurtres de masse et d'autres répressions, toutes les forces sociales réelles ou potentielles, dont notamment la classe ouvrière, qui s'était agrandie avec l'industrialisation, et toutes les tendances collectives et même individuelles à la contestation. Mais cette terreur avait aussi un but très particulier : assassiner, envoyer dans des camps de travail forcé, et en général briser de diverses manières la bureaucratie thermidorienne elle-même. Le premier pas dans cette direction a été la liquidation des

99. Rapport de P.A. Choubine (Willenski), dans C.П. Пожарская, А.И. Саплин (sous la dir. de), *Коминтерн и гражданская война в Испании. Документы* [S.P. Pojarskaya, A.I. Saplin, *Le Komintern et la guerre civile espagnole. Documents*], Наука, Москва 2001, p. 116.

100. Á. Viñas, « La decisión de Stalin de ayudar a la República: un aspecto controvertido en la historiografía de la Guerra Civil », *Historia y Política. Ideas, Procesos y Movimientos Sociales* n° 16, 2006, pp. 96, 99. Voir également D. Kowalsky, « Operation X: Soviet Russia and the Spanish Civil War », *Bulletin of Spanish Studies: Hispanic Studies and Researches on Spain, Portugal and Latin America* vol. 91 n° 1/2, 2014, p. 175.

101. D. Evans, *Revolution and the State. Anarchism in the Spanish Civil War, 1936-1939*, Routledge, Abingdon-New York 2018, pp. 89-148.

102. Rapports de I. Stiepanov (Moreno) [S. Minev] des 4-7 et 11 mai 1937, dans C.П. Пожарская, А.И. Саплин (sous la dir. de), op. cit., pp. 263-265, 276-279.

103. Voir la première étude de l'expérience de la guerre en Espagne, réalisée au plus tard le 5 juin 1937 par la Direction générale des renseignements (GRU) de l'Armée rouge, dans А.Р. Ефименко, Н.А. Мышов, Н.С. Тархова (sous la dir. de), *РККА и Гражданская война в Испании 1936-1939 гг. Сборники информационных материалов Разведывательного управления РККА* [A.R. Efimenko, N.A. Mychov, N.S. Tarkhova, *L'Armée rouge et la guerre civile espagnole. Collections de matériaux d'information de la GRU*] vol. 1, РОССПЭН, Москва 2019, p. 484.

104. Le discours de Staline dans Н.С. Тархова (sous la dir. de), *Военный совет при народном комиссаре обороны СССР. 1-4 июня 1937 г. Документы и материалы* [N.S. Tarkhova, *Le Conseil militaire auprès du Commissaire du peuple pour la défense de l'URSS. 1-4 juin 1937. Documents et matériaux*], РОССПЭН, Москва 2008, p. 133.

105. G. Kelsey, *Anarchosyndicalism, Libertarian Communism and the State. The CNT in Zaragoza and Aragon, 1930-1937*, Kluwer, Dordrecht-Boston-London 1991, pp. 148-180 ; R.J. Alexander, *The Anarchists in the Spanish Civil War*, Janus, London 2007, pp. 802-830.

106. R.J. Alexander, op. cit., pp. 829-830.

Marxisme

cadres de l'armée. Certes, en raison de son caractère thermidorien, la bureaucratie soviétique avait des racines révolutionnaires, mais elles étaient, après tout, taries depuis longtemps. Aux yeux de Staline et de la direction stalinienne, cependant, il y avait un danger que la vie éclore à nouveau de ces racines, à partir des étincelles de la révolution espagnole ou sous l'influence d'autres facteurs, en divers points et à divers niveaux de l'appareil bureaucratique. Cette bureaucratie-là ne garantissait pas qu'elle maintienne à long terme les méthodes d'exploitation introduites lors de la « révolution d'en haut », que certains de ses segments ne se détournent pas de la dictature stalinienne, ni même qu'ils ne s'expriment pas contre elle. Quelques années auparavant, Rakovsky avait qualifié l'Union soviétique d'« État bureaucratique à survivances prolétariennes communistes ». Maintenant, ces survivances devaient être impi-toyablement éradiquées.

Trotsky a écrit à propos de Staline que dans la première moitié des années 1920, « avant qu'il n'ait lui-même entrevu sa voie, la bureaucratie l'avait choisi » (107) comme dirigeant. Maintenant c'est lui qui créait sa propre bureaucratie. Afin de consolider et de sauvegarder le système formé lors de la « révolution d'en haut », il était nécessaire de remplacer largement la bureaucratie thermidorienne par une nouvelle bureaucratie, déjà purement stalinienne, dans laquelle prédomineraient des éléments nouveaux. Leur principal avantage : ils ne seraient pas chargés du défaut fatal de la bureaucratie existante – ils n'auraient pas de racines révolutionnaires et ne seraient pas porteurs des « survivances prolétariennes communistes ». Au lieu de cela, ils seraient enracinés dans la « révolution d'en haut » contre-révolutionnaire, dans les appareils qui ont collectivisé la campagne, industrialisé l'économie et en même temps assuré à ces nouveaux éléments une promotion sociale. C'est justement « grâce à eux qu'a commencé à régner l'atmosphère de jeunesse et de progrès, le triomphe de la jeune génération stalinienne, qui se produisait au moment même où les forces des ténèbres représentées par les vieux bolcheviks se dispersaient » (108).

Aujourd'hui il y a des preuves sérieuses que la Grande Terreur était préparée depuis plusieurs années. Balazs Szalontai a établi que Staline a expérimenté à l'avance en Mongolie, la première « république populaire », dès 1933-1934, au moins les tactiques et les techniques, sinon toute la stratégie de la Grande Terreur contre la couche bureaucratique existante. C'est justement contre l'élite du pouvoir mongol que les agents de la police secrète soviétique ont

appliqué pour la première fois « les méthodes caractéristiques de la Grande Terreur soviétique (purge et exécution des hauts cadres du parti, procès mis en scène, recours systématique à la torture pour obtenir de faux aveux et des accusations d'espionnage) ». « Il est totalement improbable qu'ils aient inventé des méthodes aussi sophistiquées uniquement pour l'usage mongol et qu'ils n'aient pas eu l'intention de les utiliser chez eux » (109).

La construction par le haut d'une nouvelle bureaucratie, cette fois-ci purement stalinienne, a couronné la contre-révolution. Le rapport d'exploitation entre la bureaucratie au pouvoir et la classe ouvrière ne pouvait à présent être consolidé que comme un rapport de production. Filtzer écrit : « Les contours de la structure de classe émergente ont souvent été brouillés au cours de cette période par une énorme fluidité et mobilité sociale. De nombreux membres de l'ancien appareil bureaucratique ont perdu leur poste et même leur vie, tandis que dans le même temps, des dizaines et finalement des centaines de milliers d'anciens ouvriers – dont certains étaient eux-mêmes des recrues récentes originaires de la paysannerie décimée – ont intégré l'élite en tant que fonctionnaires du parti et bureaucrates d'État ou en tant qu'administrateurs d'usine. Il est important de réaliser que sous l'apparence du chaos et de la fluidité sociale, de l'effondrement des structures traditionnelles et de la formation de nouvelles sous-structures au sein de la classe ouvrière, un **rapport de classe** particulier s'est formé entre la nouvelle force de travail, qui créait le surproduit social, et la nouvelle élite qui l'expropriait. Indépendamment du nombre de membres de la bureaucratie qui sont morts au cours de la campagne contre les « parasites économiques » dans les premières années de l'industrialisation ou pendant les Purges et la Terreur de 1936-1938, et quel que soit le nombre d'ouvriers qui ont intégré l'élite, ce rapport de classe a évolué au cours des années 1930 jusqu'à ce qu'il se solidifie finalement en une forme reproductible, bien qu'historiquement instable » (110).

Avec l'établissement de la domination de la nouvelle bureaucratie stalinienne, la nouvelle classe ouvrière, fondue dans le creuset des rapports d'exploitation, a cessé également d'être une force sociale collective, c'est-à-dire capable d'auto-activité et d'auto-organisation de masse, pendant près de 60 ans. La bureaucratie dirigeante de l'URSS a réussi à accomplir quelque chose que les pouvoirs dans le monde ne réussissent que très rarement à réaliser. Elle a dépouillé les ouvriers de leur puissance innée et potentielle, mais aussi très réelle, qui, à partir de la seconde moitié des années 1830, d'abord en Angleterre, puis avec l'expansion du capitalisme à l'échelle internationale, a exercé une influence toujours plus grande sur le cours de l'histoire. Au moment même où le régime stalinien réussissait à brider la classe ouvrière, qui croissait pour devenir une grande et nombreuse force sur le vaste territoire de l'État soviétique, en Allemagne le régime nazi écrasait le mouvement ouvrier par sa terreur.

Le mouvement syndical américain, quant à lui, connaissait depuis 1934 le plus grand essor de son histoire, et le mouvement syndical moderne, d'industrie, naissait. Grâce aux grandes grèves, ce mouvement a même brisé les murs des plus puissants bastions du capital, s'y est installé et a imposé les accords collectifs de travail (111). Ensuite, profitant de la situation de plein-emploi dans des conditions d'économie de guerre et encouragés par la lutte gréviste persistante et réussie du syndicat des mineurs, les ouvriers ont rompu en masse la promesse syndicale de ne pas faire grève pendant la guerre. Les profits ont explosé, les prix ont augmenté et les salaires devaient être gelés, mais la fièvre gréviste les a efficacement dégelés (112). Dans les ateliers de nombreuses grandes usines, le contrôle des travailleurs sur les procès de travail s'est développé au point d'y créer des situations de double pouvoir (113).

107. L. Trotsky, *De la révolution*, Éditions de Minuit, Paris 1963, p. 503.

108. R. Conquest, *The Great Terror: A Reassessment. 40th Anniversary Edition*, Oxford University Press, Oxford-New York 2008, p. 93.

109. B. Szalontai, « The Dynamic of Repression: The Global Impact of the Stalinist Model, 1944-1953 », *The Mongolian Journal of International Affairs* vol. 10, 2003, p. 124. Outre la République populaire de Mongolie, la Grande Terreur englobait également deux autres protectorats soviétiques : la République populaire de Touva (incorporée ultérieurement, en 1944, à l'URSS) et le Xinjiang, une province de Chine qui, à l'époque, était également une « république populaire » informelle dirigée par le seigneur de la guerre dissident du Kuomintang, Sheng Shicai, personnellement admis par Staline au Parti communiste soviétique.

110. D. Filtzer, « Stalinism and the Working Class in the 1930s », dans J. Channon (sous la dir. de), *Politics, Society and Stalinism in the USSR*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke-New York 1998, p. 165.

111. I. Bernstein, *Turbulent Years. A History of the American Worker, 1933-1941*, Houghton Mifflin, Boston 1971 ; N. Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit. Walter Reuther and the Fate of American Labor*, Basic Books, New York 1995, pp. 74-247.

112. M. Dubofsky, W. Van Tine, *John L. Lewis. A Biography*, Quadrangle/The New York Times Book, New York 1977, pp. 203-440 ; M. Glaberman, *Wartime Strikes. The Struggle Against the No Strike Pledge in the UAW During World War II*, Bewick, Detroit 1980.

113. N. Lichtenstein, « Conflict over Workers' Control: The Automobile Industry in World War II », dans M.H. Frisch, D.J. Walkowitz (sous la dir. de), *Working-Class America. Essays on Labor Community and American Society*, University of Illinois Press, Urbana-Chicago-London 1983, pp. 284-311.

Encore au cours des premières années de l'après-guerre, C. Wright Mills – très impressionné par l'élan du contrôle ouvrier dans les entreprises et la puissance sociale du mouvement syndical – semblait penser que ses dirigeants auraient la chance de prendre bientôt le pouvoir dans l'État. Il l'a exprimé dans sa première œuvre sociologique (114).

En Union soviétique, dans les années d'après-guerre, la classe ouvrière était mise en tutelle par le régime stalinien et ses lois du travail draconiennes, bien plus que jamais auparavant ou depuis : « l'une des différences les plus importantes entre le processus d'ac-

cumulation des années 1930 et celui de l'après-guerre a été l'érosion de la distinction entre le travail forcé et le travail libre » (115).

Au sein du mouvement ouvrier international, il y a donc eu une divergence, d'une grande portée dans ses effets historiques, entre ses trois grands centres cruciaux. Quand le mouvement ouvrier a déferlé en Amérique du Nord, il a été éradiqué en Allemagne et en Russie. Le sort d'aucune lutte sociale dans l'histoire n'a autant dépendu de leur interaction et de leur convergence internationales que le sort des luttes ouvrières.

Assimilation structurelle stalinienne des périphéries est-européennes

Avant que les partis communistes n'assument le pouvoir d'État en Europe de l'Est, qui, en raison de la division du monde entre les puissances victorieuses, se trouvait dans la « sphère d'intérêts » soviétique, ils ont subi la première d'une série de mutations politiques successives, consistant en la rupture de leur propre continuité politique. Cela était nécessaire pour la transformation de ces partis ouvriers en partis de la bureaucratie au pouvoir. Dans le cas extrême de la Pologne, la rupture a eu lieu très tôt et de manière radicale, et même avant la guerre. À la fin des années 1930, la direction de l'Internationale communiste a dissous, sur ordre de Staline, le Parti communiste polonais (KPP), et ses nombreux cadres exilés en URSS ont été presque entièrement exterminés. Le nouveau Parti ouvrier polonais (PPR), créé au début de l'année 1942, présentait une discontinuité profonde par rapport à l'ancien KPP. Il n'en était pas de même pour les partis communistes des autres pays appartenant à la « sphère d'intérêts » soviétique (116). Les processus de rupture de la continuité y ont été échelonnés, progressifs et, bien que n'étant pas difficiles à démontrer analytiquement, masqués avec beaucoup de succès.

Dans l'entre-deux-guerres, la stalinisation inégale et incomplète du mouvement communiste en dehors de l'URSS, combinée à sa subordination croissante aux appareils de l'État soviétique, n'avait pas encore complètement éradiqué son internationalisme. Juste avant le déclenchement de la guerre germano-soviétique, Staline a ordonné un nouveau cours au mouvement. Georgi Dimitrov, secrétaire général du Komintern, a consigné alors dans son journal le message suivant de son patron soviétique, transmis à lui et à ses associés par Andrei Jdanov : « Il faudra développer l'idée d'une combinaison d'un nationalisme sain et bien compris avec l'internationalisme prolétarien. Dans les différents pays, l'internationalisme prolétarien doit s'enraciner dans un tel nationalisme. (Le camarade Staline a expliqué qu'il ne peut y avoir de contradiction entre le nationalisme, correctement compris, et l'internationalisme prolétarien. Un cosmopolitisme sans racines qui nie le sentiment national et le concept de patrie n'a rien en commun avec l'internationalisme prolétarien. Un tel cosmopolitisme ouvre la voie au recrutement d'espions, d'agents ennemis). » (117)

Pendant la guerre, tous les partis communistes opérant dans la future « sphère d'intérêts » soviétique ont donc été contraints de subir une mutation qui a consisté à « enraceriner définitivement l'internationalisme » – qui signifiait désormais une subordination absolue aux intérêts étatiques de l'URSS – dans un « nationalisme sain et bien compris ». Le stalinisme, en inculquant à ces partis un nationalisme contraire à leur nature, les a soumis à une « modification génétique ». Après la guerre, le renversement du capitalisme dans les pays d'Europe centrale et orientale a résulté de la néces-

sité d'un ajustement et d'une assimilation structurels des systèmes politiques et socio-économiques de ces pays au système soviétique. Ainsi, le renversement du capitalisme n'a pas eu lieu par le biais de révolutions – Moscou les avait inexorablement exclues.

Les partis communistes n'ont pas été portés au pouvoir par des mouvements de masse. Ces partis n'ont pas cherché à le faire même là où le sentiment populaire anticapitaliste était largement répandu. Si les conseils d'entreprise établissaient un contrôle ouvrier dans les entreprises et aspiraient à les gérer, les communistes staliniens y mettaient fin rapidement. Ils ont par contre cherché à pénétrer les appareils d'État, en commençant autant que possible par l'appareil de la sécurité (police politique secrète). Ils ont pris le pouvoir sous le couvert ou dans l'ombre de l'armée, des services spéciaux et d'autres appareils d'État soviétiques. Dans certains pays, cela s'est produit rapidement, dans d'autres cela a pris plusieurs années, ce qui dépendait de nombreux facteurs : les rapports de forces internes et les combinaisons politiques possibles, les considérations internationales dans la politique soviétique, l'importance stratégique primaire, secondaire ou tertiaire d'un pays donné pour le Kremlin, etc. Les nouvelles autorités ont décrété l'expropriation du capital et des classes possédantes en général par la nationalisation généralisée de l'économie et la réforme agraire (118). Les partis communistes « génétiquement modifiés » ont légitimé par le nationalisme leur monopole du pouvoir progressivement établi. Nationalisme qui s'est matérialisé dans les nettoyages

114. C.W. Mills, *The New Men of Power. America's Labor Leaders*, New York, Harcourt Brace 1948. Voir également N. Lichtenstein, « The New Men of Power », *Dissent* vol. 48 n° 4, 2001, pp.121-130.

115. D. Filtzer, *Soviet Workers and Late Stalinism. Labour and the Restoration of the Stalinist System after World War II*, Cambridge University Press, Cambridge-New York 2004, p. 8.

116. Certains historiens pensent qu'avec l'enlèvement de Stefan Foris, secrétaire général du Parti communiste roumain, par la soi-disant « faction des prisons » (comprenant les militants dirigés par Gheorghe Gheorghiu-Dej qui avaient passé la guerre dans les prisons roumaines, et non dans la clandestinité, comme Foris, ou en URSS, comme Anna Pauker) en 1944 et son assassinat deux ans plus tard, il y a également eu une rupture complète dans la continuité historique du parti. « Le communisme roumain d'avant et d'après-guerre ce sont deux mondes complètement différents » et la rupture qui s'est produite en 1944 « est aussi complète qu'était profond le fossé séparant le socialisme des disciples de Constantin Dobrogeanu-Gherea et le communisme léniniste en 1921 ». A. Cioroianu, Pe umerii lui Marx. *O introducere în istoria comunismului românesc*, Curtea Veche, București 2005, p. 50. Voir également P. Câmpeanu, *Ceaușescu, anii numărătorii inverse*, Polirom, Iași 2002, pp. 106-151.

117. I. Banac (sous la dir. de), *The Diary of Georgi Dimitrov, 1933-1949*, Yale University Press, New Haven-London 2003, p. 163.

118. B. Fowkes, *The Rise and Fall of Communism in Eastern Europe*, Macmillan Press, Houndmills, Basingstoke-London 1995, pp. 6-71 ; J. Rothschild, N.M. Wingfield, *Return to Diversity. A Political History of East Central Europe Since World War II*, Oxford University Press, New York-Oxford 2000, pp. 75-146.

Marxisme

ethniques, dans l'oppression des minorités nationales et leur assimilation forcée, ainsi que dans la reproduction des modèles politiques, idéologiques et culturels de l'État uninational élaborés au cours de l'entre-deux-guerres par les régimes et les mouvements radicaux de droite. Avant la « modification génétique » ces partis n'avaient pas de modèles nationalistes propres, ils les ont donc empruntés à ceux qui en avaient (119).

Le caractère satellite de ces partis était également dû au fait qu'ils étaient minoritaires non seulement dans les sociétés mais même dans les mouvements ouvriers de leurs pays. Cependant, une fois qu'ils se sont intégrés dans les appareils d'État, et surtout lorsqu'ils ont pris le pouvoir, ils ont pu augmenter de façon phénoménale le nombre de leurs adhérents et devenir instantanément des partis de masse. Sur les lieux de travail, « on forçait les salariés à rejoindre le parti comptant à cet effet avec la participation généralisée des départements du personnel et avec d'autres pressions administratives » (120). Selon les données de l'historiographie de l'époque de la Pologne populaire, jusqu'en juillet 1944, c'est-à-dire encore sous l'occupation allemande, le nombre de membres du PPR s'élevait à 20 000. En janvier 1945, les rangs de ce parti ne comptaient officiellement que 30 000 personnes, mais en février, le PPR comptait déjà 176 000 membres, et en avril 302 000. Cette croissance réelle ou seulement sur le papier a provoqué chez la direction du parti soit de l'anxiété, soit un réflexe de bon sens, de sorte que suite à une « vérification » le nombre de membres a été réduit à 189 000 dès juillet. Jusqu'à la mi-1948, selon les données du parti, les rangs du PPR ont à nouveau augmenté par rapport à juillet 1944, jusqu'à 50 fois ; toutefois la grande majorité des membres formels ne cotisaient pas (121).

Les recherches de Jędrzej Chumiński montrent que les ouvriers membres du PPR – contrairement aux ouvriers du Parti socialiste – constituaient dans les usines le secteur des salariés le moins éduqué et sans expérience professionnelle (122). Leur adhésion au PPR « était le résultat d'une intensification significative des attitudes conformistes-opportunistes et présentant un haut niveau d'autoritarisme », et donc aussi le résultat d'une tendance de soumission à « un État non démocratique dont toutes les sphères de la vie sociale étaient subordonnées à la bureaucratie centralisée du parti ». Le manque de culture politique parmi la masse des membres du parti était l'une des principales raisons de « l'influence relativement faible du parti communiste dans les milieux ouvriers » (123). Cela fut visible lors des grandes grèves des travailleuses du textile de Łódź en 1947 et de Żyrardów en 1951. Dans les deux cas, « si une ouvrière ayant une expérience [d'avant-guerre] des méth-

odes de résistance et connaissant la tradition gréviste éteignait sa machine, le reste la suivait » (124), indépendamment de l'appartenance partisane.

Dans les autres sociétés du bloc émergent, les partis de masse stalinien se sont formés de manière tout aussi miraculeuse. Il paraît que, proportionnellement à la population du pays, le Parti communiste tchécoslovaque est devenu dans les années d'après-guerre le plus grand parti communiste du monde. Légal, massif et parlementaire avant la guerre, il devait maintenant son très grand soutien populaire principalement à deux facteurs. D'une part, il s'agissait de la radicalisation anticapitaliste du prolétariat des grandes industries (qui n'a pas été altérée par le fait que le PCT paralysait vigoureusement le mouvement autogestionnaire des conseils d'entreprise). D'autre part, il s'agissait du rôle joué par ce parti après la guerre dans la campagne chauvine de nettoyage ethnique généralisé, contre les minorités allemande et hongroise. Les deux minorités ont été expulsées avec la participation dominante des communistes (125).

Comme dans d'autres pays d'Europe de l'Est, en Tchécoslovaquie le nettoyage ethnique a été, en plus de l'assimilation structurelle, l'une des bases de la construction d'un État satellite, dans ce cas non pas uni- mais bi-national. Les communistes tchécoslovaques étaient déjà solidement implantés dans les principaux appareils d'État, en particulier l'appareil de sécurité publique, lorsque la coalition gouvernementale nationaliste à laquelle ils appartenaient s'est effondrée en février 1948. Dans ces circonstances, ils ont organisé un coup d'État soutenu par une grève générale très symbolique – d'une heure seulement – et ont pris tout le pouvoir. Eux-mêmes n'ont jamais qualifié ce coup de révolution. Jon Bloomfield, reprenant le concept développé par Antonio Gramsci – ou du moins le terme forgé par lui – a qualifié le coup d'État en Tchécoslovaquie de « révolution passive », notant que son impulsion est « venue d'en haut et de l'étranger, ce qui a eu d'énormes implications » (126). S'il s'agissait d'une « révolution passive », on voit immédiatement quelle était la principale différence entre elle et une « révolution active » comme la yougoslave : le fait que, contrairement à cette dernière, elle était structurellement assimilable par le régime stalinien.

Dans l'Europe occupée par l'Allemagne, les communistes yougoslaves étaient les seuls à ne pas adopter la ligne de « résistance antifasciste » imposée par Moscou, mais à mener une guerre révolutionnaire, et la puissante Armée populaire de libération qu'ils ont formée a libéré le pays essentiellement par ses propres moyens. Ils ont rejeté le partage des influences en Yougoslavie convenu par Winston Churchill et Staline – il s'agissait d'un partage « moitié-moitié » (127). Après la rupture avec Staline en 1948, Josip Broz Tito

119. K. Verdery, *National Ideology Under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceaușescu's Romania*, University of California Press, Berkeley-Los Angeles-Oxford 1991 ; M. Savova-Mahon Borden, *The Politics of Nationalism Under Communism in Bulgaria. Myths, Memories, and Minorities* (Dissertation), University of London. University College London. The School of Slavonic and East European Studies, London 2001 ; M. Mevius, *Agents of Moscow. The Hungarian Communist Party and the Origins of Socialist Patriotism 1941-1953*, Oxford University Press, Oxford-New York 2005 ; Y. Sygkelos, *Nationalism from the Left. The Bulgarian Communist Party during the Second World War and the Early Post-War Years*, Brill, Leiden-Boston 2011 ; J.C. Behrends, « The Stalinist *volonté générale*: Legitimizing Communist Statehood (1935-1952). A Comparative Perspective on the USSR, Poland, Czechoslovakia, and Germany », *East Central Europe/L'Europe du centre-est* vol. 40 n° 1/2, 2013, pp. 37-73 ; S. Bottoni, *Stalin's Legacy in Romania. The Hungarian Autonomous Region, 1952-1960*, Lexington Books, Lanham-Boulder-New York-London 2018.

120. J. Chumiński, *Robotnicy polscy 1945-1956. « Stary » i*

« nowy » *ośrodek przemysłowy na przykładzie Krakowa i Wrocławia*, Wydawnictwo Uniwersytetu Ekonomicznego we Wrocławiu, Wrocław 2015, p. 155.

121. N. Kołomejczyk, M. Malinowski, *Polska Partia Robotnicza 1942-1948*, Książka i Wiedza, Warszawa 1986, pp. 51, 225, 262 ; M. Szumiło, *Roman Zambrowski 1909-1977. Studium z dziejów elity komunistycznej w Polsce*, Instytut Pamięci Narodowej, Warszawa 2014, pp. 165, 183-184 ; P. Kenney, *Rebuilding Poland. Workers and Communists, 1945-1950*, Cornell University Press, Ithaca-London 1997, p. 219.

122. J. Chumiński, op. cit., pp. 163-168.

123. Ibidem, pp. 180, 163, 182.

124. P. Kenney, op. cit., p. 128 ; M. Fidelis, *Kobiety, komunizm i industrializacja w powojennej Polsce*, W.A.B., Warszawa 2010, p. 110.

125. M. Heimann, *Czechoslovakia. The State That Failed*, Yale University Press, New Haven-London 2011, pp. 150-176.

126. J. Bloomfield, *Passive Revolution. Politics and the Czechoslovak Working Class, 1945-1948*, Allison & Busby, London 1979, p. 11.

127. Churchill a raconté qu'en octobre 1944, lors d'entretiens avec Staline, « le moment était propice aux affaires » et qu'il avait déclaré : « Mettons-nous d'accord sur nos affaires dans les Balkans. Vos armées sont en Roumanie et en Bulgarie. Nous y avons des intérêts, des missions et des agents. Mais ne nous laissons pas entraîner dans des disputes pour des brouillies. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, cela vous conviendrait-il d'avoir 90 % de votre influence en Roumanie, avec nos 90 % en Grèce et une répartition moitié-moitié en Yougoslavie ? » Quand sa question a été traduite à Staline, il l'a écrite sur un papier. Staline « a pris son crayon bleu, a apposé une grande signature sur la feuille de papier et l'a déplacée dans notre direction. Tout a été réglé en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. » W.S. Churchill, *The Second World War* vol. VI, Houghton Mifflin, Boston 1953, p. 198. Voir également la présentation de la discussion privée des communistes yougoslaves Milovan Đilas, Vladimir Dedijer et Jože Brilej avec Churchill en 1951, dans V. Dedijer, *The Battle Stalin Lost. Memoirs of Yugoslavia, 1948-1953*, Spokesman, London 1978, p. 65.

déclarait que depuis le pacte Molotov-Ribbentrop, et surtout depuis la conférence des « trois grands » à Téhéran, l'Union soviétique participait à « un accord sur la division des sphères d'intérêts – un accord impérialiste » et « suivait consciemment la vieille voie tsariste de l'expansionnisme impérialiste » (128).

Les communistes yougoslaves comprenaient bien pourquoi le Kremlin leur livrait une guerre idéologique incroyablement agressive, destinée à écraser leur révolution. « Il est bien connu que la Seconde Guerre mondiale a créé des conditions extrêmement favorables pour que tout parti communiste puisse organiser une lutte révolutionnaire », a écrit Svetozar Vukmanović-Tempo, l'un des principaux dirigeants communistes yougoslaves, pour expliquer pourquoi Staline a conduit à la défaite de la révolution en Grèce. Ces conditions, constatait-il, ont été perdues parce que « pour mener à bien sa politique hégémonique, la direction soviétique était résolument hostile aux mouvements et aux luttes révolutionnaires dans tout pays sur lequel elle n'avait pas de contrôle assuré (que ce soit en raison de la distance géographique, ou du “manque de fiabilité” de la direction locale, ou enfin pour toute autre raison) ou qui devait devenir l'objet d'un marchandage avec les impérialistes (mené sur la base de la division des sphères d'intérêts). C'est pourquoi, lorsque les hostilités de la Seconde Guerre mondiale ont pris fin, elle a ordonné aux communistes français et italiens de désarmer le peuple, de dissoudre tous les comités populaires qui avaient été formés pendant la guerre en tant qu'organes potentiels et même partiellement réels d'un régime révolutionnaire, de participer à des coalitions bourgeoises (ce qui signifiait en réalité liquider tous les acquis de la lutte révolutionnaire et renoncer à poursuivre la lutte), etc. » Vukmanović-Tempo a expliqué que les dirigeants du Kremlin « n'étaient intéressés par le développement du mouvement que dans les pays qui se trouvaient dans la “sphère d'intérêts” de l'URSS et sur lesquels ils étaient sûrs de pouvoir étendre le contrôle du gouvernement soviétique. Quant aux mouvements révolutionnaires dans d'autres pays, dans la pratique, le gouvernement soviétique a cherché à empêcher leur victoire » (129).

Vsevolod Holubnychy, alors militant de la gauche radicale dans la diaspora ukrainienne, a écrit à ce sujet en 1953 : « Staline a peur d'une révolution » qui pourrait éclater quelque part en Europe ou dans le monde, « parce qu'une véritable révolution, non contrôlée par l'armée russe et le MGB [ministère de la Sécurité d'État], a 99 chances sur 100 de prendre un chemin différent de celui de Staline et que l'État révolutionnaire qui en sortira sera indépendant de l'URSS. En d'autres termes, Staline a peur du “titisme”, surtout tel qu'il était en 1948 » (130). Il avait donc peur d'exactly la même chose que ce qu'il craignait pendant la guerre civile espagnole et ce qu'il appelait alors le trotskisme.

Les pays d'Europe de l'Est qui faisaient partie du bloc soviétique furent appelés « démocraties populaires » par le Kremlin. Ce terme trompeur, qui n'est fondé sur aucun concept (131), a été inventé sur le sol théoriquement meuble du « marxisme transgénique » soviétique, uniquement pour indiquer que les États périphériques du bloc de l'Est se trouvaient à un niveau de développement systémique non spécifié, mais inférieur à celui de leur centre soviétique. Ce dernier se présentait comme socialiste et justifiait ainsi sa supériorité et sa suprématie.

La condition préalable à l'assimilation structurelle des « démocraties populaires » était la formation de la couche bureaucratique dirigeante de type stalinien et l'installation du mode d'exploitation de la classe ouvrière inhérent à sa domination. En URSS, le processus de formation de la bureaucratie stalinienne a duré plus de dix ans et a eu un cours catastrophique : il ne s'est cristallisé

qu'à la suite de la Grande Terreur. Ici, le processus devait se dérouler beaucoup plus rapidement, sur une période de quelques années, et d'une manière différente, surtout avec beaucoup moins de bouleversements. Le point de départ était, au mieux, la bureaucratie encore mal séparée du mouvement ouvrier (« unifié » dans les premières années d'après-guerre) ainsi que les milieux acquis de l'intelligentsia et de la petite bourgeoisie.

La construction rapide d'une nouvelle couche bureaucratique dirigeante sur cette base n'était possible qu'en transplantant dans les « démocraties populaires » les modèles staliniens d'appareils, de pratiques et de doctrines de domination élaborés en URSS. Ils ont été installés et mis en œuvre sous la supervision de la bureaucratie soviétique, y compris, sur place, sous la supervision des branches périphériques de ses appareils – et, fait significatif, pas tellement d'appareils idéologiques d'État, mais avant tout d'appareils répressifs (132). Cela s'est nécessairement produit au cours de dramatiques – mais non catastrophiques – crises politiques et de luttes de fractions, d'interventions et de répressions étendues de la part des organes de sécurité publique et des services secrets militaires – qui, tout en se situant au-dessus des directions de partis, se trouvaient en même temps sous un fort contrôle soviétique et dont le rôle dans ce processus était énorme – et même de tribunaux politiques dignes de ceux de la Sainte-Vehme (133), de procès politiques à grand spectacle et d'exécutions.

Non seulement on a tenté de mettre sous tutelle les ouvriers selon le modèle stalinien, en les privant du droit à l'auto-organisation, à la grève et à toute forme d'auto-activité, et en brisant la résistance à l'exploitation par une législation du travail répressive et une forte pression de la « masse de manœuvre » sous la forme de diverses catégories de travail non-libre (134). En profitant du fait que l'industrialisation fournissait largement des éléments ouvriers frais, dépourvus de racines de classe, l'expérience soviétique particulièrement efficace de son recrutement massif dans les rangs de la bureaucratie a également été utilisée. Comme en URSS, cela a été crucial pour l'introduction d'un mode d'exploitation des ouvriers du type stalinien.

128. J. Broz Tito, « H kritiki stalinizma », *Časopis za Kritiko Znanosti, Domišljivo in Novo Antropologijo* vol. VIII n° 39/40, 1980, pp. 158, 161. Voir aussi Z.M. Kowalewski, « Jugosławia między Stalinem a rewolucją », *Le Monde diplomatique – edycja polska* n° 7, 2013, pp. 30-32.

129. S. Vukmanović [-Tempo], *How and Why the People's Liberation Struggle of Greece Met With Defeat*, The Merlin Press, London 1950, pp. 2-3.

130. V.H. [Holubnychy], « Stalin's Theory of “Capitalist Encirclement” », *Labor Action* vol. 17 n° 3, 1953, p. 5.

131. Une tentative sérieuse, mais par la force des choses infructueuse, de retrouver et reconstruire le concept de démocratie populaire sur la base de la « théorie soviétique », a été entreprise par H.G. Skilling, « “People's Democracy” in Soviet Theory (I-II) », *Soviet Studies* vol. 3, n° 1, 1951, pp. 16-33, et n° 2, 1951, pp. 131-149.

132. Le rôle joué dans ce processus par les appareils du Commissariat du peuple aux affaires intérieures (NKVD) puis du ministère de la Sécurité d'État (MGB) de l'URSS a été présenté sur la base d'une recherche approfondie dans des archives par H.B. Петров, *По сценарию Сталина. Роль органов НКВД-МГБ СССР в советизации стран Центральной и Восточной Европы. 1945-1953 гг.* [N.V. Petrov, *Selon le scénario de Staline. Le rôle des organes du NKVD-MGB soviétique dans la soviétisation de l'Europe centrale et orientale 1945-1953*], РОССПЭН, Москва 2011.

133. *Fehmgerichte* (le terme vient d'un mot bas-allemand signifiant « châtement ») ou Sainte-Vehme était une société secrète d'inspiration religieuse créée en Westphalie au XIII^e siècle et active jusqu'à sa dissolution en 1811. La Sainte-Vehme rendait justice de manière expéditive, se réunissait en secret et ne prononçait que deux sentences : soit l'acquiescement, soit la condamnation à mort. Ses juges étaient tenus au secret quant au statut, au fonctionnement et aux délibérations de ce tribunal secret. L'institution prétendait agir au nom du Saint-Siège. (ndt)

134. La création et l'utilisation par le pouvoir bureaucratique en formation d'une telle « masse de manœuvre » comme moyen de pression sur la classe ouvrière était l'une des conditions de base pour l'établissement de rapports d'exploitation. Voir P. Barton [J. Veltruský], A. Weil, *Salariat et contrainte en Tchécoslovaquie*, Marcel Rivière, Paris 1956, pp. 204-307.

Marxisme

Nulle part il n'a été possible d'obtenir des copies fidèles de la bureaucratie et du mode d'exploitation soviétiques originaux, façonnés dans des conditions historiques différentes. La mort de Staline, « l'affaire Beria » et la « déstalinisation » khrouchtchevienne ont plongé la bureaucratie dans l'ensemble du bloc dans une profonde crise politique. Cette crise a déclenché dans certains segments de la bureaucratie périphérique des tendances à la fronde. L'une d'elles a pris la forme timidement « révisionniste », qui au contact des mouvements sociaux a généré la demande d'un « socialisme à visage humain ». L'autre, paradoxalement sur le terrain créé par le stalinisme, a pris une forme radicalement nationaliste – ce fut le cas en Roumanie (et aussi, dans la périphérie extrême-orientale, en Corée du Nord).

Mais la mort de Staline et la réhabilitation de ses victimes les plus récentes – les médecins du Kremlin – ont suffi pour que les protestations ouvrières secouent les rapports d'exploitation. Le 1er juin 1953, des émeutes ouvrières explosèrent dans la grande ville industrielle de Pilsen, en Tchécoslovaquie. Des grèves éclatèrent également dans divers autres centres industriels du pays, dans au moins 129 entreprises et impliquèrent au moins 32 000 travailleurs (135). Le 16 juin, une protestation des ouvriers du bâtiment de Berlin sur la Stalinallee a déclenché un mouvement de grève dans plus d'un millier d'entreprises (un demi-million de travailleurs y ont participé) et des manifestations et rassemblements dans plus de 700 villes et villages d'Allemagne de l'Est. Pour la première fois à la périphérie du bloc, l'armée fut alors utilisée contre les travailleurs – dans ce cas, il s'agissait des forces d'occupation soviétiques (136).

Trois ans plus tard, le soulèvement ouvrier de Poznań, également pacifié par l'armée, cette fois-ci nationale, et les événements d'Octobre polonais ont tellement secoué la périphérie de l'Europe de l'Est que la révolution hongroise a dû être réprimée par l'armée soviétique pour éviter l'effondrement du bloc. « Il semble qu'à la suite d'un furieux revirement de l'histoire, les semences éclosent sous la forme de conseils d'étudiants, d'ouvriers et de soldats – en tant que soviets "antisoviétiques" » (137) écrivait E.P. Thompson en octobre 1956, alors encore membre du parti communiste, impressionné par ce qui se passait à Budapest. On sait aujourd'hui que le rôle des détachements insurrectionnels ouvriers, des conseils ouvriers, de leurs coordinations au niveau des districts et des régions et des grèves de masse a été énorme dans cette révolution (138).

135. J. Smula, « The Party and the Proletariat: Škoda 1948-53 », *Cold War History* vol. 6 n° 2, 2006, pp. 153-175 ; K. McDermott, « Popular Resistance in Communist Czechoslovakia: The Plzeň Uprising, June 1953 », *Contemporary European History* vol. 19 n° 4, 2010, pp. 287-307.

136. B. Sarel [Sternberg], *La classe ouvrière d'Allemagne orientale. Essai de chronique (1945-1958)*, Les Éditions ouvrières, Paris 1958, pp. 54-170 ; G. Dale, *Popular Protest in East Germany, 1945-1989*, Routledge, London-New York 2005, pp. 9-56.

137. E.P. Thompson, « Through the Smoke of Budapest », dans C. Winslow (sous la dir. de), *E.P. Thompson and the Making of the New Left. Essays & Polemics*, Monthly Review Press, New York 2014, p. 37.

138. B. Lomax (sous la dir. de), *Hungarian Workers' Councils in 1956*, Social Science Monographs-Atlantic Research and Publications, Boulder-Highland Lakes 1990 ; J.C. Sharman, *Repression and Resistance in Communist Europe*, Routledge Curzon, New York 2003, pp. 72-92.

139. D. Filtzer, *Soviet Workers and Late Stalinism*, p. 202.

140. S.H. Baron, *Bloody Saturday in the Soviet Union. Novochoerkassk, 1962*, Stanford University Press, Stanford 2001 ; V.A. Kozlov, *Mass Uprisings in the USSR. Protest and Rebellion in the Post-Stalin Years*, Routledge, Abingdon-New York 2015, pp. 224-287.

141. D.R. Marples, *Ukraine Under Perestroika. Ecology, Economics and the Workers' Revolt*, Palgrave Macmillan, New York 1991, pp. 175-217 ; D. Filtzer, *Soviet Workers and the Collapse of Perestroika. The Soviet Labor Process and Gorbachev's Reforms*, Cambridge University Press, Cambridge-New York 1994, pp. 94-108 ; S. Clarke, P. Fairbrother, V. Borisov, *The Workers' Movement in Russia*, Edward Elgar, Aldershot-Brookfield 1995, pp. 18-82.

142. S.H. Rigby, *Marxism and History. A Critical Introduction*, Manchester University Press, Manchester 1987, pp. 242, 243-244.

En Union soviétique, « les grèves, et même les formes plus douces d'action des travailleurs, étaient extrêmement dangereuses : on les réprimait violemment et les organisateurs risquaient fort de se retrouver dans un camp de travail ou même d'être exécutés – non seulement sous Staline, mais aussi sous [Nikita] Khrouchtchev et [Leonid] Brejnev » (139). Depuis que la bureaucratie stalinienne a consolidé sa domination jusqu'à la mi-1989, la plus grande grève de masse, combinée à des manifestations de rue, a éclaté en juin 1962 dans l'usine de locomotives de Novotcherkassk et a embrasé cette ville ouvrière. Les travailleurs qui manifestaient dans les rues portaient des bannières rouges et des portraits de Lénine. La manifestation a été réprimée par les troupes des ministères de l'Intérieur, de la Sécurité d'État et de la Défense. Tout s'est déroulé sous la supervision de deux membres du Politburo envoyés sur place. Sept participants ont été condamnés à mort et exécutés (140). Cela s'est produit pendant le règne de Khrouchtchev – le plus libéral avant la perestroïka.

Après une longue période d'enlèvement, les ouvriers soviétiques n'ont commencé à retrouver leur force collective qu'en juillet 1989, lorsqu'une avalanche soudaine de grèves a explosé dans les grands bassins houillers du Kouzbass, du Donbass, de Vorkouta, d'Ekibastouz et de Karaganda (141). Comme les mouvements indépendantistes des nations opprimées, qui ont été les premiers à utiliser l'arme de la grève de masse pendant la perestroïka, ce mouvement ouvrier resurgissant a tellement ébranlé l'État soviétique que, sans guerre civile ni intervention militaire étrangère, il s'est effondré comme un château de cartes. Il avait autrefois résisté à l'épreuve historique de la Seconde Guerre mondiale. Quelques décennies plus tard, il s'est écroulé du jour au lendemain sous le poids de ses contradictions internes, exposant toute la fragilité de sa nature.

Dans son ouvrage *Marxism and History*, S.H. Rigby écrit que dans *La Révolution trahie* Trotski offrait « une tentative classique de caractériser l'Union soviétique à partir de positions marxistes ». Trotski, expliqua Rigby, « considérait l'appropriation du pouvoir par la bureaucratie comme une forme transitoire plutôt que durable d'organisation sociale. Soit l'Union soviétique progressait vers le "véritable" socialisme, soit vers le capitalisme et la propriété privée des moyens de production ». Mais Rigby avait des doutes : « Pour le moment il semble que ni une prise de pouvoir révolutionnaire par le prolétariat ni la restauration du capitalisme ne soient une option très probable pour l'Union soviétique. Au contraire, même les dissidents pensent que la société soviétique jouit d'une stabilité déprimante. L'Union soviétique n'est donc pas une forme de société transitoire mais une nouvelle forme de société ». Rigby était certain que ce n'était pas le socialisme. Il a donc conclu qu'elle était « mieux conceptualisée comme une nouvelle forme de société de classe » (142).

Rigby écrivait cela en 1987, quatre ans avant la chute de l'URSS. Bien que dans ses travaux d'historien il soit généralement infaillible lorsqu'il s'agit de distinguer des phénomènes et des processus de longue et de courte durée, dans ce cas il a manqué de perspective historique. À l'époque, de nombreux autres chercheurs, savants et théoriciens de la gauche radicale ont commis des erreurs similaires. Il est rapidement apparu que la prétendue permanence et stabilité du régime soviétique, de l'État lui-même et de l'ensemble du bloc soviétique étaient de pures illusions. Aucune « nouvelle forme de société de classe » apparue dans l'histoire n'a duré plusieurs décennies. Le caractère très éphémère et radicalement instable de cette « nouvelle forme » témoigne du fait qu'en URSS, et plus tard dans le bloc soviétique, un nouveau mode de production (du genre de l'énigmatique « col-

lectivisme bureaucratique ») n'a pas apparu, ni n'a pu renaître sous aucune forme un ancien mode de production (tel le chimérique « capitalisme d'État » dans ses diverses variantes théoriques). L'Union soviétique, écrivait Filtzer, était « une formation sociale historiquement instable qui n'était ni capitaliste ni socialiste et qui, en tant que telle, ne disposait d'aucun régulateur efficace de l'économie ou de la reproduction de sa structure sociale » (143). « Elle fonctionnait sur un tel niveau de contradiction interne et d'instabilité qu'elle ne pouvait jamais être autre chose qu'une formation sociale éphémère » (144).

Pendant un certain temps après la révolution de 1917, la société soviétique était une société de transition entre le capitalisme et le socialisme. « Entre » – cela ne signifie pas « devant passer du capitalisme au socialisme » et « construisant le socialisme » (et encore moins une société qui aurait « construit le socialisme », contrairement à ce que Staline avait déjà proclamé avant la

guerre). Elle pouvait évoluer dans un sens ou dans l'autre – soit vers le socialisme, soit vers le capitalisme, et elle pouvait aussi rester bloquée quelque part sur cette route à double sens et y dégénérer. Non seulement en raison du sous-développement, mais surtout parce que le socialisme dans un pays ou même dans un groupe de pays est impossible, le sort de la société soviétique dépendait des révolutions dans d'autres régions du monde, principalement très développées. La dégénérescence bureaucratique de la révolution d'Octobre, couronnée par la contre-révolution de Staline, a finalement bloqué la possibilité d'évolution vers le socialisme. Le retour à une société de transition entre le capitalisme et le socialisme n'était pas possible sans une nouvelle révolution ouvrière qui renverserait le régime bureaucratique et établirait son pouvoir. Sans elle, la société soviétique ne pouvait être qu'une société de transition dans le sens de transitoirement « déconnectée » du système capitaliste mondial.

Le bloc soviétique et la problématique des modes de production et des modes d'exploitation

Toute « société concrète » contemporaine, donc de classe, est, d'un point de vue théorique, une formation sociale – elle est formée de telle manière qu'elle articule entre eux ou combine différents modes d'exploitation, qui peuvent être et sont parfois, mais ne doivent pas nécessairement être, des modes de production. C'est toujours une articulation ou une combinaison à dominante : un mode d'exploitation domine nécessairement sur les autres. Dans presque toutes les sociétés contemporaines domine le mode d'exploitation capitaliste, qui est aussi un mode de production par excellence. Mais il y a encore quelques décennies, dans un certain nombre de sociétés couvrant une grande partie du globe dominait un mode d'exploitation qui n'était pas un mode de production.

Marx a expliqué dans *le Capital* que les modes de production antagonistes diffèrent les uns des autres par les formes sociales que prend le surtravail dans chacun d'eux, et donc par les modes d'exploitation. « Seule la forme sous laquelle ce surtravail est extorqué au producteur immédiat, l'ouvrier, distingue les formations sociales économiques, par exemple la société esclavagiste de celle du travail salarié » (145). Dans son œuvre anthropologique sur la communauté primitive en tant que mode de production, Alain Testart a complété cette thèse de Marx en ajoutant que dans les modes de production non antagonistes, c'est-à-dire sans classes, il n'y a pas d'exploitation et qu'en cela ils se distinguent des modes antagonistes, c'est-à-dire de classes. Alors que là où une classe ou une couche de la société vit du travail d'une autre classe, le travail est nécessairement divisé en indispensable (pour la reproduction de la force de travail des producteurs immédiats) et en surtravail, dans les sociétés sans classes il n'est pas divisé ainsi. Le surtravail doit être compris ici, en suivant Testart, et en fait en suivant Marx dont le concept de surtravail a été utilisé par Testart, exclusivement dans le cadre des rapports d'exploitation (146).

« Dans les sociétés sans exploitation, le rapport social de production est un rapport de non-exploitation : cette proposition peut bien apparaître comme tautologique. Toutefois elle ne l'est pas plus que celle qui dit que dans une société où existe l'exploitation le rapport de production [fondamental] est un rapport d'exploitation. Ces deux propositions, par-delà leur superficialité apparente, expriment deux choses, à savoir : 1° le rapport de production est le rapport social **fondamental** qui lie les hommes entre eux dans la production ; 2° ce qui est fondamental dans une société, **c'est la présence**

ou l'absence de l'exploitation. Que le rapport social de production fondamental soit un rapport d'exploitation dans la société capitaliste, c'est ce que Marx montre tout au long du *Capital* : le rapport de production [fondamental] capitaliste n'est autre que l'extorsion de la plus-value, forme spécifique que prend le surtravail dans le mode de production capitaliste. Faire passer [dans le capitalisme] tout autre rapport pour le rapport fondamental, c'est ne rien comprendre au *Capital* », expliquait Testart (147). Dans un mode de production antagoniste – pas seulement dans le capitalisme – le rapport d'exploitation est le rapport de production fondamental. Il est « vertical » et il détermine deux autres rapports de production, auxquels il est inséparablement lié : « les rapports horizontaux entre les exploités eux-mêmes et entre les producteurs immédiats eux-mêmes » (148).

La thèse selon laquelle dans tout mode de production (antagoniste) le rapport de production fondamental est celui d'exploitation, est inséparable de la thèse du primat des rapports de production sur les forces productives. La thèse contraire, c'est-à-dire celle qui énonce le primat des forces productives, élimine inévitablement le concept de rapports de production pour le remplacer par celui de formes juridiques de propriété, et fait du marxisme « une sorte d'évolutionnisme dans sa version matérialiste teintée de déterminisme technologique » (149). Louis Althusser a exagéré en soutenant qu'à part quelques phrases malheureuses (notamment dans la Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* de 1858), que l'écrasante majorité des marxistes a prises pour une révélation, « Marx n'a jamais soutenu le primat des forces productives sur les rapports de production » (150). Il y a beaucoup

143. D. Filtzer, *Soviet Workers and De-Stalinization. The Consolidation of the Modern System of Soviet Production Relations, 1953-1964*, Cambridge University Press, Cambridge-New York 1992, p. 122.

144. D. Filtzer, « Labor Discipline, the Use of Work Time, and the Decline of the Soviet System, 1928-1991 », *International Labor and Working-Class History* vol. 50, 1996, p. 24.

145. K. Marx, *Le Capital* (Livre I), PUF, Paris 1993, p. 243.

146. A. Testart, *Le Communisme primitif* vol. I, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris 1985, pp. 28-32, 44-48.

147. Ibidem, pp. 53-54.

148. R. Brenner, « Property and Progress: Where Adam Smith Went Wrong », dans Ch. Wickham (sous la dir. de), *Marxist History-Writing for the Twenty-First Century*, Oxford University Press for the British Academy, Oxford-New York 2007, p. 58.

149. A. Testart, op. cit., p. 26.

150. L. Althusser, « Marx dans ses limites (1978) », dans idem, *Écrits philosophiques et politiques* vol. I, STOCK/IMEC, Paris 1994, p. 425.

Marxisme

d'autres affirmations ou suggestions de ce type dans Marx, comme le démontre Rigby, qui les a soumises à une critique approfondie, perspicace et convaincante à la lumière des connaissances historiques contemporaines (151).

Cependant, Marx s'est progressivement et de manière de plus en plus conséquente éloigné d'une telle façon de penser, et c'est pourquoi Althusser a eu raison de souligner qu'il a « soutenu, en même temps que l'idée de l'unité des rapports de production et des forces productives, [celle du] primat des rapports de production (c'est-à-dire en même temps des rapports d'exploitation) sur les forces productives » (152). Il est assez clair qu'en écrivant *le Capital*, Marx pensait que les rapports de production ne sont pas du tout déterminés par le niveau de développement des forces productives, mais que, pour citer Althusser, « dans l'unité spécifique des Forces de Production et des Rapports de Production qui constitue un Mode de Production, ce sont, sur la base et dans les limites objectives fixées par les Forces Productives existantes, les Rapports de Production qui jouent le rôle déterminant » (153).

Résumons. Nous avons trois thèses clés entrelacées : premièrement, dans tout mode de production le rapport de production fondamental est le rapport d'exploitation (ou de non-exploitation) ; deuxièmement, tout mode de production est une unité des rapports de production et des forces productives ; et, troisièmement, dans cette unité le primat revient aux rapports de production : ils déterminent le développement des forces productives. Ces thèses appellent cependant trois précisions, développements et compléments très importants.

En premier lieu, même les historiens qui reconnaissent explicitement le primat des rapports de production sur les forces productives ont tendance à ignorer la thèse fondamentale de Marx, déjà invoquée, selon laquelle les modes de production antagonistes diffèrent les uns des autres par la forme sous laquelle le surtravail est extorqué, et donc par le mode d'exploitation, et inscrivent de force des modes d'exploitation distincts dans un seul et même mode de production. C'est le cas, par exemple, de Chris Wickham qui, faisant la distinction entre la rente extorquée aux paysans par

les seigneurs féodaux dans les sociétés précapitalistes et l'impôt imposé aux paysans par une bureaucratie étatique tributaire, estime que dans les deux cas nous avons affaire au même mode de production (154). Wickham a autrefois pensé et démontré qu'il s'agissait de deux modes de production différents (155) mais, sous l'influence de la critique de Halil Berktaç et de John Haldon (156), il a abandonné cette distinction. Il qualifie désormais ce mode de production précapitaliste, supposé unique, de féodal, tandis que Haldon le qualifie de tributaire. Wickham fait toutefois remarquer qu'il s'agit d'une différence purement terminologique, et non théorique.

Deuxièmement, dans les pratiques de recherche et les pratiques théoriques, on fait communément abstraction (ou tout simplement on oublie) que le mode de production est une unité des rapports de production et des forces productives. Cette unité n'est pas problématisée, mais simplement assumée, que ce soit explicitement ou implicitement, comme allant de soi. En conséquence, divers modes d'exploitation, qui ne sont pas caractérisés par une telle unité, sont perçus comme des modes de production (antagonistes), tandis que, en même temps, l'existence de modes d'exploitation qui ne sont pas considérés comme des modes de production, ou qui n'en sont pas effectivement, est négligée, voire niée. Car le fait est que tous les modes de production (antagonistes) sont des modes d'exploitation, tandis que tous les modes d'exploitation ne sont pas des modes de production – seulement quelques-uns. Un mode d'exploitation donné n'est également un mode de production que lorsque les rapports d'exploitation et les forces productives correspondantes constituent une unité. C'est-à-dire lorsque les procès de travail, et avec eux les forces productives (la capacité productive du travail social), y compris les forces de travail des producteurs immédiats (leurs capacités de travail), sont formellement et réellement soumis aux rapports d'exploitation (157).

Les nouveaux rapports d'exploitation, en se soumettant formellement les procès de travail et les forces productives existants (c'est-à-dire hérités des modes de production qui les ont précédés), transforment en profondeur leur caractère social, en leur donnant une forme sociale spécifique (par exemple, lignagère, tributaire, capitaliste), mais ils ne les transforment pas substantiellement en termes matériels. À cet égard, ils les transforment principalement sur le plan quantitatif, et non qualitatif. Si la quantité de travail nécessaire reste constante, la soumission formelle ne permet d'obtenir davantage de surtravail qu'au prix d'un allongement de la journée de travail ou d'une intensification du travail, ne permettant donc qu'une exploitation absolue. Par contre, en se soumettant réellement les procès de travail et les forces productives existants, les rapports d'exploitation les transforment substantiellement aussi en termes matériels. Ils le font non seulement quantitativement, mais surtout qualitativement. Marx a même écrit que dans un tel cas, les rapports d'exploitation « révolutionnent » les procès de travail et les forces productives, et aussi en génèrent de nouveaux et se matérialisent dans les deux. Cela permet d'extorquer davantage de surtravail en augmentant la productivité du travail. Celle-ci crée la possibilité de produire dans le même temps de travail un plus grand nombre de moyens de consommation indispensables à la reproduction de la force de travail. Pour les obtenir, le producteur immédiat travaille moins longtemps, c'est-à-dire que le temps de travail nécessaire à la reproduction de sa force de travail se réduit, et donc le temps de surtravail s'allonge et l'exploitation relative augmente. La soumission formelle et la soumission réelle sont inséparables ; il n'y a pas l'une sans

151. S.H. Rigby, op. cit., pp. 5-142.

152. L. Althusser, op. cit., p. 426.

153. L. Althusser, *Sur la reproduction*, Presses universitaires de France, Paris 1995, p. 244.

154. C. Wickham, « Productive Forces and the Economic Logic of the Feudal Mode of Production », *Historical Materialism. Research in Critical Marxist Theory* vol. 16 n° 2, 2008, pp. 3-22.

155. C. Wickham, « The Other Transition: From the Ancient World to Feudalism », *Past & Present* n° 103, 1984, pp. 3-36 ; idem, « The Uniqueness of the East », *The Journal of the Peasant Studies* vol. 12 n° 2/3, 1985, pp. 166-196.

156. H. Berktaç, « The Feudalism Debate: The Turkish End – Is (Tax vs. Rent) Necessarily the Product and Sign of a Modal Difference? », *The Journal of Peasant Studies* vol. 14 n° 3, 1987, pp. 291-333 ; J. Haldon, « The Feudalism Debate Once More: The Case of Byzantium », *The Journal of Peasant Studies* vol. 17 n° 1, 1989, pp. 5-40 ; idem, *The State and the Tributary Mode of Production*, Verso, London-New York 1993, pp. 63-139 ; C. Wickham, *Framing the Early Middle Ages. Europe and the Mediterranean, 400-800*, Oxford University Press, Oxford-New York 2005, pp. 56-61.

157. Les concepts de soumission formelle et réelle des forces productives aux rapports de production ont été développés par rapport au capitalisme (c'est-à-dire par rapport à la soumission du travail au capital) et sur son exemple par K. Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Union générale d'éditions, Paris 1971, pp. 191-223. Dans les recherches sur les modes de production précapitalistes, en particulier le mode de production lignager découvert par les anthropologues – qui a fait passer l'humanité de la cueillette et de la chasse à l'agriculture – ces concepts ont été appliqués par P.-Ph. Rey, « Contradictions de classe dans les sociétés lignagères », *Dialectiques* n° 21, 1977, pp. 116-133. Dans l'étude de la communauté primitive et du mode de production lignager, c'est ce qu'a fait également A. Testart, op. cit., pp. 157-187. Il semble que dans ce dernier – ce fut un mode de production antagoniste (de classe) précoce – il y avait déjà un rapport d'exploitation, mais ce n'était pas encore le rapport de production fondamental. Voir A. Marie, « Rapports de parenté et rapports de production dans les sociétés lignagères », dans F. Pouillon (sous la dir. de), *L'anthropologie économique : Courants et problèmes*, Maspero, Paris 1976, pp. 86-116.

l'autre. Elles existent toujours ensemble, avec la prédominance de l'une ou de l'autre (158).

En s'interrogeant sur la mesure dans laquelle le féodalisme européen a développé les forces productives, Wickham a attiré l'attention sur un fait historique d'une importance capitale : la « diffusion de l'irrigation dans le sud de l'Europe, en particulier dans les terres qui étaient sous domination arabe – le sud de l'Espagne du VIII^e au XIII^e siècle et la Sicile du IX^e au XI^e siècle ». Il écrit : « Cela a dû être l'avancée productive la plus spectaculaire de toute l'histoire agraire du Moyen Âge [européen], puisque les terres irriguées avaient un rendement au moins deux fois supérieur à celui des terres non irriguées et n'avaient pas besoin d'être laissées périodiquement en jachère ; elles pouvaient également porter de nouvelles cultures importées d'Orient, comme la canne à sucre et les agrumes ; l'irrigation a également eu un impact direct sur le procès de travail, puisque des villages entiers devaient travailler ensemble pour établir et entretenir les systèmes d'irrigation. Je voudrais prouver que cela se passait dans le contexte de l'établissement d'un système de collecte d'impôts ». Il semble – écrit encore Wickham, en précisant que cela ne peut être confirmé par manque de sources – que « le nouveau système d'imposition exigeait la production d'un surplus supplémentaire » – « d'où l'intensification de la production par l'irrigation » (159).

On sait depuis le milieu des années 1970 qu'en Espagne islamique (en Al-Andalus), comme en Sicile islamique, une véritable révolution agricole (160) dans le développement des forces productives a eu lieu. Elle a entraîné une augmentation multiple de la productivité agricole et donc une augmentation multiple du surproduit relatif approprié. Il existe un lien étroit entre cette révolution, qui a fortement développé et transformé les forces productives, et le fait que le surtravail des paysans n'a pas été extorqué sous forme de rente par les seigneurs féodaux, mais sous forme d'impôt par le pouvoir d'État (la bureaucratie). Certains historiens, archéologues et anthropologues considèrent donc à juste titre que le mode de production tributaire était fondamentalement différent du féodalisme (161). Il différait non seulement par son mode d'exploitation, mais aussi par le fait que le rapport d'exploitation qui lui était propre était capable de se soumettre les forces productives – de les développer, de les transformer, de les « révolutionner ». C'est pourquoi on peut parler et on parle d'une révolution agricole.

Il s'agissait donc non seulement d'un mode d'exploitation, mais aussi d'un mode de production – non pas de nom, mais en substance. Il apparaît cependant que le féodalisme, qui lui a historiquement coexisté, était incapable de se soumettre, de développer et de transformer les forces productives, et nous devons donc nous demander s'il s'agissait d'un mode de production ou simplement d'un mode d'exploitation. En réduisant la rente, arrachée à la paysannerie par les seigneurs féodaux, et l'impôt, prélevé sur la paysannerie par l'État, à une seule et même forme d'exploitation, la différence colossale entre les deux s'estompe complètement. Elle apparaît lorsque l'on distingue clairement les deux modes d'exploitation et que l'on examine comment chacun d'eux se rapporte aux forces productives. Sinon, comme dans le cas de Wickham, la différence entre eux, jetée par la porte, revient nécessairement par la fenêtre.

Troisièmement enfin, dans un mode de production donné, ce n'est pas seulement le rapport d'exploitation, ou pas nécessairement lui seul, qui se soumet réellement les forces productives, mais avec lui ses autres rapports de production se les soumettent également. Dans le cas du mode de production capitaliste, le développement continu des forces productives qui lui sont propres n'est pas propulsé uniquement par le rapport « vertical » d'exploitation (par l'exploitation et la résistance à l'exploitation, et donc par la lutte des classes), mais aussi, voire surtout, par un autre rapport de production : le rapport « horizontal » de concurrence entre les capitaux (162).

Le mode d'exploitation introduit d'abord en Union soviétique par le régime stalinien, puis dans les États périphériques du bloc soviétique, n'était pas un mode de production. Il ne s'est pas soumis les forces productives, ni formellement ni réellement. Dans ces pays, la révolution industrielle, historiquement retardée et, avec son retard croissant, de plus en plus difficile à réaliser sous le capitalisme, n'a eu lieu à grande échelle qu'après son renversement – déjà sous la domination de la bureaucratie. Les forces productives qui se sont développées au cours et à la suite de cette révolution et des processus ultérieurs de modernisation et de développement social et économique ont été entièrement façonnées par le mode de production capitaliste. Elles ont été en partie héritées et dans la foulée multipliées, et en partie obtenues au moyen de l'importation des pays capitalistes, de l'imitation ou de l'emprunt. Le transfert en URSS,

158. Voir P. Murray, « The Social and Material Transformation of Production by Capital: Formal and Real Subsumption in *Capital, Volume I* », dans R. Bellofiore, N. Taylor (sous la dir. de), *The Constitution of Capital: Essays on Volume I of Marx's Capital*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke-New York 2004, pp. 243-273 ; C.J. Arthur, « The Possessive Spirit of Capital: Subsumption/Inversion/Contradiction », dans R. Bellofiore, R. Fineschi (sous la dir. de), *Re-reading Marx: New Perspectives after the Critical Edition*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke-New York 2009, pp. 148-162.

159. Ch. Wickham, « Productive Forces and the Economic Logic of the Feudal Mode of Production », op.cit., pp. 15-16.

160. A.M. Watson, « The Arab Agricultural Revolution and Its Diffusion, 700-1100 », *The Journal of Economic History* vol. 34 n° 1, 1974, pp. 8-35.

161. Sont très explicites sur cette question : M. Barceló, H. Kirchner, C. Navarro, *El agua que no duerme. Fundamentos de la arqueología hidráulica andalusí*, El Legado Andalusi, Granada 1996, ainsi que J.M. Martín Civanos, « Working in Landscape Archaeology: The Social and Territorial Significance of the Agricultural Revolution in Al-Andalus », *Early Medieval Europe* vol.

19 n° 4, 2011, pp. 385-410. Le débat entre les historiens autour de la domination du mode de production tributaire dans l'Espagne islamique est présenté par A. García Sanjuán, « El concepto tributario y la caracterización de la sociedad andalusí: Treinta años de debate historiográfico », dans A. García Sanjuán (sous la dir. de), *Saber y sociedad en Al-Andalus*, Universidad de Huelva, Huelva 2006, pp. 81-152. Ce n'est pas le féodalisme, mais le mode de production tributaire distinct de celui-ci qui était le mode de production antagoniste le plus répandu dans le monde à l'époque précapitaliste. Le travail théorique le plus approfondi à ce jour sur ce mode de production a été réalisé par Pierre Briant, qui a étudié l'histoire des empires achéménide et hellénistique. Il a montré que, sous sa domination, un « développement sans précédent des forces productives » a eu lieu dans ces empires. P. Briant, *Rois, tributs et paysans. Études sur les formations tributaires du Moyen-Orient ancien*, Université de Franche-Comté, Les Belles Lettres, Besançon-Paris 1982. Ce qui est étonnant, c'est que les autres théoriciens du mode de production tributaire diversement conçu ne se confrontent pas à l'œuvre de Briant parce qu'ils ne la connaissent pas ! Voir J. Haldon, *The State and the Tributary Mode of Production* ; S. Amin, *Eurocentrism. Modernity,*

Religion, and Democracy. A Critique of Eurocentrism and Culturalism, Monthly Review Press, New York 2009 ; J. Banaji, *Theory as History. Essays on Modes of Production and Exploitation*, Brill, Leiden-Boston 2010 ; L. da Graça, A. Zingarelli (sous la dir. de), *Studies on Pre-Capitalist Modes of Production*, Brill, Leiden-Boston 2015 ; R.M. Rosenswig, J.J. Cunningham (sous la dir. de), *Modes of Production and Archaeology*, University Press of Florida, Gainesville 2017.

162. C'est ce qu'expliquent Robert Brenner et Ellen Meiksins Wood, bien qu'ils utilisent une terminologie différente – ils ne parlent pas de rapports de production, mais de « rapports sociaux de propriété ». Voir R. Brenner, M. Glick, « The Regulation Approach: Theory and History », *New Left Review* n° 188, 1991, pp. 45-119 ; E. Meiksins Wood, « The Politics of Capitalism », *Monthly Review* vol. 51 n° 4, 1999, pp. 12-26 ; R. Brenner, « Competition and Class: A Reply to Foster and McNally », *Monthly Review* vol. 51 n° 7, 1999, pp. 24-44 ; E. Meiksins Wood, « Horizontal Relations: A Note on Brenner's Heresy », *Historical Materialism. Research in Critical Marxist Theory* vol. 4 n° 1, 1999, pp. 171-179 ; idem, « The Question of Market Dependence », *Journal of Agrarian Change* vol. 2 n° 1, 2002, pp. 50-87.

Marxisme

après la guerre, des équipements, des appareils et des technologies industrielles les plus modernes, ainsi que de milliers de scientifiques et de spécialistes, depuis la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne, hautement industrialisée, y a énormément contribué (163). Dans toutes ces forces productives, ce qui se matérialisait, c'était le capital – elles l'incarnaient, mais en même temps, elles se trouvaient maintenant dépouillées de leur forme sociale capitaliste. La bureaucratie dominante ne les a pas transformées matériellement, de sorte qu'elles sont restées durablement ce qu'elles étaient lorsqu'elles ont été reprises aux capitalistes – la matérialisation du capital. Et ainsi la bureaucratie ne se les est pas réellement soumises. Elle ne leur a pas non plus donné une nouvelle forme sociale et ne se les est donc pas formellement soumises. « La matérialisation du capital a été libérée de la forme du capital qui la contrôlait, mais elle n'a pas été placée sous le contrôle d'un autre système organique de métabolisme social qui serait enraciné dans la base matérielle de l'économie et la transformerait plus ou moins rapidement, plus ou moins radicalement ». En bref, « le socialisme a été proclamé sans surmonter radicalement l'incarnation matérielle du capital » (164).

Dans l'usine a été préservé l'héritage du capitalisme : « la division hiérarchique du travail, à commencer par ceux d'en bas, qui exécutent les ordres des autres, jusqu'à ceux d'en haut, qui sont impliqués dans les processus des plans quinquennaux. Toute la configuration humaine/matérielle de la technique du capital a été répliquée » (165). Mais l'usine n'était plus soumise à la loi de la valeur, pas plus qu'elle n'a commencé à l'être au principe de planification. Elle n'a pas fonctionné dans une économie planifiée, car seuls les bureaucrates pensaient qu'ils planifiaient et, plus encore, que leur planification non seulement régulait l'économie, mais le faisait incomparablement mieux que la loi de la valeur qui régit l'économie capitaliste. Soit ils ne saisissaient pas, soit ils n'ont pas voulu comprendre, qu'il est impossible de planifier sans la participation collective des producteurs immédiats, d'autant plus quand on est dans un rapport d'exploitation antagoniste avec eux. L'économie et la société modernes sont régies soit par la loi de la valeur, soit par le principe de la planification. Il n'y a pas d'autres possibilités.

Dans une économie gérée par la bureaucratie, la matérialisation du capital, qui avait perdu sa forme sociale propre au capital mais n'en avait pas acquies une nouvelle, dérivait. Il était possible de l'exploiter sans aucun régulateur, en le remplaçant par un ersatz : la coercition bureaucratique extra-économique. Mais, évidemment, cela n'était possible qu'à relativement court terme. « Ce n'était pas du tout un mode de production (et a fortiori ce n'était ni un "capitalisme d'État" ni un "collectivisme bureaucratique"). Les directives imposées politiquement ne pouvaient pas permettre de contrôler les usines de manière à favoriser de façon stable et permanente le développement des forces productives » (166).

Les forces productives, créées par le mode de production capitaliste et transférées du capitalisme à l'économie de commandement, où elles ont été dépouillées de leur forme sociale, ont perdu leur dynamique de développement. Sous le capitalisme, la source de cette dynamique est l'exploitation relative de la force de travail (la production de la plus-value relative). Comme nous le savons déjà, sa croissance est liée non seulement au rapport « vertical » d'exploitation, qui a lieu entre le capital et le travail, mais aussi à un autre rapport capitaliste de production – au rapport « horizontal » de concurrence entre les capitaux. C'est ce dernier qui oblige chaque capital à accumuler, à innover, à améliorer les équipements techniques du travail et, par conséquent, à augmenter continuellement sa productivité – la base de l'exploitation relative. Dans une économie de commandement, sous la domination bureaucratique, ce rapport de concurrence entre les capitaux a disparu et rien ne l'a remplacé. Par la coercition extra-économique à laquelle sont soumis les producteurs immédiats, il n'est possible de leur extorquer que presque exclusivement du surtravail absolu, que ce soit en augmentant leur nombre tout en maintenant le même taux d'exploitation, ou en n'augmentant pas leur nombre mais en augmentant le taux d'exploitation, ainsi que, bien sûr, en augmentant les deux.

De là vient, sous la domination bureaucratique, la tendance permanente à l'exploitation absolue, également appelée exploitation excessive, surexploitation – qui consume la force de travail au point d'empêcher sa pleine reproduction – et une tendance inhérente à la résistance à la surexploitation. Bien sûr, sous le capitalisme aussi, il existe une tendance permanente à l'exploitation absolue, mais elle se produit dans un rapport inséparable avec l'exploitation relative. Sous la domination de la bureaucratie, ce lien a été rompu, et en raison des possibilités limitées et rares d'exploitation relative, la tendance en question a été beaucoup plus forte, mais la tendance qui s'y opposait – la résistance des travailleurs – a également été plus forte.

Il semblait à la bureaucratie que cette contradiction serait résolue par « l'organisation scientifique du travail » tayloriste, que Lénine avait imprudemment valorisée peu après la révolution d'Octobre. Mais elle « ne pouvait pas être appliquée en URSS » ni nulle part ailleurs dans le bloc soviétique, « parce qu'elle était taillée sur mesure pour le capitalisme ; ce n'est pas, comme Lénine semble l'avoir imaginé, un corps de connaissances socialement neutre. De plus, Taylor se retournerait dans sa tombe si quelqu'un osait l'associer au vaste suremploi caractéristique de l'industrie soviétique. Fiat avait construit une usine pour l'URSS : elle employait quatre fois plus de travailleurs que la même usine en Italie » (167). Malgré cela, dans l'usine italienne on extorquait plus de surtravail aux travailleurs qu'au quatre fois plus grand nombre de tra-

163. Ce transfert, appelé, par euphémisme, « livraisons réparatrices », est à l'origine de l'énorme modernisation de l'économie soviétique après la guerre. Au cours de la mise en œuvre du quatrième plan quinquennal (1946-1950), les « livraisons réparatrices ont garanti environ 50 % des équipements pour les constructions capitales. Dans de nombreuses branches de l'industrie, l'importance de ces livraisons était encore plus grande, et c'est surtout grâce à elles qu'il a été possible, au cours du quatrième quinquennat, d'entreprendre une production à un niveau plusieurs fois supérieur à celui d'avant-guerre (optique, radiotechnique, production de moteurs diesel, matériel de communication, produits électrotechniques, matériel de forge et de presses, fibres artificielles et plastiques, caoutchouc synthétique, pétrochimie, etc.). Les livraisons réparatrices ont permis de supprimer ou de réduire considérablement les défauts de la structure sectorielle de

l'industrie soviétique et, en particulier, d'augmenter les capacités d'ingénierie de machines lourdes, ce qui, au début du cinquième quinquennat, a permis d'assurer non seulement des gigantesques constructions capitales dans le pays lui-même, mais aussi de satisfaire les besoins de ces constructions dans les autres pays socialistes d'Europe et d'Asie et, à partir du sixième quinquennat, dans des pays non socialistes en développement » (Г.И. Ханин, op. cit. note 84, pp. 186-187). De l'Allemagne de l'Est « on a enlevé les lignes technologiques les plus modernes et des installations industrielles entières, liées à des branches dans lesquelles le développement en URSS différait avant la guerre du niveau mondial ou se trouvait à un stade initial (optique, ingénierie radio, ingénierie électrique, etc.). Avec l'équipement on emportait la documentation technique. Avec cette documentation, il était possible d'organiser la production dans de nombreuses branch-

es de l'industrie en Union soviétique. On a pris beaucoup plus que ce que l'économie soviétique était capable de "digérer". On manquait d'installations de stockage, on stockait les équipements à l'extérieur, ils rouillaient et devenaient inutilisables » (Е.Ю. Зубкова, « Послевоенная экономика: Основные проблемы и тенденции развития », dans В.П. Дмитриенко (sous la dir. de), *История России. XX век* [E.Y. Zoubkova, « L'Économie de l'après guerre : principaux problèmes et tendances du développement », dans V.P. Dimitrienko, *Histoire de la Russie. XX^e siècle*], ACT, Москва 2000, p. 478).

164. C.J. Arthur, *The New Dialectic and Marx's Capital*, Brill, Leiden-Boston 2004, pp. 208-209.

165. Ibidem, p. 208.

166. Ibidem, p. 209.

167. Ibidem, p. 208.

vaillours de l'Usine d'automobiles de la Volga (VAZ). La raison des deux – la taille beaucoup plus grande du personnel soviétique et la quantité beaucoup plus faible du surtravail qui pouvait en être tirée – était très simple : l'exploitation relative n'était possible en URSS que dans une faible mesure, à supposer qu'elle l'était.

À la lumière de tout cela, il est clair que la bureaucratie n'était pas une classe dominante historique. Elle n'était reproduite par aucun mode de production historique, mais seulement par un mode d'exploitation transitoire, et puisqu'elle était reproduite par un mode d'exploitation transitoire, elle doit donc être considérée comme une classe dominante transitoire. Cela est d'autant plus justifié que, dans le cadre du travail théorique que Geoffrey de Ste. Croix a effectué en rédigeant son ouvrage *The Class Struggle in the Ancient Greek World*, il a défini toute classe sociale aussi brièvement, et en même temps aussi rigoureusement, qu'on puisse l'imaginer : « la classe c'est un rapport d'exploitation » (168). Cette définition s'applique aussi bien à une classe qui est reproduite par un mode de production qu'à une

classe qui n'est reproduite que par un mode d'exploitation qui n'est pas un mode de production.

Il est convenu d'appeler « classes » d'autres couches sociales connues dans l'histoire, qui ont dominé au seul moyen d'une coercition extra-économique et qui n'ont pas imposé de modes de production mais seulement des modes d'exploitation. Cependant, il faut bien voir qu'elles se distinguaient de la bureaucratie stalinienne (et post-stalinienne) par un aspect très important : elles dominaient des classes qui, comme elles, n'étaient pas historiquement autonomes – étaient incapables d'établir leur propre mode de production. Dans le bloc soviétique, en revanche, la bureaucratie dominait sur une classe historiquement indépendante. Cette différence qualitative entre la bureaucratie et la classe ouvrière fait qu'on ne peut pas traiter les deux de « classe » à moins d'explicitier précisément et immédiatement que l'une était une classe transitoire et l'autre une classe historique. Par conséquent, afin d'éviter tout malentendu, la première peut être désignée par le terme « couche dominante ».

Lutte pour le surproduit et pour le contrôle sur les procès du travail

Robert Brenner est un historien économique qui étudie à la fois le capitalisme lui-même et la transition historique du féodalisme au capitalisme. Trois décennies après le célèbre « débat Dobb-Sweezy », suscité à la fin des années 1940 et au début des années 1950 par les travaux de Maurice Dobb et consacré à cette dernière question, Brenner, poursuivant et développant la pensée historique et économique de Dobb, a lancé un débat encore plus vif entre historiens sur le même sujet, appelé « le débat brennerien » (169). Sa solide connaissance de ce en quoi le capitalisme diffère fondamentalement des économies et des sociétés non capitalistes anciennes, comme des relativement récentes, lui a permis d'apporter des contributions importantes à l'étude de la nature des régimes bureaucratiques du bloc soviétique. Comme je l'ai dit, le renversement du capitalisme a brisé les entraves qui freinaient la révolution industrielle dans les sociétés retardées et donc sous-développées et a permis qu'elle ait lieu, mais il n'a pas créé de mécanismes pour le développement systématique ultérieur des forces productives comparables à leur développement dans les sociétés capitalistes depuis longtemps industrialisées. Pourquoi ?

Comme l'explique Ellen Meiksins Wood, en rendant compte des acquis théoriques de Brenner, « le développement autopropulseur caractéristique du capitalisme nécessite non seulement la suppression des obstacles qui se dressent sur son chemin, mais aussi la **contrainte** positive de transformer les forces productives, et cela ne se produit que dans des conditions de concurrence dans lesquelles les acteurs économiques sont libres d'agir en réponse à ces conditions, et sont en même temps contraints de le faire. Personne ne nous en a appris davantage sur la spécificité de ces conditions que Brenner. Personne n'a non plus démontré plus efficacement que lui que, pendant la plus grande partie de l'histoire, ce n'est pas la nécessité de produire un surplus pour les classes ou les États exploitants qui transformait les méthodes de production de cette manière – et pas même la production pour l'échange. Là où les exploitants – qu'il s'agisse des grands propriétaires terriens percevant des rentes ou des États assoiffés d'impôts – disposaient de moyens extra-économiques pour extraire davantage d'excédent de la paysannerie, c'est-à-dire de pouvoirs coercitifs directement

militaires, politiques et judiciaires, il n'y avait pas de coercition systématique pour l'augmentation de la productivité du travail. Les moyens d'extraction de l'excédent sous la contrainte "extra-économique" manquaient non seulement de stimulus pour développer les forces productives, mais entravaient eux-mêmes leur développement en drainant les ressources des producteurs immédiats. Le développement du capitalisme nécessite un mode d'appropriation qui oblige à extraire le maximum d'excédent des producteurs immédiats, mais il ne peut le faire que s'il encourage ou oblige les producteurs à augmenter leur productivité et favorise le développement des forces productives au lieu de l'entraver. Ce mode d'appropriation est une formation rare et contradictoire, dont les conditions d'existence sont très spécifiques et strictes » (170).

La bureaucratie a usurpé le pouvoir en proclamant qu'il était exercé par la classe ouvrière, sur l'exploitation de laquelle elle fondait sa domination. Elle ne pouvait établir et maintenir l'exploitation que par une coercition extra-économique, car la coercition économique ne peut fonctionner que sous le capitalisme et celui-ci a été renversé. De plus, seule l'auto-organisation et la coopération des producteurs immédiats peut être libre de toute coercition économique et extra-économique. Sous la contrainte extra-économique, la bureaucratie a aussi créé une large base matérielle de son mode d'exploitation : elle a réalisé l'accumulation primitive, la révolution industrielle et la modernisation sociale qui l'a accompagnée. Elle n'était cependant pas en mesure d'établir un mode de production qui permette le développement continu des forces productives et l'augmentation constante de la productivité du travail à un rythme et une ampleur comparables à ceux du capitalisme.

Brenner le dit très clairement : en URSS même, et dans le bloc soviétique en général, la bureaucratie a été capable de se con-

168. G.E.M. de Ste. Croix, « Class in Marx's Conception of History, Ancient and Modern », *New Left Review* n° 146, 1984, p. 99. Voir également idem, *The Class Struggle in the Ancient Greek World: From the Archaic Age to the Arab Conquest*, Cornell University Press, Ithaca 1981, pp. 31-69.

169. Voir T.H. Aston, C.H.E. Philpin (sous la dir. de), *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge University Press, Cambridge-New York 1985.

170. E. Meiksins Wood, « The Question of Market Dependence », pp. 57-58.

Marxisme

stituer et de se reproduire en tant que classe dominante parce qu'elle a réussi à créer les moyens de coercition extra-économiques indispensables à l'extorsion d'un surtravail sous la forme d'un surproduit de la collectivité des producteurs immédiats – de la classe ouvrière. Premièrement, elle organisait directement et de manière coercitive la division du travail et décidait à la fois de la répartition des facteurs de production – en particulier de la force de travail, dans les différents secteurs, branches et entreprises – et de la répartition des produits de ces secteurs, branches et entreprises. Deuxièmement, elle extrayait le surtravail : les travailleurs soumis à une coercition extra-économique produisaient collectivement un produit dont la taille dépassait le coût salarial de reproduction de leur propre force de travail. La dépendance directe de la domination de la bureaucratie à l'égard de l'efficacité de la contrainte extra-économique constituait une caractéristique fondamentale du régime qu'elle a établi (171).

Cette contrainte était due au fait que, contrairement aux capitalistes, la bureaucratie ne pouvait pas séparer les travailleurs des moyens de production, et donc les forcer à gagner leur vie sur le marché du travail, en vendant leur force de travail comme s'il s'agissait d'une marchandise. C'est la base de la contrainte économique à laquelle les travailleurs sont soumis sous le capitalisme. Dans une société non capitaliste, c'est impossible. Car si le but de tout capitaliste est la maximisation de son profit, « le but de la bureaucratie dans son ensemble est, bien entendu, la maximisation de l'ensemble de l'excédent social », c'est-à-dire de l'ensemble du surproduit. « Elle a donc intérêt à employer tous les travailleurs qu'elle peut employer, puisque chaque travailleur employé augmente le surplus social (si seulement, au-delà de ce qu'il gagne, il peut individuellement produire quelque surproduit) » (172). Par conséquent, l'économie gérée par la bureaucratie « se développe de manière plus extensive – en augmentant l'excédent par l'embauche de nouveaux travailleurs et en les équipant de machines – qu'intensive, c'est-à-dire en transformant les moyens de production dont chaque travailleur est doté. Par conséquent, la classe ouvrière dans son ensemble est pour la bureaucratie la plus grande ressource productive, et les travailleurs sans emploi sont un gaspillage de ressources » (173). D'où le plein-emploi dans le bloc soviétique, et non en raison de quelconques principes socialistes.

Les conséquences historiques de cet état de fait ont été considérables. D'une part, comme sous le capitalisme, les ouvriers n'exerçaient aucun contrôle collectif sur les moyens de production et de subsistance. En revanche, contrairement à ce qui se passe dans le

cadre du capitalisme, le travail leur était assuré, car il n'était pas dans l'intérêt de la bureaucratie de les licencier. « Contrairement aux managers dans le capitalisme, les managers dans le système bureaucratique ne disposent pas du meilleur mécanisme de discipline des ouvriers dans le procès de travail qui ait été inventé dans la société de classe – la menace de licenciement. Leur objectif est de maximiser la production potentielle de l'entreprise, et ils cherchent donc à retenir tout ouvrier qui produit ne serait-ce que le plus petit excédent par rapport au coût de son salaire » (174).

Les ouvriers qui ne peuvent être licenciés – qui ne risquent pas d'être placés sur un marché du travail inexistant – ne sont en effet pas déconnectés de leurs moyens de production et de leurs moyens de subsistance, et leur force de travail n'est pas une marchandise. Brenner affirme même que dans le bloc soviétique, « les ouvriers étaient effectivement liés à leurs moyens de production et de subsistance ». C'est précisément la raison pour laquelle il était impossible d'« y faire ce que le capital fait avec succès – utiliser la dépendance des ouvriers vis-à-vis de l'emploi **pour les rendre économiquement dépendants de la bureaucratie** » (175).

Une unité de recherche de l'université de Grenoble, dirigée par Wladimir Andreff, a étudié les procès de travail dans le bloc soviétique à la lumière des concepts développés par Marx dans le cadre de ses études sur les procès capitalistes de travail et de production (176). Elle a constaté que, paradoxalement, alors qu'il y avait une pénurie globale de main-d'œuvre, il y avait un excès de main-d'œuvre dans toutes les entreprises. Un exemple de l'ampleur de ce phénomène peut être trouvé dans le cas d'une usine chimique décrit dans la presse soviétique, qui n'était pas du tout extrême. En la construisant, la société capitaliste étrangère prévoyait qu'elle emploierait en total 153 personnes. Le planificateur soviétique a cependant jugé qu'il fallait employer 557 personnes, mais en réalité l'usine en a employé 946. Pour les chercheurs de Grenoble, la contradiction entre la pénurie globale de main-d'œuvre et le suremploi dans les entreprises constituait l'une des contradictions fondamentales des économies du bloc soviétique – elle ne pouvait s'expliquer qu'à la lumière de leur fonctionnement général. Il s'est avéré que les directions des entreprises – obligées d'exécuter les plans qui leur étaient imposés d'en haut, sans connaissance de leurs capacités de production réelles et sans leur garantir un approvisionnement opportun et adéquat – appliquaient « diverses pratiques de gestion déviantes par rapport à la lettre du plan, l'une des plus importantes étant de se constituer diverses réserves ou des stocks, non déclarés à l'administration ». « De la main-d'œuvre se trouve ainsi mise en réserve à l'intérieur des entreprises » (177).

Il en était ainsi, car le « véritable talon d'Achille » des économies du bloc soviétique c'était « leur incapacité à assurer un approvisionnement sans défaillances aux entreprises dans le cadre du plan. Ce phénomène est tellement important et quotidien que divers auteurs font des défauts d'approvisionnement le cœur de la logique de fonctionnement » de ces économies « ou bien la principale manifestation concrète des contradictions du système appelant une "régulation" qui se réalise en partie hors du plan et de l'économie officielle, voire contre la lettre du plan. Quoi qu'il en soit, la moindre observation de l'économie de type soviétique fait voir la réalité de ce problème d'approvisionnement, dont la conséquence est, soulignons-le, la désorganisation du procès de travail. Comment alors soumettre le rythme du travail à l'uniformité des machines, si ces machines cessent d'être approvisionnées en objets de travail (matériaux, etc.) ? » (178).

« En janvier, l'industrie étatique produit 15 % à 25 % de moins qu'en décembre, et cela a toujours été le cas au cours des 20 dernières années » (179). C'est ainsi qu'un économiste hongrois

171. R. Brenner, « The Soviet Union and Eastern Europe, Part I: The Roots of the Crisis », *Against the Current* n° 30, 1991, p. 27.

172. Ibidem, p. 27.

173. Ibidem, p. 27.

174. Ibidem, p. 28.

175. Ibidem, p. 27.

176. À la lumière de ces recherches, Andreff a critiqué diverses théories, dont celles de A. Bordiga, G. Munis, C. Castoriadis, Ch. Bettelheim, B. Chavance, T. Cliff, G. Duchêne, D. Rousset et P.M. Sweezy, selon lesquelles dans le bloc soviétique, soit dominait un « capitalisme d'État » diversement conçu, soit y a émergé une « nouvelle société de classe », inconnue jusqu'alors et historiquement stable. W. Andreff, « Capitalisme d'État ou monopolisme d'État en U.R.S.S. ? Propos d'étape », dans M. Lavigne (sous la dir. de), *Économie politique de la planification en système socialiste*, Economica, Paris 1978, pp. 245-286 ; idem, « Where Has All the Socialism Gone? Post-Revolutionary Society versus State Capitalism », *Review of Radical Political Economics* vol. 15 n° 137, 1983, pp. 137-152.

177. URGENSE (Unité de recherche grenobloise sur les économies et les normes du socialisme existant), « Un taylorisme arythmique dans les économies planifiées du centre », *Critiques de l'économie politique* n° 19, 1982, pp. 110-111.

178. Ibidem, p. 119.

179. M. Laki, « End-Year Rush-Work in Hungarian Industry and Foreign Trade », *Acta Economica* vol. 25 n° 1/2, 1980, p. 39.

écrivait en 1980 à propos d'un phénomène – nommé « chtourmovchtchina » [littéralement la disponibilité permanente de passer à l'assaut] – caractéristique non seulement de la Hongrie, mais aussi de l'ensemble du bloc soviétique. Dans la première moitié de la période de mise en œuvre de chaque plan (mensuel, trimestriel, annuel, quinquennal), les entreprises travaillaient beaucoup plus lentement et n'utilisaient pas pleinement leurs capacités de production, y compris la main-d'œuvre, tandis que dans la seconde moitié, elles sur-utilisaient de plus en plus ces capacités et élevaient de plus en plus les cadences du travail. C'est précisément en raison de la demande accrue de main-d'œuvre au cours de ces périodes que des « réserves » de main-d'œuvre étaient « stockées » dans les entreprises. La plus grande intensification du travail et les horaires de travail les plus étendus – heures supplémentaires et travail durant les jours de congé, parfois même au prix du renoncement aux vacances – avaient lieu « lors de chaque dernière décade du mois et du trimestre, pendant le dernier mois de l'année et pendant le dernier trimestre du quinquennat ». « Chtourmovchtchina » était inextricablement associé au « travail bâclé » et à la production de la « camelote » ce qui, soit dit en passant, portait généralement ses fruits, d'autant plus que le contrôle de la qualité s'affaiblissait sous la pression de la nécessité de réaliser le plan. « Les produits de la dernière décade du mois sont d'assez mauvaise qualité ; de très mauvaise qualité le dernier mois du quinquennat » (180).

La mauvaise qualité des produits « a une incidence directe en retour sur le procès de travail : lorsque les produits défectueux d'une usine sont des outils, des pièces détachées, des semi-produits ou des équipements, on doit s'attendre à ce que surviennent quelque part ailleurs, dans le système productif, des incidents techniques, des pannes, des bris d'outils, etc., perturbant à leur tour le rythme du procès de travail. On comprend alors que les entreprises affectent quelques travailleurs à des tâches (dans des ateliers annexes) pour « bricoler » des pièces ou des équipements défectueux reçus de leurs fournisseurs, pour réparer des outils brisés, les équipements en panne, voire pour produire des « substituts maison » aux approvisionnements manquants ou inutilisables par défaut de qualité ». Les ateliers d'outillage des usines servaient à cette fin. Les conséquences ont été très graves. En 1977, près de 17 % des travailleurs industriels d'Allemagne de l'Est s'occupaient des réparations (181). Hillel Ticktin ironisait sur le fait qu'en plus du secteur I de l'économie, qui produisait les moyens de production, et du secteur II, qui produisait les moyens de consommation, les idéologues soviétiques devaient introduire dans leur « économie politique du socialisme » un secteur III, qui traiterait de la réparation des moyens de production, car en URSS les ouvriers sont plus nombreux (dans le cas des machines-outils, jusqu'à quatre fois plus nombreux) à les réparer qu'à les produire (182). « Des livraisons tardives des composants ou des livraisons de basse qualité », soulignaient des sociologues de l'Académie hongroise des sciences, « c'est une des raisons pour laquelle les technologies avancées des pays occidentaux ne peuvent pas être efficacement adoptées par les économies planifiées » (183). Ce n'étaient pas, bien sûr, des économies planifiées mais des économies gérées bureaucratiquement.

Dans le bloc soviétique, la doctrine de « l'organisation scientifique du travail » était une composante de l'idéologie étatique dominante. En fait, cette doctrine s'enracinait dans le taylorisme, mais elle oscillait néanmoins entre l'affirmation justifiant cet enracinement – « le taylorisme a une large base scientifique » et il faut seulement « rejeter le caractère exploiteur de l'usage de la théorie de l'organisation scientifique du travail dans le capitalisme » (184) – et la négation de cet enracinement par la stigmatisation du taylorisme lui-

même en tant que « instrument d'exploitation contraire aux idéaux de l'État socialiste » (185). L'équipe de l'université de Grenoble a conclu que si, en dépit de leur inefficacité, les procès de travail et les principes d'« organisation scientifique du travail » officiellement appliqués dans les économies du bloc soviétique ressemblaient un tant soit peu au taylorisme, il s'agissait d'un « taylorisme arythmique ». Andreff et ses collaborateurs ont expliqué que « taylorisme et arythmique, ces termes sont contradictoires ; nous les associons précisément parce qu'ils conceptualisent, en une seule image, les termes réels des contradictions que reproduit le procès de travail » dans le bloc soviétique (186).

L'arythmie et la porosité des procès de travail qui en résulte, le « taylorisme arythmique » – voilà le terrain qui définit les conditions de la possibilité de réaliser la tendance permanente du régime bureaucratique à l'exploitation absolue de la force de travail et la tendance tout aussi permanente des ouvriers à résister à l'exploitation, c'est-à-dire à minimiser la masse du surtravail qu'on leur impose. Rappelons qu'en admettant que le salaire doit assurer au moins la reproduction intégrale de la force de travail et que la masse de la force de travail est constante, l'exploitation absolue n'est possible qu'en intensifiant le travail et en allongeant la journée de travail, et sans cette hypothèse, c'est-à-dire en pratique, également en abaissant le salaire réel et en augmentant la masse de la force de travail. Dans les deux cas, cette exploitation a des limites infranchissables (naturelles et sociales). Le « taylorisme arythmique » les réduit encore, puisque « l'arythmie du procès de travail renforce les difficultés à soumettre le travail ouvrier ». Ces limites sont, bien sûr, élargies pendant les périodes d'« assauts » et de « sursauts », mais l'ampleur de ce phénomène est limitée (187).

Au cours de ces périodes, « c'est la direction qui a « besoin » des ouvriers : si le plan de l'entreprise n'est pas rempli, l'ouvrier peut y perdre une prime, le directeur, lui, est exposé à des sanctions venant d'en haut qui peuvent lui coûter jusqu'à sa place, et en tout cas ses perspectives de carrière [bureaucratique]. Un tel contexte mène à un type de relations de négociation entre la direction et les cadres d'une part, les ouvriers d'autre part, où chaque effort particulier consenti d'un côté s'accompagne d'une compensation de l'autre ». Par exemple, si, pendant la période de travail au ralenti, la direction n'accepte pas deux ou trois jours d'absences non excusées, si elle ne ferme pas les yeux sur le fait que, pendant les heures de travail, on fait la queue au magasin, imposée par une « économie de pénurie », ou sur le fait que les pauses sont en fait plus longues que ce que prévoit le règlement, si elle contrôle scrupuleusement les congés de maladie, etc., elle court le risque que, pendant une période de « travail d'assaut », les ouvriers s'en tiennent aux horaires légaux, ne veuillent pas transpirer et ne se mettent pas en quatre pour que l'entreprise remplisse le plan ou simule efficacement (c'est-à-dire en toute sécurité pour la direction) qu'elle le remplit (188).

180. URGENSE, op. cit., pp. 121, 124.

181. Ibidem, p. 124.

182. H. Ticktin, « Towards a Political Economy of the USSR », *Critique. Journal of Socialist Theory* vol. 1 n° 1, 1973, pp. 25-29.

183. L. Héthy, Cs. Mako, « Stimulants salariaux et économie planifiée », *Sociologie du travail* vol. 15 n° 1, 1973, p. 42.

184. J. Boduch, « Stan i rezultaty badań nad organizacją pracy w przedsiębiorstwie », *Ruch Prawniczy, Ekonomiczny i Socjologiczny* vol. 23 n° 4, 1961, pp. 191, 196.

185. A.S. Dovba, I.I. Chapiro, A.F. Zoubkova, Y.I. Chagalov, « USSR », dans *Les nouvelles formes d'organisation du travail* vol. 2, Bureau international du travail, Genève 1979, p. 91.

186. URGENSE, op. cit., p. 119.

187. Ibidem, pp. 126, 116-117.

188. Ibidem, pp. 113-114.

Marxisme

Nous entrons ici dans le vif du sujet. Dans l'ensemble des conditions décrites ci-dessus, dans lesquelles le mode d'exploitation bureaucratique, organiquement incapable de se constituer en mode de production, a pris forme, la tendance permanente à l'exploitation absolue de la force de travail se heurte inévitablement à la tendance permanente des ouvriers à résister à l'exploitation. Mais on peut même dire plus : au-delà d'un certain niveau infranchissable d'exploitation, elle s'écroule ou s'effondrait en fait devant cette tendance contraire. Aucune contrainte bureaucratique extra-économique n'a jamais été en mesure d'y faire face – ni dans la seconde moitié des années 1930, lorsque la terreur stalinienne sévissait en URSS, ni dans la seconde moitié des années 1940, lorsque les lois draconiennes de Staline sur le travail étaient en vigueur. La réorganisation bureaucratique des procès de travail et de leur gestion n'a pas non plus été capable d'y faire face.

« Ce qui se passait à l'intérieur de l'entreprise industrielle était fondamental pour le fonctionnement et le développement du système » (189). La bureaucratie, « demeurant avec la classe ouvrière dans un rapport d'exploitation », avait néanmoins des possibilités limitées de lui extorquer du surtravail. Elles étaient limitées non seulement par ce qui, dans ce système, était le fléau des entreprises et de l'économie tout entière – les nombreuses absences ou l'oisiveté fréquente au travail – ainsi que par la rotation des travailleurs qui changeaient massivement de lieu de travail (en URSS, dans le secteur étatique, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, environ un cinquième de tous les employés changeaient de lieu de travail chaque année, et un tel changement prenait en moyenne un mois). Elles étaient également « limitées par la capacité (...) de la classe ouvrière à exercer un contrôle sur son procès de travail ». Bob Arnot constatait que dans ce système les travailleurs, même atomisés, « peuvent contrôler le rythme auquel ils travaillent, peuvent produire sans trop se soucier de la qualité de ce qu'ils produisent » (190). Cela signifie qu'ils « sont en mesure d'exercer un contrôle négatif à la fois sur la qualité et la quantité de l'excédent qui leur est extorqué » parce que « par leurs actions, ils contrôlent à la fois le niveau absolu du temps de travail dépensé et son intensité » (191). Ticktin a décrit ce phénomène comme « la contradiction entre l'extorsion du surtravail » par l'élite sociale au pouvoir et « son manque de contrôle sur le procès d'extorsion de ce travail » (192). C'est lui qui a initié la reconnaissance de cette contradiction, puis des études théoriques approfondies et des recherches historiques dans ce domaine ont été poursuivies et développées par Arnot et Filtzer.

Ce n'était pas une particularité du bloc soviétique. Le fait est cependant que « bien que le contrôle négatif des travailleurs existe sous le capitalisme, il est néanmoins incompatible avec ce mode de production » et est constamment repoussé par le fonctionnement de la loi de la valeur. « Prenons une entreprise qui opère sur un marché à une échelle et à un niveau de technologie similaires à ceux de ses concurrents, mais sur lequel la main-d'œuvre a pu affirmer un certain degré de contrôle négatif », suggère Arnot. « Il

s'avérera », explique-t-il, « que dans cette entreprise, le temps de travail nécessaire pour produire une marchandise particulière dépassera le temps de travail socialement nécessaire. Le travail dépensé ne sera pas reflété dans la valeur de la marchandise et le temps de surtravail, la plus-value ainsi que le profit diminueront. Cette baisse de rentabilité par rapport à celle de ses concurrents plus agressifs sur le plan managérial entraînera à terme le retrait de l'entreprise du marché, soit par faillite, soit par reprise. En conséquence, la centralisation et la concentration du capital feront perdre aux travailleurs le contrôle qu'ils ont imposé et dont ils ont bénéficié. Cela arrivera parce que ses anciens salariés rejoindront les rangs de l'armée de réserve des chômeurs, avec toutes les conséquences que cela implique, ou bien ils seront contraints de travailler dans un environnement plus agressif qui ne permet pas le contrôle négatif ». Rien de tel ne se produisait dans les économies du bloc soviétique. Ici, constatait Arnot, diverses « formes de contrôle négatif se reproduisent constamment comme une caractéristique de l'économie politique du système et il n'y a aucune tendance inhérente à celui-ci pour les éliminer » (193).

Dans la section du « marxisme transgénique » appelée « économie politique du socialisme », il était affirmé que les économies du bloc soviétique produisaient des biens qui n'avaient qu'une valeur d'usage – contrairement aux économies capitalistes, qui produisent des marchandises qui sont en même temps des valeurs d'usage et des valeurs d'échange. Cependant, il s'agissait d'une fiction, d'abord parce que les procès de travail n'étaient pas soumis formellement ni réellement aux rapports de production, ce qui entraînait leur énorme arthritie, et ensuite en raison de la nature antagoniste des rapports de production, ceux-ci étant des rapports d'exploitation.

« Le résultat », écrit Arnot, « c'est un produit composé de deux éléments : d'une part, d'une partie utilisable qui a une valeur d'usage pour la société dans son ensemble, que ce soit en tant que produit intermédiaire ou en tant que produit fini destiné à la consommation ou à l'investissement ; d'autre part, d'une partie non utilisable qui est un déchet, un gaspillage et qui n'a pas de valeur d'usage. La détermination de la valeur d'usage et du gaspillage comporte à la fois une composante objective et une composante subjective. Objectivement, un interrupteur électrique qui ne fonctionne pas est un déchet, mais une paire de chaussures dont personne ne veut en raison de sa mauvaise qualité de conception, même si objectivement elles peuvent servir de chaussures, est tout autant un déchet qu'un interrupteur qui ne fonctionne pas » (194).

Ticktin corrige cela en partie et le développe partiellement comme suit : alors que dans le capitalisme, la marchandise incarne la contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, dans les économies du bloc soviétique, la valeur d'usage du produit elle-même incarne la contradiction « entre la valeur d'usage réelle et la valeur d'usage potentielle. En d'autres termes, une veste servira de veste même si une de ses manches est plus courte que l'autre, mais sa valeur d'usage est inférieure à celle d'une veste avec deux manches de même longueur. Une machine-outil dotée d'une pièce défectueuse peut usiner des produits utilisés dans la fabrication d'une voiture, mais la voiture ressemble alors davantage qu'elle ne devrait à un tas de ferraille ». En résumé, constate Ticktin, « dans le capitalisme, l'unité c'est la marchandise avec la contradiction inhérente entre sa valeur d'usage et sa valeur d'échange ; en URSS, l'unité c'est le produit, et la contradiction inhérente est entre sa valeur d'usage réelle et sa valeur d'usage potentielle » (195).

189. D. Filtzer, *Soviet Workers and De-Stalinization*, p. 201.

190. B. Arnot, « Soviet Labour Productivity and the Failure of the Shchekino Experiment », *Critique. Journal of Socialist Theory* vol. 15 n° 1, 1981, pp. 41, 36.

191. B. Arnot, *Controlling Soviet Labour. Experimental Change From Brezhnev to Gorbachev*, Macmillan Press, Houndsmill, Basingstoke-London, 1988, pp. 32, 79.

192. H. Ticktin, *Origins of the Crisis in the USSR. Essays on the Political Economy of a Disintegrating System*, M.E. Sharpe, Armonk-London 1992, p. 86.

193. B. Arnot, op. cit., pp. 41-42.

194. Ibidem, p. 43. Voir également H. Ticktin, « Towards a Political Economy of the USSR », pp. 27-36.

195. H. Ticktin, *Origins of the Crisis in the USSR*, op. cit., pp. 12-13.



Pologne,
automne 1981 :
« Grève active »

Il y avait une issue dans ce cercle vicieux

La domination bureaucratique était un cercle vicieux. Pour être capable de se maintenir au pouvoir, la bureaucratie ne pouvait faire autrement qu'assister à ce que les fondements économiques de sa domination soient de plus en plus minés. La bureaucratie n'a pas pu faire face à l'arythmie des procès de travail. Elle a donc été incapable de surmonter l'inhérent contrôle – négatif et atomisé – de ces procès de travail, exercé par les ouvriers, qui limitaient ainsi la quantité et la qualité du surproduit qui leur était extorqué.

Ce contrôle était « la source d'innombrables dysfonctionnements et distorsions qui affectaient la production et la distribution : pénuries de fournitures et de pièces, pannes fréquentes des équipements, lots de production incomplets, livraisons de machines inachevées, production de biens et de services défectueux et de qualité inférieure » (196), qui ont ainsi contribué à la reproduction constante de l'arythmie des procès de travail – au « taylorisme arythmique ».

On aurait pu croire que le progrès technique et les exigences techniques imposeraient d'eux-mêmes un caractère de plus en plus coopératif aux procès de travail et les socialiseraient progressivement, que le contrôle négatif atomisé serait progressivement supprimé et que les conditions se présenteraient spontanément pour une lutte en faveur d'un contrôle collectif, désormais positif, des travailleurs sur la production. Rien ne confirme une telle tendance.

L'expérience historique indique le contraire. Le contrôle négatif atomisé ne pouvait être repoussé que par la résistance collective à

l'exploitation, et surtout par les luttes grévistes, lorsque le taux d'exploitation augmentait fortement, c'est-à-dire lorsque les salaires réels baissaient, que ce soit à cause de la hausse des normes de travail, des réductions de salaires ou des hausses de prix. L'accumulation d'expériences de grèves de masse inscrites dans et traitées par la mémoire collective pouvait conduire à des grèves avec occupation d'entreprises. Celles-ci pouvaient, à leur tour, aboutir à l'auto-organisation et à la coordination à l'échelle inter-entreprises et – après s'être étendues à de nombreux centres industriels – imposer le droit d'avoir des syndicats indépendants et le droit de grève, ainsi que aboutir à la construction d'un syndicat unique et général des travailleurs.

Non seulement cela pouvait se produire, mais cela s'est produit en Pologne en 1980. Et lorsque cela s'est produit, des conditions favorables ont été créées pour une transition du contrôle négatif des travailleurs individuels ou de petits groupes de travailleurs sur leurs propres procès de travail vers une lutte pour le contrôle collectif des travailleurs sur les procès de production, ainsi que sur tous les processus économiques, sociaux et politiques. On l'a appelée la lutte pour l'autogestion ouvrière. Du début à la fin, la logique et la dynamique de cette lutte conduisaient au renversement du pouvoir de la bureaucratie et à l'établissement d'un pouvoir véritablement ouvrier. ■

196. D. Filtzer, « Labor Discipline, the Use of Work Time », p. 12.

Pas d'émancipation possible sans égalité, droits humains et démocratie radicale

« Avec ce livre, je voudrais continuer à prouver, à partir de l'exemple du Nicaragua, que les crises sociales ne peuvent jamais être résolues par des méthodes répressives. Je suis profondément convaincu que l'émancipation sociale n'est possible que si les droits humains et les libertés démocratiques sont aussi garantis et significativement étendus ». Dans son avant-propos à l'édition française, Matthias Schindler aborde la fin de la dictature de Somoza, le soulèvement populaire et le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et la nouvelle dictature du gouvernement d'Ortega « basée sur la répression ouverte du peuple du Nicaragua ». Il explique ses choix de présentation, ses axes de développement : « Ce livre porte essentiellement sur l'analyse des structures politiques du Nicaragua et enquête sur l'évolution du pays confronté aux succès et aux erreurs des rapports démocratiques dans la société », son utilité pour des lecteurs et lectrices francophones, et l'importance de débats « sur le rapport étroit et complexe entre l'émancipation sociale et la démocratie »...

Dans la préface à l'édition espagnole, Onofre Guevara López discute du travail de documentation « sur notre processus révolutionnaire, l'origine de sa décadence et, plus que tout, sur l'actuelle crise politique et sociale de notre pays », des voyages au Nicaragua, d'enquête et de solidarité, « mais de toute façon, je ne peux cesser de dire qu'il s'agit d'un récit des causes historiques de notre souveraineté bafouée, subissant en même temps, à cause de l'influence et des interventions militaires, les différentes modalités du "monroïsme" de la politique extérieure des États-Unis, appliquée de 1823 à nos jours : au Nicaragua, ceux qui prétendent ignorer ces faits font semblant ». Le préfacier indique aussi : « Matthias ne laisse mentir ni les uns ni n'excuse les autres qui feignent l'impartialité pour rester solidaires de la dictature ou paraître indifférents au sort du peuple nicaraguayen, en alléguant une distance qui n'existe pas en ces temps de technologie cybernétique » et souligne la franche solidarité avec les populations contre la dictature des Ortega-Murillo : « Bien au fait de

notre réalité, Matthias ne pouvait laisser impunis les arguments mensongers des dictateurs, diffusés dernièrement grâce à des vidéos astucieusement élaborées, prétendant renverser les rôles joués par les deux forces en présence : d'un côté, victimiser les criminels et les répressifs de la dictature, comme la police ortéguisse et ses matraqueurs parapoliciers ; et d'autre part, criminaliser les morts victimes de la répression contre tout le mouvement populaire civique et désarmé »...

Dans un premier chapitre, « Les rêves du 19 juillet se sont noyés un 18 avril », Matthias Schindler dresse un tableau général de l'ensemble de la période, la fin de la dictature de Somoza, l'insurrection populaire, le mouvement de solidarité internationale, la défaite électorale, les racines et les évolutions des « aspects sociaux et structurels », les manifestations les plus massives de l'histoire du Nicaragua, la dictature de Daniel Ortega...

« Exposer, reconnaître, caractériser et critiquer ces racines dans leurs contextes historiques et sociaux respectifs, c'est une condition indispensable pour pouvoir – au moins dans le futur – empêcher que ne se répètent des évolutions aussi désastreuses au Nicaragua et dans le monde. »

L'auteur insiste sur des falsifications, des réductions de la situation à la seule intervention étrangère (qu'il ne sous-estime en aucun cas), les politiques menées et celles qui auraient été possibles et pose un ensemble de questions : « quel est le rapport entre les événements de 2018 et la révolution sandiniste de 1979 ? Existe-t-il un lien ? Si tel est le cas, lequel ? Y aurait-il eu des alternatives ? Si oui, lesquelles ? La situation actuelle est-elle une conséquence logique de l'histoire de la révolution ? Ou y a-t-il eu une rupture dans le développement politique ? Si oui, quand s'est-elle produite ? Quels furent les points de rupture entre la révolution sandiniste d'alors (avec un appui international) et la dictature ortéguisse aujourd'hui, largement critiquée et isolée ? »

Sans questionnement, il n'est pas possible de penser. Sans prendre en compte l'ensemble des contradictions, les analyses ne peuvent être que partielles et partiales. « Le propos central de ce travail est d'identifier quelques-unes des causes internes responsables de la défaite électorale du gouvernement sandiniste en 1990 et des aberrations du FSLN, d'abord dans l'opposition et ensuite au pouvoir ».

L'auteur propose des pistes de réflexions sur les dynamiques de violences, sur le rôle de la démocratie « durant la lutte de libération et ensuite, y compris durant la période de gouvernement du FSLN », les formes de démocratie représentatives et participatives, les faiblesses sérieuses de leurs formes pratiques, les graves manquements au modèle de démocratie développé par le FSLN...

Il m'a semblé utile de m'attarder sur le début du livre, les interrogations, la volonté de rechercher les causes de la situation actuelle, les discontinuités, la dénonciation de la dictature actuelle (loin du campisme de certain-es)...

Dans les chapitres suivants, Matthias Schindler analyse, entre autres, les fondements et les développements du sandinisme, le processus de fondation du FSLN, les interventions étrangères, le « Statut des droits et garanties des Nicaraguayens » (il pointe, entre autres, le silence sur la structure étatique pour la nouvelle société), le pluralisme politique, les conditions de la révolution, le rôle de la hiérarchie de l'Église catholique, la place de la Cour suprême de justice, les changements sociaux et économiques, les processus électoraux, le développement et les limites des organisations de masse et leurs liens avec le FSLN, le positionnement contre le droit à l'avortement et une conception traditionnelle de la famille, l'histoire de Daniel Ortega, le succès des campagnes d'alphabétisation, la composante chrétienne au sein du FSLN, les actions des forces militaires et violentes des contre-révolutionnaires, les débats autour du service militaire obligatoire, la restriction du respect des droits humains, les réalités contradictoires de la démocratie participative, la confusion entre le parti et l'État, le népotisme et la corruption, les systèmes juridiques parallèles, le fonctionnement du FSLN et l'absence d'élections démocratiques internes, la *piñata* [appropriation des biens publics] sandiniste...

Ces analyses soulignent, me semble-t-il, bien des aspects contradictoires de cette expérience politique, des avancées sociales dont l'alphabétisation de la majorité de la population, des impasses contribuant à créer les conditions d'une détérioration du rapport de force, le poids d'une conception qui ne faisait pas de l'auto-organisation et de la démocratie les piliers des changements possibles...

Les éclairages fournis par l'auteur

permettent de mieux comprendre les évolutions futures, le poids de certaines décisions et pratiques (dont la *piñata*), les conditions de répression massive sous le régime de Violeta Barrios de Chamorro (la revanche des dominants), le nouvel FSLN bien différent du premier, la place de l'« idéologie extrême réactionnaire par rapport aux femmes et à la famille » développée par Daniel Ortega, le pacte entre celui-ci et Aleman du Parti libéral constitutionnaliste (PLC), les changements constitutionnels et l'effondrement de l'« État de droit »... Pour l'auteur, « ces processus profondément illégitimes et antidémocratiques ont leurs racines dans les faiblesses idéologiques et dans le système politique même de la révolution sandiniste ».

Matthias Schindler fournit des données concrètes sur la répression, les souffrances provoquées par les opérations policières et para-étatiques, l'état d'exception de fait et les nombreux interdits, les arrière-plans de l'explosion du mécontentement populaire, le rôle des États-Unis, les débats au sein de la « gauche ».

Je souligne le paragraphe « Des arguments ineptes », les critiques – réduites à un soutien au néolibéralisme et à l'impérialisme étatsunien – auxquelles l'auteur répond justement : « la gauche internationale ne pourrait rendre meilleur service aux révolutionnaires du monde entier qu'en sous-estimant ou même en passant outre la politique inhumaine d'Ortega » ou « Une politique de gauche ou même d'orientation socialiste a le devoir de prendre une position claire contre ceux qui veulent des interventions et des guerres impérialistes et de critiquer en même temps la violation des droits humains par des gouvernements se réclamant d'une orientation anti-impérialiste ». Matthias Schindler rappelle combien le faux anti-impérialisme ou le campisme ont causé des dégâts historiques à gauche...

L'auteur termine sur ce beau rêve devenu cauchemar réel, la nécessité de combiner justice et démocratie, liberté et démocratie... sans oublier le soutien nécessaire aux mouvements démocratiques au Nicaragua...

Je termine par deux questions qui me semblent négligées. La première concerne la possibilité même de développer des alternatives émancipatrices dans un périmètre limité, de mettre de côté l'espace de l'Amérique centrale et caribéen (au moins), de ne pas remettre en cause les frontières issues de la colonisation. Penser dans les limites des

Chronique d'une actualité

La gauche vaincue à Madrid

Par
Manuel Garí Ramos*

Les résultats des élections au parlement de la région de Madrid constituent le « premier tour » du conflit électoral à venir dans l'ensemble de l'État espagnol et illustrent les problèmes politiques fondamentaux qui touchent tant la gauche sociale-libérale traditionnelle que la nouvelle gauche populiste issue de la mobilisation des Indignés (à partir du 15 mai 2011). Les problèmes se multiplient également au sein du Parti Populaire (PP) de droite : Isabel Díaz Ayuso a surgi de nulle part en tant que dirigeante face au secrétaire général du PP, Pablo Casado, qui, à son tour, tente de tirer profit de la victoire à Madrid. Ayuso est un produit de marketing politique qui a créé une « marque » faisant pencher l'équilibre interne du PP vers des positions plus néolibérales et plus droitières. Cela peut être un inconvénient pour aspirer à gouverner le pays dans son ensemble. Cela dit, les résultats obtenus à Madrid – compte tenu des caractéristiques politiques, économiques et sociales spécifiques de la région – ne peuvent être mécaniquement extrapolés à l'ensemble de l'État espagnol. Mais, incontestablement, le

« gouvernement de progrès » de Pedro Sánchez, formé par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et Unidas Podemos, vient de recevoir un coup dur.

Plus grave encore, le résultat électoral est une très mauvaise nouvelle pour les classes subalternes, pour les travailleuses et les travailleurs, bref, pour le peuple de gauche. Le néolibéralisme trumpiste madrilène a revalidé et amélioré son résultat électoral dans un contexte social critique. La situation sanitaire et économique créée par la pandémie s'est ajoutée aux antécédents, configurant un profond « état de malaise » qui traverse l'ensemble de la société dans l'État espagnol, comme c'est le cas dans de nombreux autres pays.

Une situation dramatique

Dans le cas espagnol, ce malaise est aggravé pour une classe ouvrière qui souffre d'un chômage – selon les données officielles, bien qu'en réalité le taux soit plus élevé – frappant 3 949 640 salarié·es en mars 2021, ce qui représente 15,3 % de la population active. Dans la tranche d'âge des moins de 25 ans, le taux atteint 37 %. Dans

le même temps, le nombre de salarié·e-s bénéficiant, pendant la crise du covid, des mesures de chômage partiel (ERTE) à la charge des caisses publiques a atteint le chiffre de 638 283 personnes à la fin du mois d'avril 2021. Les « queues de la faim » devant les cantines publiques, privées et populaires, sont une réalité douloureuse. Or, les mesures du « bouclier social » du gouvernement de Pedro Sánchez – comme le misérable revenu minimum d'existence créé pour les cas extrêmes – n'arrivent pas, sont retardées et sont en tout cas insuffisantes. La structure économique espagnole, avec un secteur des services touristiques qui représentait près de 13 % du PIB en 2019, avant le Covid-19, et un nombre de bars, brasseries et restaurants disproportionné par rapport à la population autochtone, a durement souffert des effets de la pandémie.

Dans ces conditions, le gouvernement espagnol, avec une augmentation de la dette publique approchant les 130 % du PIB, mise tout sur l'arrivée des Fonds de relance de l'Union européenne (*NextGenerationEU*). Cela signifie qu'il mettra ces prêts et subventions entre les mains des grandes entreprises, sans renforcer le secteur public de l'économie. Le gouvernement de coalition PSOE-Unidas Podemos maintient une politique économique néolibérale – dirigée par la ministre de l'Économie Nadia Calviño [antérieurement, elle a occupé les plus hautes fonctions dans l'administration de l'UE] – qui n'envisage pas une réforme budgétaire avec une volonté redistributive afin de doter le secteur public de moyens suffisants. Le gouvernement aborde les problèmes sociaux à partir d'une logique d'assistance qui ne cherche qu'à pallier fai-

Notes de lectures

États réellement existants implique de limiter les possibles aux découpages historiques créés par d'autres.

Et cette question en rejoint une autre. Comment « confiner » les classes dominantes nationales et internationales (exemple des *contras* et de leur financement par les USA), les empêcher d'intervenir militairement contre les processus populaires et leurs choix démocratiques ? Si l'auteur décrit bien les mécanismes d'intervention et insiste sur les impératifs démocratiques à tous les niveaux de décision et d'organisation, les dimensions internationalistes me semblent singulièrement insuffisantes. Or c'est bien du côté des mobilisations d'autres populations, des pays limitrophes vers un destin commun (ce qui ne signifie pas uniforme) et de la population étatsunienne pour empêcher l'intervention de l'État et de bandes de mercenaires que peuvent être construites

des barrières aux interventions ou à leurs développements. Pour le dire autrement, non seulement les formes d'émancipation – hier nommées socialisme – ne peuvent se développer au sein d'un seul pays, mais cette « nationalisation » est un frein à l'émancipation elle-même et à la solidarité. Bien entendu cela ne dit rien des formes concrètes possibles, ni des rythmes et de leurs décalages probables entre les lieux, ni des mesures de sauvegarde nécessaires et immédiates à prendre, ni de leurs périmètres d'application. Encore faut-il que cela soit clairement énoncé à toutes celles et tous ceux qui peuvent contribuer, par leurs mobilisations, à modifier les rapports de force...

Didier Epsztajn

* Matthias Schindler, *Nicaragua (1979-2019) – Du triomphe sandiniste à l'insurrection démocratique*, Éditions Syllepse, Paris 2021, 13,00 €

* Manuel Garí Ramos est membre du collectif de direction d'Anticapitalistas (section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol) et du Comité consultatif de la revue *Viento Sur*. Cet article a été d'abord publié en castillan sur le site web de la revue *Viento Sur* (<https://vientosur.info/la-izquierda-derrotada-en-madrid-cronica-de-urgencia/>) et en traduction française par la revue suisse en ligne *À l'Encontre* (<http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-4-mai-a-madrid-la-gauche-vaincue-chronique-dune-actualite.html>)

État espagnol

blement (et sans y parvenir) les aspects les plus déchirants de la pauvreté.

En bref, les classes populaires ne voient pas de solution de gauche à l'horizon. Et dans le même temps, s'accroissent les inégalités entre le capital et le travail, entre les riches et les pauvres, entre les travailleur-es ayant un emploi dit décent et ceux ayant un emploi précaire, entre les hommes et les femmes, entre les plus de 35 ans et les moins de 35 ans, entre les habitants des grands centres financiers et les habitants des régions en difficulté. Comme dans les pays appauvris – en tenant compte évidemment des différences – il y a de larges couches de la population qui ont été confrontées au dilemme de tomber malade à cause du Covid-19 ou de tomber malade à cause du manque de revenus. Voilà la clé pour comprendre l'état d'esprit et la conscience populaire.

Cette situation objective des classes populaires s'accompagne d'un facteur très négatif : la démobilitation et la passivité face à la situation. Les grandes centrales syndicales pratiquent une politique de « *dialogue social* » avec les patrons qui détériore chaque jour leur position dans les rapports de forces. Et malgré les discours, les syndicats n'ont pas contraint le gouvernement à maintenir le montant des pensions de retraite, à augmenter le salaire minimum professionnel comme promis, ni à abroger la législation du travail qui a retiré beaucoup de droits aux salarié-es et enlevé aux syndicats les possibilités de négociation collective efficace. Il existe certes des luttes défensives et éparpillées dans des entreprises menacées de fermeture et des poches de résistance sociale pour le droit au logement ou à la santé publique. Toutefois, nous sommes loin du temps des mobilisations des années 2011 à 2015 avec les « *marées* » (blanche des personnels de santé, verte des enseignant-e-s, etc.) qui ont fait descendre des dizaines de milliers de personnes dans la rue.

Une grande partie des militant-es des mouvements sociaux ont gravité autour des gouvernements régionaux de gauche et surtout du gouvernement de coalition espagnol. Nombre de leurs composantes ont été captées d'une manière ou d'une autre par l'appareil gouvernemental et les tâches institutionnelles. Le résultat est qu'une part importante des énergies des associations de quartier, pour le logement, l'environnement, les luttes des femmes ou les mouvements antiracistes a diminué au profit d'un attentisme face à une action législative gouvernementale qui tarde à venir et qui, finalement, n'arrive pas – brisant de la sorte les promesses et créant le découragement. Et le cycle des mobilisations pour les droits nationaux

en Catalogne est, pour le moment, entré dans une phase de régression. La première conclusion que l'on peut tirer est que le cycle politique ouvert après le 15M de 2011 a pris fin. Nous sommes confronté-es à une nouvelle phase d'organisation populaire dans un contexte plus dégradé qu'avant la formation du gouvernement de coalition PSOE-Unidas Podemos.

Résultats électoraux et premiers éléments d'analyse

Les élections du 4 mai ont eu lieu avant que le mandat de quatre ans n'ait pris fin, et le parlement a donc eu une durée de moins de deux ans. La cause de la dissolution de la chambre par la présidente Isabel Diaz Ayuso du PP est une manœuvre pour profiter d'un renforcement de son prestige après une rocambolesque manœuvre politique du PSOE dans une autre région (Murcia), épisode qui ne mérite pas d'être décrit maintenant si ce n'est pour signaler que Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol et secrétaire général du PSOE, fonde actuellement ses opérations politiques sur les conseils d'Ivan Redondo [directeur du cabinet de Sánchez depuis juin 2018] – un Raspoutine du XXI^e siècle, un consultant électoral et en communication, un mercenaire qui a travaillé comme « *technicien* » pour différents partis.

Le Parti populaire (PP) a obtenu un excellent résultat avec 65 des 136 sièges qui composent la chambre. Il dépasse l'ensemble des sièges de la gauche qui en totalise 58. Avec 65 sièges ajoutés aux 13 obtenus par l'extrême droite Vox, l'extrême droite et la droite extrême disposent de 78 sièges, soit 20 de plus que la somme de ceux de la gauche. Avec un taux de participation record dans ce type d'élection, 76,2 % de l'électorat – facteur qui devrait théoriquement profiter aux options de gauche – la droite a obtenu 57 % du vote populaire contre 42 % qui est allé à la gauche. Une catastrophe totale.

Le PP dirigeait le gouvernement de Madrid depuis plus de deux décennies, mais le 4 mai, il a été le parti avec le plus de votes dans toutes les villes (sauf dans deux petites

municipalités marginales) de la région et dans toutes les circonscriptions électorales de la ville de Madrid, y compris les quartiers et les villes de la « ceinture rouge ». Le tableau ci-dessous est significatif.

Il est clair que le discours trumpiste « *à la texane* » [opposé au confinement, sous diverses formes] de la présidente Diaz Ayuso, dans lequel le profit des entreprises prend le pas sur la santé des gens, est soutenu par de larges secteurs de la société. Il y a bien sûr les secteurs patronaux qui en profitent, mais en même temps il y a des classes moyennes dans lesquelles a progressé une conception peu solidaire de la liberté de consommer et de circuler. Et, ce qui est plus grave, il y a de nombreux travailleurs et travailleuses avec des emplois très précaires et de bas revenus menacés qui ont été confrontés au dilemme du choix entre deux risques : la santé ou la faim.

Il fut surprenant qu'Ayuso commence sa campagne en posant l'alternative « *socialisme ou liberté* » qu'elle a ensuite transformé en dichotomie : « *communisme ou Ayuso* ». Il était surprenant d'entendre des milliers de personnes crier le slogan « *Liberté* » devant le siège du PP après le triomphe dans les urnes. C'est une expression politiquement vide, mais elle manifeste un sentiment individualiste qui identifie la liberté à la « *liberté* » personnelle d'accès aux commerces et aux loisirs. Comme dans tout bon « *moment* » trumpiste, les chiffres réels de l'économie et de la santé n'ont pas d'importance. Ayuso a produit une réalité parallèle qui a imprégné les secteurs populaires.

Malgré une gestion économique et pandémique très négative, Ayuso a atteint trois objectifs, aidée par la plupart des médias et soutenue par un parti très organisé et ses bases sociales dans l'Église catholique, les écoles privées subventionnées par l'argent public et les entreprises bénéficiant de la privatisation des soins de santé. Tout d'abord, elle a imposé ses « *vérités* » au moyen de mensonges et contre toute velléité de véracité. Ensuite, elle a créé l'illusion d'un « *mode de vie à la madrilène* » (aussi grotesque que cela puisse paraître) dont l'identité est attaquée par le gouvernement espagnol

Résultats des élections du 4 mai 2021 de l'Assemblée de Madrid

Parti	Suffrages 2021	sièges 2021	sièges 2019
Vox	333 403	13	12
Parti populaire	1 631 608	65	30
Ciudadanos	130 237	0	26
Parti socialiste	612 622	24	37
Mas Madrid	619 215	24	20
Unidas Podemos	263 871	10	7
15 autres listes	35 334	0	0



(sic). Enfin, et surtout, elle a fixé le cadre dans lequel le débat politique, la campagne et les questions clés devaient se dérouler tout en veillant à ce qu'ils ne soient pas à l'échelle régionale mais espagnole. Il est vrai que cette option camoufle la réalité d'une région dans laquelle les entreprises de construction (tant les travaux publics que l'immobilier) ont reçu d'importants privilèges et injections d'argent de la part du pouvoir politique. Un réseau d'intérêts s'est créé autour de l'éducation et de la santé privées, fortement soutenues au détriment de leurs homologues publiques entraînés dans un processus de détérioration et de destruction.

Le triomphe du PP est complété par un résultat significatif pour le parti d'extrême droite Vox, dirigé par un parasite des subventions publiques, Santiago Abascal – dont on sait qu'il n'a jamais travaillé auparavant – et Rocío Monasterio, une femme d'affaires ayant des antécédents de fraude dans l'exercice de sa profession. Vox s'affirme comme un disciple de Steve Bannon et est composé d'une combinaison explosive de néolibéraux autoritaires, de nostalgiques franquistes, de membres des classes rentières parasites, de la police et de l'armée, et de voyous de salles de musculation.

Vox et PP ont tous deux exprimé leur intention de collaborer. Avec la disparition de Ciudadanos – un parti néolibéral qui se targuait d'être centriste – du parlement de Madrid et dont les ex-votants ont nourri le résultat du PP, la droite nationaliste espagnole a été reconfigurée. Cela aura des effets dans d'autres régions comme l'Andalousie où le PP et Ciudadanos co-gouvernent. Mais il ne fait aucun doute que, si Vox représente un danger potentiel qui conditionne déjà les débats culturels et les politiques sur certaines questions, le véritable danger explosif et toxique est déjà posé par le néolibéralisme

autoritaire (« *libertarien* ») du PP de Madrid. Comme dans une meute de chiens de chasse, il y a ceux qui aboient et ceux qui mordent : Monasterio vocifère et Ayuso, entre une phrase stupide et une phrase idiote, promeut des politiques réactionnaires efficaces, matérielles et idéologiques.

Un chapitre spécial serait nécessaire pour dire comment, pendant des années, tout le spectre de la droite espagnole, dans ses différentes versions, ainsi que les médias qui y sont liés, ont concentré sur la personne de Pablo Iglesias toute leur haine en tant que classe dirigeante issue de la guerre civile, faisant de lui l'objet d'un harcèlement personnel, familial, médiatique et judiciaire. Un harcèlement qui, pendant la campagne électorale, a atteint le stade des menaces de mort de type mafieux, qui se sont étendues à d'autres membres du gouvernement espagnol. Cette campagne ne peut être décrite que comme abominable et dangereuse.

Reconfiguration au sein de la gauche

Le Parti socialiste a obtenu ses pires résultats électoraux à Madrid depuis 1977. Faute de projet, son candidat, Ángel Gabilondo, a fait des déclarations suicidaires comme celle de ne pas augmenter les impôts, dans une région dont les recettes fiscales ont diminué de dizaines de milliards d'euros à cause des gouvernements PP, ou encore comme celle de ne pas adopter, dans la lutte contre la pandémie, des mesures préventives différentes de celles adoptées par Ayuso, telles que la fermeture de l'hôtellerie et de la restauration. Avec cela, Ángel Gabilondo et son patron Pedro Sánchez essayaient de gagner l'électorat centriste, un objectif qu'ils n'ont pas atteint (1).

Más Madrid, un groupe issu de ce qui était initialement Podemos, qui se définit

comme vert et féministe – mais qui était même prêt à gouverner avec un parti comme Ciudadanos et qui a un bilan de quatre ans de travail municipal avec de nombreuses ombres en matière d'urbanisme – a réussi à dépasser le parti socialiste de plus de 6 000 voix, ce qui le place comme premier parti de la gauche traditionnelle. Sa campagne a été intelligente et sa candidate Mónica García – une médecin qui continue à travailler dans son hôpital et qui a été presque la seule voix de l'opposition au cours des deux années précédentes dans le parlement de Madrid – a fait passer un message clair sur des questions concrètes ayant trait à la santé et à la santé publique, par exemple. Des propositions qui ont trouvé un écho dans l'électorat de gauche. Mais son orientation politique et programmatique – d'un vert libéral social-démocrate qui cherche son profil dans l'image donnée par les Grünen allemands – souligne également les limites de Más Madrid à se façonner comme une gauche alternative écologique et socialiste capable de changer substantiellement la situation des secteurs populaires.

Le cas de Unidas Podemos (UP) est particulièrement important parce qu'il représente ce qui reste du souffle rénovateur et enthousiasmant qu'était le premier Podemos de 2015, à la création duquel Anticapitalistas a contribué de manière décisive et dans lequel il a travaillé jusqu'à ce que les conditions antidémocratiques internes l'en empêchent. La coalition UP qui, lors des élections précédentes, avait obtenu 7 sièges et qui, cette fois, en a obtenu 10, a cependant un résultat qui, du point de vue politique, signifie un nouvel échec. Cela a conduit son leader Pablo Iglesias à démissionner de tous ses postes internes et institutionnels. Iglesias était la figure caudilliste brillante qui a fait irruption sur la scène politique espagnole en 2015. Toutefois, dans sa force se cachait sa faiblesse. En l'absence d'un projet politique ayant un horizon stratégique, il a configuré un parti, Podemos, dans lequel il détenait le premier et le dernier mot. Ce qui signifie qu'il a procédé à une exclusion systématique de toute position différente, mais a également rendu impossible la création d'une structure de parti démocratique et participative, dotée de liens organiques solides avec la classe ouvrière. Il a utilisé toutes ses forces pour entrer au gouvernement de Pedro Sánchez. Ce pari est loin d'avoir renforcé la position de Podemos, qui a vécu un processus de subor-

1. Le 7 mai, le secrétaire général du PSOE pour Madrid et candidat aux élections, Ángel Gabilondo, a démissionné, ce qui témoigne de la situation au sein de la direction du PSOE.

État espagnol

dination aux politiques sociales libérales. Construit autour d'une contestation du régime né en 1978, Podemos a fini par devenir un défenseur de la Constitution espagnole de 1978, cantonnant ses réserves face à la monarchie aux déclarations et aux discours.

Après son échec au gouvernement, Pablo Iglesias, craignant que son parti ne dépasse pas le seuil des 5 % des votes à Madrid, a démissionné de son poste de ministre du gouvernement espagnol et de vice-président de Sánchez. Il a donc dirigé la candidature de Unidas Podemos aux élections avec l'intention de surmonter les mauvaises prédictions des sondages. Il envisageait pouvoir déterminer la politique de la gauche à Madrid en faisant partie d'un gouvernement régional. Pendant la campagne, il a concentré ses efforts sur la polarisation du débat avec Ayuso et Vox, en posant l'alternative « *fascisme ou démocratie* », avec une approche de front populaire qui cachait une orientation eurocommuniste enveloppée dans la recherche de la vieille identité stalinienne de la guerre civile espagnole et une rhétorique qui ne correspondait pas aux préoccupations ni aux dilemmes qui se présentaient à la majorité sociale, ni à la situation réelle si différente de celle de l'Europe des années 1930. Et, ce qui est encore plus ridi-

cule, cette orientation fondait la réponse antifasciste sur la Constitution de 1978. C'est-à-dire un produit du pacte entre franquistes et réformistes qui garantit la direction de l'État à un héritier (Felipe VI) du roi nommé par Franco (Juan Carlos), protège l'économie de marché, facilite les privilèges éducatifs et économiques de l'Église catholique, empêche le droit à l'autodétermination et à la souveraineté des nations et confère à l'armée le rôle de garant de l'unité de l'Espagne.

Podemos, Izquierda Unida et le Parti communiste espagnol (PCE) forment actuellement un amalgame « *post-communiste* » confus avec le logo UP entièrement aux mains de Pablo Iglesias. Unidad Podemos est dépourvu de muscle militant et de projet politique propre face au PSOE. Ce dernier épisode – la démission de tous ses postes par Pablo Iglesias – laisse son parti, Podemos, dans une crise interne profonde et de grande ampleur et face à des règlements de comptes dont les conséquences sont imprévisibles. Une crise qui sera sans doute transférée à l'ensemble de l'UP – la coalition entre Podemos et Izquierda Unida (qui est une coalition). Mais la démission d'Iglesias est, avant tout, l'expression de l'échec d'une orientation populiste sans programme ni

proposition de société, d'une action basée sur l'hyper-leadership caudilliste et d'un modèle de parti antidémocratique. Et surtout, elle montre l'échec du gouvernement, cette vieille obsession de l'eurocommunisme de faire partie des cabinets ministériels comme condition sine qua non de survie.

Une dernière considération. La gauche marxiste révolutionnaire a également d'importants problèmes à résoudre dont le premier, et non le moindre, est sa faible influence sociale, politique et électorale. Elle a l'obligation de se réinventer. Un cycle politique s'est terminé mais les tâches à venir sont plus complexes qu'au début de celui-ci, car elles devront combiner un patient travail de reconstruction des organisations populaires et de la résistance sociale, l'élaboration d'un nouveau programme écosocialiste, la construction d'un pôle politique anticapitaliste solide et l'établissement de nouvelles alliances sociales et politiques, y compris des expériences électorales qui lui permettent de jouer un rôle actif dans la recomposition du mouvement et l'empêchent de tomber dans l'insignifiance. Mais nous pouvons laisser cette question pour un autre article de réflexion sur l'avenir. ■

Madrid, 5 mai 2021

Notes de lectures

Ernest Mandel : Trois conférences sur la Révolution allemande

Il y a un siècle, la Révolution allemande battait son plein. En 1921, cela faisait trois ans que la légitimité de la bourgeoisie allemande et de son État étaient fortement ébranlées. Ces événements et particulièrement les échecs que la classe ouvrière a subis ont déterminé et bouleversé le cours de l'histoire immédiat, en Europe puis dans le monde. Les horreurs perpétrés par les forces de répression contre la classe ouvrière allemande ne faisaient que préfigurer les horreurs de la Seconde guerre mondiale.

En 1976, Ernest Mandel donnait trois cours de formation sur la Révolution allemande devant les cadres de la Ligue communiste révolutionnaire. Ces conférences n'avaient jamais été transcrites. Heureusement certains les avaient enregistrées (sur K7 !) et ne les avaient ni perdues ni abîmées.

Comme d'habitude, Mandel va à l'essentiel avec un vrai sens pédagogique. Ceux qui l'ont connu reconnaîtront ses intonations, ses inflexions, ses tournures de phrases, son accent, ses mots. Sa volonté de former des cadres, de transmettre son expérience, d'éduquer de nouvelles générations de marxistes révolutionnaires est rendue ici encore plus fortement que dans ses

écrits. Car la pédagogie de Mandel ne consiste pas à répéter des concepts – qui deviendraient ainsi des mots vides de sens – mais à montrer en quoi ils servent à interpréter l'histoire mais aussi à agir dans une situation fort différente, bref à ce qu'ils deviennent des outils dans la lutte des classes, et non des slogans. Plus qu'une introduction à la Révolution allemande, ces conférences tirent des leçons politiques que notre époque ne saurait ignorer.

Et il y a la méthodologie d'Ernest. Citons une leçon : « *Ne faites pas de scissions sur des questions de tactique et de ligne politique (...) parce que vous vous condamnez vous-mêmes à l'impuissance et à la dégénérescence politique et vous affaiblissez le parti d'une manière tout à fait décisive.* » (p. 58) Et une sur les aspects du front unique : « *nécessité objective pour défendre la classe ouvrière des attaques qu'elle subit* », mais aussi « *instrument de conquête de la majorité des travailleurs par le parti révolutionnaire. (...) Je crois que l'autre aspect, l'aspect politique du front unique (...) a été appliqué de manière admirable par la direction Brandler à partir de la fin de 1921 et pendant toute l'année 1922 (...), pas de manière sectaire, pas avec des insultes ou l'écume à la bouche...* » (pp. 67-68)

En postface, deux textes de Lénine et Trotski, écrits en 1919 et 1921, critiquent sans concession



les protagonistes de cette révolution qui allait échouer. À lire absolument (et avec plaisir !).

* Ernest Mandel, *La Révolution allemande – trois conférences*, La Brèche, Paris 2021, 7,00 €

suite de la page 68

souffrent principalement les classes populaires, en particulier les femmes et les personnes racisées. Les femmes sont majoritaires parmi les personnels de santé qui ont été en première ligne dans la lutte contre la pandémie, mais aussi dans le maintien de la vie face aux réductions des services publics et des droits sociaux dont elles sont les premières victimes.

La santé et l'accès à la santé et à la vaccination sont un droit humain universel. Par conséquent, les vaccins doivent être considérés comme un bien commun mondial. Et pour assurer leur accessibilité universelle, la suspension nécessaire et urgente des brevets doit s'accompagner de mécanismes de nationalisation des industries pharmaceutiques privées et d'un fort investissement dans le développement d'industries pharmaceutiques publiques dans tous les pays. Il faut une action décisive qui permette une planification publique de la production et de la distribution des vaccins, en développant les capacités de production locales lorsque cela est possible et en les complétant par une solidarité internationale contraignante dans les autres cas.

Si les virus n'ont pas de frontières, la lutte contre ces derniers ne doit pas en avoir. Le chauvinisme sanitaire est un

autre visage de la dérive réactionnaire d'exclusion qui balaie le monde. Les peuples du Sud doivent avoir accès aux vaccins sur un pied d'égalité avec le reste des habitant-es de la planète. Nous saluons les efforts de Cuba pour développer des vaccins et des traitements pour affronter la pandémie et pour mettre à la disposition de l'humanité les résultats de ceux-ci. Les défis planétaires tels qu'une pandémie nécessitent des réponses mondiales qui soient appropriées.

L'économie privée, la foi aveugle dans le marché et la recherche du profit se sont révélées incompatibles avec la vie. La santé ne peut être une marchandise. La réactivation de l'activité économique ne peut se faire au détriment de la santé ou des droits de la majorité. Il faut choisir : le capital ou la vie. Nous devons agir rapidement et avec force, en pensant à une stratégie globale d'égalité d'accès et de garantie universelle du droit à la santé.

Pour toutes ces raisons, nous demandons :

- La suspension des brevets privés sur toutes les technologies, connaissances, traitements et vaccins liés à la Covid-19.
- L'élimination des secrets commerciaux et la publication d'informations sur les coûts de production et les investissements publics utilisés, de manière claire et

accessible à l'ensemble de la population.

- La transparence et le contrôle public à tous les stades du développement du vaccin.
- L'accès universel, libre et gratuit à la vaccination et au traitement.
- L'expropriation et la socialisation sous contrôle social de l'industrie pharmaceutique privée comme base d'un système public et universel de santé qui favorise la production de traitements et de médicaments génériques.
- L'augmentation des investissements et des budgets publics alloués aux politiques publiques de santé et de soins de proximité, incluant une augmentation de l'embauche, des salaires et une amélioration des conditions de travail du personnel de ces secteurs.
- L'introduction de taxes sur la richesse (patrimoine et revenus du 1 % les plus riches) pour financer la lutte contre la pandémie et assurer une sortie socialement juste et écologiquement pérenne des différentes crises du capitalisme mondial.
- La suspension du paiement des dettes pendant la durée de la pandémie et l'annulation des dettes illégitimes et de celles contractées pour financer la lutte contre le virus. ■





Grâce à un énorme effort scientifique basé sur une collaboration internationale et des sommes historiques d'argent public, l'humanité a pu développer plusieurs vaccins efficaces contre le Covid-19 en moins d'un an.

Toutefois, cette grande réussite pourrait être totalement éclipsée par la cupidité de l'industrie pharmaceutique qui met les gouvernements et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sous pression pour éviter la suspension des brevets. Dans une situation aussi critique que celle que nous vivons, le caractère exceptionnel des mesures exigées de la majorité de la population doit également s'appliquer à l'industrie pharmaceutique privée et à sa soif permanente de profit. La suspension des brevets liés au Covid-19 doit être une priorité et une première étape.

Mais nous ne pouvons pas nous arrêter là. Des initiatives telles que COVAX ou C-TAP ont échoué lamentablement, non seulement en raison de leur inadéquation, mais surtout parce qu'elles répondent à l'échec du système actuel de gouvernan-

Ce manifeste a déjà été signé par 200 organisations sociales et syndicales, ainsi que par 360 personnalités des cinq continents, à l'initiative du Comité international pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM international).

Ces signatures peuvent être consultées sur le site web du CADTM : les organisations signataires (<https://www.cadtm.org/Mettons-fin-au-systeme-de-brevets-privés>) et les personnalités (<https://www.cadtm.org/Liste-des-360-premieres-signatures-de-personnes-qui-soutiennent-le-Manifeste>).

De nouvelles signatures peuvent être envoyées à cette adresse : [<manifestocovid@gmail.com>](mailto:manifestocovid@gmail.com)



ce mondiale par des initiatives où les pays riches et les multinationales, souvent sous la forme de fondations, cherchent à remodeler l'ordre mondial à leur guise. La philanthropie et les initiatives public-privé en

plein essor ne sont pas la solution. Elles le sont encore moins face aux défis planétaires actuels dans un monde dominé par des États et des industries guidées par la seule loi du marché et du profit maximum.

La crise sanitaire est loin d'être résolue. Le système capitaliste et les politiques néolibérales ont joué un rôle fondamental à toutes les étapes. À l'origine de ce virus, il y a la transformation effrénée de la relation entre l'espèce humaine et la nature. La crise écologique et la crise sanitaire sont intimement liées. Et la même logique néolibérale prédatrice a exacerbé les conséquences des deux en appliquant une gestion privée et concurrentielle de la crise. Le résultat est plus d'inégalités, plus de souffrance et plus de

morts au nom des intérêts d'une minorité privilégiée.

La pandémie a accéléré et approfondi des tendances dangereuses, des écarts sociaux et des phénomènes multidimensionnels que nous observons depuis des décennies et dont

suite en page 67